

**LE PARTAGE DU CONGO**  
**ANATOMIE D'UNE SALE GUERRE**

20 décembre 2000



---

ICG Afrique - Rapport N° 26  
(Version d'origine en Anglais)  
Nairobi/Bruxelles

## Table des matières

### CARTES

**RDC : Déploiement de la MONUC.....i**

**RDC : Déploiement des autres forces.....ii**

**RESUME ET RECOMMANDATIONS ..... iii**

**I. INTRODUCTION ..... 1**

**II. IMPASSE MILITAIRE SUR LES FRONTS CONVENTIONNELS.....2**

A. LE FRONT DE L'ÉQUATEUR.....4

B. LES FRONTS DU KASAI ET DU KATANGA .....5

C. LE CONFLIT ENTRE LE RWANDA ET L'OUGANDA.....8

D. CONCLUSION SUR LA SITUATION MILITAIRE .....9

**III. LA GESTION DU CHAOS : L'EFFORT DE GUERRE DES REBELLES ET SES  
CONSEQUENCES .....10**

A. LA RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LE RWANDA ET L'OUGANDA..... 10

B. LES GUERRES CIVILES INACHEVÉES DU RWANDA ET DU BURUNDI ET LES CONFLITS LOCAUX  
DANS LES KIVUS ..... 11

1. L'Armée Patriotique du Rwanda (APR) contre l'ALiR.....11

2. Les forces armées burundaises contre les FDD/le FNL.....16

3. L'échec du RCD.....18

4. Fragmentation et seigneurs de guerre dans les Kivus .....20

5. Scénarios .....22

C. OUGANDA : RETOUR À LA SOLUTION MILITAIRE ?.....25

1. La sécurité, motif de la guerre.....25

2. L'armée fait des affaires.....26

3. L'UPDF et les massacres en Ituri.....27

4. Wamba et le RCD-ML .....28

5. Jean-Pierre Bemba et le MLC : une formule gagnante ? .....30

6. Conclusion .....32

**IV. LAURENT-DESIRE KABILA : AU POUVOIR PAR DEFAUT .....33**

A. KABILA INC. : UN POUVOIR SANS RÉGIME.....34

1. Une légitimité fragile compensée par un fort contrôle politique .....35

2. Le pouvoir personnel poussé à l'extrême.....39

B. KABILA AND CO. : L'ANGOLA, LE ZIMBABWE ET LES AUTRES .....43

1. L'Angola: le parrain.....43

2. Le Zimbabwe piégé au Congo .....48

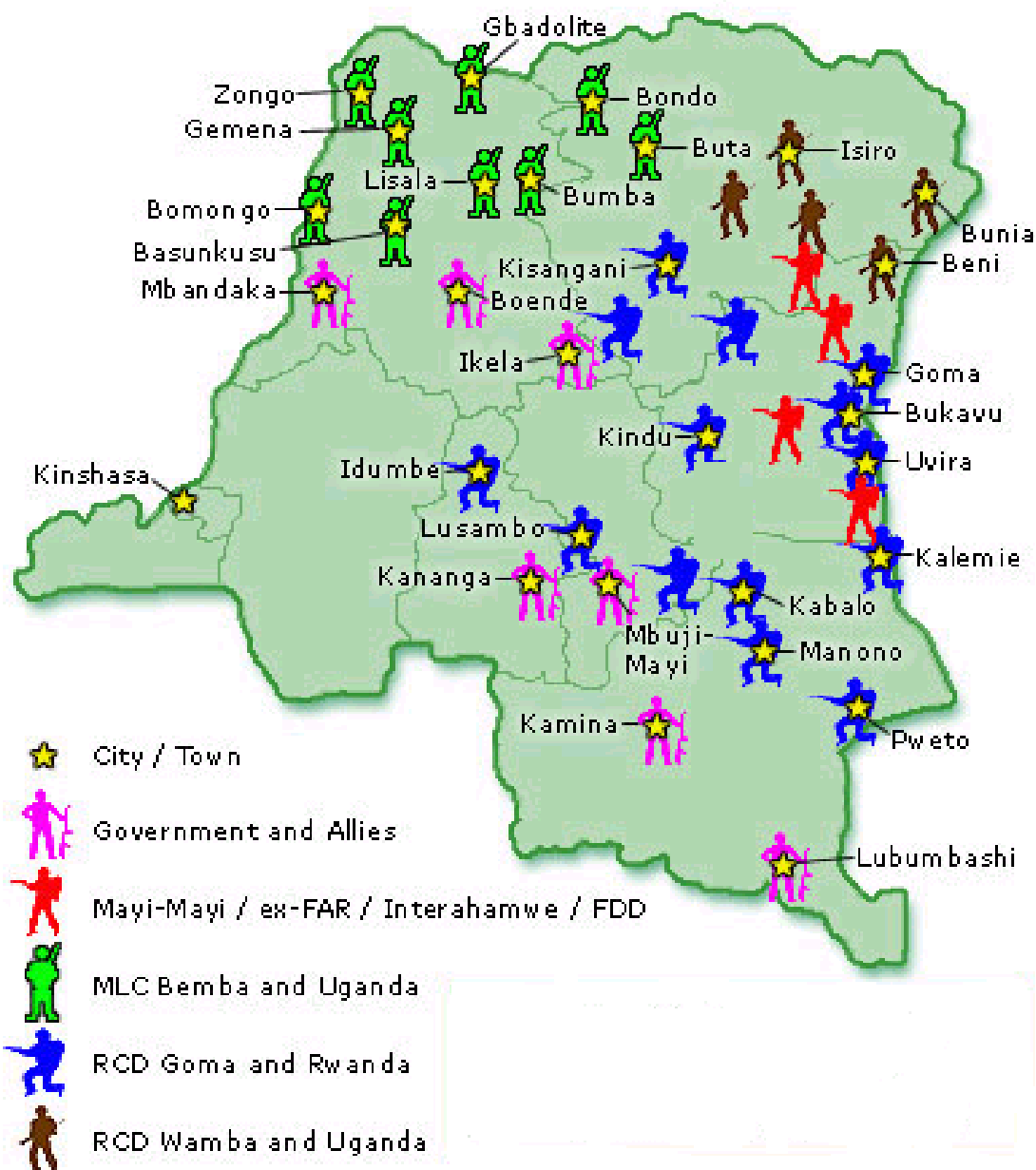
3. Les autres alliés : des mercenaires et des acheteurs de minéraux .....52

<b>V. UNE REACTION INTERNATIONALE INSUFFISANTE A UN PROCESSUS SANS TETE.....</b>	<b>53</b>
A. UNE TRAGÉDIE HUMANITAIRE EN RDC.....	53
1. Déplacements massifs et crise alimentaire.....	53
2. Absence d'engagement de la part des bailleurs de fonds .....	54
3. L'urgente nécessité de montrer des dividendes de la paix .....	55
B. LES FAILLES DE L'ACCORD DE LUSAKA .....	56
1. Des belligérants transformés en gardiens de la paix : histoire de la CMM.....	56
2. MONUC : mission impossible ? .....	57
2. L'échec du dialogue intercongolais .....	64
C. MODIFIER OU RELANCER L'ACCORD DE LUSAKA ? .....	66
1. Le point de vue des belligérants.....	66
2. Les positions internationales.....	67
3. La nouvelle priorité donnée au désengagement : sauver la MONUC et sauver la SADC ? ....	67
<b>VI. CONCLUSION .....</b>	<b>69</b>

## ANNEXES

A. ABREVIATIONS, NOMS ET LIEUX.....	72
B. CHRONOLOGIE DE LA GUERRE EN RDC.....	77
C. REPARTITION DES FORCES MILITAIRES CONVENTIONNELLES .....	85
D. CARTE D'IDENTITE DES FORCES ARMEES CONGOLAISES (FAC).....	91
E. LES MEMBRES DES COMMANDEMENTS MILITAIRES INTERAHAMWE.....	93
F. CARTES : INFRASTRUCTURE EN RDC ET AUX KIVUS .....	95
G. A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP .....	97
H. RAPPORTS ET BRIEFING DE L'ICG.....	98
I. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ICG.....	102





Déploiement approximatif des forces en RDC (Source : IRIN)



## LE PARTAGE DU CONGO

### ANATOMIE D'UNE SALE GUERRE (Version d'origine en Anglais)

#### RESUME ET RECOMMANDATIONS

L'accord de cessez-le-feu de Lusaka signé il y a 18 mois pour mettre un terme à la guerre en République démocratique du Congo (RDC) s'est avéré vain. Il n'a réussi qu'à camper les belligérants sur leurs positions, sans arrêter les combats. Les observateurs mandatés par les Nations Unies et censés vérifier le désengagement des forces en présence, n'ont la plupart du temps pas pu entrer en action à cause de la poursuite des hostilités. De la même manière, le dialogue intercongolais, qui aurait dû déboucher sur une « nouvelle donne politique » dans le pays, semble mort-né.

Face à ce blocage du processus de paix, le Congo a commencé à se morceler. Aucune région du pays n'est épargnée par la catastrophe humanitaire. Les combats ont déjà coûté la vie à des centaines de milliers de Congolais, et l'on estime à deux (2) millions le nombre de personnes déplacées. La violence a favorisé l'essor du militarisme ethnique, et l'Est du pays n'est déjà plus aujourd'hui qu'une mosaïque de fiefs dominés par les chefs de guerre. C'est l'intégrité territoriale du Congo qui est menacée et, à terme si le chaos persiste, celle des neuf pays voisins.

L'absence de leadership dans l'application de l'accord est à l'origine de l'échec du cessez-le-feu de Lusaka. Celui-ci reposait entièrement sur la coopération des parties en présence. Malheureusement aucun des signataires n'a respecté ses engagements, chacun suspectant les autres de jouer un double jeu et justifiant ainsi sa propre duplicité. Or les belligérants ayant eux-mêmes la

responsabilité de faire appliquer l'accord, et aucune garantie extérieure ne venant leur en imposer le respect, celui-ci est vite devenu lettre morte.

Aujourd'hui cet accord n'est plus qu'un document de référence pour le jour, encore lointain, où les belligérants prendront conscience du fait qu'ils n'ont pas d'autre choix que de l'appliquer. En attendant, c'est justement parce qu'ils n'ont pas atteint leurs objectifs militaires que tous s'entêtent dans leur aventurisme guerrier. Tous doivent récupérer leurs investissements de sang et de moyens, trop légèrement pariés au Congo. Tous cherchent encore à gagner la guerre, même si la victoire n'est plus possible.

La deuxième guerre menée au Congo par l'Ouganda et le Rwanda a mis gravement en péril la stabilité même de ces pays. L'attaque-éclair déclenchée en août 1998 pour renverser Kabila s'est depuis transformée en guerre d'occupation, et risque de devenir une intenable guerre d'usure. L'énergie et les fonds dont ceux-ci ont besoin pour assurer leur développement économique ont été dirigés vers leurs budgets de défense en croissance constante. En outre, la crise humanitaire actuelle dans l'est de la RDC et les affrontements répétés à Kisangani entre les forces rwandaises et ougandaises ont porté un coup fatal à l'image de leurs dirigeants.

Cette guerre n'a pas été plus favorable aux alliés de Kabila. L'opposition catégorique du président de la RDC au déploiement de la MONUC et sa préférence à partager son pays plutôt que le pouvoir ont fait du

Congo un piège pour le président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Aujourd'hui, l'homme fort d'Harare n'a plus beaucoup de marge de manœuvre. Compte tenu des problèmes économiques et politiques que connaît son propre pays, Robert Mugabe n'est pas disposé à risquer un retrait unilatéral et sans gloire. L'Angola de son côté est parvenu jusqu'à maintenant à ne pas payer le coût de son intervention. Ce succès apparent a poussé le président Dos Santos à revendiquer un rôle de broker du pouvoir régional en Afrique du Centre et de l'Ouest. Il soutient Kabila pour ne pas voir l'émergence d'un dirigeant fort et indépendant à Kinshasa. Cependant, un changement imminent de la situation militaire remettrait probablement en cause le succès de cette politique en RDC et révélerait les limites de la puissance angolaise. Porté au pouvoir en l'absence apparente d'autres options, Kabila ne dirige que par défaut.

Les politiques inappropriées menées par la communauté internationale ont contribué à entretenir le morcellement du Congo. Déterminées à mettre un terme aux combats, les puissances mondiales ont fait pression sur les belligérants pour qu'ils signent l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. Ce document répondait d'ailleurs tout à fait à la préférence déclarée des États-Unis pour «des solutions africaines aux problèmes africains». Les limites de cette politique apparaissent désormais clairement. Aujourd'hui, aucun des belligérants ne peut se sortir seul du borbier congolais. L'IGC recommande ainsi aux puissances mondiales un engagement plus vigoureux et plus déterminé au Congo pour redonner vie au processus de paix de Lusaka et rétablir à terme la souveraineté territoriale en RDC tout en garantissant la sécurité dans la région.

## **RECOMMANDATIONS**

### **AU CONSEIL DE SECURITE**

#### *Générales*

1. Adopter une résolution pour concilier la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité et l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, qui dissocie le désengagement et le retrait des forces étrangères d'une part, le désarmement des groupes armés d'autre part, et enfin le dialogue intercongolais, de manière à pouvoir avancer au maximum sur chacun de ces points.

#### *Sur le dialogue*

2. Promouvoir des négociations sur le partage du pouvoir et la transition entre les principaux acteurs (le gouvernement/ les rebelles/ la société civile) : la Communauté de Saint Egidio et le gouvernement belge seraient les mieux à même de faciliter celles-ci.
3. Accorder un soutien logistique, financier et moral accru au facilitateur du dialogue intercongolais, Sir Ketumile Masire, en désignant notamment un « co-médiateur » francophone, installé à Kinshasa, et en contraignant Kabila et les rebelles à lui permettre d'entamer des consultations dans l'ensemble du territoire de la RDC.

#### *Sur le désengagement*

4. Soutenir le Processus de Maputo et l'application du Plan de désengagement de Kampala, ceux-ci constituant la première étape d'un retrait progressif.
5. Exercer des pressions sur tous les pays en guerre, et en particulier sur le gouvernement de la RDC, pour qu'ils permettent le déploiement immédiat, en toute sécurité, le long des lignes de front, d'effectifs supplémentaires d'observateurs militaires de la MONUC, conformément à la résolution 1332 (2000).

#### *Sur le désarmement*

6. Créer une structure internationale, sous l'égide d'une haute personnalité, chargée de trouver des solutions au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion (DDR) des groupes armés. En consultation avec la région et les groupes armés, cet organe devrait élaborer un plan en matière de DDR, à la fois solide et réaliste.
7. Faire pression sur Kabila pour qu'il permette aux FDD du Burundi de s'associer au processus de paix en cours dans ce pays.
8. Convaincre les pays en guerre en RDC de s'impliquer davantage dans les efforts de réconciliation politique nationale, seul moyen, à terme, de convaincre les combattants rebelles de rentrer chez eux.

#### *Sur le rétablissement de la paix*

9. Concevoir « un nouveau cadre humanitaire » pour s'attaquer à la situation d'urgence complexe en RDC, conformément aux recommandations de la résolution de la CMM adoptée à Lusaka au début décembre. Un bureau spécial pourrait ainsi être créé pour les opérations humanitaires au Congo. Il serait dirigé par un Directeur des opérations humanitaires responsable de l'élaboration et de la coordination d'une stratégie des opérations de secours tant dans les territoires rebelles que gouvernementaux.
10. Contraindre l'Ouganda et le Rwanda de fournir des réparations pour la destruction de Kisangani, conformément à la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité.
15. Renouveler leur soutien à la CMM en convoquant des réunions mensuelles régulières du Comité politique, en encourageant le déploiement sur le terrain d'équipes de la CMM et en appliquant le Plan de Désengagement de Kampala du 8 avril.
16. Appuyer Masire dans sa mission de préparation du dialogue intercongolais, en facilitant la participation de toutes les parties, et en ouvrant l'accès à tout le territoire de la RDC.
17. Redoubler d'efforts sincères en faveur de la réconciliation nationale pour mettre un terme aux rivalités politiques et ethniques qui se sont répandues sur tout le territoire de la RDC et qui ont sans cesse aggravé le conflit.

## **AUX BAILLEURS DE FONDS**

**Nairobi/Bruxelles, 20 décembre 2000**

11. Sans oublier leur exploitation illégale des richesses du Congo, lier l'engagement des belligérants étrangers dans processus de paix à l'examen de leurs résultats économiques internes. Faire de leur « bonne gouvernance » l'un des critères d'évaluation à l'admission de ces pays à l'aide financière, à l'annulation de leur dette, ou à la signature d'accords commerciaux.
12. Exercer des pressions sur les pays de la SADC pour qu'ils contraignent Kabila à accepter la mise en œuvre de l'accord de Lusaka : ceux-ci pourraient notamment rationner les importations de pétrole de la RDC et limiter l'appui militaire de la SADC au régime congolais.

## **AUX FORCES ÉTRANGÈRES IMPLIQUÉES DANS LE CONFLIT**

13. Reconnaître que le processus de Lusaka constitue la seule solution pour sortir du borbier en RDC, toutes les parties participant à des négociations systématiques, et non à des fins de parties militaires ou à des contacts ponctuels ou de coulisses.
14. Offrir aux observateurs militaires de la MONUC les garanties minima nécessaires au déploiement de ses effectifs sur le terrain, et notamment permettre que les observateurs non-armés de l'ONU puissent faire leur travail sans entraves.





## LE PARTAGE DU CONGO

### ANATOMIE D'UNE SALE GUERRE

#### I. INTRODUCTION

En juillet et août 1999, six chefs d'état et plus de cinquante chefs rebelles signaient un accord de cessez-le-feu à Lusaka en Zambie, pour mettre un point final aux combats menés en République démocratique du Congo (RDC), la première guerre à l'échelle du continent africain. Les combats n'ont malheureusement jamais cessé.

Le conflit est souvent présenté comme une guerre civile entre le président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila, et une foule confuse de mouvements rebelles. Mais c'est aussi en réalité, un mélange chaotique de guerres menées par d'autres peuples, qui se sont rués tous ensemble sur ce qui restait du pays, après la chute et la fuite de son ancien dirigeant, Mobutu Sese Seko. Il s'agit d'abord d'un conflit entre deux alliances régionales : d'un côté l'alliance « des Grands Lacs » avec le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, et de l'autre côté une alliance entre l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Ce conflit est aggravé par les guerres civiles nationales, rwandaise, burundaise et angolaise, partiellement menées en territoire congolais. Au beau milieu de ce chaos, bouillonne le ferment local de dissensions ethniques qui est à l'origine des brutales effusions de sang dans la partie orientale du pays. Tous ces conflits s'alimentent, se renforcent mutuellement et menacent de transformer le Congo en une mosaïque de fiefs dominés par des chefs de guerre.

Avec un certain manque de réalisme, l'Accord de Lusaka esquissait des mesures à la fois politiques et militaires, susceptibles de ramener la paix au Congo. Il préconisait le déploiement d'une force de maintien de la paix « appropriée », au sens du Chapitre VII de l'ONU, afin de contribuer à la mise en œuvre du cessez-le-feu. L'accord

prévoyait également de poursuivre et désarmer les milices, et d'arrêter les criminels de guerre dans leurs rangs. Toutefois, l'Accord assignait aux belligérants eux-mêmes la tâche de contrôler le désengagement des forces pendant la période transitoire précédant le déploiement des forces onusiennes. Une Commission militaire mixte (CCM) composée de deux représentants de chacun des signataires, et d'un président neutre, désigné par l'OUA, devait prendre la direction de ces opérations et en répondre devant un Comité politique composé des ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays militairement impliqués.

Sur le plan politique, l'Accord de Lusaka prévoyait un dialogue national, destiné à donner au Congo une « nouvelle donne politique ». Ce dialogue visait l'organisation d'élections démocratiques, la formation d'une nouvelle armée nationale, et le rétablissement de l'administration de l'état sur l'ensemble du territoire. À ce dialogue devaient participer sur un pied d'égalité, et sous les auspices d'un Facilitateur neutre, nommé par l'OUA : le président Kabila, les deux factions du groupe rebelle *Rassemblement congolais pour la démocratie* (RDC), le *Mouvement pour la libération du Congo* (MLC), également rebelle, des groupes d'opposition non-armés, et des groupes représentant la société civile.

Cet accord n'a jamais été appliqué. Les belligérants eux-mêmes n'en ont jamais respecté les conditions. Il était donc compromis dès le départ. Etant donné leur méfiance réciproque et leur désir non-dissimulé de piller des richesses du Congo, les belligérants ne peuvent probablement plus honorer leurs promesses. Les principes de Lusaka demeurent cependant une référence quant à la manière dont le pays pourrait être remis sur pied, s'il existait une volonté de le faire.

Aucun des belligérants ne s'attendait à ce que la guerre provoque de telles destructions. Ce que tous voyaient comme une guerre courte s'est transformé en un bourbier sanglant et coûteux. De plus, les réticences étrangères à livrer des batailles strictement congolaises et les luttes intestines sanglantes ont brisé les alliances formées au début de la guerre. En conséquence, plus personne aujourd'hui n'a le pouvoir de gagner la guerre. L'impasse actuelle ne devrait cependant pas durer. Chaque pays court en effet le risque d'une défaite, à cause des effets corrosifs de la guerre du Congo sur ses propres institutions (les armées régulières en place) et sur son économie nationale. En outre, aucun pays n'est à l'abri d'un revers militaire.

En décembre 2000, la chance semble sourire au Rwanda et à l'Ouganda. Depuis le mois d'août, le MLC, soutenu par Kampala, menace Mbandaka, ville-clé sur le fleuve Congo, et, par extension Kinshasa, située à 4 jours en aval du fleuve. Les Rwandais et leurs alliés du RCD viennent de repousser de manière décisive une offensive des *Forces armées congolaises* (FAC) au Katanga, et se sont emparés de l'importante ville frontière de Pweto. A la guerre, la chance conduit aux excès de confiance et pousse à la prise de risques. L'Ouganda, comme le Rwanda pensent sans doute pouvoir se sortir de l'impasse et remporter une victoire militaire au Congo. Prêts à y arracher une victoire coûte que coûte pour se dégager de ce bourbier, ils prendront peut-être ce risque, quitte à en payer les conséquences en cas de défaite.

De la même façon, les revers de Kabila font aujourd'hui apparaître sa faiblesse. Ce qui ne signifie toutefois pas que ses alliés accepteraient sa défaite qui serait aussi la leur. Plus de deux ans de guerre ont noué entre le dirigeant congolais et ses alliés des intérêts communs qui les incitent à soutenir le gouvernement de Kinshasa.

Avec ce rapport, l'IGC présente une analyse détaillée des dimensions interdépendantes du conflit congolais, et propose quelques mesures concrètes pour relancer un authentique processus de paix.

## II. IMPASSE MILITAIRE SUR LES FRONTS CONVENTIONNELS

Dix-huit mois après l'Accord de Lusaka, la fin de la guerre n'est toujours pas en vue. Les combats mêlent trois sortes de conflits différents. Sur le front, le gouvernement mène une guerre essentiellement conventionnelle contre les armées étrangères et leurs alliés congolais. Ailleurs, ce sont les conflits nationaux des voisins de la RDC qui sont exportés sur le sol congolais. Enfin, sous l'influence destructrice de cette violence, les tensions latentes entre différentes communautés congolaises ont dégénéré en d'atroces et sanglants affrontements ethniques.

### *Le contexte militaire au moment de Lusaka*

Au moment de la signature du cessez-le-feu de Lusaka, Kabila allait au-devant d'une défaite militaire. Les FAC du gouvernement et les troupes alliées n'avaient pas réussi à gagner du terrain sur les rebelles et leurs protecteurs rwandais et ougandais. Au début 1999, des pluies plus violentes qu'à l'habitude avaient ralenti le mouvement des FAC et de leurs alliés. L'Armée Patriotique du Rwanda (APR) en revanche, plus légère, avait poursuivi sa lente progression vers l'ouest.

Alors que les pourparlers de Lusaka sont en cours, la situation devient critique pour Kabila et son gouvernement. Le 15 juin 1999, les forces de l'APR traversent le fleuve Sankuru et s'emparent de la ville de Lusambo dans le Kasai oriental.<sup>1</sup> Le fleuve forme le dernier obstacle naturel avant Mbuji Mayi, capitale de cette province riche en diamants. Les défenseurs des FAC, écrasés, prennent la fuite, abandonnant derrière eux leurs alliés zimbabwéens et namibiens.<sup>2</sup> L'APR poursuit sa progression vers Kananga.<sup>3</sup> Début juillet, elle avait ainsi élargi sa tête de pont, grâce à la prise des villes de Pania-Mutuombo et Dimbelenge, à 75 km de Mbuji-Mayi.

<sup>1</sup> Ferdinand Bigumandondera, « Lusambo Under Rebel Control », PANA (16 juin 1999).

<sup>2</sup> Sam Kiley, « Kabila At Risk in All Out Battle for Gem Fields », The Times (18 juin 1999).

<sup>3</sup> « Kabila's Last Throw », Africa Confidential, (8 juillet 1999).

À l'est, simultanément, d'autres unités de l'APR arrivant de la ville de Kabalo, au nord du Katanga, avançaient. Le 22 mai, des combats intenses étaient signalés à Eshimba, à l'est de Kabinda.<sup>4</sup> Une semaine plus tard, l'APR atteignait Kabinda, à quelques 120 km à l'est de Mbuji-Mayi. « Il ne fait aucun doute que l'étau se resserre », annonçait *Radio France Internationale*.<sup>5</sup> Sans le cessez-le-feu, Kabila, acculé de toutes parts, semblait sur le point de perdre la guerre.

On ne saurait trop insister sur l'importance stratégique de Mbuji Mayi. Les Kasais constituent le cœur géographique de la RDC. Contrairement aux jungles impénétrables et aux marais qui s'étendent au nord-est de Kinshasa, la route qui conduit des Kasais à la capitale est presque totalement dépourvue d'obstacles naturels. En outre, les diamants de la région représentent une source de financement capitale dans le conflit. Avec la prise de Mbuji Mayi, le gouvernement perdait ces fonds ainsi que ses liens territoriaux avec le Katanga, également riche en minerais. Selon James Kabarebe, chef d'état-major adjoint de l'APR : « Si Kananga, Mbuji Mayi et Kabinda sont prises, Kinshasa tombera. »<sup>6</sup> Soumis à une pression internationale intense, les Rwandais ont finalement accepté de stopper leur progression militaire, et de signer un accord de cessez-le-feu.<sup>7</sup>

#### *La situation militaire depuis Lusaka*

Aujourd'hui la guerre s'éternise, et les combattants se disputent les positions tactiques avantageuses sur les 2 400 km du front « conventionnel ». La ligne de front est d'ailleurs rarement discernable. Aucune des armées en présence n'est très nombreuse, et les forces combattantes sont éclipsées par l'immensité du Congo et son éloignement. Les troupes sont regroupées à l'intérieur de places fortes édifiées autour de points névralgiques : les ports, les aéroports et les

quelques routes carrossables. Les attaques ne sont possibles qu'après de longues marches à travers la jungle ou la savane. Les soldats sont généralement coupés des lignes d'approvisionnement régulières, et contraints de vivre aux crochets des malheureux civils se trouvant à proximité.

---

<sup>4</sup> « Kigali Accused of Violating Ceasefire » New Vision (2 juin 1999).

<sup>5</sup> Ghislaine Dupon, « Combats signalés au sud. On annonce l'arrivée de troupes nord-coréennes », *Radio France Internationale*, Paris, en français 12h30 GMT 29 juin 99, rapporté par la BBC.

<sup>6</sup> Interview de l'ICG, Colonel James Kabarebe, Chef d'état-major adjoint de l'APR (11 août 2000).

<sup>7</sup> Voir ICG Africa Report N° 18, *The Agreement on a Ceasefire in the Democratic Republic of Congo: An Analysis of the Agreement and the Prospects for Peace*, 20 août 1999.

	Nombre estimé des forces déployées en RDC	Leur poids dans l'effort de guerre
ALiR (Interahamwe et ex-FAR)	30 000- 40 000	Considérés comme des combattants déterminés. Répartis entre le front conventionnel et la région des Kivus orientaux.
Angola	2 000 – 2 500	Armée peu disciplinée mais lourdement équipée. Les troupes se trouvant en RDC sont « de second choix ». Leur puissance aérienne constitue malgré tout un avantage décisif en dépit de son mauvais état d'entretien.
Burundi	2 000	Considérés comme tactiquement adéquats au niveau de petites unités. Actuellement distraits par les combats intenses au Burundi
République Démocratique du Congo-- FAC	45 000 – 55 000	Même les troupes « d'élite » se sont révélées peu fiables au combat. Le chiffre cité comprend les forces Interahamwe et celles des FDD au sein des FAC.
Forces de la défense de la démocratie (FDD)	16 000	Rebelles du Burundi venus se battre aux côtés de Kabila. Leurs forces sont partagées entre le Congo et les camps de réfugiés tanzaniens.
Mouvement pour la libération du Congo (MLC)	6 500 – 9 000	Troupes de qualité et d'origine diverses. Elles bénéficient d'un avantage : le contrôle complet de Bemba sur le mouvement.
Namibie	1 600 – 2 000	Infanterie, un peu d'artillerie. De peu d'importance en général dans l'ensemble du conflit.
RCD-Goma	17 000 – 20 000	Peu fiables au combat. Beaucoup ont déserté les FAC au moment où la rébellion a éclaté. Loyauté fragile à la cause rebelle.
RCD-ML	2 500	Divisés par des conflits internes, et peu à même d'aider l'Ouganda dans son effort de guerre contre Kabila.
Rwanda	17 000 – 25 000	Ces troupes sont respectées pour leur détermination. Leur puissance de feu est limitée et elles restent essentiellement une armée de guérilla.
Ouganda	10 000	Une puissance de feu supérieure à celle de l'APR, mais des troupes moins fiables.
Zimbabwe	11 000	Considérée comme une armée professionnelle et bien équipée. Résultats cependant médiocres au combat.

(Voir l'Annexe C pour plus de détails sur l'équilibre des forces conventionnelles)

Depuis la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, ces forces se sont heurtées sur tous les fronts. Dans l'Équateur, les forces du MLC de Jean-Pierre Bemba ont marché vers l'ouest devant les contre-offensives répétées des FAC. Sur le front du Kasai central, les Rwandais se sont accrochés avec leurs opposants pour resserrer l'étau autour de Mbuji Mayi. Sur le front du sud du Katanga, les FAC et leurs alliées ont plusieurs fois tenté une percée vers le Lac Tanganyika et vers les Kivus. Partout ailleurs, des combats moins conventionnels sont à déplorer. Dans le Kivu oriental, les agents de Kinshasa ont encouragé la résistance contre l'APR et cherché à menacer le territoire rwandais lui-même. Armés en

conséquence par Kabila, les Interahamwe se sont renforcés. Enfin, les milices « mai mai » congolaises, d'origine plus traditionnelle, qui proliféraient dans la région depuis l'Accord de Lusaka, ont également profité de la situation.

## A. LE FRONT DE L'ÉQUATEUR

Le MLC de Jean-Pierre Bemba, qui n'était en décembre 1998 qu'un groupe hétéroclite de 154 combattants, compte aujourd'hui plus de 6 000 hommes et contrôle désormais l'essentiel de la province de l'Équateur. Grâce au soutien constant de l'UPDF, ces troupes ont poursuivi leur avancée,

jusqu'à menacer la ville stratégique de Mbandaka, sur le fleuve Congo.

La chute de cette ville, située à l'embouchure de la rivière Ruki et de ses affluents navigables, risque d'entraîner l'effondrement des FAC et des forces alliées dans tout le nord du pays. En outre, les ferries et l'aérodrome, s'ils étaient épargnés par les combats, serviraient de tremplin vers Kinshasa, qui n'est qu'à quelques jours de navigation.

Depuis l'Accord de Lusaka, Kinshasa a lancé deux offensives d'envergure en Équateur, le long de l'Oubangui, pour contrer cette menace. La première, de mi-octobre à mi-décembre 1999, n'a permis qu'une faible progression.<sup>8</sup> La seconde, entamée en mai 2000, a été plus heureuse, dans un premier temps du moins. Début août 2000, les FAC avaient avancé de près de 200 km vers le nord. Puis coup de théâtre, le 9 août, le MLC coule le ferry qui transporte plusieurs centaines d'hommes ainsi que la 10<sup>ème</sup> brigade d'élite de Kabila, totalement débordée. La résistance des FAC faiblit et, avec l'appui de l'artillerie de l'UPDF, Bemba reprend, début octobre, le terrain qu'il avait perdu.

Stimulé par ces victoires, Bemba menaça de marcher sur Kinshasa. Le 1<sup>er</sup> octobre à Gemena, en

---

<sup>8</sup> En dépit de la signature par Jean-Pierre Bemba de l'Accord de Lusaka, les forces du MLC ont continué de menacer Mbandaka. Le journal de Kinshasa, *Le Potentiel*, signalait en décembre que le MLC descendait de l'est vers Mbandaka en longeant la rivière Lulonga, et du nord en suivant l'Oubangui. Toutefois, Bemba affirmait aux journalistes que Kabila était responsable des combats. Selon lui, les FAC avaient massé 15 bataillons de 15 000 hommes au nord du Congo et lancé plus de 40 attaques contre les positions du MLC depuis le début novembre. Plus tard, lorsque les FAC s'emparèrent du port Nkonya à la mi-décembre, Bemba affirma que l'attaque faisait partie « d'une offensive générale qui durait depuis le 15 octobre. » De plus, toujours selon ses dires, Kinshasa renforçait ses troupes à Mbandaka en envoyant des hommes et du matériel, tandis qu'un bataillon remontait le fleuve Congo pour attaquer les positions rebelles. Les combats dans la région se sont poursuivis en janvier près des villes de Mobambo, Ngalangba, Gwanlangu, Poto, Imese et Libanda. Voir « Paper Says Rebels Attacking on Three Fronts », *Le Potentiel*, Kinshasa, en français (8 décembre 99), rapporté par la BBC (11 décembre 1999) ; Todd Pitman, « Congo Fighting rages, UN Team Arrives in Rebel Town », Reuters (27 novembre 1999) ; Chris Simpson, « DRC Belligerents Urged to End War », *The Post of Zambia* (17 décembre 1999) ; Todd Pitman, « Rebels Claim 120 Prisoners in new Congo Fighting », Reuters (2 décembre).

Équateur occidental, devant une foule de plusieurs milliers de partisans célébrant le second anniversaire de la création du MLC, Bemba déclarait : « (Kabila) ne comprend que le langage de la guerre, nous lui tiendrons donc ce langage. »<sup>9</sup>, précisant que, dans cette perspective, la première phase consistait à attaquer Mbandaka. S'adressant toujours à la foule, il poursuivit : « Nous avons les moyens d'entrer dans la ville et demain, vous apprendrez que Mbandaka est tombée aux mains du MLC ». A quoi la foule répondit : « Mbandaka doit tomber. »<sup>10</sup>

Le succès de Bemba permet à Kampala de ne pas abandonner l'idée d'une solution militaire en RDC. Au moment de la rédaction du présent document, les forces du MLC avancent vers Mbandaka. On rapporte que les dirigeants de l'UPDF étudieraient la possibilité d'une avance sur Kinshasa.<sup>11</sup> Cependant, la résistance des forces angolaises rendrait cette manœuvre militairement impossible. La zone qui sépare Mbandaka et Kinshasa est pour l'essentiel constituée de forêts et de marécages, et toute progression par le fleuve serait risquée car très vulnérable en cas d'attaque aérienne.

## B. LES FRONTS DU KASAI ET DU KATANGA

Au moment du cessez-le-feu de Lusaka, l'APR était prête à prendre Mbuji Mayi, ville également stratégique. Depuis, les Rwandais ont perdu l'avantage. Les FAC ont utilisé le répit assuré par l'Accord pour procéder à un réarmement et réorganiser la défense de la ville, avec l'appui du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie. Entre temps, l'APR a dû faire face aux insurmontables obstacles de logistique et de commandement posés par le maintien sur le terrain d'une armée déployée de l'Équateur méridional à la frontière de la Zambie. L'armée ougandaise a également dû répondre à la recrudescence des révoltes dans les Kivus et faire face à une brusque explosion des hostilités avec l'Ouganda.

Depuis le cessez-le-feu, l'équilibre stratégique s'est ainsi continuellement modifié. Se sentant militairement fort, Kabila a de plus en plus été tenté de rejeter l'Accord. Craignant de perdre la

---

<sup>9</sup> Emmy Allio, « Bemba Plans Assault », *New Vision*, Kampala (2 octobre 2000).

<sup>10</sup> Todd Pitman, « Congo Rebel Threatens to Strike Towards Capital », Reuters (1 octobre 2000).

<sup>11</sup> « Great Lakes Update », IRIN (4 octobre 2000).

supériorité militaire qu'elle détenait à Lusaka, l'APR s'est sentie obligée de prendre les devants pour conserver son avantage. En l'absence d'avancées sur le plan diplomatique, toutes les conditions étaient réunies pour fragiliser à l'extrême le cessez-le-feu.

Le feu est mis aux poudres lorsque les Rwandais et les rebelles alliés du RCD encerclent la ville d'Ikela dans le sud de l'Équateur, où étaient positionnés plusieurs milliers de combattants zimbabwéens, namibiens et des FAC. Fin novembre 1999, des troupes de secours tentaient une percée depuis Bukungu, à 64 km au nord-ouest, soutenues par des avions et des bateaux de guerre sur le fleuve. Selon le porte-parole du RCD-Goma Kin Kiey Mulumba : « Kabila a lancé une attaque massive, avec le soutien de trois bateaux, quatre hélicoptères et une multitude de bombardiers Antonov. Nos troupes ont dû battre en retraite. »<sup>12</sup> De son côté, le gouvernement du Zimbabwe confirmait les faits et affirmait que les tentatives des rebelles de couper les voies de ravitaillement avaient justifié l'attaque. Pour finir, la ville n'a pas été libérée, pas plus que la garnison qu'elle abritait. Citant des sources rwandaises et rebelles, la presse a fait état d'un accord conclu entre Kigali et Harare, selon lequel Bukungu repasserait sous le contrôle du Rwanda et du RCD si ceux-ci laissaient passer l'approvisionnement. Embarrassé, le Zimbabwe démentit l'information avec véhémence. Il fallut néanmoins attendre l'année suivante pour que les combats cessent autour d'Ikela.

Ils reprennent en février 2000, date à laquelle des troupes regroupant des soldats du Zimbabwe, de la Namibie et du Congo auraient abandonné le siège de la ville.<sup>13</sup> Mais les importants mouvements des FAC signalés au cours de l'été dans la région autorisaient certains observateurs à penser que des forces du gouvernement cherchaient à contrer une tentative du RCD et de l'APR visant à couper les voies d'approvisionnement de la ville.<sup>14</sup> Toutefois, après la démilitarisation de Kisangani qui suivit les affrontements entre l'APR et l'UPDF, les

fonctionnaires des Nations Unies présents dans la région estimèrent que les combats résultaient peut-être d'une tentative des FAC de prendre Kisangani en avançant vers Opala, sur la rivière Lomani.<sup>15</sup> En cas de succès, les FAC n'auraient pas été loin de reprendre Kisangani, soit par voie terrestre, soit par le Yangambi et le fleuve Congo. Des rumeurs relatives à des pertes du RCD autour d'Ikela, de l'ordre d'un bataillon, alimentèrent alors ces hypothèses. Le haut commandement de l'Armée nationale congolaise (ANC) du RCD nia ces informations, prétextant qu'elles n'avaient pour fondement que la désertion d'une poignée de soldats katangais sur le front d'Ikela.<sup>16</sup> Selon d'autres sources, près de 70 soldats auraient déserté en raison de l'incapacité persistante du RCD à assurer le ravitaillement.<sup>17</sup>

En mars, d'importants combats éclatèrent dans le Kasai occidental. Une offensive rwandaise, ostensiblement lancée en réaction à des provocations des FAC, permit de s'emparer d'Idumbe, de Mashala et de Demba. Dans l'est du Kabinda également, des attaques furent signalées.<sup>18</sup> Ces opérations permirent à l'APR et au RCD de progresser de plusieurs kilomètres en direction de la voie ferrée qui relie Kinshasa au sud de la province, en passant par le port d'Ilebo, sur la rivière Kasai.<sup>19</sup> Il suffisait que la voie soit coupée

<sup>12</sup> Interview de l'ICG, Kisangani (5 août 2000).

<sup>13</sup> Interview avec le Commandant Bob Ngoy, Kisangani (4 août 2000).

<sup>14</sup> Interview de l'ICG, Kisangani (30 juillet 2000).

<sup>15</sup> Le représentant de la RDC auprès des Nations Unies, Andre Mwanba Kapanga, a également accusé Kigali de coopérer avec le mouvement rebelle angolais l'UNITA pour s'emparer de Luisa, à 200 km au sud. « Serious Fighting Reported on Eastern Front », IRIN, (22 mars 2000).

<sup>16</sup> Commandant de l'ANC et premier vice-président du RCD-Goma, Jean-Pierre Ondekane fournissait une justification à l'offensive. « Comme il n'avait pas une armée solide, il a dû signer d'abord, préparer une armée par recrutement ensuite et lancer enfin une offensive. Les accords de Lusaka lui sont apparus comme du chiffon. C'était pour lui un temps de repli lui permettant d'organiser son armée par recrutement des jeunes gens et par rééquipement en armes et avions. Laurent Kabila a essayé de nous attaquer du côté de Gandajika où il a essuyé des échecs. Il a pu nous prendre Bukungu et Kela que nous contrôlions avant les accords. Qu'allions-nous faire ? Continuer à observer que l'ennemi nous massacre ? Nous avons lancé une riposte foudroyante du côté du Kasai Occidental. Nous avons repris les localités d'Idumbe et de Dekesse. A toute action doit correspondre une réaction. Nous avons ouvert tous les fronts parce que Kabila a déchiré les accords de Lusaka », Interview de

<sup>12</sup> Todd Pitman, « Congo Conflict Re-Ignites, Fighting Spreads », Reuters (4 décembre).

<sup>13</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies. « Second rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies dans la République démocratique du Congo » (18 avril 2000), para. 30.

<sup>14</sup> « UN Condemns MLC Threat Against MONUC », IRIN (21 juillet 2000).

pour que la capitale soit séparée du Kasai et du Katanga, provinces riches en minerais dont les revenus permettent à Kabila de financer l'effort de guerre. Conscientes du danger, les FAC et l'armée zimbabwéenne contre-attaquèrent à la frontière du Katanga et du Kivu, sur une ligne reliant Kabalo à Kongolo.<sup>20</sup>

Les FAC et les forces alliées ont été plus actives sur ce front sud où elles bénéficiaient à Ndola de la proximité de la Zambie et où elles pouvaient éventuellement jouir d'un soutien aérien depuis la base de Kamina.<sup>21</sup> La logistique rwandaise plus difficile nécessite l'acheminement de tout l'approvisionnement soit par avion, soit par bateau et chemin de fer jusqu'à Kabalo, puis à nouveau par avion ou par transport terrestre jusqu'aux diverses unités disséminées sur le front.

Durant l'été 2000, de violents combats éclatent au Nord-Katanga entre Kabalo et Nyunzu. Selon les dirigeants rwandais, ces attaques ne présentaient pas une menace sérieuse, mais les observateurs des Nations Unies y virent une tentative probable lancée par les FAC pour ouvrir un couloir jusqu'au Lac Tanganika.<sup>22</sup> Quoi qu'il en soit, l'APR aurait envoyé deux bataillons par bateau et par avion jusqu'à Kalemie.<sup>23</sup> L'envoyé présidentiel du Rwanda dans la région des Grands Lacs, Patrick Mazimpaka, signala également aux journalistes une recrudescence des combats. « Il y a des combats, il y a des infiltrations, il y a des bombardements. Il s'agit d'une offensive

organisée. Les combats ont repris sur l'ensemble du front. »<sup>24</sup>

Les attaques des FAC reprirent à la mi-octobre avec la prise de Pepa et les bombardements répétés de Kalemie et Moba.<sup>25</sup> Les responsables du RCD prétendirent que l'aviation traversait l'espace aérien de la Tanzanie pour attaquer ses objectifs.<sup>26</sup> Des communiqués de presse rwandais font état d'une offensive menée par des forces mixtes regroupant une brigade de miliciens interahamwe, deux brigades des *Forces pour La défense de la démocratie* (FDD) du Burundi, deux brigades des FAC, avec le soutien de l'artillerie et d'unités mécanisées du Zimbabwe.<sup>27</sup> Des diplomates occidentaux ayant accès aux renseignements par satellite ont confirmé que l'artillerie du Zimbabwe au moins, avait participé à ces attaques. Vers le 10 novembre, Kigali annonçait la reprise de Pepa après deux jours de combats intensifs. L'APR et ses alliés congolais avançaient alors vers Pweto.

Pweto tombe le 4 décembre après de violents combats qui provoquèrent la fuite de milliers de civils et de soldats des FAC (près de 300 d'entre eux seraient zimbabwéens) en Zambie.<sup>28</sup> Selon les officiers de l'APR, les pertes des FAC en armes, munitions et autres matériels sont « énormes ».<sup>29</sup> On signale également des pertes importantes parmi les rebelles burundais des FDD, alliés de Kabila,

---

Jean-Pierre Ondekane par Nicaise Kibel' Bel Oka, Les Coulisses no. 79, Goma (avril 2000).

<sup>20</sup> « Rebels Capture Strategic Town », IRIN, (15 mars 2000) ; « Serious Fighting Reported on eastern Front », IRIN (22 mars 2000) ; « Zimbabwe/Congo-Kinshasha- A Military Trap », Africa Confidential (28 avril 2000).

<sup>21</sup> Kamina sert également à la coalition de quartier général des opérations.

<sup>22</sup> Une attaque sur Nyunzu aurait eu lieu le 4 juillet 2000 aux environs d'Ankoro. Elle aurait été menée par les 3<sup>ème</sup>, 101<sup>ème</sup> et 106<sup>ème</sup> brigades de l'ALIR, qui, dit-on, s'étaient séparées des FAC au Katanga, à Pweto et à Lubumbashi en vue d'un redéploiement dans les Kivus. Il est également admis qu'un groupe important d'Interahamwe s'était réuni à Pweto, d'où ils devaient pénétrer au Sud-Kivu. Interview de l'ICG, officier de l'APR, Kigali (juillet 2000).

<sup>23</sup> « Burundi News Agency Reports Ferrying of Tutsi Battalions to Southeastern DR Congo » Azania (6 août 2000) Bujumbura, en français à 17h15 GMT (6 août 2000), rapporté par la BBC.

---

<sup>24</sup> « 'War resumes in DR Congo », Reuters, article paru dans le Monitor, Kampala (3 août 2000). Dans son rapport de septembre au Conseil de sécurité, Kofi Annan confirme qu'un certain nombre d'attaques a eu lieu dans la région, mais que la MONUC n'a pas pu vérifier la véracité de ces affirmations. Voir les documents du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo », (21 septembre 2000) para. 26.

<sup>25</sup> Les FAC se seraient également emparées d'autres zones du Katanga, notamment Kantoula, Kasaïka, Musa, Balanmga, Mututo-Moja, Kyeruzi et Murungusha. Voir « Rebel RCD Group Claims it has Recaptured Pepa », PANA (12 novembre 2000).

<sup>26</sup> « Attaques Aériennes sur Kalémie », PANA (2 décembre 2000).

<sup>27</sup> « Rwandan Army, DR Congo Rebels Recapture Eastern Town », Radio Rwanda, Kigali, en anglais à 19h15 GMT (10 novembre 2000), rapporté par la BBC.

<sup>28</sup> Stella Mapenzauswa, « African Defence Chiefs Sign Deal on Congo Withdrawal », Reuters (6 décembre 2000). « Runaway DRC Soldiers held in Zambian prison », IRIN, (15 novembre 2000).

<sup>29</sup> « Intense Fighting in Southeast Ahead of signing of Withdrawal Pact » AFP (4 décembre 2000).

tandis que la plupart des armes saisies sont d'origine zimbabwéenne. Kinshasa qualifie la perte de la ville de « retraite tactique », effectuée dans le cadre du Plan de désengagement de Kampala du 8 avril 2000 garantissant que la ville serait rendue « sans combat ». <sup>30</sup> Cette défaite intervient quelques jours seulement avant la rencontre d'Harare où les belligérants s'engagent, une nouvelle fois, à respecter le Plan de Kampala à partir du 15 décembre. Pourtant, soudainement persuadé que ses ennemis sont sur le point de rompre l'accord, le Rwanda laisse filtrer l'idée de nouvelles offensives militaires.

### C. LE CONFLIT ENTRE LE RWANDA ET L'UGANDA

Le Rwanda essuie un autre revers avec la rupture de son alliance avec l'Ouganda. Les deux pays s'affrontent à trois reprises pour le contrôle de la ville de Kisangani, riche en diamants. <sup>31</sup> Cette entente avait servi de base à Kigali pour bâtir sa stratégie sécuritaire depuis le renversement en 1994 du régime de Habyarimana. Mais les événements survenus dans la ville furent également défavorables à l'Ouganda. Bien que contrôlant la plupart des régions productrices de diamants, l'UPDF était battue par l'APR dans la ville même. En même temps, la violence des combats ternissait gravement la réputation de l'Ouganda aux yeux de la communauté internationale.

Les combats entre l'APR et l'UPDF éclatent pour la première fois le 7 août 1999, lorsque le professeur Ernest Wamba dia Wamba, dissident du RCD soutenu par l'Ouganda, tente de tenir un rassemblement politique. Le 14 août, les deux armées s'affrontent à nouveau pendant trois jours pour le contrôle de l'aéroport, de la banque centrale et des principaux accès routiers. Le 17 août, le Rwanda et l'Ouganda conviennent d'un cessez-le-feu provisoire : les combats ont fait 600 morts et blessés. La majorité de la population de la ville a fui dans la jungle. La Commission militaire mixte d'enquête mise en place par les deux pays

fait porter à l'UPDF la responsabilité du drame, mais le gouvernement ougandais refuse le verdict. <sup>32</sup>

Les combats entre les deux armées reprennent le 5 mai 2000. A l'aube, les habitants s'éveillent au son des tirs d'artillerie et d'armes légères. Les affrontements durent toute la journée, obligeant les habitants à rester chez eux. Plus tard, il a été établi que près de 250 obus étaient tombés sur la ville, tuant un grand nombre de civils et blessant environ 150 personnes. Une déclaration du RCD-Goma, signée du vice-président adjoint d'alors, Moïse Nyarugabo, accuse l'armée ougandaise de tenter de prendre le contrôle de la ville de Kisangani pour la « faction minoritaire rivale » de Wamba. En réponse, le Commissaire national politique de l'Ouganda, James Wapakhabulo, déclare que le Rwanda a déployé des troupes supplémentaires sur la ville et a, sans provocation, attaqué les troupes de l'UPDF à l'aéroport de Simi Simi. <sup>33</sup>

Préoccupée par ces violences, la communauté internationale déploie le 12 mai une équipe d'observateurs militaires des Nations Unies à Kisangani afin de mettre en œuvre la démilitarisation de la ville. <sup>34</sup> Dix jours plus tard, les commandants de l'UPDF et de l'APR se mettent d'accord sur un plan de démilitarisation de Kisangani. Le 4 juin, l'UPDF avait déplacé toutes ses forces au camp de Kapalata dans le nord de la ville, à l'exception d'une compagnie maintenue à l'aéroport de Bangboka conformément à l'accord. Mais, à 8 heures le matin suivant, un véhicule de liaison de l'UPDF est victime d'un mystérieux accident sur la route de Bangboka. Pour les Ougandais, il s'agit d'une embuscade rwandaise qui tue les deux occupants du véhicule. La MONUC rapporte qu'un observateur militaire dépêché sur les lieux quelques minutes après, a vu la voiture brûler, mais n'a trouvé aucun signe des occupants.

Environ une heure plus tard, des tirs d'artillerie et d'armes légères retentissent dans la ville et durent 6 jours. Des dizaines de milliers d'habitants restent cloîtrés chez eux, sans eau ni ravitaillement. Au moins 60 000 personnes s'enfuient dans la jungle.

<sup>30</sup> « Congo Governmentt Calls Loss of Town "Tactical Retreat" », Reuters (6 décembre 2000).

<sup>31</sup> Pour une analyse approfondie des origines de ces combats, voir le Rapport de l'ICG « Uganda And Rwanda: Friends Or Enemies? », (4 mai 2000) et le document « Report Of The UPDF/RPA Joint Inquiry Into The Incidents Between 6 and 17 August 1999 in Kisangani, DRC », (17 août 1999).

<sup>32</sup> « Report Of The UPDF/RPA Joint Inquiry » op cit.

<sup>33</sup> « "Intensive" fighting in Kisangani », IRIN (5 mai 2000) ; « Rwanda accuses Uganda of troop build-up on border », IRIN (8 mai 2000).

<sup>34</sup> Appartenant à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).



Des tirs isolés sont signalés dans tous les quartiers de la ville. Des unités d'artillerie au nord du Tshopo et au sud du Congo s'affrontent autour et dans la ville. Des obus frappent au hasard tous les quartiers, résidentiels et commerciaux. L'usine électrique, le barrage hydroélectrique de Tshopo, la cathédrale et un des hôpitaux de la ville sont sérieusement endommagés. Les habitations en terre de la commune frontière de Tshopo sont les plus durement touchées.<sup>35</sup> Dans une interview réalisée après les combats, un résident déclare à un journaliste qu'« autour de Tshopo, c'était un véritable carnage... les chiens s'attaquaient aux corps qui jonchaient les rues. Je suis parti à la recherche de mon frère mais sa maison était vide, tout le monde avait fui. Des maisons brûlaient, dans d'autres, les corps étaient enterrés sous les gravats. »<sup>36</sup>

Pour mettre fin aux combats, la MONUC propose un cessez-le-feu signé par les autorités militaires des pays, et devant prendre effet le 5 juin à 4 heures du matin. Malgré cette intervention, les troupes sur le terrain ne respectent pas la trêve. La MONUC négocie neuf autres cessez-le-feu avant que les combats ne cessent enfin, le 11 juin.<sup>37</sup>

Dans la semaine qui suit le 12 juin, le Comité international de la Croix rouge (CICR) ramasse les corps de près de 630 civils et 140 combattants. Pendant trois semaines, des équipes du CICR et des soldats du RCD-Goma repèrent et ramassent des débris de matériel de guerre et des engins explosifs intacts.

Aucun des deux pays, durement condamnés par les États-Unis ne sort vainqueur de ces combats. Le Secrétaire général des Nations Unies accuse ceux-ci de rompre leurs engagements à mettre un terme à ce qu'il qualifie d'« outrage » et invite le Conseil de sécurité à réagir vigoureusement. Il en résulte la résolution 1304 du 16 juin 2000, qui exige le retrait immédiat des deux armées de RDC (exigence en

apparente contradiction avec l'Accord de Lusaka qui insistait sur le retrait simultané de toutes les armées étrangères) et demande au Rwanda et à l'Ouganda de fournir des réparations pour les pertes en vies humaines et les dégâts matériels subis.

#### D. CONCLUSION SUR LA SITUATION MILITAIRE

En décembre 2000, le MLC et l'UPDF sont aux portes de Mbandaka et ont la possibilité, s'ils le veulent, de prendre la ville. Il est difficile de savoir quel avantage ils en retireraient. En premier lieu, ils démontreraient leur rejet total de l'Accord de Lusaka. En second lieu, depuis Mbandaka, le MLC menacerait Kinshasa, mais toute nouvelle avance vers la capitale serait impossible sans l'accord de l'Angola. Des pourparlers entre l'Ouganda et l'Angola ont eu lieu en automne. Jusqu'à ce jour pourtant, rien dans les résultats de ces entretiens ne justifie le risque de prendre la ville.

Sur le front du Kasai, l'APR a perdu l'avantage de la proximité de Mbuji Mayi. Kigali n'a de cesse de trouver les troupes nécessaires pour prendre la ville. Entre-temps cependant, les forces zimbabwéennes, les Interahamwe et les FAC ont consolidé sa défense, et pourraient également bénéficier du soutien aérien de Kamina, située à proximité. Pour surmonter ces obstacles, un renforcement considérable de la logistique serait indispensable, ce qui signifierait un recours accru aux lignes de ravitaillement rwandaises déjà mises à rude contribution. L'opération serait difficile, compte tenu de l'agitation grandissante dans les Kivus et de la quasi certitude d'une contre-attaque des FAC sur le front, semblable à celle d'octobre 2000.

Aujourd'hui, la guerre est dans une impasse. Aucun des acteurs n'a le pouvoir de remporter une victoire décisive ; chacun risque la défaite. Cette menace permanente met tous les combattants dangereusement à la merci de leurs alliés incertains. Toutefois, ces alliances ne sont pas suffisamment solides pour permettre des efforts à long terme, et le pouvoir réel des belligérants à orienter le cours de la guerre est minime. Pendant ce temps, le conflit a des répercussions sur les pays de la région, qui doivent surmonter les coûts sociaux et économiques de leur aventurisme militaire. Tous sont déterminés à récupérer la mise

<sup>35</sup> Selon la MONUC, les armes utilisées par les deux parties rivales dans la ville étaient des mortiers 120 MM et 81 MM, des katiouhas multi-barrillets, des armes d'artillerie, des mitrailleuses lourdes de type 12,7 MM, des RPG-7, des fusils à bout portant et probablement deux tanks.

<sup>36</sup> Todd Pitman, « Rwanda Pulls Out of Congo City, Fighting Abates », Reuters (11 juin 2000).

<sup>37</sup> Interview de l'ICG, Lieutenant-Colonel Khalid, Commandant de secteur de la MONUC, Kisangani (23 juillet 2000).

en vies humaines et en richesses investie au Congo. Tous sont décidés à ne pas perdre une guerre qu'ils ont déjà perdue.

### **III. LA GESTION DU CHAOS : L'EFFORT DE GUERRE DES REBELLES ET SES CONSEQUENCES**

#### **A. LA RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LE RWANDA ET L'OUGANDA**

L'affrontement entre Rwandais et Ougandais à Kisangani porte un coup irréversible à la cause rebelle. En effet, le monde découvre que celle alliance n'était qu'un mythe destiné à masquer les projets de Kampala et de Kigali. L'exploitation illégale des ressources de la RDC apparaît également au grand jour. Toutefois, les répercussions préjudiciables de cette rupture sur les efforts de guerre du Rwanda et de l'Ouganda s'avèrent plus graves encore. Les trois affrontements de Kisangani ont engendré un sentiment de défiance entre les deux anciens alliés : désormais chacun va inévitablement continuer à ressentir l'autre comme une menace.

Lorsque les rebelles congolais ont signé l'Accord de Lusaka, ils étaient, avec leurs protecteurs et alliés, militairement forts mais politiquement divisés. Ces tensions apparaissent pour la première fois au grand jour en août 1999, avec les premiers affrontements entre l'APR et l'UPDF à Kisangani. L'Accord de Lusaka offrait au Rwanda et à l'Ouganda l'occasion de récupérer partiellement la mise consentie dans cette guerre et de conserver l'avantage acquis sur le terrain avant le renversement de la situation. L'Accord leur permettait aussi d'œuvrer à la réalisation de leurs objectifs. Pour le Rwanda, il s'agissait de détruire les Interahamwe et de renverser Kabila. Pour l'Ouganda, il s'agissait de poursuivre les rebelles des ADF (Forces démocratiques alliées), de la LRA (Lords Resistance Army, ou Armée de résistance des propriétaires terriens) et de chercher à influencer sur les événements en RDC. Le Burundi quant à lui n'avait pas signé l'Accord.

Les divisions entre ces anciens alliés ont contribué à l'échec du cessez-le-feu de Lusaka. Kabila lui-même a pu servir ses intérêts, et faire obstruction, précisément grâce à ces divisions. En d'autres termes, les combats de Kisangani ont fait perdre au RCD toute crédibilité d'une éventuelle alternative à Kabila. En outre, l'avantage militaire acquis grâce à l'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda

s'évanouit lorsque les deux pays deviennent rivaux. Dès lors, au lieu de respecter les dispositions de l'Accord de Lusaka, Kabila cherche à exploiter les différences qui séparent désormais les deux anciens alliés.

## **B. LES GUERRES CIVILES INACHEVEES DU RWANDA ET DU BURUNDI ET LES CONFLITS LOCAUX DANS LES KIVUS**

### **1. L'Armée Patriotique Du Rwanda (APR) Contre L'ALiR<sup>38</sup>**

La guerre civile rwandaise, qui dure depuis dix ans sans jamais s'achever se trouve au cœur des deux guerres du Congo. Le conflit qui a commencé en 1990 avec l'assaut du Front Patriotique Rwandais (FPR) à prédominance tutsie contre le régime du Président hutu Juvenal Habyarimana, atteint son paroxysme avec le génocide de 1994 et la conquête consécutive du pays par le FPR. Après leur défaite, les forces du précédent régime se réfugient dans l'est du Congo, d'où elles continuent la guerre contre le nouveau régime dominé par les Tutsis. En 1996, le Rwanda intervient en RDC pour tenter d'anéantir définitivement les forces de l'ancien gouvernement hutu, qui réarmaient et entraînaient des troupes dans des camps de réfugiés à la frontière des deux pays.

La première invasion du Congo par le Rwanda porte Kabila à la présidence du pays. Les exilés hutus sont dispersés par la guerre et des dizaines de milliers d'hommes des ex-FAR, des Interahamwe et de nombreux civils innocents sont tués durant les combats. Néanmoins, le nouveau dirigeant du Congo se retourne bientôt contre ses anciens bienfaiteurs et a recours aux mêmes Interahamwe et combattants ex-FAR, responsables du génocide de 1994.<sup>39</sup> Ces opposants au régime de Kigali trouvent un sanctuaire dans la vaste région des Kivus, virtuellement incontrôlées d'où ils engagent une campagne de déstabilisation destinée à

renverser le régime tutsi de Kigali.<sup>40</sup> Début 1998, devant l'aggravation de l'insurrection dans le nord-ouest du pays et le soutien apparent de Kabila à ses ennemis, le Rwanda décide, durant l'été 1998, de tenter une deuxième invasion de son immense voisin.

Fort de la victoire spectaculaire de l'APR sur Mobutu Sese Seko deux années plus tôt et connaissant parfaitement les dysfonctionnements du régime de Kabila, le Rwanda est convaincu qu'une victoire facile est à sa portée. Aussi, lorsque la guerre éclate le 2 août 1998, l'APR attaque très rapidement les villes de Goma, de Bukavu et d'Uvira avant de lancer un assaut aérien transcontinental spectaculaire contre Kitona et Kinshasa. Le pouvoir de Kigali n'avait cependant pas prévu que l'Angola (son ancien allié lors de la guerre de 1996) enverrait 7 000 soldats des FAA (*Forças Armadas Angolanas*) pour défendre Kabila.<sup>41</sup> Encerclées, les troupes de l'APR, rejointes dans le Bas-Congo par les unités des FAC banyamulenge, se réfugient au nord-est de l'Angola contrôlé par l'UNITA (Union for the Total Independence of Angola), d'où elles regagnent le Rwanda par avion.

Après cet échec, l'APR change de stratégie et opte pour une avance plus conventionnelle à travers le pays. Kisangani, la troisième grande ville de la RDC, tombe aux mains de l'APR et de ses alliés du RCD le 23 août 1998. A la fin de l'année, Fizi, Baraka, Kalemie et Moba, proches du lac Tanganika dans le sud, sont prises. Peu après, début 1999, c'est le tour de Kabalo et de Manono, ville natale de Kabila au Katanga. Au centre, les Rwandais et les rebelles congolais cherchent à atteindre la ville stratégique de Kindu, sur le cours supérieur des fleuves Congo et Lualaba. En juillet, lorsque la pression internationale impose au Rwanda la signature du cessez-le-feu de Lusaka, le front atteint le Katanga et les Kasai. Bien que furieux d'y être contraint, le pouvoir de Kigali signe le cessez-le-feu, pensant avoir déjà pratiquement gagné la guerre.

Jusqu'ici cependant, l'APR a échoué dans sa tentative de renverser Kabila et d'anéantir, ou

<sup>38</sup> Armée de Libération du Rwanda.

<sup>39</sup> Selon les renseignements rwandais, dès septembre, le président Kabila avait soutenu les forces ex-FAR et Interahamwe. Ces milices s'étaient regroupées dans la région de Masisi et le Parc national de Virunga au Congo, puis avaient pénétré dans le Parc des Volcans voisin du Rwanda. Avant la seconde guerre de la RDC, ces guerrillas étaient solidement implantées dans les régions de Ruhengeri et de Gisenyi en bordure de la RDC et attaquaient les zones rurales aux alentours de Gitarama.

<sup>40</sup> Voir African Rights, « Rwanda: The Insurgency in the Northwest » (Londres, septembre 1999.)

<sup>41</sup> Le Rwanda estima avoir reçu l'aval de l'Angola pour renverser Kabila. Cependant, la délégation rwandaise envoyée à Luanda ne put rencontrer personnellement le président Dos Santos.

même d'affaiblir, les Interahamwe. Aujourd'hui, plus de deux ans après, Kigali occupe encore un territoire plusieurs fois supérieur au sien, habité par une population de plus en plus hostile. Entre temps, ses alliés de jadis du RCD se sont révélés politiquement inaptes, et prompts à violer les droits de l'homme, ce qui, ajouté aux actes de l'APR, a irrémédiablement terni l'image internationale de Kigali.

Dans le même temps, l'effort de guerre consenti par le Rwanda a exacerbé le sentiment anti-tutsi déjà intense et violent dans l'est de la RDC. Le pays évolue vers une dangereuse fragmentation territoriale et politique, où une nouvelle lignée de chefs de guerre ethniques risque de remplacer les structures plus traditionnelles de pouvoir. Aucune solution militaire ne semble pouvoir interrompre cette inquiétante dérive vers l'anarchie.

#### a. *Qui sont les Interahamwe*<sup>42</sup> ?

Les ex-FAR et les milices Interahamwe qui combattaient pour Habyarimana ont été forcées à l'exil en juillet 1994. Bien que l'APR les ait depuis lors poursuivies sans relâche, elles ont toujours réussi à fuir et à se réorganiser.

Malgré le déploiement de milliers de soldats de l'APR et du RCD-Goma en RDC, le nombre des miliciens hutus n'a fait qu'augmenter. Les prisonniers guérilleros capturés par l'APR témoignent que leur moral reste intact.<sup>43</sup> Un recrutement continu permet d'enrôler des jeunes gens qui ne peuvent pas avoir participé au génocide, ainsi que des Hutus congolais<sup>44</sup>. Leur nombre s'est accru grâce à l'infiltration régulière de recrues du Katanga, de Tanzanie, de Zambie, du Congo-Brazzaville, du Gabon et de République centrafricaine. Ils bénéficient également du soutien logistique du gouvernement de Kinshasa qui ravitaille leurs différentes bases en RDC soit par avion, soit par bateau depuis la Tanzanie.

Aujourd'hui, les Interahamwe et les ex-FAR constituent l'Armée de Libération du Rwanda

(ALiR) ; on les retrouve aussi bien dans l'armée conventionnelle de Kabila que dans les Kivus. Selon Kigali, ils représentent 15 à 20 % des soldats d'élite de Kabila sur le front. Un haut commandant de l'ANC estime à 14 800 les effectifs déployés sur l'ensemble des fronts, en particulier près de Mbuji Mayi.<sup>45</sup> Les Rwandais accusent Kabila et ses alliés zimbabwéens de recruter dans les camps de réfugiés hutus en Zambie et en Tanzanie et d'organiser des camps d'entraînement de l'ALiR à Lubumbashi et Kamina.

D'autres forces mènent une guérilla éclair dans les Kivus. Outre de fréquentes embuscades, les centres urbains de Goma, Bukavu et Uvira sont également touchés. Selon les renseignements de l'APR ; deux divisions Interahamwe seraient basées dans les Kivus, regroupant près de 15 000 hommes. Ces chiffres sont à comparer aux estimations de 1999, qui faisaient état de 3 000 à 5 000 combattants.<sup>46</sup> Ces effectifs vont probablement augmenter, car selon des sources du renseignement rwandais, l'ALiR recrute parmi des Hutus congolais. Il est également fait mention d'infiltrations en juillet de trois nouvelles brigades de l'ALiR au Sud-Kivu.<sup>47</sup>

Il est généralement admis que le Général Augustin Bizimungu, commandant des forces ex-FAR, est basé à Lubumbashi. Les quartiers généraux opérationnels des forces pour les Kivus se trouveraient près de Shabunda. Dans le seul Nord-Kivu, les Rwandais estiment que trois brigades opèrent depuis les forêts de Walikale et le Parc national de Virunga. La brigade « Limpopo », commandée par le Colonel Mwalimu, est positionnée sur l'axe Lukweti-Mutongo. La brigade « Lilongwe » est basée au sud, près de Katoyi. Enfin, la brigade « Niamey » gravite autour de Rutshuru. Chacune de ces brigades serait constituée de trois bataillons qui généralement opèrent de manière indépendante mais peuvent se regrouper pour les attaques de grande envergure.

Militairement l'ALiR est extrêmement bien structurée. Les forces sont organisées en divisions, brigades, bataillons, compagnies et sections. Les hommes portent l'uniforme, respectent une hiérarchie formelle et, pour une armée

<sup>42</sup> Ces informations s'appuient sur des interviews réalisées sur le terrain par l'ICG auprès d'officiers congolais, de l'APR et de l'ANC, des fonctionnaires des Nations Unies et des agences humanitaires internationales, à Goma (juillet-août 2000).

<sup>43</sup> Interview de l'ICG du Caporal Joseph Bizimana, ALiR, Sake, DRC (juillet-août 2000).

<sup>44</sup> Interviews de l'ICG avec des officiers de l'APR, des sources humanitaires, Goma, (juillet-août 2000)

<sup>45</sup> Interview de l'ICG, Commandant Bob Ngoy, Kisangani (4 juillet 2000).

<sup>46</sup> Interview de l'ICG, source humanitaire internationale basée à Goma, Nairobi (30 septembre 2000).

<sup>47</sup> Il s'agit des brigades 3, 101 et 106 de l'ALiR.

d'insurrection, sont bien équipés en armes légères et en matériel de communications radio.

Les plus grandes formations possèdent un nombre limité d'armes lourdes de soutien. Selon des sources militaires, chaque bataillon possède deux mortiers de 60 mm, et chaque brigade dispose de deux mitrailleuses de 12.7 anti-aériennes qui sont fréquemment utilisées contre les troupes. En outre, toujours selon les mêmes sources, chaque compagnie disposerait de cinq lance-roquettes et de cinq mitrailleuses lourdes. Le matériel de communication comprend des portables Motorola et des VHF portables.<sup>48</sup>

Selon la population locale, ces forces manquent de véhicules et de ravitaillement régulier. Elles souffrent également d'une pénurie constante de munitions, de nourriture, de batteries pour radio et pour l'éclairage, et de médicaments. Pour tous ces articles, elles dépendent des habitants de la région. Aussi les hommes n'hésitent-ils pas à piller les pharmacies des villages et à monter des embuscades sur les routes, les jours de marché. Le butin est ensuite soit transporté jusqu'à la base dans la forêt, soit revendu. En fait, les combattants de l'ALiR fréquentent souvent les marchés de village pour vendre des produits volés et se ravitailler. Sinon, ils se nourrissent de patates douces qui poussent en bordure des forêts, dans les zones jadis cultivées.

Depuis janvier 2000, les Interahamwe et certaines forces maï maï semblent être approvisionnés par Kabila par voie aérienne.<sup>49</sup> L'APR a par conséquent occupé les sites de parachutage, à l'exception de deux de ceux-ci que les guérilleros continuent d'utiliser. Coordonnées par téléphone satellite, ces opérations exigent parfois un haut degré d'élaboration. Ainsi, des sources indépendantes confirment qu'au début de l'année 2000, des forces de l'ALiR alliées à des Maï Maï se sont emparées de la piste d'atterrissage de

Lulingo, près de Shabunda, et l'ont contrôlée suffisamment longtemps pour permettre l'atterrissage de cinq avions cargos.<sup>50</sup> De hauts responsables du RCD-Goma prétendent que bon nombre de ces vols viennent de l'ouest de la Tanzanie.

En 2000, l'infiltration de l'ALiR au Rwanda s'accroît. Les objectifs sont apparemment de prouver l'incapacité de l'APR à protéger son propre territoire national. Le 1er août par exemple, l'ALiR lance une attaque audacieuse, de trois heures, contre Ruhengeri.<sup>51</sup> Face à ces opérations, le gouvernement de Kigali resserre et concentre ses forces plus près de ses frontières.

#### ***b. La stratégie anti-guérilla de l'APR***

Les Rwandais considèrent les ex-FAR et les Interahamwe comme des meurtriers avec lesquels aucun compromis n'est possible. Ils sont déterminés à les neutraliser et à éliminer la menace qu'ils représentent. Le Lieutenant-Colonel Alex Ibambasi de l'APR, commandant de brigade à Gisenyi, a déclaré à l'ICG : « Ces gens se sont suicidés [en commettant le génocide]. Ils n'ont pas de voie de retour. Ils sont déterminés à sévir jusqu'à la mort. »

Les forces de l'APR ont accru la pression militaire sur l'ALiR en s'en prenant aux bases et aux camps d'entraînement installés dans la jungle. En juin, elles ont essuyé un revers momentané, lorsque les insurgés ont profité du troisième affrontement rwando-ougandais à Kisangani pour attaquer les positions de l'APR à Kibarizo, Nyabyondo, Pinga, Gichanga et les quartiers généraux de la zone de Masisi. Cependant, si l'on en croit l'APR, le plus gros de l'offensive a été rapidement brisé. L'APR a remporté sa plus grande victoire en interceptant la brigade Limpopo de l'ALiR qui venait d'attaquer les quartiers généraux de Masisi. Au

<sup>48</sup> Interviews de l'ICG, officiers de l'APR et sources diplomatiques de Kigali, (Goma et Kigali, juillet-août 2000).

<sup>49</sup> Dans un entretien de l'ICG réalisé le 11 août 2000, le chef d'état-major adjoint de l'APR, le Colonel James Kabarebe, déclara que des parachutages de cette sorte avaient eu lieu à Kasese, Katshungu, Lungungu, Lulingo, Shabunda, Kilembwe (près de Kimano II au nord de Kalemie) et Lulimba. Un prisonnier de l'ALiR, le Caporal Joseph Bizimana, a décrit une de ces opérations lors d'une interview de l'ICG, Sake, DRC (21 juillet 2000).

<sup>50</sup> Interview de l'ICG, officiers de l'APR et sources humanitaires, Goma (26 juillet 2000).

<sup>51</sup> Interview de l'ICG, Goma, (août 2000) ; interview de l'ICG du Lieutenant Colonel Alex Ibambasi, Goma (16 août 2000) ; des sources de renseignement rwandaises indiquent qu'ils sont entrés par le biais de trois préfectures : Cyangugu, Kibuye et Gisenyi. Ceux qui pénètrent dans Cyangugu viennent de Walungu, Kaziba, Nyangezi, ainsi que du moyen-plateau de Rubalika, de la plaine de Rusizi et de la communauté de Bafulero. Ceux qui entrent à Kibuye viennent de Ziralo, Numbi, Bunyakiri Kahuzibiega Forrest et passent par le lac Kivu. Ceux qui pénètrent à Gisenyi viennent des montagnes de Masizi.

cours de ces deux batailles, l'APR a affirmé avoir tué 200 combattants et saisi 70 fusils, ne déplorant pour sa part que cinq blessés.<sup>52</sup> Ces affirmations n'ont pas pu être vérifiées, mais selon l'APR, les Interahamwe auraient été contraints de s'enfoncer dans la forêt où seules la famine et la maladie les attendraient, loin des sources de ravitaillement des zones cultivées.

Préoccupée par la montée de la guérilla et l'hostilité croissante des populations congolaises, l'APR cherche à se réhabiliter et organise une campagne visant à faisant appel à la fois à la raison et aux sentiments.<sup>53</sup> Comme de nombreuses armées conventionnelles avant elle, l'APR et ses officiers estiment qu'elle est en train de gagner la guerre de guérilla dans les Kivus. Elle affirme avoir pacifié Masisi et Rutshuru, et pratiquement stoppé les infiltrations au Rwanda. Elle pense aussi avoir le soutien des Hutus et des Tutsis banyarwandais (Rwandais ayant gagné le Congo à l'occasion des multiples vagues d'émigration qui ont eu lieu depuis le 19<sup>ème</sup> siècle), comme en témoigne leur participation dans les forces de défense locales.

Le Rwanda a cherché à recruter les Hutus congolais et à les organiser en forces de défense locales, sous le prétexte que tous les Banyarwandais ont un intérêt commun à l'instauration de la paix. Dès le début de l'occupation par l'APR, des candidats répondant à un « profil favorable » ont été envoyés au Rwanda pour un endoctrinement politico-militaire de plusieurs mois.<sup>54</sup> Une fois la formation terminée, ces « étudiants » sont renvoyés chez eux avec la mission de répandre une propagande anti-Interahamwe.<sup>55</sup> Des formations politico-militaires semblables, d'une durée de trois mois, ont actuellement lieu en RDC pour constituer des forces de défense locales.

Lorsque l'APR entreprend de pacifier une région, elle commence par l'occuper militairement. Elle établit ensuite des contacts avec toutes les autorités

locales (chefs de quartier, *Mwamis* et prêtres) afin de mobiliser tous les soutiens possibles pour créer un camp d'entraînement destiné à la force de défense locale. Mis à part les médicaments et les instructeurs, la population locale doit tout fournir, nourriture et « candidats » compris. Au début de l'année, dans le Nord-Kivu, six camps d'entraînement fonctionnaient simultanément. Dans le seul Nord-Kivu, le RCD affirme disposer d'une force de défense locale de 10 000 hommes. Il existerait également des camps de ce type dans le Sud-Kivu, à Kiziba, Kavumu, Katana et Kalemie.<sup>56</sup>

L'APR a par ailleurs le sentiment de progresser en combattant la menace d'une alliance étroite entre l'ALiR et les milices *maï maï* congolaises de la région<sup>57</sup>. Bien qu'en général il ne soit guère accordé d'importance militaire aux *Maï Maï*, leur légitimité, due à leur appartenance à la région, mine les efforts du Rwanda pour isoler ses opposants des populations locales. De l'avis de l'APR, nombreux sont les Congolais à avoir compris que l'ALiR est le véritable ennemi dont les combattants ont dévasté le pays. Et de citer pour exemple le cas des « combattants Mongoles », Banyarwandais hutus. Créés à l'origine pour empêcher l'expulsion des Banyarwandais du Congo, les combattants Mongoles ont, en 1994, vu dans les Interahamwe et l'ex-FAR des alliés. L'excessive brutalité de l'ALiR ayant provoqué des tensions croissantes entre les deux groupes, plus d'un millier de combattants aurait, selon l'APR, changé de camp. Des approches similaires sont tentées au milieu de l'année 2000 avec Padiri Karendo Bulenda, leader *maï maï bunyakiri*. Les deux forces s'unissent lors d'une attaque lancée contre les Interahamwe près de Bukavu.

Dans sa stratégie anti-insurrectionnelle, le Rwanda utilise une autre méthode, qui consiste à promouvoir le retour des réfugiés hutus de la RDC. Il s'agit avant tout des Hutus qui ont fui le Rwanda en 1994, et qui apportent un soutien naturel à

<sup>52</sup> Des sources humanitaires à Goma confirment qu'une attaque contre les quartiers généraux de la zone de Masisi a eu lieu en juin et a fait près de 60 morts parmi les Interahamwe.

<sup>53</sup> Interviews de l'ICG, officiers de l'APR, Goma, (juillet-août 2000).

<sup>54</sup> Il s'agissait d'étudiants, de professeurs et de fonctionnaires.

<sup>55</sup> Interviews de l'ICG, Kisangani (juillet 2000), Uvira (août 2000).

<sup>56</sup> Interviews de l'ICG, officier de l'APR, Goma (juillet 2000), Uvira, responsable administratif du RCD (août 2000) ; « Goma Rebel Force Trains 105 New Recruits in Katanga Province », RTNC radio, Goma, en français 05h00 GMT (21 octobre 2000), rapporté par la BBC. Amnesty International, « Killing Human Decency », (31 mai 2000) 37.

<sup>57</sup> Voir la section ci-après sur la Fragmentation dans les provinces du Kivu.

l'ALiR. Dans le Nord-Kivu, l'organisation non gouvernementale locale TPD, *Tous pour la paix et le développement* constitue le moteur principal de cette opération. Créé en octobre 1998, ce groupe dépêche ses agents dans les régions peuplées de réfugiés rwandais afin de « sensibiliser la population » et organiser son retour.<sup>58</sup> Dans le Sud-Kivu, c'est l'APR qui se charge de ce travail. Des dizaines de milliers de Hutus ont ainsi déjà été rapatriés au Rwanda.

Cette stratégie prévoit parallèlement le retour en RDC des Tutsis congolais qui avaient fui leur foyer durant la guerre du Masisi en 1996 et cherché refuge au Rwanda. Depuis 1999, près de 10 000 d'entre eux se sont réinstallés dans la région de Masisi, près de la ville relativement sûre de Mashiki. En revanche, la tentative clandestine du TPD de réinstaller les réfugiés tutsis à Kiorlirwe (30 km au nord de Sake) à la frontière du Parc de Virunga paraît plus contestable. Selon le HCR, cette région serait trop dangereuse pour permettre le retour des réfugiés. Le Rwanda dément apporter son soutien à cette initiative, mais il est difficile de croire que le transport nocturne de plus d'un millier de personnes à travers la frontière et Goma puisse se dérouler sans l'autorisation de Kigali. Néanmoins, une fois, lors d'un accident de camion, la population de la ville découvrit le manège et fut bien près d'attaquer les passagers tutsis, pétrifiés.

Diverses raisons expliquent cette politique. De l'avis des observateurs des Nations Unies, elle serait due à une double nécessité : accroître les forces de défense locales et, éventuellement, justifier la présence de l'APR au Congo sous le prétexte de protéger la population tutsie. Les officiers de l'APR démentent avec véhémence cette hypothèse et affirment être les mieux placés pour savoir si le parc de Virunga est sûr ou non. Enfin, de nombreux partisans du groupe TPD viennent de familles de propriétaires terriens congolais et banyarwandais qui n'ont aucun intérêt à voir leurs terres se dépeupler.

La stratégie politico-militaire du Rwanda cache peut-être d'autres motifs. On peut voir dans l'installation de Tutsis armés et loyaux sur la bordure ouest du Parc de Virunga une tentative de stopper l'infiltration des Interahamwe par la frontière rwandaise. Si le soutien de cette

population tutsie vient renforcer celui des autres habitants de la région pour l'APR, comme le souhaite Kigali en cherchant à constituer un front commun banyarwandais pour la paix, l'accès des Interahamwe au parc sera coupé. Cependant, pareille stratégie expose les réfugiés rentrés dans leur pays à des attaques de la part de groupes armés.

### c. *Les résultats sur le terrain*

Comme il fallait s'y attendre, l'APR prétend « voir le jour au bout du tunnel » dans les Kivus, ce qui est loin d'être le cas dans la réalité. Dans le chaos de la guerre, les institutions traditionnelles aux Kivus se sont effondrées. L'église et la société civile anti-tutsies acquièrent une influence croissante dans les zones urbaines. A la campagne, les chefs des milices, tout aussi partiaux, occupent le devant de la scène. Il n'en est que plus difficile pour l'APR, de trouver des alliés sûrs pour assurer la stabilité des Kivus. Malgré sa puissance militaire dans la région, l'APR est incapable de contrôler les zones bordant les routes principales qui s'étendent à plus de 30 km de sa frontière.

Prenons l'exemple de Kichanga, un village proche du Parc de Virunga à près de 60 km au nord de Goma (près de Kilolirwe) que l'APR prétend avoir pacifié. L'APR, le RCD-Goma et les forces de défense locales défendent la ville. Mais pour les villageois, la réalité est tout autre : ils ont été attaqués au moins sept fois depuis le début de l'année (les 30 décembre 1999, 31 janvier 2000, 8 mai 2000, 19 juin 2000, 19 juillet 2000, 20 juillet 2000, 7 août 2000).<sup>59</sup>

Qui est responsable de ces attaques ? La réponse n'est pas toujours claire. D'après un chef de village qui se dit *maï maï* et affirme être en contact avec les Interahamwe, les attaques sont peut-être le fait des Rwandais associés à des extrémistes hutus. Il est parvenu à cette conclusion en raison de l'incapacité de l'APR à défendre le village, malgré les avertissements écrits qui précèdent souvent les attaques. Pourtant, l'ALiR est présente dans la région, comme l'indique une série d'attaques, à l'origine tout aussi incertaine, qui se sont déroulées fin juillet. Ainsi, un prisonnier congolais capturé lors de ces attaques a reconnu parmi les combattants un habitant de son village, selon

<sup>58</sup> Interview de ICG de M. Alexis Makabuza, fondateur du TPD, Goma (16 août 2000).

<sup>59</sup> Interviews de l'ICG, Nord-Kivu (août 2000).

lequel les Interahamwe comprenaient de nombreux « Hutus ».

A peu près au même moment, une vive recrudescence de l'activité des Interahamwe a révélé les limites du contrôle rwandais sur la ville frontière de Goma par l'APR.<sup>60</sup> Le 25 juillet, un cycliste qui roulait entre Goma et Sake (un axe de près de 20 kilomètres) a croisé un groupe important d'Interahamwe qui remontaient vers le nord (environ 2500 selon lui). Cette même semaine, l'ALiR a occupé un séminaire voisin à Buhima et, pendant trois jours (du 25 au 27), a arrêté et dévalisé les automobilistes qui passaient par là, tuant quatre personnes. Des hommes capturés au cours de cette période ont affirmé avoir vu trois mille hommes armés dans un camp situé à huit heures de marche de là, dans le Parc de Virunga. Entre-temps, à Goma, le nombre des combattants a considérablement augmenté. A l'aéroport, les troupes congolaises ont même été désarmées, alors que l'APR prenait position sur les collines environnantes. Puis, le 30 juillet, 3 000 Interahamwe auraient attaqué Rubagabo près de Rutshuru, avant de s'en prendre à la ville rwandaise de Ruhengeri dans la nuit du 1er août.<sup>61</sup>

## 2. Les Forces Armées Burundaises Contre Les FDD/Le FNL62

Les débordements de la guerre civile burundaise ont également contribué au chaos en RDC. Peu après le début de la deuxième guerre, l'armée burundaise s'est déployée le long du Lac Tanganyika, côté congolais, afin de garantir la sécurité de ses frontières. Le gouvernement du Major Pierre Buyoya craignait que Kabila propose aux rebelles des bases d'où ils auraient pu porter la guerre au Burundi. Mais alors que les FAC ne parvenaient pas à prendre le dessus et que leurs alliés se montraient de plus en plus réticents à sacrifier leurs soldats, le gouvernement de Kabila se rapprochait des rebelles burundais. En réponse au soutien de Kinshasa, le *Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de la défense de la démocratie* (CNDD-FDD) de Jean-Bosco

Ndayikengurukiye acceptait d'aider Kabila dans son effort de guerre. Ces hommes sont aujourd'hui des quasi mercenaires dans Kinshasa. Etant donné l'importante contribution des rebelles Burundais en faveur du gouvernement congolais, Kabila ne peut pas se permettre de signer un traité de paix avec le Burundi. Piégé au Congo par ses ambitions, le groupe rebelle le plus important du Burundi a désormais fait sien la guerre de Kabila.

### a. La guerre civile au Burundi

La guerre civile au Burundi remonte à l'assassinat en 1993 de son premier président hutu, Melchior Ndadaye, par des officiers de l'armée, tutsis et extrémistes, résolus à s'accrocher au pouvoir. En une nuit, le pays est tombé dans un chaos sanglant et 50 000 personnes ont perdu la vie dans des affrontements interethniques, et dans la répression qui a suivi.

Le groupe rebelle le plus important du Burundi, le CNDD, a été créé à la suite de l'assassinat du président Ndadaye. Léonard Nyangoma, un des membres fondateurs du parti FRODEBU de Ndadaye, a refusé de partager le pouvoir avec les assassins du président et mis en cause la légitimité des élections de 1993. Pour rétablir les institutions de 1993, il crée en avril 1994 le mouvement rebelle du CNDD. Sa position de chef est contestée quatre ans plus tard par son cousin Jean-Bosco Ndayikengurukiye. Celui-ci se sépare alors du mouvement et prend la tête de la fraction armée du mouvement, le FDD (Forces de la défense de la démocratie).

Les FDD ont actuellement leurs quartiers généraux à Lubumbashi, capitale du Katanga. Les hommes sont recrutés dans les camps de réfugiés de Tanzanie, puis entraînés et organisés au Congo d'où ils lancent des attaques contre le sud-ouest du Burundi, dans les régions de Rutana, Makamba, Bururi et au sud de Bujumbura Rural. Aujourd'hui, le mouvement compterait près de 16 000 hommes. La faction de Nyangoma a elle aussi conservé quelques unités militaires et lance depuis la RDC des attaques dans la province de Bubanza au nord du Burundi.

Le *Front de libération nationale* (FLN) est un autre mouvement rebelle créé en 1992 à partir du *Parti pour la libération du peuple hutu* (PALIPEHUTU). Ce mouvement historique est apparu à la fin des années 70, après l'extermination

<sup>60</sup> Interviews de l'ICG, Goma (juillet-août 2000).

<sup>61</sup> Interviews de l'ICG, membres d'organisations humanitaires, Goma, (août 2000) ; interview de l'ICG du Lieutenant Colonel Alex Ibambasi, Goma (16 août 2000). Un témoin oculaire estime que l'effectif des forces est souvent exagéré.

<sup>62</sup> Forces de la défense de la démocratie/Front de libération nationale.



des élites hutues par le régime tutsi du Colonel Michel Micombero en 1972. A l'instar des FDD, une fraction du FNL s'est séparée de l'aide politique du mouvement en raison de divergences concernant les relations avec le parti légal FRODEBU.

Le FLN opère essentiellement dans la région de Bujumbura Rural et traverse régulièrement la frontière congolaise à partir de la plaine de Rusizi. A un moment donné, le FLN comprenait également des ex-FAR.<sup>63</sup> Au Burundi, le bastion du FLN se situe aux alentours de la capitale, où sont basés 1 000 à 2 000 hommes. Ces forces sont également retranchées sur le côté congolais de la frontière, dans la plaine de Rusizi et elles ont, à l'occasion, coopéré avec les Mai Mai congolais

### **b. Pourquoi le Burundi est en RDC**

Le territoire congolais a servi de base à la rébellion burundaise jusqu'en 1996, date à laquelle l'AFDL (*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre*) soutenue par les armées du Rwanda et du Burundi, attaque des camps FDD et force les rebelles à s'enfuir en Tanzanie.

Après les attaques de l'AFDL, quelques troupes burundaises restent au Congo pour protéger les intérêts commerciaux du pays. Le Burundi est alors victime d'un embargo commercial local imposé à la suite du coup d'état de juillet 1996, qui avait porté M. Buyoya au pouvoir. Comme le gouvernement de la RDC ne respecte pas les sanctions imposées par la région, les échanges du Burundi avec le monde extérieur passent par le Congo. Ce commerce s'avère doublement important du fait de la guerre civile permanente qui ravage le pays. S'accrochant au pouvoir face à une rébellion déterminée, le gouvernement compte sur cette voie pour importer des armes, des munitions et du carburant.

---

<sup>63</sup> Les combattants du FLN semblent toutefois avoir disparu en février 2000 pour des raisons qui restent obscures. Un complot entre les Rwandais et le gouvernement à l'encontre des dirigeants du FLN serait à l'origine des tueries. Le gouvernement estime que 200 à 300 personnes ont été tuées, mais l'organisation indépendante Human Rights Watch avance le chiffre plus probable de 100 tués. Pour plus de détails, voir ICG Africa Report N° 21, *The Mandela effect: Evaluation and Perspectives of the Burundi Peace Process*, 18 avril 2000.

Lorsque la deuxième guerre éclate, le gouvernement du Burundi ferme son ambassade à Kinshasa et déploie environ un millier d'hommes vers Kalemie, sur les rives congolaises du Lac Tanganyika. Le président Buyoya n'apprécie pas la tournure prise par les événements car le gouvernement de la RDC lui avait permis d'utiliser son territoire pour contourner l'embargo. Il souhaitait naturellement que ce déploiement (qui n'avait jamais été officiellement reconnu) reste discret. Pourtant, les responsables gouvernementaux de Bujumbura sont prêts à faire savoir que ces forces devaient empêcher les rebelles d'établir des bases au Congo d'où ils pourraient attaquer le territoire national burundais. Celles-ci devaient aussi protéger l'axe commercial du Lac Tanganyika contre les pillages de rebelles susceptibles de nuire à la défense du Burundi. En outre, le déploiement burundais dans le Sud-Kivu pouvait contribuer à sécuriser certaines communautés banyamulenge, menacées par les Mai Mai babembe ou bafulero.

Toutefois, au commencement de la rébellion du RCD, les Rwandais informent Buyoya que Kabila aide les FDD et que bon nombre de ces combattants servent même dans les FAC. L'issue de la guerre au Burundi est donc liée à l'issue du conflit au Congo. En outre, après le début de la guerre, quelque 3 000 rebelles hutus quittent les camps de réfugiés de Tanzanie pour rejoindre les FDD au Congo, suite à une campagne de recrutement menée par le Consulat de RDC à Kigoma. Kabila aurait alors promis aux FDD des armes, des uniformes et de l'argent.<sup>64</sup>

### **c. La situation actuelle**

Après deux ans de négociations pour mettre fin à leur propre guerre civile, 19 partis politiques signent un accord de paix à Arusha, en Tanzanie, le 28 août 2000. L'accord a été signé sous la pression régionale et internationale et orchestré par le facilitateur du processus de paix, M. Nelson Mandela<sup>65</sup>. Mais cet accord ne prévoyait pas de cessez-le-feu. Depuis 1998, les rebelles refusent de reconnaître la légitimité des entretiens d'Arusha et demandent que des négociations directes se

---

<sup>64</sup> L'ICG a été témoin de cette campagne à Kigoma.

<sup>65</sup> Voir ICG Afrique, Rapport N° 25, *Burundi : Ni Guerre Ni Paix. Une Evaluation du Processus de Paix Après la Signature de l'Accord d'Arusha le 28 Août 2000*, (1 décembre 2000).

déroulent entre les belligérants, eux-mêmes et le gouvernement.

Loin de calmer la violence, l'accord de paix marque le début d'une recrudescence de la guerre. Préoccupés par les effusions de sang et les atermoiements des rebelles, les dirigeants de la région lancent un ultimatum en septembre, menaçant la rébellion de sanctions si elle ne dépose pas les armes. Mais cette menace est peu crédible. La Tanzanie, seul pays à pouvoir freiner les insurgés, est favorable à leur cause et à celle de Kabila. Armées et équipées par le président de la RDC et protégées par la Tanzanie, les FDD n'ont aucun intérêt à rallier le processus de paix.

Lors de discussions privées avec des visiteurs occidentaux, le président Kabila régulièrement fait savoir qu'il avait besoin des rebelles burundais et qu'il ne pourrait jamais se passer d'eux.<sup>66</sup> Ainsi, de nombreux soldats présents dans l'offensive du Katanga en octobre 2000 appartenaient aux FDD. Si les forces zimbabwéennes commencent à se retirer, la dépendance de Kabila à l'égard des rebelles augmentera encore.

Les chefs des FDD sont soupçonnés par leurs propres troupes de se soucier fort peu de la libération du Burundi. En effet, Kabila les aurait rendus millionnaires et leur aurait permis de contrôler un territoire trois à quatre fois plus grand que leur propre pays. En retour, les FDD offrent à Kabila certains avantages. Premièrement, Kabila contrôle bien plus les FDD que l'ALiR rwandais. Deuxièmement, il semble que les FDD accueillent sans cesse de nouvelles recrues des camps de Kigoma en Tanzanie. Ils disposent également d'une relative facilité de déplacement entre la Tanzanie, le Burundi, la Zambie et la RDC. Enfin, leur statut de « combattants de la liberté » dans le processus de paix au Burundi contredit leur position de « force négative » dans l'accord de Lusaka, ce qui autorise d'autant plus Kabila à exiger la révision de celui-ci.

A ce stade, la poursuite de la guerre n'est pas une mauvaise option pour le Président Buyoya. « Réhabilité » par sa signature de l'accord de paix d'Arusha, Buyoya cherche à consolider sa position de chef de la nation pour la « période de transition » à venir, tout en conservant l'avantage

militaire sur le terrain grâce à l'alliance anti-Kabila.<sup>67</sup>

### 3. L'échec du RCD

Lorsque l'attaque de l'APR sur Kinshasa échoue en août 1998, Kigali doit improviser une nouvelle stratégie pour prolonger la guerre. Il choisit alors de se tourner à nouveau vers le RCD, créé au début du conflit pour apporter une réponse politique congolaise à l'effort de guerre du Rwanda. Depuis, l'incapacité et l'opportunisme flagrant des dirigeants de ce même RCD a entraîné un rejet général de la population congolaise.

Au sein du mouvement, les points de vue politiques prolifèrent. A l'origine, le dirigeant du RCD était Ernest Wamba dia Wamba, professeur de l'université de Dar es Salaam et opposant de longue date du Président Mobutu. Il devait sa position de chef moins à une implication personnelle cohérente qu'à un compromis avec certaines factions et au soutien de Museveni et de l'ex-président de Tanzanie, Julius Nyerere. S'y retrouvaient également d'anciens membres Banyamulenge de l'AFDL comme Moïse Nyarugabo, Bizima Karaha, et Déogratias Bugera, Tutsi du Nord-Kivu. Enfin, une troisième composante regroupait d'anciens mobutistes tels que Lunda Bululu, Katangais opposé à Kabila et ex-premier ministre de Mobutu.

Dès le début, des divisions internes ont rongé le RCD. Le mouvement n'a jamais présenté de programme ou de courant politique cohérent. Il s'agissait plutôt d'une coalition de politiciens opportunistes qui n'avaient en commun que leur aversion pour Kabila. Cette association est présentée comme un « mouvement consensuel » indétournable, comme Kabila l'avait fait avec l'AFDL. Dans les faits, ses dirigeants ont immédiatement commencé à s'accuser réciproquement de détournements de fonds. Ils se montraient incapables de gagner l'appui populaire et réclamaient indûment une reconnaissance personnelle pour des succès militaires. Les divergences entre les protecteurs rwandais et ougandais du mouvement n'ont fait qu'encourager les divisions. Ceux qui étaient proches de Kampala se sont toujours prétendus plus soucieux de mobiliser politiquement la population que les

<sup>66</sup> Interview de l'ICG, diplomate occidental, Bruxelles (30 octobre 2000).

<sup>67</sup> Voir aussi ICG Afrique, Rapport N° 25, *Burundi : Ni Guerre Ni Paix*, op cit.

partisans soutenus par Kigali, qui préfèrent profiter de la machine de guerre rwandaise pour parvenir rapidement à une solution.

Arthur Zahidi Ngoma, opposant de longue date et président du parti *Forces du Futur*, fut le premier des membres fondateurs à quitter le mouvement. Il dénonçait une centralisation excessive du pouvoir entre les mains de la Commission exécutive et accusait le mouvement de ne représenter qu'insuffisamment l'opposition à Kabila. Puis en mars 1999, un courant de contestation interne invite Wamba à déplacer ses quartiers généraux de Goma à Kisangani. « Ce n'est pas un *coup de force* mais il existe un malaise certain à Goma », déclare-t-il aux journalistes.<sup>68</sup> Cette rupture entre le RCD-Goma et le RCD-Kisangani appuyé par l'Ouganda (plus tard rebaptisé RCD-ML, ou RCD-*Mouvement de libération*) est formalisée en mai 1999 lorsque les membres fondateurs votent pour destituer Wamba de son poste de président et le remplacer par le Katangais Emile Ilunga. Wamba conteste cette décision, affirme qu'il s'agit bien d'un coup de force et décrète qu'il demeure le chef légitime du mouvement rebelle.

A Goma, la faction d'Ilunga perd continuellement en popularité. L'absence de programme politique est vivement ressentie par la population de l'est du Congo, au même titre que la présence des Banyamulenge à des postes clés, notamment aux finances et à la sécurité. La situation empire encore lorsque le mouvement est contraint de suspendre la rémunération de ses employés (comme Kabila après mai 1997) et de ses soldats qui, en conséquence, se payent sur la population. Or, cette faillite financière se produit en dépit d'une foule d'impôts nouveaux et du vol pur et simple des dépôts bancaires ainsi que des revenus de l'exploitation de l'eau et de l'électricité.<sup>69</sup> Au début de l'année 2000, le ressentiment latent de la population s'exprime par une série de campagnes de désobéissance civile avec des manifestations de type « ville morte », à Bukavu et Goma, encouragées par l'église. Le RCD réagit alors de manière très impopulaire en refusant le retour de l'archevêque catholique Emmanuel Kataliko à

Bukavu.<sup>70</sup> Des protestations similaires ont lieu à Kisangani dans le premier semestre 2000.<sup>71</sup>

L'absence de légitimité du RCD-Goma est imputable à son incapacité à assurer aux citoyens Congolais un minimum de sécurité. En effet, il n'est pas rare que des combattants du RCD abusent des civils placés sous leur protection.<sup>72</sup> Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme, Roberto Garreton, estime dans son rapport de janvier que les forces du RCD ont riposté à des attaques en « massacrant des populations civiles sans défense à coups de machette, de couteau et de fusil, causant des milliers de victimes. »<sup>73</sup> Les abus commis par les troupes essentiellement banyamulenge basées dans la région entretiennent le mécontentement populaire nourri par le mouvement *mai mai* dans le Sud-Kivu.<sup>74</sup> Selon l'APR, des soldats indisciplinés du RCD sont souvent responsables de violences aux alentours de Goma.<sup>75</sup>

Kigali finit par se lasser du dirigeant du RCD et, fin octobre 2000, remplace Ilunga par l'ancien ministre des Affaires étrangères Adolphe Onusumba. Les deux vice-présidents, Moise Nyarugabo et Jean-Pierre Ondekane sont également destitués. Pour expliquer ce changement, le porte-parole du mouvement, Kin-Kiey Mulumba, déclare aux journalistes qu'Ilunga a « reconnu ses erreurs à la tête du RCD », notamment son échec à susciter une mobilisation politique et à transmettre son message.<sup>76</sup> Pour sa

<sup>70</sup> Sous une forte pression internationale, l'archevêque fut autorisé à regagner sa ville le 24 septembre, avant de mourir d'une crise cardiaque à Rome le 4 octobre.

<sup>71</sup> interviews de l'ICG, Kisangani (juillet 2000).

<sup>72</sup> Voir Human Rights Watch, « Eastern Congo Ravaged: Killing Civilians and Silencing Protest », volume 12, Numéro 3 (mai 2000) ; Amnesty International, « Killing Human Decency » (31 mai 2000).

<sup>73</sup> Il cite notamment Chipaho, Lemera, Makobola, Burhale, Musinga, Bashali, Lukweti, Budaha, Walungu, Mwenga, Mikondero, Kamituga, Budaha, Burhinyi, Ngweshe, Kigulube, Kibizi, Bunyakiri, Kasala, Kalambi, Kahungwe, Kashambi, Kalami et Chifunze. Voir les Nations Unies. Conseil économique et social. « Report on the Situation of Human Rights in the Democratic Republic of the Congo, Submitted by the Special Rapporteur, Mr Roberto Garreton, in Accordance with the Commission on Human Rights Resolution 1999/56 » (18 janvier 2000) para. 120.

<sup>74</sup> interviews de l'ICG, leaders de la Mutualité et fonctionnaires locaux, Uvira (août 2000).

<sup>75</sup> interviews de l'ICG, Goma (juillet 2000).

<sup>76</sup> « Rebel Leader Resigns Admitting "errors" », IRIN (30 octobre 2000).

<sup>68</sup> The East African, 5 avril 1999.

<sup>69</sup> Ces pratiques ont toutes été le fait du gouvernement du RCD-Goma à Kisangani. Interviews de l'ICG, fonctionnaires du RCD-Goma, Kisangani (juillet 2000).

part, le nouveau président fait d'apparents efforts pour modifier l'image de corruption associée au RCD.

Les Rwandais ont créé le RCD pour apporter une justification politique à la guerre. De la même manière, les politiciens congolais qui ont soutenu le mouvement cherchent à utiliser les militaires de Kigali pour s'emparer de l'état. En réalité, ces deux objectifs s'avèrent contradictoires. L'effort évident de Kigali pour dissimuler son ardeur belliqueuse derrière le mouvement rebelle sape sa propre crédibilité. En outre, en tant que créateur de ce mouvement, le Rwanda se retrouve complice de sa brutalité.<sup>77</sup> Les rebelles du RCD ne s'en sortent certes pas mieux. Ils ne sont jamais parvenus à gagner un véritable soutien car ils apparaissent immédiatement comme les marionnettes de Kigali. Pire encore, alors qu'au milieu de 1999 ils semblent sur le point de remporter la victoire, les Rwandais les abandonnent et les contraignent à signer l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.

#### 4. Fragmentation et seigneurs de guerre dans les Kivus

Dans la partie orientale de la RDC, la société a souffert des effets de plusieurs années de guerre et a été négligée par la communauté internationale. Dépouillés de leurs biens et notamment de leur bétail par les conflits successifs, les habitants sont contraints de quitter leurs fermes. Parallèlement, en raison des conditions d'insécurité, ceux qui avaient des armes n'ont pas hésité à s'en servir pour dépouiller les plus faibles. Un nouveau système de violence et de prédation a ainsi vu le jour. Des bandes organisées recherchent la richesse et le pouvoir à la pointe du fusil. La réapparition de considérations ethniques aggrave la situation et déclenche une vague de massacres interethniques.

##### a. *Le second front de Kabila*

Aujourd'hui, les actes de violence auxquels se livrent toutes les parties frappent l'innocent comme le coupable. L'idéologie génocidaire s'est déplacée

du Rwanda au Congo, où elle s'est profondément enracinée. Selon un administrateur territorial bafulero, « Les Interahamwe ont prôné le tribalisme au Congo et transmis des idées dangereuses et néfastes à la population. »<sup>78</sup>

La dernière guerre menée au Congo est à l'origine de la réapparition des milices rurales maï maï, issues d'une tradition ancienne au Kivu. L'existence de ces milices s'explique par la nécessité de se défendre et le désir de s'enrichir par le pillage et le vol de bétail. Historiquement, ces milices ont aussi permis aux communautés les plus marginalisées de la région, telles que celles de Batembo et Babembe au Sud-Kivu, d'exprimer leur mécontentement. Aujourd'hui, la radicalisation de la population urbaine et l'effondrement de l'économie du pays encouragent même les jeunes citadins à rejoindre ces mouvements. « Qui sont les Maï Maï ? Les enfants de nos villes. » explique un chef bafulero.<sup>79</sup> Ils sont la manifestation d'un effondrement de l'autorité traditionnelle et de ses institutions étatiques.

Le gouvernement de Kabila porte sa part de responsabilité dans l'explosion de violence. Ancien chef maï maï, Kabila connaît bien les courants de la rébellion qui ont animé l'est du Congo depuis les années 1960. Il a compris qu'un petit soutien logistique et les encouragements politiques de Kinshasa suffisaient à susciter une flambée de l'opposition dans les Kivus. Cette opération permettait de mettre à l'épreuve les ressources de l'APR en RDC et de faire peser la menace d'une reprise des attaques contre le Rwanda. C'est ainsi qu'il nomme, le 3 septembre 1999, Warrior Sylvestre Lwetcha, guerrier et compagnon maï maï de longue date, à la tête des FAC.<sup>80</sup> D'autres anciens chefs tels que Padiri, Lwengamia Dunia, et Shabani Sikatende sont également nommés commandants dans les FAC. Kabila sait aussi qu'il peut exploiter la présence des Interahamwe et des rebelles hutus burundais des FDD dans la région et il encourage la coordination militaire entre eux et les Maï Maï.

La coalition entre ces milices locales et les forces étrangères n'a cependant jamais été très solide. Au

<sup>77</sup> Le Rwanda est déjà responsable de fréquentes et brutales interventions de la part de ses propres troupes, comme l'ont indiqué les observateurs des organismes de défense des droits de l'homme. Voir Human Rights Watch, « Eastern Congo Ravaged: Killing Civilians and Silencing Protest », volume 12, Numéro 3 (mai 2000); Amnesty International, « Killing Human Decency » (31 mai 2000).

<sup>78</sup> Interview de l'ICG, Bazira Kushabana, Uvira, août 2000.

<sup>79</sup> Interview d'Aron Kashli, Président de Mutualité des Bafulero, Uvira (août 2000).

<sup>80</sup> « Congolese Rebel Leader Disapproves New Army Chief », Xinhua (6 septembre 1999).

début, les Congolais avaient un sentiment plutôt favorable à l'égard des Rwandais, qu'ils jugeaient assez peu différents de leurs propres milices maï maï. Les liens entre hommes armés et civils ont souvent freiné la violence. Pour beaucoup, les Interahamwe cherchaient seulement à se nourrir et jouaient provisoirement le rôle de gardien. On sait par exemple qu'il leur est arrivé de s'excuser auprès des villageois des meurtres commis. Des miliciens ont même remis aux mains des autorités locales de Kichanga au Nord-Kivu les « bandits » qu'ils disaient responsables de ces actes.

Cependant, avec le temps, la violence est, semble-t-il, devenue plus aveugle. Depuis la fin de 1999, la population se plaint des attaques menées par l'ALiR et du manque de protection de la part de l'APR.<sup>81</sup> Dans la nuit du 9 juin par exemple, un groupe de plus de trois cents Interahamwe fait irruption dans la ville de Sake, à 20 km à l'ouest de Goma, et pille les pharmacies. Au cours de l'opération, 34 personnes sont tuées et deux camps de paysans Hunde et Tembo déplacés sont dévastés. De l'avis de l'APR, ceux-ci se seraient infiltrés depuis la région de Masisi pour attaquer « les éléments positifs de la population congolaise » pour les monter contre les Rwandais.<sup>82</sup>

Tous les incidents de ce genre ont fragmenté les Kivus en un mosaïque de fiefs tenus par des miliciens. Ils ont également multiplié les conflits locaux, dans lesquels les Maï Maï sont tantôt alliés, tantôt ennemis des Interahamwe. La présence, ancienne, des miliciens hutus rwandais autour de Bunyakiri et Walikale explique les liens relativement solides entre les Maï Maï et les guérilleros rwandais de la région. Plus au sud, le conflit avec les Banyamulenge, antérieur à la deuxième guerre, explique la haine anti-tutsie des Maï Maï locaux, malgré leurs différences avec les Interahamwe et les FDD.

#### ***b. La haine ethnique : la situation des Banyamulenge***

Au Sud-Kivu, ce conflit ethnique se concentre sur la question des Banyamulenge tutsis, que les

habitants de la région accusent de collaboration avec le régime FPR du Rwanda.

Des tensions entre les Congolais de souche et les Banyarwandais (ou peuple du Rwanda) nouvellement arrivés ont toujours existé dans les Kivus à propos des terres ou des droits civiques. Avec les guerres civiles rwandaises et burundaises et l'afflux de réfugiés hutus au Congo en 1994, ces conflits locaux se sont transformés et ont pris pour cible des Tutsis banyarwandais tels que les Banyamulenge du Sud-Kivu.

Face à la menace grandissante du radicalisme hutu en RDC, les Banyamulenges s'engagent massivement en 1996 dans la guerre de l'AFDL pour chasser Mobutu. À la suite de la première guerre, le sentiment populaire, en se retournant contre le mouvement, isole encore plus les Banyamulenge. Or, depuis la mutinerie de la 10<sup>ème</sup> brigade banyamulenge à Bukavu, qui a précipité le pays dans la deuxième guerre, leur communauté est résolument associée dans l'esprit de la population à l'occupation rwandaise. Cette perception persiste malgré les différences largement soulignées entre Kigali et les Banyamulenge, et en dépit des efforts de l'APR pour défendre leurs cousins ethniques congolais. Entre-temps, le ténor anti-tutsi de toutes les interventions publiques dans les Kivus compromet toutes les tentatives de réouverture du dialogue avec les communautés voisines.

Dans la région du Haut Plateau, les Banyamulenge se retrouvent aujourd'hui assiégés par les Maï Maï, les FDD et l'ALiR. Dépendant économiquement de l'accès au marché d'Uvira pour y vendre le bétail et s'approvisionner, ils ne peuvent rien produire eux-mêmes. Ils ne peuvent que descendre jusqu'au *Moyen Plateau*, hostile, sous escorte de l'armée du RCD. Le voyage entre des villes comme Bukavu et Uvira peut s'avérer fatal s'ils sont malencontreusement arrêtés par des miliciens anti-tutsis. Les conditions ne sont guère meilleures en ville, où les Banyamulenge risquent d'être attaqués s'ils s'aventurent dans des quartiers dangereux.

« Nous nous trouvons encore dans la logique du génocide », explique un Banyamulenge du RCD à l'ICG. Ce sentiment est courant. Les Banyamulenge ne peuvent plus voyager, cultiver leurs champs, rejoindre leurs troupes. De nombreux villages du Haut Plateau ont été brûlés

<sup>81</sup> interviews de l'ICG, membres de la société civile, Goma, mars 2000.

<sup>82</sup> Interview du Lieutenant Colonel Alex Ibambasi, commandant de brigade de l'APR, Goma (16 août 2000).

et le RCD s'avère impuissant à éviter pareilles pratiques. Depuis juin 2000, des Tutsis congolais se sont réfugiés à Bujumbura. Plus de sept cent nouvelles familles vivent désormais dans cette ville. La tendance s'est intensifiée les trois premières semaines d'août, à tel point que les autorités du RCD à Goma ont en vain ordonné aux autorités locales d'arrêter le flux.

Les autres habitants du Sud-Kivu reprochent aux Banyamulenge d'avoir, après 1996, profité de leur association avec l'AFDL pour voler le bétail. Ces violences continuent. Leurs auteurs sont aussi bien des militaires que des civils Banyamulenge autrement baptisés « guerriers ». La 9<sup>ème</sup> brigade de l'ANC basée à Uvira compte près de 80% de Banyamulenge, et ce sont également des unités à majorité banyamulenge qui contrôlent Fizi, Uvira et Mulembe. Les Rwandais ont tenté de juger les soldats responsables des tueries de Makobola, et déclenché des affrontements entre l'ANC et l'APR. En résumé, comme l'a suggéré un officier de l'ANC, « nous ne sommes pas en présence d'une véritable armée. »<sup>83</sup>

Le peuple s'est joint aux Maï Maï pour protéger les familles contre les mauvais traitements des Banyamulenge. Mais lorsque les attaques se multiplient, les Maï Maï ripostent. A présent, la situation est dans l'impasse. « Le RCD ne peut pas avancer s'il ne résout pas ses problèmes avec les Maï Maï », signale M. Aroni Kashali, président de la Mutualité des Bafulero à Uvira. Ce qui veut dire désarmer les guerriers Banyamulenge. « S'ils déposent les armes aujourd'hui, il n'y aura pas de vengeance », promet-il. « Ce qui se passe est la conséquence de ce que [les Banyamulenge] ont fait. Tous les actes ont des conséquences. Le mal que vous faites vous retombe dessus un jour ou l'autre. »<sup>84</sup>

## 5. Scénarios

L'obstination militaire suppose des coûts économiques, politiques et sociaux élevés pour le Rwanda. Il semblerait néanmoins que le régime FPR soit déterminé à poursuivre son effort.

### a. Les coûts de la guerre

Pour le Rwanda, les coûts de cette guerre interminable sont énormes. Le gouvernement aurait, paraît-il, eu recours à des fonds extrabudgétaires tels que la réaffectation des salaires des enseignants pour assurer ses dépenses militaires.<sup>85</sup> Le FMI a contesté les retenues officielles de 4,3 % du PNB pour les dépenses de défense en 1998. En fait, les estimations qui tiennent compte des revenus fournis par les compagnies semi-publiques et le commerce illégal des diamants avancent le chiffre de 8 %. La difficulté à faire face aux dépenses est clairement apparue en novembre 1999, lorsque le porte-parole du parlement a appelé tous les Rwandais, du pays ou de l'étranger, à apporter leur contribution financière pour combler le « déficit budgétaire » créé par la guerre.<sup>86</sup>

Les autres coûts sont d'ordre social et politique. L'énergie, hélas trop rare, indispensable à une réconciliation entre les Hutus et les Tutsis après le génocide a été gaspillée au Congo. Les implications ethniques du conflit entament la confiance sur laquelle repose l'avenir du pays. En outre, la population en majorité hutu se sent marginalisée en raison de la mentalité guerrière qui anime le pays. Il en est de même pour les survivants tutsis, dont les besoins n'ont jamais été satisfaits, toujours à cause du conflit. Les priorités militaires du régime l'emportent sur les choix dictés par les concessions politiques. L'opposition et la critique ne sont donc pas tolérées. En définitive, aussi longtemps que la guerre continuera, il ne peut exister aucune notion d'intérêt commun entre les deux groupes ethniques du Rwanda.

Le Rwanda se trouve donc enfermé dans un cercle vicieux. Il lui est impossible de gagner la guerre contre le mal qui a sévi et abouti au massacre d'un million de personnes en 1994 sans réconciliation sur le sol national. Toute réconciliation est à son tour impossible tant que la guerre se poursuivra au Congo. Plus grave encore, les choix militaires du Rwanda ont exacerbé la haine ethnique qui ravage la région. Certains Congolais en arrivent à émettre ouvertement le souhait d'un génocide contre les

<sup>83</sup> Interview de l'ICG, officier de l'ANC, 9<sup>ème</sup> brigade, Uvira, (août 2000).

<sup>84</sup> Aroni Kashali, président de la Mutualité des Bafulero, Uvira (août 2000).

<sup>85</sup> SIPRI, *SIPRI Yearbook 2000*, (Oxford: Oxford University Press) 297.

<sup>86</sup> « Rwanda Calls on Citizens to Make Contributions » PANA, (11 novembre 1999).

Tutsis, ce qui indique le franchissement d'un seuil très dangereux.

### **b. L'option militaire**

Malgré de nombreuses difficultés, le Rwanda paraît déterminé à persister dans la voie militaire. Premièrement, soutenu par l'Angola et le Zimbabwe, Kabila n'est pas aussi vulnérable que Mobutu. Deuxièmement, les fronts aujourd'hui au point mort ont depuis lors mis à rude épreuve les forces rwandaises, tant militairement que financièrement. Troisièmement, le rejet, sans nul doute irréversible, du RCD par la population fait obstacle aux efforts de l'APR pour engager la population congolaise dans l'effort de guerre. Quatrièmement, les heurts répétés avec l'UPDF à Kisangani ont transformé le voisin et ancien allié du Rwanda en une nouvelle menace qui pèse sur sa frontière nord et qui va inévitablement obliger l'APR à détourner une partie de ses ressources de ses objectifs premiers.

Vers le milieu de l'année 2000, à la suite de la Résolution 1304 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant les affrontements entre les forces rwandaises et ougandaises à Kisangani, Kigali commence à revoir sa stratégie à l'égard du Congo. L'appel lancé, semble-t-il, par la communauté internationale pour que les forces des deux pays se retirent de la RDC avant celles des alliés de Kabila, met en péril la légitimité de la guerre menée par Kigali contre l'ALiR, selon les termes définis dans l'Accord de Lusaka. Au même moment, le rejet unilatéral de l'Accord par le gouvernement de Kabila rend la situation encore plus préoccupante. Aussi le Rwanda adopte-t-il une attitude plus conciliante envers la communauté internationale pour « redorer » sa réputation ternie : il se montre favorable au principe de désarmement des « forces négatives » énoncé dans l'Accord de Lusaka et consolide la position militaire de l'APR en RDC. Dans cette optique, il « offre » début août de se retirer de 200 km de la ligne de front. Ce retrait d'une partie non déterminante du territoire s'avère avantageux pour une armée déployée sur un front distendu. Ce repositionnement permet en fait de faire face à une instabilité grandissante le long de la frontière entre le Rwanda et la RDC. Les diplomates rwandais peuvent de surcroît profiter de la manœuvre en prétendant qu'elle crée l'espace nécessaire à un déploiement des forces de la MONUC en toute sécurité. Le Plan de désengagement de Kampala du

8 avril n'exigeant qu'un retrait de 30 km, Kigali se pose en véritable promoteur de la paix.

Fin 2000 pourtant, la stratégie rwandaise semblait évoluer. L'apparition des forces du MLC de Bemba dans l'Équateur et leurs succès militaires près de Mbandaka, menacent de mettre Kigali sur la touche et d'empêcher toute influence rwandaise dans les événements au Congo. Devant cette évolution, certains signes laissent supposer que le Rwanda cherche à imiter la formule gagnante de Bemba sur le plan ethnique et régional pour permettre au RCD de gagner du terrain dans le Kasai central, tant politiquement que militairement. Le récent remaniement à la tête du mouvement rebelle peut être interprété comme une preuve de cette volonté. Le nouveau président rebelle, Adolph Onusumba, appartient à l'ethnie des Tetela et vient du même village que le héros nationaliste Patrice Lumumba. En outre, il a montré son aptitude à mettre les rebelles de son côté lorsqu'il occupait le poste de gouverneur adjoint du Kasai, chargé des finances et de l'administration pour le gouvernement rebelle. Sa nomination au poste de dirigeant pourrait être une tentative de jouer la carte ethnique, tout comme Bemba, et d'utiliser l'héritage de Lumumba pour gagner le soutien qui fait défaut au RCD-Goma dans les Kasais.

Le Rwanda s'est aussi réengagé dans la guerre en raison des crises qui secouent continuellement le régime du Président Mugabe du Zimbabwe. Il y a eu notamment les émeutes déclenchées par l'inflation, une motion de contestation du MDC (Movement for Democratic Change), et un mécontentement croissant dans le propre parti du président, le ZANU-PF. Le retrait de 10 000 soldats zimbabwéens modifierait radicalement l'équilibre militaire. Le régime de Mugabe a déjà fait savoir que le Zimbabwe avait l'intention de se retirer de la RDC dans un « avenir proche ». Acceptera-t-il la défaite tout en mettant de côté sa fierté personnelle ? On peut en douter. Cependant, un éventuel successeur pourrait bien vouloir procéder à un retrait plus rapide. C'est sans aucun doute cette perspective qui a attiré l'attention de Kigali sur la conférence du parti ZANU-PF à la mi-décembre. Des rumeurs parmi les partisans du président avançaient qu'il était déjà très affaibli. Kigali en aurait donc conclu qu'une défaite militaire pendant la conférence pouvait abattre l'homme fort du Zimbabwe et accélérer un retrait des ZNDF du Congo.

Ces opinions sont exprimées à Kigali suite à la prise de Pweto par l'APR et le RCD, sur la frontière avec la Zambie. Mi-octobre, Kabila lance une offensive au Katanga, afin d'ouvrir un couloir vers le Lac Tanganyika. Humiliée par cet apparent succès de l'attaque, l'APR riposte immédiatement, reprenant la ville de Pepa puis Pweto. Selon les rumeurs, les combats auraient été extrêmement violents. Toutefois, après trois jours, les FAC et les forces zimbabwéennes sont défaites et s'enfuient, laissant derrière elles une riche moisson d'armes abandonnées.<sup>87</sup>

Ces événements laissent supposer qu'une solution militaire décisive dans la guerre conventionnelle locale reste envisageable pour les responsables de Kigali. Etant donné leur expérience avec Kabila, ils sont persuadés qu'aucune paix n'est possible s'il reste au pouvoir. Ils sont aussi conscients des coûts du conflit tant au niveau de leur réputation que sur plan du développement économique. Ainsi, compte tenu de l'effondrement actuel de l'Accord de Lusaka et des vains efforts tentés pour le remplacer, il se peut fort bien qu'une victoire militaire leur semble la seule issue acceptable à la guerre.

Militairement, l'APR n'a pas vraiment d'alternative. Soucieuse de son image internationale, elle ne souhaite pas se voir attribuer la responsabilité des combats. Toutefois, si elle trouve prétexte à une nouvelle attaque, les cas de figure restent limités. La reprise d'un assaut conventionnel pourrait viser l'un des trois objectifs suivants : Mbuji Mayi, Kinshasa, Lubumbashi, mais aucun ne promet le succès. Certes, la prise de la capitale aurait une portée symbolique considérable, pour le RCD en particulier. Cependant, Kinshasa est une ville de plusieurs millions d'habitants où il a toujours régné un fort sentiment anti-Tutsi. La perspective d'une tentative de prise de cette ville face à la résistance populaire ne tente probablement pas l'APR.

Les Rwandais pourraient aussi chercher à déstabiliser Kinshasa. Avec l'aide de Kigali, un des rivaux de Kabila pourrait être séduit par l'idée d'un coup de force, auquel l'APR et le RCD associeraient des attaques de diversion. Ce scénario est toutefois improbable. En effet, Kigali aurait des difficultés à trouver un volontaire susceptible de se hasarder à une alliance aussi

risquée. En outre, l'APR serait incapable, faute de moyens, d'organiser une défense crédible contre la résistance certaine d'au moins une partie des FAC, des Angolais et des Kinois anti-rwandais.

L'APR pourrait aussi viser le Katanga, province natale de Kabila, et la ville de Mbuji Mayi. Mais l'armée rwandaise est déjà trop dispersée et elle trouverait très difficilement les ressources humaines nécessaires pour prendre d'assaut cette ville très défendue. Lubumbashi est à 400 km de Pweto, et si une colonne de l'APR avançait vers ce but, elle prendrait le risque d'être coupée au sud de la RDC. Des deux villes donc, la cible la plus réaliste reste Mbuji Mayi. L'APR est déjà à ses portes. En s'en emparant ainsi que de ses environs, le RCD s'installe au cœur géographique du pays, à cheval sur les riches sables diamantifères de la région. En outre, le mouvement rebelle rencontrerait un terrain plus fertile qu'aux Kivus. Les dispositifs de défense de la ville rendraient toutefois la victoire très difficile. L'APR, déjà dispersée à l'extrême sur le territoire congolais, devrait regrouper un fort pourcentage de ses troupes d'élite pour vaincre les troupes zimbabwéennes, l'ALiR et les FAC qui défendent la ville. Pareille concentration des forces n'échapperait pas à l'observation des FAC, tandis que Kabila et ses alliés seraient tentés d'attaquer ailleurs sur le front.

Deuxième option pour l'APR : isoler Mbuji Mayi du Katanga par le sud. Une pénétration des troupes sur 100 km au voisinage de Kabinda permettrait de couper la voie ferrée Kananga-Lubumbashi et d'isoler les FAC et les forces alliées de Mbuji Mayi et de ses environs. La menace représentée par la réussite d'une telle attaque ferait pression sur Mugabe et pourrait même provoquer sa chute. Des victoires décisives comme Pweto, révèlent la faiblesse de l'ennemi et encouragent la prise de risque. Avec ces idées en tête, Kigali pourrait persister dans son aventurisme au Congo.

A long terme toutefois, cette stratégie a peu de chances de réussite en raison des divergences entre Kigali et Kampala. A supposer que l'APR s'empare de Mbuji Mayi, le MLC soutenu par l'Ouganda saisirait certainement l'occasion d'avancer sur Kinshasa. Quelle que soit l'issue des batailles, les intérêts rivaux des mouvements

<sup>87</sup> Interview de l'ICG, Nairobi, (7 décembre 2000).



rebelles deviendraient évidents.<sup>88</sup> Si l'un des mouvements venait à l'emporter, l'autre serait fortement tenté de créer des obstacles en raison de la défiance qui existe entre Kampala et Kigali. Il est très improbable qu'une réconciliation entre le Rwanda et l'Ouganda efface ces différences. Tant que les régimes actuels seront en place, aucun des deux pays ne peut permettre à l'autre de profiter inconsiderément de leur guerre commune au Congo.

### C. OUGANDA : RETOUR A LA SOLUTION MILITAIRE ?

L'Ouganda a également avancé le prétexte de la sécurité pour tenter de renverser Kabila. En réalité, Kampala a dans cette guerre d'autres motivations, notamment l'espoir d'accroître son prestige dans la région et le désir de s'enrichir. Perçu comme le cerveau de la première rébellion qui a porté Kabila au pouvoir, le président ougandais Yoweri Museveni ne pouvait pas se permettre de rester à l'écart de la seconde. Cependant, l'intervention ougandaise est allée à l'encontre du but recherché. Les massacres ethniques dans les régions contrôlées par l'Ouganda et les affrontements de Kisangani ont révélé la corruption et les divisions au sein de l'UPDF, dont les officiers supérieurs sacrifient ouvertement les intérêts de leur pays à leur enrichissement personnel. La sécurité du pays, prétexte à la première intervention, ne s'est pas améliorée pour autant. Si Museveni fut un jour le flambeau d'une nouvelle génération de dirigeants africains, il ressemble aujourd'hui de plus en plus aux anciens chefs qu'il prétendait remplacer.

#### 1. La sécurité, motif de la guerre

L'UPDF est officiellement intervenue en RDC pour détruire les bases arrières congolaises des forces ADF rebelles et empêcher qu'à l'avenir le ravitaillement transite par la région. C'est ainsi que le président Museveni a affirmé devant le Parlement ougandais que, « comme son prédécesseur Mobutu, il [Kabila] a conclu un accord avec le gouvernement du Soudan pour déstabiliser l'Ouganda. Kabila a mis à la disposition du Soudan les aéroports du Congo pour

permettre aux Soudanais de ravitailler les ADF et d'utiliser ces installations pour porter directement atteinte à l'Ouganda. »<sup>89</sup>

Les forces ADF sont nées en 1995 du rassemblement de mouvements soudanais opposés au régime NRM de Kampala.<sup>90</sup> Depuis, celles-ci terrorisent les habitants du sud-ouest de l'Ouganda par des attaques d'une sauvage brutalité. Le mouvement n'est certes pas assez puissant pour menacer militairement le régime mais continue néanmoins à résister à l'UPDF.

La progression de l'UPDF en RDC a probablement contribué à perturber temporairement les opérations du mouvement rebelle. Elle s'est accompagnée d'un renforcement de la lutte anti-insurrectionnelle en Ouganda même. Par exemple, fin 1999, l'UPDF déclencha l'opération Mountain Sweep dans le Rwenzori avec près de 6 000 hommes spécialement entraînés à la guerre en montagne par le chef d'état-major et général de brigade James Kazini. Selon lui, l'opération devait « porter le coup de grâce aux rebelles ». <sup>91</sup> Le ministre de la Défense annonçait environ deux mois après l'opération que l'armée avait tué plus de 80 « bandits » et « décimé les forces de l'ennemi tant en termes de personnel que de matériel saisi. »<sup>92</sup>

Les ADF ne furent cependant pas défaits aussi facilement, comme elles le prouvèrent début décembre avec une série d'attaques meurtrières. L'une d'elles visait la prison de Fort Portal et aurait, paraît-il, eu pour cible Kazini lui-même, qui

<sup>89</sup> Allocution du président devant le parlement : le rôle de l'Ouganda dans la République démocratique du Congo, 28 mai 2000 ; en outre, l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka fait état d'autres forces hostiles à Kampala qui opèrent au Congo. Il s'agit notamment de la LRA (Lord's Resistance Army) de Joseph Kony, la FUNA (Former Uganda National Army), l'UNRFII (Uganda national Rescue Front II), la NALU (National Army for the Liberation of Uganda) et le WNBK (West Nile Bank Front). Bien que ces groupes soient moins menaçants que les ADF, leur mention dans l'Accord fournit une justification supplémentaire à la présence de l'UPDF au Congo.

<sup>90</sup> Ces mouvements comprenaient des éléments de la secte Tabliq, qui avaient lancé des attaques depuis les Gorges de Kayera dans le district d'Hoima, ainsi que des vétérans de la NALU (National Army for the Liberation of Uganda) et du WNBK (West Nile Bank Front).

<sup>91</sup> « Troops Sent to 'Flush Out' Rebels in West », IRIN (9 novembre 1999).

<sup>92</sup> « Army Claims Success in Campaign Against ADF », IRIN (29 décembre 1999).

<sup>88</sup> Cherchant à former un front commun, les différents groupes rebelles ont décidé de se rencontrer à Goma avant la fin décembre 2000. Les chances de succès sont minces. Levi Ochieng, « Seeking a United Front to Oust Kabila », *The East African* (4 décembre 2000).

s'y trouvait à ce moment-là. Si la plupart des opérations des ADF ne reposent que sur une poignée d'individus, celle-ci comptait près de 150 rebelles et parvint à libérer 365 prisonniers.<sup>93</sup>

L'intensification de la lutte menée par l'UPDF dans les montagnes de Rwenzori a contre toute attente déplacé les activités rebelles vers d'autres régions du pays. En 2000, des attaques des ADF sont signalées à Bushenyi, Hoima, Kibale, Bundibugyo et même à Mubende.<sup>94</sup> Début septembre, devant la recrudescence de la violence dans l'ouest du pays, le président Museveni annule son voyage à New York pour le Sommet du Millénaire organisé par l'ONU. En déplacement dans le district de Hoima, il se serait plaint au Commissaire de district local de l'incapacité des autorités à mettre les guérilleros au pas. « Je ne supporte pas d'entendre dire 'les rebelles nous ont échappé'. Comment les rebelles peuvent-ils sortir de la forêt, vous échapper, et regagner la forêt ? Où est l'armée ? ». <sup>95</sup>

## 2. L'armée fait des affaires

La guerre du Congo mis à rude épreuve la cohésion et la discipline de l'armée ougandaise. Plus d'un officier a succombé à l'attrait irrésistible des ressources congolaises. En fait, le butin de la guerre, auquel l'Ouganda avait goûté lors de la première invasion, a largement motivé la seconde intervention de Kampala. En 1996, juste après la chute de Mobutu, les exportations d'or de l'Ouganda représentaient 60 millions de dollars de bénéfices tirés des régions contrôlées par l'UPDF au nord-est du Congo. D'après les chiffres officiels de la banque d'Ouganda, qui contrôle toutes les exportations d'or, celles-ci sont passées de 12,4 millions de dollars en 1994-95 à 110 millions en 1996. <sup>96</sup> La prise d'aéroports déterminants tels que

<sup>93</sup> Le porte-parole des ADF, Rogers Kabanda, a affirmé que la cible de l'attaque était le brigadier Kazini qui, selon les rumeurs, se trouvait à Fort Portal à ce moment-là. Les rebelles ont également enlevé 365 des 902 prisonniers durant l'opération. « ADF Abducts 365 Inmates in Attack on Prison », IRIN (10 décembre 1999). Le 26 décembre, la LRA (Lord's Resistance Army), dont le leader Joseph Kony vit au Soudan, a également fait sa réapparition au nord de l'Ouganda après presque six mois d'inactivité.

<sup>94</sup> « Museveni Talks Tough to Uganda's Rebels », BBC News, (9 septembre 2000).

<sup>95</sup> « President Museveni Castigates Army for Not Routing rebels », New Vision, Kampala, (9 septembre 2000).

<sup>96</sup> République de l'Ouganda. Département des statistiques. *Statistical Abstracts*, (Entebbe : 1999) 75.

ceux de Kisangani et Gbadolite permettrait l'exportation de café et de minéraux congolais directement à Kampala.

Depuis le début de la deuxième guerre en RDC, Kampala a exploité les ressources du Congo avec une impressionnante détermination. Il suffit de voir la hausse spectaculaire des exportations d'or de l'Ouganda : en 1999, elles constituent la part la plus importante des exportations de biens autres que le café, alors que la production nationale n'a pas augmenté. A titre de comparaison, selon une source privée du ministère des Ressources naturelles, la production d'or ne représentait sur l'exercice financier 1996/97 que 0,2 % des exportations. Cette brusque disponibilité d'or a réduit le déficit commercial du pays (qui était de 600 millions de dollars) et considérablement amélioré la balance des paiements, malgré les dépenses militaires faramineuses qui avaient contraint le pays à dépasser la limite ESAF (Enhanced Structural Adjustment Facility) fixée à 1,9 % du PNB. Le budget de la défense a provoqué un dépassement de ce seuil de 2,2 % au cours des six premiers mois de 1999 et conduit à un gel temporaire des débours de l'ESAF, jusqu'à ce que le gouvernement s'engage à contrôler le budget de la défense.<sup>97</sup>

Des officiers supérieurs de l'UPDF étaient impliqués dans des tractations commerciales congolaises depuis la première guerre. Ainsi, le Général-Major Salim Saleh, frère du président et alors ministre d'État à la Défense, était mêlé à des opérations d'achat d'or dans les régions contrôlées par l'UPDF. Bien que le négoce de l'or ait pris fin l'an dernier, Saleh conserve des intérêts dans Air Alexander, qui depuis août 1998 affrète des avions cargos et de passagers dans l'est du Congo.<sup>98</sup> D'autres hauts responsables de l'UPDF ont agi de même. Le général de brigade Kazini est accusé d'avoir distribué des concessions de diamants et de cobalt lorsqu'il dirigeait les opérations de l'UPDF en RDC.<sup>99</sup>

<sup>97</sup> William Reno, « War Debt and the role of pretending in Uganda's International Relations », document présenté à la conférence « Conflict and Peacemaking in the Great Lakes Region », Entebbe, 11 juillet 2000.

<sup>98</sup> Il prétend avoir, l'an passé, vendu ses actions dans Air Alexander à sa femme.

<sup>99</sup> Interviews de l'ICG, responsables du RCD-ML, Bunia (août 2000). Il a été remplacé en juillet 2000 par le brigadier Wamala Katumba.

Les relations entre les commandants de l'UPDF au front et les hommes d'affaires ont nourri l'essentiel de la violence entre Hemas et Lendus. Depuis le début de la guerre, ces violences ont fait quelques dizaines de milliers de victimes dans le nord-est du pays, sous contrôle ougandais. Kazini par exemple a dépouillé des « provinces » entières pour récompenser ses alliés, tels que Lotsove Adel, sans même consulter les autorités congolaises du RCD-ML officiellement soutenu par l'UPDF. Lotsove a depuis été contrainte de démissionner du RCD-ML, accusée d'encourager la violence afin de favoriser ses intérêts commerciaux liés à l'exploitation de l'or et du bois dans des régions comme Bombo et Mungualu. De même, l'ancien commandant de secteur de l'UPDF à Bunia, le Lieutenant-Colonel Arocha, et son adjoint le Capitaine Kyakabale, sont accusés de connivence avec des hommes d'affaires congolais pour inciter aux massacres des Lendus. Des Congolais de Bunia affirment que les deux officiers ont abusé de leur position et mêlé des soldats de l'UPDF aux affrontements. L'UPDF les a tous limogés et a ouvert une enquête sur accusation de participation à des trafics de minéraux.

### 3. L'UPDF et les massacres en Ituri

Pendant des années, les tribus des Hemas et des Lendus ont vécu ensemble dans la région Djugu de l'Ituri. Les Hemas sont une communauté minoritaire de pasteurs arrivés dans l'Ituri dès le seizième siècle. Culturellement, ils sont liés aux Tutsis du Burundi et du Rwanda ainsi qu'aux Hemas et aux Banyoros de l'ouest de l'Ouganda. Les Lendus indigènes sont des fermiers et des chasseurs liés aux Kakwa, aux Lugbara et même aux Alur du Nil occidental en Ouganda.

La terre est au cœur du conflit entre les deux peuples. En effet, aux derniers jours de la domination européenne, les autorités coloniales belges favorisent les Hemas et leur permettent d'accumuler d'importants biens fonciers. Malgré le ressentiment des Lendus, les deux communautés vivent longtemps côte à côte paisiblement, jusqu'à la fin du régime de Mobutu. Dans le chaos qui suivit cependant, les riches propriétaires terriens hemas rompent le *status quo* en cherchant à s'emparer de nouvelles terres appartenant aux Lendus. Ils y sont encouragés par l'effondrement des structures administratives et la perte, durant la guerre qui renversa Mobutu, d'archives importantes, notamment des titres de propriété.

Incapables de produire la preuve légale de leurs droits de propriété, et pour cause, les Lendus répondent par la violence. Dans la lutte qui s'ensuit, on estime à plus de 10 000 le nombre de victimes en 18 mois. Deux régions, le Djungu et le Fataki, auraient été plus particulièrement touchées par le carnage.

Loin d'empêcher les combats, la présence de l'UPDF dans la région, et son ingérence dans l'équilibre économique, politique et social déjà fragile d'une société ethniquement divisée, encourage ces massacres interethniques. Des officiers supérieurs de l'UPDF se déploient en RDC, aux côtés de riches membres des tribus essentiellement Batutsi tels que les Hemas en Ituri. Au lieu de protéger la société entière, ils protègent les intérêts de ces derniers. Certains officiers sont même accusés d'armer et d'entraîner des milices telles que celles dirigées par Bosco Ntaganda, en échange de dédommagements financiers versés par des hommes d'affaires hemas. En conséquence, l'UPDF est perçue comme une force d'occupation brutale dans la plus grande partie de la région et plus particulièrement dans les zones de l'Ituri et du Mahago.

Dernièrement, ces ressentiments ont conduit les populations locales à se retourner contre les soldats ougandais. Au cours des derniers mois, celles-ci ont même commencé à prendre pour cible les positions de l'UPDF. Ainsi le 26 août, un groupe de 10 indigènes, des Maï Maï selon l'UPDF, attaque les quartiers généraux de l'UPDF à Lubero au Beni. Ils sont repoussés mais l'incident fait plus de 33 morts. Des informations indiquent que les Congolais étaient armés d'arcs, de mitraillettes et de lances. Dans l'Ituri, un autre groupe a attaqué et maîtrisé un détachement du RCD-ML à Nyakunde. La force de secours de l'UPDF a dû envoyer deux chars pour neutraliser les attaquants qui n'étaient alors qu'à 6 ou 7 kilomètres de Bunia. Le 11 septembre, 150 hommes armés de fusils, de machettes et de lances s'en sont pris à la résidence d'un officier de l'UPDF à Butembo. Les Ougandais les ont refoulés, tuant 21 Congolais.<sup>100</sup>

Des enquêtes menées par l'UPDF sur les causes de ces conflits ethniques sont en cours. Selon les services de sécurité, ces conflits seraient orchestrés par des membres congolais haut placés de la

<sup>100</sup> « Mai Mai Attack Officer's Home », New Vision (14 septembre 2000).

rébellion, désireux d'encourager l'hostilité à l'égard de l'UPDF. Il n'y a aucune confirmation indépendante de ces affirmations mais elles reflètent bien l'animosité persistante contre l'UPDF dans de nombreuses régions de l'est du Congo. Le Conseil de sécurité provincial du Nord-Kivu a par exemple accusé l'UPDF de plusieurs violations des droits de l'homme. Mbake Kayisavera, gouverneur de la région, a déposé une plainte officielle auprès du gouvernement ougandais le 16 août 2000.

#### 4. Wamba et le RCD-ML

Dès le départ, le Rwanda et l'Ouganda ont une approche stratégique différente. Initialement, le Rwanda cherche à renverser Kabila par les seuls moyens militaires. Puis, lorsque l'Ouganda entre en lice, Museveni tente d'imposer une approche plus politique consistant à « redonner le pouvoir au peuple Congolais ». A mesure que ses dirigeants adoptent les positions de l'un ou l'autre de leurs protecteurs, le mouvement rebelle du RCD se divise.

##### a. L'échec de la « Mchaka Mchaka »

Les divergences à propos du système d'éducation politico-militaire nommé « Mchaka Mchaka » du NRM (National Resistance Movement) sont déterminantes dans la scission survenue le 19 mai 1999 au sein du RCD.<sup>101</sup> Convaincu que seul ce type de méthode mènerait à la victoire, le président Museveni veut reproduire le système en RDC. Dès février 1999, des cadres spécialement formés sont envoyés au Congo par le secrétariat du NRM. L'Ouganda préconise l'adoption du système par l'ensemble de la rébellion. De nombreux membres du RCD à l'instar d'Emile Ilunga, Bizima Karaha, Moise Nyarugabo, Lunda Bululu et Alexis Tambwe refusent. En revanche, Wamba, plutôt favorable, accepte la formation ougandaise.

En conséquence, le RCD-ML de Wamba devient le modèle de la stratégie ougandaise visant à « redonner le pouvoir aux Congolais ». Dans le nord-est de la RDC, l'Ouganda contribue à l'entraînement des forces rebelles et encourage l'élection de dirigeants locaux. Chacune des

provinces doit élire un gouverneur et un conseil local de fonctionnaires, de façon à engager de manière croissante la population dans l'effort de guerre.

La population congolaise rejette néanmoins le mouvement et son système ougandais de mobilisation politique. Sourds à cette contestation, les Ougandais cherchent à utiliser Wamba comme chef de la rébellion, bien qu'il soit originaire de l'ouest de la RDC. Conscients du sentiment populaire, les dirigeants rebelles préfèrent revenir à une mobilisation classique en faveur d'une politique ethnique à l'efficacité reconnue. Par contraste, Mbusa Nyamwisi, premier ministre du RCD-ML, utilise son appartenance à l'ethnie locale des Mukonjo pour gagner des partisans dans la région de Beni. De même, son adjoint Tibasiima Atenyi joue de ses racines hema pour mobiliser ses propres partisans dans l'Ituri. En conséquence en août, lorsque Wamba veut révoquer les deux hommes, il déclenche de violentes réactions dans la région, qui conduisent à la fracture du mouvement RCD-ML.

Dans cette économie de guerre à croissance rapide, la course aux richesses constitue un second facteur de division. Dès le début, le RCD-ML s'engage sans retenue dans le commerce de l'or. Le mouvement forme sa propre brigade militaire minière dans des zones telles que Bafwasende et Banalia.<sup>102</sup> Avec un enthousiasme insolent, le mouvement signe même un accord avec la Banque de Grenade visant à organiser un « Système de réserve de l'Union Africaine » pour le développement économique et l'administration financière du Congo. Tout comme les officiers ougandais, les cadres du mouvement rebelle succombent à la tentation des richesses congolaises. Mbusa Nyamwisi et Atenyi Tibasiima sont accusés d'avoir détourné, depuis le début de l'année 2000, plus de 20 millions de dollars de recettes résultant de trafics miniers. Lors du « coup de force » du 5 novembre contre Wamba, celui-ci déclara à Reuters que « [Nyamwisi] voulait avoir le contrôle des ressources... il promettait au peuple argent et diamants. »<sup>103</sup>

<sup>101</sup> La « Mchaka Mchaka » fut au début un concept tanzanien dont l'objectif était de créer une camaraderie, une discipline et une solidarité par le biais d'exercices physiques matinaux.

<sup>102</sup> Interview de l'ICG Interview, Professeur Wamba dia Wamba, président du RCD-ML, Bunia, 24 août 2000.

<sup>103</sup> Todd Pitman, « Congo Rebel Leader Accuses Rival of 'Coup Attempt », Reuters (4 novembre).

**b. L'Ouganda abandonne-t-il l'idéologie pour le régionalisme et l'ethnicité ?**

Le mouvement rebelle « modèle » ougandais s'effondre lorsque Wamba est abandonné par ses lieutenants qui préférèrent recruter des armées de leur propre ethnie. Conscients de l'importance de la réconciliation pour résoudre les conflits ethniques dans la région, les responsables ougandais se sont hâtés de combler les divergences entre les chefs rivaux du RCD-ML. Ils auraient sinon couru le risque d'un mécontentement populaire semblable à celui que subit le Rwanda dans les Kivus.<sup>104</sup> C'est ainsi qu'au mois de septembre, tous s'emploient à réparer les divisions internes du RCD-ML. Kampala fait des recommandations sur la restructuration possible du mouvement et lance un programme de formation et de rééducation s'adressant à ses membres et groupes dissidents.<sup>105</sup> Le 11 octobre 2000, Museveni propose un accord entre Wamba et ses opposants au Conseil d'État, qui permet, deux semaines plus tard, de renommer Nyamwisi premier vice-président du RCD-ML et Atenyi second vice-président.<sup>106</sup>

Entre temps, le gouvernement ougandais s'efforce de rectifier les erreurs d'une stratégie mal conçue. Les responsables de Kampala prennent conscience que Wamba ne surmontera pas la crise du pouvoir au sein du RCD-ML. Malheureusement, Museveni admet difficilement l'erreur de son soutien initial à l'ancien universitaire. Autant admettre que le mouvement NRM en Ouganda et toute son approche stratégique de la guerre en RDC était

---

<sup>104</sup> Usant de son autorité comme président, Wamba renvoya son Premier ministre Nyamwisi. Mais pour le destituer de son poste de président de l'Assemblée générale du RCD-ML, il avait besoin du soutien de la majorité de ses membres. Or, comme seul le président pouvait convoquer l'Assemblée en séance, son remplacement s'avérait difficile à opérer. Pour surmonter cet obstacle, l'Ouganda imagina de convaincre Wamba de reprendre Nyamwisi comme Premier ministre du RCD-ML, et de convaincre Nyamwisi d'autoriser en retour les séances de l'assemblée générale du mouvement, ce qui aiderait à résoudre les tensions ethniques de la région.

<sup>105</sup> Interview de l'ICG, Bunia. Voir aussi : « Hundreds of DR Congo Rebels Reportedly Training in Uganda », *The East African* (25 septembre 2000).

<sup>106</sup> À cette rencontre participaient Francisco Madeira, ministre de la Présidence du Mozambique, Adam Marwa, envoyé tanzanien dans la région des Grands Lacs, James Wapakhabulo, commissaire politique national ougandais et Ruhakana Rugunda, ministre ougandais de la Présidence.

déraisonnable, et que le Rwanda avait eu raison de chercher à évincer Wamba de la direction du RCD. Museveni espère encore que les perspectives de Wamba se réaliseront une fois que la rébellion atteindra l'ouest du Congo. Wamba est, à ce moment-là, considéré comme un « artisan du consensus », bénéficiant d'excellents contacts internationaux, et mieux au fait que quiconque des problèmes sociaux, politiques et économiques de la RDC.

Malgré la réconciliation prônée par l'Ouganda, les rancœurs persistent entre les deux rivaux. Fin octobre, des partisans de Wamba s'inquiètent de la prise de contrôle de l'aéroport de Bunia et de la Radio par les troupes de l'UPDF. La porte-parole du RCD-ML, Colette Ramm, déclare aux journalistes que les responsables ougandais soucieux de protéger leurs intérêts en RDC sont à l'origine de l'opération. « La tension monte dans la région... il sera difficile de contenir l'effusion de sang », a-t-elle ajouté.<sup>107</sup> Les événements se précipitent le 3 novembre, lorsque Nyamwisi, arrivé de Kampala, annonce à la radio de Bunia la destitution de Wamba. Trois jours après, des forces loyales à Nyamwisi tentent un coup de force contre Wamba, l'obligeant à chercher refuge dans les quartiers généraux de la MONUC à Bunia. « Nous contrôlons la situation ici », annonçait Suddin bin Musme, porte-parole de Nyamwisi, « Nous contrôlons la ville, l'aéroport et la radio. »<sup>108</sup>

Au cours des deux semaines suivantes, des combats sporadiques opposent les deux parties. Le 12 novembre, Museveni ordonne d'évacuer Wamba sur Kampala, mais le professeur refuse de quitter Bunia.<sup>109</sup> Finalement, le 19 novembre, Museveni envoie sur place le Colonel Kahinda Otafire, son conseiller spécial aux affaires de la RDC, pour escorter Wamba et les autres jusqu'à Kampala. « Nous avons évacué de Bunia tous les fauteurs de trouble ainsi qu'un certain nombre de personnes... J'ai fait venir de Bunia près de 60 responsables qui sont des dangers pour eux-mêmes. Ils vont essayer, à partir d'ici, de démêler

---

<sup>107</sup> « UPDF Turn on Wamba, Grab Bunia Airport not true, says Wapa », *The Monitor*, Kampala (31 octobre 2000).

<sup>108</sup> Todd Pitman « Fighting Erupts for Control of Congo Rebel faction », *Reuters* (6 novembre 2000).

<sup>109</sup> « Museveni Wants Wamba in Kela », *The Monitor* (13 novembre 2000). Todd Pitman, « Congo rebels Accuse Rivals Over new Fighting », *Reuters* (15 novembre 2000).

l'écheveau et nous espérons qu'ils y parviendront », annonce Otafire à son retour.<sup>110</sup>

L'incident illustre la confusion caractéristique de la politique ougandaise à l'égard des groupes rebelles. Les unités de l'UPDF sont intervenues des deux côtés du conflit, reflétant les différences d'intérêt dans les rangs ougandais et l'absence de contrôle général du Commandant en chef. Ils ont autorisé le groupe de Nyamwisi à accéder à la radio, mais continuent malgré tout à protéger Wamba, cerné, après la tentative de *coup*. Un soldat ougandais, identifié comme Tinkamanyire, aurait annoncé le *coup* à la radio, orchestrant par voie de conséquence la répression contre les manifestants anti-Nyamwisi.<sup>111</sup> Début décembre 2000, les autorités ougandaises prétendent encore reconnaître Wamba comme chef du mouvement rebelle. En privé toutefois, ils admettent que, compte tenu du soutien ethnique de Nyamwisi et de la puissance économique de la Province Orientale, il est préférable de confier à ce dernier la direction de la rébellion pour éviter de nouvelles violences interethniques. En d'autres termes, la stratégie ougandaise consistant à redonner le pouvoir aux Congolais, avec l'appui idéologique de la « *Mchaka Mchaka* » du NRM a été abandonnée au profit d'un militarisme ethnique plus efficace.

L'adhésion de Wamba à l'Accord de Lusaka a également contribué à la détérioration de ses relations avec ses protecteurs ougandais. Bien que l'Ouganda prétende aussi soutenir l'Accord, ses récents succès aux côtés de Bemba en Équateur l'encouragent à envisager de nouveau une solution militaire.

## 5. Jean-Pierre Bemba et le MLC : une formule gagnante ?

Confronté aux difficultés constantes que posaient Wamba et sa rébellion d'inspiration NRM, l'Ouganda se tourne vers Bemba. L'homme d'affaires millionnaire jouit d'un soutien populaire et financier jamais atteint par Wamba ni par aucun autre mouvement rebelle en RDC. En outre, contrairement aux deux branches du RCD, il est le seul à commander ses troupes. Ces atouts ont

convaincu Kampala qu'il pourrait être en mesure de gagner la guerre. Cette idée n'est toutefois pas exempte d'arrière pensée. Museveni veut tirer quelque profit de son aventure congolaise avant les élections (qui devraient se tenir d'ici mars 2001). Pris au piège d'une guerre interminable, Museveni a besoin de Bemba pour sauver son honneur et payer ses factures.

### a. Un mouvement auto-financé

L'intervention ougandaise s'est avérée coûteuse. Les violences perpétrées par les ADF ont persisté dans l'ouest de l'Ouganda malgré la présence de l'UPDF en RDC. Durant l'année financière 1997/98, les dépenses militaires de l'Ouganda se sont élevées à près de 70 millions de dollars, soit 1,5 % du PNB, au delà du montant de 1,1 % initialement prévu. En 1998/99, l'Ouganda avait inscrit à son budget une augmentation de ces dépenses pour atteindre 98,6 millions de dollars. Cette augmentation devait faciliter les opérations de pacification du nord et de l'ouest de l'Ouganda et la protection de sa frontière avec la RDC. Cependant, les frais réels pour l'exercice 1998/99 ont largement dépassé les montants prévus, pour atteindre 129,3 millions de dollars. Ce dépassement a attiré les critiques des bailleurs de fonds, qui craignent que le gouvernement néglige des priorités telles que l'éradication de la pauvreté, l'éducation et la santé. En réaction, le Fonds monétaire international a différé une partie du prêt prévu pour mars 1999.<sup>112</sup>

Pour un gouvernement soumis à de lourdes contraintes financières, Bemba est donc le bienvenu. Les revenus qu'il tire des taxes appliquées aux exportations de thé, de café, de bois, et d'or font de lui un homme fort apprécié de ses protecteurs ougandais. Bemba peut donc financer l'essentiel de son propre effort de guerre. Selon le secrétaire aux Finances, François Mwamba, le mouvement a financé 60 % de ses dépenses. Cette proportion devrait atteindre 90 % d'ici la fin de l'année.<sup>113</sup> En outre, en possédant

<sup>110</sup> « UPDF Takes Over Bunia », The Monitor, Kampala (20 novembre 2000).

<sup>111</sup> « Nyamwisi Jolts Wamba Control of Bunia », New Vision, Kampala (16 novembre 2000).

<sup>112</sup> Andrew M. Mwenda et agences, « Domestic Debt Record Shs 100bn, IMF Suspends Aid to Uganda », The Monitor, Kampala (13 mars 1999) ; Réunion du groupe consultatif pour les donateurs de l'Ouganda. Document de la délégation américaine (mars 2000) ; gouvernement de l'Ouganda. Ministre des Finances. *Background to the Budget 1999/2000*, (Kampala : juin 1999) 93.

<sup>113</sup> « Rebels Use New Openings to Boost Economic Activity », SouthScan, Bruxelles (30 août 2000).

son propre avion de transport Antonov (une prise de guerre), plus grand que n'importe quel appareil militaire ougandais, Bemba contribue à réduire les frais généralement élevés (près de 30 000 dollars) liés aux vols entre Entebbe et Gbadolite.<sup>114</sup>

**b. *Un mouvement populaire et régionalement équilibré***

Les responsables ougandais vantent la popularité de Bemba et soulignent le fait que le MLC semble avoir mis en place un gouvernement représentatif en confiant les postes clés à des représentants de chaque province de la RDC. Le Secrétaire général du gouvernement (Premier ministre) est Olivier Kamitatu, le fils de Cleophas Kamitatu. Le haut commandement des forces du MLC compte des officiers de différentes régions. Le chef d'état-major, le Colonel Amouri, est originaire de l'est de la RDC, tout comme le secrétaire à la Défense, le Colonel Mulomba Kibonge. Le mouvement rebelle a également mis en place un trésor central avec un secrétaire aux Finances originaire du Kasai, François Muamba, ancien membre du parti d'Etienne Tshsekedi. Le secrétaire général à l'Économie, Albert Mbia, ancien ambassadeur au Portugal, est originaire de l'Équateur. Le mouvement est également en train d'établir un budget destiné à financer différents organes chargés d'activités diverses.

**c. *Le raisonnement sous-jacent au soutien ougandais***

Museveni est lié à Bemba pour des raisons de prestige. Après la chute de Wamba et l'humiliation de trois défaites successives face à l'APR à Kisangani, Museveni souhaite s'adjoindre un « gagnant » qui justifie son intervention initiale en RDC. Ce désir tient en partie à la fierté du président ougandais et à l'obligation dans laquelle il se trouve de transformer une guerre politiquement impopulaire en victoire, en prévision des élections présidentielles de mars 2001. Avec la soudaine candidature aux élections du Colonel Kiiza Besigye, du NRM, très critique au soutien ougandais en RDC, cette transformation devient d'autant plus urgente. Ainsi, selon les prédictions d'un commentateur à la mi-octobre : « Sans un véritable triomphe, le président sera ridiculisé, et,

loin d'apparaître en général vainqueur, il aura tout du parieur imprudent ayant perdu au Congo, aveuglé par le pouvoir et autres tentations indicibles. »<sup>115</sup>

L'Ouganda est actuellement en train d'aider Bemba de toutes les manières possibles. Officiellement, Kampala avoue soutenir ce dernier, en lui livrant du matériel médical, d'artillerie, et de communications. En réalité, on dénombre plus de 10 000 hommes de l'UPDF en Équateur sous les ordres du brigadier Katumba Wamala, basé à Gbadolite.

En apparence, les succès de Bemba ont placé l'Ouganda en position de force pour influencer sur l'issue de la guerre. Si Mbandaka était prise, les forces du MLC seraient à seulement quatre jours de Kinshasa par le fleuve. Mais la résistance angolaise empêcherait toute progression au-delà. Les forces aériennes des FAA infligeraient probablement d'importantes pertes aux troupes qui descendraient le fleuve. Les forces terrestres FAA feraient de même dans la capitale et aux alentours. La présence de Kabila ne ravit peut-être pas l'Angola, mais ce pays ne souhaite pas le voir remplacé par Bemba, mobutiste étroitement lié à l'UNITA.<sup>116</sup>

Pour cette raison, la menace que Bemba fit peser durant l'été 2000 sur l'important port fluvial de Mbandaka déclencha une grande effervescence diplomatique. Fin août, le chef d'état-major angolais, le Général Jogo Baptista De Matos, se rend à Kampala pour s'entretenir avec le commandant de l'UPDF, le Général-Major Jeje Odongo, et rencontre le président ougandais Yoweri Museveni ainsi que d'autres hauts

<sup>115</sup> « Why Kinshasa Needs to Fall Before March 2001 Polls », *The Monitor*, Kampala, (12 octobre 2000).

<sup>116</sup> Au moment de l'offensive des FAA contre l'UNITA en décembre 1998, l'homme d'affaires équatorien acheta du carburant en Zambie pour le vendre aux rebelles angolais en réponse à un appel de Sawimbi. Voir Nations Unies, Conseil de sécurité. « Letter Dated 10 March 2000 From the Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the President of the Security Council » avec le document joint « Report of the Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against UNITA », (10 mars 2000) paras 64-65. D'autres informations ont fait état de troupes ougandaises « détachées auprès de l'UNITA ». Voir « *Zambian Aid for Angolan Rebels* » *Mail And Guardian*, Johannesburg (9 avril 1999).

<sup>114</sup> Interview de l'ICG, responsables du RCD-ML, Bunia (août 2000) ; information confirmée par VR Promotions, Kampala.

responsables civils.<sup>117</sup> Bemba lui-même a rencontré le ministre angolais des Affaires étrangères, Joao Bernardo Miranda, à Paris au mois d'août.<sup>118</sup> Au cours des nombreux entretiens suscités par cette menace sur Mbandaka, on évoque même l'éventualité de l'élimination de Kabila par ses alliés de Kinshasa, suite aux négociations avec l'alliance rebelle. Toutefois, lors des pourparlers de Windhoek le 9 octobre, les alliés angolais, namibiens et zimbabwéens de Kabila s'engagent à défendre Mbandaka et brandissent la menace d'une guerre totale contre l'Ouganda et les forces du MLC de Bemba. A la suite de quoi, fin octobre, Luanda fait une démonstration de sa puissance militaire au commandant de l'UPDF le Général Odongo, en lui faisant visiter la base aérienne de Catumbela et la zone militaire de Funda.<sup>119</sup>

Selon de nombreuses sources, Bemba voudrait prendre Mbandaka et peut-être même marcher sur Kinshasa. Toutefois, l'UPDF a jusqu'à présent refusé de suivre ce choix. Il est peu probable qu'une progression du MLC vers Kinshasa contribue à la fin de la guerre. Si les Angolais et les Ougandais parvenaient à un accord, Kigali essaierait certainement de s'emparer de Mbuji Mayi. Entre temps, Kabila pourrait s'envoler pour Lubumbashi. Ainsi basé au Katanga, il pourrait poursuivre son action avec le soutien de nombreux pays de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dont les intérêts économiques en RDC sont essentiellement concentrés dans le sud, riche en minéraux. Ensemble, ces mouvements terniraient le succès de Bemba. Celui-ci pourrait tirer profit de la souveraineté implicite que lui vaudrait le contrôle

<sup>117</sup> « President Meets Angolan Army Chief », New Vision, Kampala (26 septembre 2000).

<sup>118</sup> Africa No 1 radio, Libreville, en français 12h00 GMT (28 septembre 2000), rapporté par la BBC.

<sup>119</sup> La chaîne de télévision angolaise TV2 rapportait ainsi la visite : « Nous sommes à la base aérienne de Catumbela Air Base au Benguela, au centre du pays. Le Général Odongo a vu une partie du potentiel militaire de l'armée angolaise et certaines capacités des Forces aériennes nationales. Le général en visite a obtenu des informations sur les avancées réalisées au sein des FAA. Après les visites et les exposés sont venues les constatations : les FAA ont un potentiel balistique bien plus évolué que celui de l'Ouganda ; une coopération militaire est donc nécessaire, en dépit des différences qui séparent les deux parties dans le conflit en RDC. » Gonçalves Inhanjica, Broadcast TV2 Televisao Publica de Angola, Luanda (19h30 GMT 2 novembre 2000), rapporté par la BBC.

de la capitale du pays, mais il n'aurait pas accès au centre économique du pays.

Bemba serait également confronté à l'hostilité des chefs rebelles rivaux. Outre l'espoir d'acquérir un pouvoir politique, les dirigeants des factions rivales ont tous des intérêts économiques auxquels Bemba s'opposerait très probablement. Naturellement, nombreux sont ceux qui suspectent Bemba de vouloir contrôler entièrement l'état. Ainsi, malgré une ouverture à l'égard du gouvernement, il a la main mise totale sur la direction du mouvement. Il nomme personnellement tous les candidats aux postes clé, comme les 12 secrétaires nationaux ou les membres des conseils de libération politiques et militaires. Même Kamitatu a dernièrement reconnu en Ouganda que le MLC ne dirigeait pas un gouvernement, mais qu'il agissait plutôt d'une administration au service de la guérilla.

Enfin, Bemba devrait aussi faire face à des difficultés politiques dans la capitale. En dépit de la diversité ethnique aux postes clé du mouvement, les Kinois ne verraient certainement pas en lui un libérateur, en raison de ses origines équatoriennes, mais plutôt l'instrument de la renaissance du régime toujours détesté de Mobutu. Si l'on en croit des rumeurs largement répandues, il entretiendrait des liens avec des cercles mobutistes et ferait appel à l'*Union des républicains nationalistes pour la libération*, composée d'anciens membres de la division présidentielle spéciale de Mobutu.<sup>120</sup>

## 6. Conclusion

Derrière un prétexte sécuritaire, l'ingérence ougandaise en RDC n'a pu étouffer l'agitation insurrectionnelle dans le sud-ouest de l'Ouganda. Au contraire, la politique a consisté à encourager le développement d'une économie de guerre qui a finalement eu raison de la discipline de l'UPDF. Plus grave encore, la stratégie ougandaise a déclenché une explosion de violence interethnique et l'apparition de fiefs de guerre ethniques dont

<sup>120</sup> A l'origine capturés par Kabila et incorporés dans des camps de rééducation, les hommes de cette division ont fui en août 1998 pour se battre aux côtés du Colonel James Kabarebe dans la zone du Bas-Congo. Evacués vers Kigali suite à l'échec de l'opération, ils ont rejoint le RCD lors de la marche sur Kisangani. Cependant, lorsque l'Ouganda a constitué le MLC en septembre 1998, le groupe s'est joint à Bemba dans ce qui, à l'époque, fut la première source de tension entre le Rwanda et l'Ouganda.



l'existence en bordure du pays peut faire craindre le pire.

Sans victoire, le président Museveni est probablement incapable d'ordonner le retrait de l'UPDF du Congo. De nombreux officiers supérieurs se sont emparés d'intérêts économiques qu'ils ne sont pas disposés à abandonner. En outre, la fierté personnelle du président ougandais, qui a très tôt déterminé ses choix stratégiques, est un facteur encore plus important à prendre en compte. Tirant les leçons de sa propre expérience, il fut en désaccord avec l'option rwandaise d'une victoire militaire rapide, estimant « que le peuple doit prendre son destin politique en main ». Sur le fond, ses vues n'étaient pas nécessairement fausses, elles ont néanmoins encouragé la fragmentation du mouvement RCD rebelle et contribué à rompre les relations entre Kigali et Kampala.

En fin de compte, le rejet congolais de l'idéologie étrangère qui lui était imposée a scellé le sort de cette stratégie. Cet échec a dès lors orienté l'Ouganda vers une politique régionaliste et ethnique qui, pour être mobilisatrice, n'en était pas moins destructrice. Ce pays affirme aujourd'hui continuer à reconnaître Wamba comme président du RCD-ML. S'il doit maintenir un semblant de contrôle dans le nord-est de la RDC et protéger les frontières de l'Ouganda, il n'a pas d'autre choix que d'accepter la montée de Nyamwisi.

#### IV. LAURENT-DESIRE KABILA : AU POUVOIR PAR DEFAUT<sup>121</sup>

Il a souvent été prédit que Kabila quitterait la présidence. En effet, son pouvoir au sein de la RDC n'a jamais semblé très solide. Lorsqu'en 1996, il a rejoint les forces armées avec son mouvement rebelle l'AFDL, il n'avait quasiment pas de forces armées et seuls quelques Congolais avaient entendu parler de lui. Aujourd'hui, après plus de trois ans de pouvoir, il n'est toujours pas parvenu à bâtir un parti politique fédérateur, et son armée ne montre aucun enthousiasme au combat. Même ses plus fervents partisans n'ont pas organisé de manifestations pro-gouvernementales. Cependant, le régime parvient mieux que le précédent à maintenir l'ordre dans les territoires qu'il contrôle. Kabila semble également mieux contrôler que Mobutu la corruption et la recherche de profit, ce qui contribue à réduire le nombre des spéculateurs. Les généraux de Kabila n'ont pas acquis la réputation des généraux de Mobutu, qui incarnaient la loi à eux seuls. En effet, Kabila se consacre davantage à ses alliés étrangers qu'à ses partisans internes.

Le seul objectif stratégique de Kabila est de rester au pouvoir. Les observateurs basés à Kinshasa pensent qu'il préfère partager le pays plutôt que de partager le pouvoir.<sup>122</sup> Il a jusqu'à présent réussi à maintenir ce cap en dépit de la médiocrité de ses troupes et de sa dépendance complète à l'égard du soutien étranger. Malgré un mécontentement général vis-à-vis de sa politique, le régime de Kabila n'est pas menacé par des troubles internes, ni même par un coup d'État. Le destin de Kabila dépend principalement de ce qu'il représente pour ses alliés : leur est-il utile ou non, et son élimination offre-t-elle plus d'inconvénients que

<sup>121</sup> Les entretiens mentionnés dans cette section du rapport ont été réalisés entre le 27 août et le 15 septembre 2000 à Kinshasa. Les personnes qui ne sont pas membres du gouvernement congolais sont désignées par des appellations génériques pour des raisons de sécurité. Les « membres du corps diplomatique » correspondent à l'ambassade et aux fonctionnaires des Nations Unies, les « sources congolaises » incluent les journalistes, les universitaires, les acteurs économiques, les petits fonctionnaires, les représentants de la société civile et autres ; les « membres de la communauté internationale des ONG » englobent les représentants d'agences humanitaires et de développement.

<sup>122</sup> Interview de l'ICG, membres du corps diplomatique, Kinshasa, 27/08/00-09/09/00.

d'avantages ? En l'absence d'un soutien interne solide et malgré son comportement fantasque, seule sa capacité de négociation avec ses partisans étrangers, qui ne voient à part lui aucune autre solution au Congo, lui a permis de rester au pouvoir. En d'autres termes, il est président par défaut.

#### A. KABILA INC. : UN POUVOIR SANS REGIME

Kabila revendique sa légitimité par sa victoire sur Mobutu et par sa guerre contre les « envahisseurs étrangers ». Il se présente lui-même comme un nationaliste et un patriote et dénonce souvent une conspiration occidentale pour piller le Congo.<sup>123</sup>

Depuis l'indépendance, le complot étranger de pillage du pays est un thème populaire en politique. Les Congolais perçoivent la colonisation et le régime de Mobutu imposé par les pays occidentaux comme autant d'exemples de ces tentatives d'exploitation de l'Afrique centrale. Par conséquent, le discours anti-colonialiste et anti-occidental tenu par Kabila, ainsi que sa tendance à accuser les étrangers de ses propres défauts connaît un fort retentissement en RDC.

L'autorité imposée par Kabila paraît moins violente comparée à celle des derniers jours du régime Mobutu. Jusqu'à présent, son armée n'a pas dévalisé les ressources financières du pays et les Congolais habitant le territoire dirigé par le gouvernement sont mieux traités que ceux des zones rebelles. Les abus politiques des autorités ne sont pas comparables à ceux commis dans les territoires occupés : Roberto Garreton, l'envoyé spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme, a rapporté que là-bas, « la population n'avait souvent même pas le droit de vivre ».<sup>124</sup>

Cependant, la mauvaise gestion économique et les tendances dictatoriales de Kabila ne manquent pas d'accroître l'insatisfaction de la population. L'an passé, la croissance estimée du PNB réel est tombée à - 14,5 % en raison des effets conjugués de la guerre et de la gestion gouvernementale catastrophique des affaires économiques : surévaluation du taux de change, restrictions sévères sur le commerce des devises, croissance incontrôlée de la masse monétaire, harcèlement constant des entreprises et pillage des entreprises nationales. 80 % des revenus de l'État sont à présent consacrés au financement de la guerre.<sup>125</sup> Ceci s'est traduit par une baisse des salaires des fonctionnaires (au profit des dépenses militaires) et une réduction du budget social et infrastructurel déjà minime. À titre d'exemple, le gouvernement consacre désormais moins de 1 % à l'éducation et moins de 2 % à la santé publique. Ces derniers mois, un effondrement des devises a aggravé la pénurie de carburant. En novembre, le gouvernement a réagi par une dévaluation du *Franc congolais* (FC) de 23 à 50 FC par rapport au dollar américain, ce qui représente environ la moitié du taux en vigueur sur le marché noir.

Le gouvernement rejette la responsabilité de la situation économique sur ses ennemis internes, qui essaient d'affaiblir son emprise sur le pays, ou bien considère cette situation comme le résultat d'une tentative insidieuse de la communauté internationale pour ébranler le gouvernement anticolonialiste de Kabila.<sup>126</sup> Ses partisans invoquent le refus des bailleurs de fonds étrangers et des institutions multilatérales d'octroyer une aide au pays au cours des dix dernières années. Mais les Congolais n'adhèrent pas à cette excuse de « conspiration étrangère ». Sans sa position farouchement nationaliste, Kabila n'aurait que peu

<sup>123</sup> Pour une brève analyse du discours idéologique et de la philosophie initiale de Laurent-Desiré Kabila au sein de l'AFDL, voir ICG Africa Report N° 16, *How Kabila Lost his Way: The Performance of Laurent-Desiré Kabila's Government*, DRC report n°3, (21 mai 1999) et Villers (G. de), Willame (J.-C.), et alii, *RDC: Chronique Politique d'un Entre-Deux-Guerres (Octobre 1996-Juillet 1998)*, Cahiers Africains n° 35-36, Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, Tervuren/Paris, (décembre 1998).

<sup>124</sup> Garreton (R.), *Rapport sur la Situation des Droits de l'Homme dans la République Démocratique du Congo*, Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, E/CN.4/2000/42, (18 janvier 2000).

<sup>125</sup> Interview de l'ICG, membres du corps diplomatique, (août-septembre 2000)

<sup>126</sup> Interview de l'ICG, Mawapanga, ministre des Finances, Kinshasa, 01/09/00. Une des explications de l'inflation de M. Mawapanga était, par exemple, la conspiration fomentée par d'anciens Mobutistes alliés à J-P. Bemba, le leader du MLC, visant à vendre massivement des quantités de FC afin de siphonner toutes les devises du marché. Une autre explication plus crédible celle-là est que Kinshasa est le théâtre d'un énorme trafic de devises organisé par des officiers qui volent la solde de leurs hommes pour acheter des dollars américains à un taux de 10 à 20 % supérieur à celui pratiqué sur le marché noir afin ensuite de les exporter.

de partisans en dehors de ses plus proches collaborateurs et de sa famille.<sup>127</sup>

### 1. Une légitimité fragile compensée par un fort contrôle politique

On peut dire que depuis plus d'un an, la RDC n'est qu'un « État sans parti ». Au début de l'année 1999, lorsqu'il décharge l'AFDL des derniers vestiges de son indépendance, Kabila assume tous les pouvoirs, exécutif, législatif et militaire. Il promet à l'époque l'organisation d'élections présidentielles et législatives dans un délai de deux ans, mais les reporte ad infinitum en mai 1999. À l'heure actuelle, l'activité politique est très contrôlée. Il est interdit aux partis de fonctionner sans avoir été enregistrés par les autorités. L'opposition interne s'accorde à dire que les conditions définies par le décret de janvier 1999 sont impossibles à remplir. Selon ce décret, les partis doivent demander aux autorités locales de chaque province l'autorisation de tenir des réunions, y compris dans les provinces sous le contrôle des rebelles. Le gouvernement s'est également réservé le droit de refuser l'enregistrement d'un parti pour des raisons de santé morale et intellectuelle des candidats.<sup>128</sup> Jusqu'à maintenant, seuls quatre partis (plus ou moins pro-gouvernementaux) ont pu être enregistrés.

Les partisans du gouvernement déclarent que la classe politique de Kinshasa était soit complice de Mobutu soit corrompue, comme c'était d'ailleurs le cas des partis de l'opposition. Ils ajoutent que les partis ne parlent pas au nom des populations, lesquelles soutiennent Kabila comme cela a été démontré lors de la guerre de l'AFDL et, plus tard, pendant les trois semaines du siège de Kinshasa par l'APR en août 1998. Depuis, le pays est en guerre et ne peut pas se permettre d'être politiquement divisé. C'est pourquoi les libertés politiques doivent être restreintes, afin que le pays reste uni et se consacre à l'effort de guerre.<sup>129</sup>

Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs moyens visant à mobiliser le soutien à son égard. Il a créé

<sup>127</sup> Interviews de l'ICG avec des sources congolaises, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>128</sup> Pour plus de détails, voir ICG Afrique, Rapport N° 19, *Kinshasa sous Kabila à la veille du dialogue national*, 21 septembre 1999.

<sup>129</sup> Interview de l'ICG, Léonard She Okitundu, ministre des Droits de l'homme, Kinshasa, 29/08/00.

les *Comités de pouvoir populaire* (CPP) pour l'organisation politique de la population et a mis au point son propre « processus de transition » vers une réforme du gouvernement afin de torpiller le soutien en faveur du dialogue intercongolais. Ce processus comprend la création d'une *Assemblée constituante et législative-parlement de transition* (ACL-PT) inaugurée à Lubumbashi en août 2000. En dépit de tous ces efforts pour redonner une légitimité au régime, celui-ci reste faible au niveau interne, ce qui entraîne un durcissement de la répression politique.

#### a. *Échec au test de crédibilité des Comités de pouvoir populaire, de la Consultation et de l'Assemblée nationale*

Les élections des CPP inspirés de la Corée du Nord se sont déroulées à Kinshasa en février 2000.<sup>130</sup> Théoriquement, tous les citoyens appartiennent à ce « mouvement des masses » créé par le gouvernement et sont censés élire leurs représentants de rue. Les élus doivent à leur tour choisir leurs représentants de voisinage, qui éliront le CPP local. Des plaintes selon lesquelles des représentants de communes auraient été élus avant même la tenue des élections de rue ont contraint le gouvernement à annuler les résultats et à nommer une Commission d'enquête. Yerodia Abdoulaye Ndombasi, le ministre des Affaires étrangères, s'est expliqué à la télévision nationale en précisant que la Commission devait également valider les résultats, car les « gens ne sont pas habitués à voter. Ils ne sont pas non plus habitués à lire. Nous devons nous assurer que les personnes élues étaient de vrais patriotes ». <sup>131</sup> La Commission d'enquête a néanmoins finalement confirmé la plupart des résultats des élections.

Depuis, les CPP n'ont pas véritablement réussi à mobiliser le soutien de l'opinion publique pour le gouvernement. Sous la direction de Raphaël Ghenda, ancien membre de la commission pour la propagande de l'AFDL, l'institution n'est pas parvenue à symboliser les racines démocratiques du régime de Kabila. Au contraire, leurs membres sont considérés comme des opportunistes, pour la plupart de jeunes Katangais au chômage payés par le gouvernement. Ils passent leur temps à

<sup>130</sup> Pour plus de détails, voir ICG Afrique, Rapport N° 19, *Kinshasa sous Kabila à la veille du dialogue national*, op. cite.

<sup>131</sup> Interview de l'ICG avec une source congolaise, Kinshasa, (août-septembre 2000).

espionner les gens pour leur extorquer de l'argent ou dénoncer des activités « antipatriotiques » aux services de sécurité.<sup>132</sup>

En novembre 1999, les CPP ont été chargés de recruter 20 000 hommes pour constituer une force de défense locale. Mais après quelques jours d'entraînement, presque tous les volontaires ont déserté pour ne pas être envoyés au front.<sup>133</sup> Le gouvernement a connu également des difficultés à mobiliser le peuple pour des célébrations officielles et des manifestations de soutien, courantes sous le régime de Mobutu. En mars 2000, un meeting et un concert gratuit en l'honneur du président devaient se dérouler dans le stade national (d'une capacité de 50 000 spectateurs). Les musiciens, prédicateurs et guérisseurs les plus populaires du pays devaient participer à cet événement. Mais, en raison du manque d'enthousiasme du public, la manifestation s'est tenue dans un lieu plus petit, où selon la télévision nationale, 5 000 à 6 000 personnes seulement se seraient rendues.<sup>134</sup> En mars 2000, les CPP ont connu une période difficile lorsque les 1100 délégués à la Consultation politique nationale ont demandé leur abolition.<sup>135</sup> Depuis, le gouvernement y attache moins d'importance.

Les autres initiatives du gouvernement pour gagner le soutien populaire ont été tout aussi décevants. Ce dernier a créé un mouvement féminin nommé *Réseau des femmes congolaises*, (REFECO), dirigé par Tshala Mwana, célébrité de la musique congolaise et maîtresse reconnue du président, un Bureau national pour la protection sociale (BNPS), dirigé par Agathe Mulimbi, ancienne responsable de l'AFDL, et un mouvement paramilitaire nommé *Service national* (SN). Certains ont craint que ces mouvements ne deviennent des réservoirs à milices pro-Kabila.<sup>136</sup> Ces inquiétudes n'étaient pas justifiées. Aucune de ces institutions ne possède les ressources financières nécessaires pour avoir un impact réel, bon ou mauvais, sur la population et aucune ne semble actuellement particulièrement active. Le BNPS est une organisation de bienfaisance présidentielle gérée principalement par des femmes et plus connue pour ses *Magasins*

*du peuple*, magasins de l'État dans lesquels sont pratiqués les prix contrôlés. Cependant, même s'ils étaient correctement gérés, ces magasins sont trop peu nombreux pour avoir une influence réelle et la presse congolaise semble réservée quant aux résultats obtenus. Le projet du Service national, dont on parle davantage à l'heure actuelle, consiste à exploiter un terrain inutilisé sur le plateau de Bateke près de Kinshasa, afin de maîtriser la pénurie alimentaire de la capitale. En dépit des annonces selon lesquelles plus de 10 000 hectares seraient plantés avant avril 2000, seule une petite parcelle aurait été cultivée, d'après les fonctionnaires de la FAO des Nations Unies. La récolte obtenue ne pourrait couvrir qu'une journée et demie des besoins alimentaires de la capitale. Son chef, le Général Denis Kalume Numbi, a annoncé que des enfants soldats démobilisés travailleraient pour le SN. Mais, compte tenu du peu d'enthousiasme des *Kadogos* à l'égard du gouvernement et du manque de combattants sur le front, la contribution du SN au ravitaillement de Kinshasa est vraisemblablement insuffisante<sup>137</sup>.

Depuis la Conférence Nationale Souveraine de 1991, la Consultation politique nationale de février 2000, qui a duré deux semaines, a été l'événement le plus proche d'une Assemblée de représentants. Organisée par des chefs religieux, la réunion a rassemblé des représentants du gouvernement, des organismes semi-publics, des partis politiques, des hommes d'affaires, des ONG, des groupes de femmes et de jeunes, ainsi que des juristes, des universitaires et des chefs coutumiers. Les participants étaient originaires de tout le pays, mais la plupart étaient résidents de la capitale. Il semble que les invitations aient été faciles à obtenir ; les rebelles cependant ne se seraient pas déplacés.

En dépit des efforts du gouvernement pour que l'Assemblée comprenne un maximum de partisans, la grande majorité des délégués s'est verbalement opposée au régime de Kabila. La conférence, dont le président voulait qu'elle illustre sa bonne volonté politique, s'est rapidement transformée en un forum ouvert aux critiques envers son gouvernement. L'auditoire a bruyamment applaudi les appels à la fin du culte de la personnalité (boycott des badges à l'effigie de Kabila à fixer sur les rebords des vestes et suppression des affiches exhibant son portrait à travers la capitale). Les

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Ibid.

<sup>134</sup> Ibid.

<sup>135</sup> « La Consultation nationale se retourne contre le régime Kabila » Congo Presse Service, (6 mars 2000).

<sup>136</sup> Interview de l'ICG avec une source congolaise, Kinshasa, (août-septembre 2000)

<sup>137</sup> Interview de l'ICG avec une source congolaise et le corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000).

délégués ont soutenu la désignation d'un nouveau gouvernement, l'abolition de la Cour de l'ordre militaire (COM) connue pour ses jugements arbitraires et de l'*Office des biens mal acquis* ou ObiMA. Ils ont également appelé à la libération des prisonniers politiques, à la levée des restrictions imposées aux activités politiques et au démarrage immédiat du dialogue intercongolais.<sup>138</sup>

Le président et le gouvernement n'ont pas tenu compte de ces critiques et ont créé l'Assemblée constituante, qui selon eux, devait donner à la population les moyens de déterminer sa propre destinée. Au début, cette Assemblée devait se constituer par processus électoral.<sup>139</sup> Cependant, en mai 2000, au lieu d'organiser des élections, le gouvernement invite toutes les personnes désireuses de participer à un comité préparatoire en vue de la création de l'Assemblée, à poser leur candidature. En réponse à cet appel, il reçoit 966 dossiers en l'espace de deux semaines. Mais, lorsque la composition du comité préparatoire est annoncée, les deux seuls noms connus de personnalités extérieures à l'entourage du président, parmi les 15 membres, sont ceux d'anciens organisateurs du parti *Mouvement populaire de la révolution* (MPR) de Mobutu.<sup>140</sup>

Par la suite, en juillet, il a été annoncé que 60 membres du Parlement avaient été désignés par le président lui-même et que les 240 autres seraient choisis par le comité préparatoire. L'Assemblée devait être basée à Lubumbashi, capitale du Katanga dont est originaire le président. Parmi les membres du Parlement nommés figuraient Tabu Ley et Tshala Mwana, deux célébrités de la musique congolaise. Le 21 août, le président proclame officiellement l'ouverture de l'Assemblée et déclare que la nouvelle Assemblée est « la seconde institution constitutionnelle de la nation, la présidence étant la première. Ensuite, il met en garde les membres sur leur comportement : « Votre comportement doit être crédible ... vous l'avez appris lors du séminaire [politique antérieur à l'ouverture]. Nous ne voulons pas influencer les députés.... Mais nous voulons comprendre ensemble les tâches immenses que vous avez à accomplir. »<sup>141</sup> En dépit de cet avertissement, les

membres ont immédiatement commencé à contester la gestion gouvernementale du pays.

La première tâche de l'Assemblée fut de voter une motion demandant la révision de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. En septembre, il est annoncé qu'un comité des membres du parlement serait responsable des préparatifs concernant le dialogue intercongolais. Le régime déclare également que deux récents transfuges du mouvement rebelle RCD feraient partie de cet organe. Ces nominations suscitent le ressentiment des membres de l'Assemblée, qui élaborent une motion pour s'opposer à ce changement. D'autres querelles concernant la compensation officielle des dépenses des membres ont lieu. Finalement, les sessions de l'Assemblée sont suspendues en octobre, après intervention de la police qui évacue des bureaux les membres se trouvant dans le bâtiment de l'Assemblée. L'Assemblée-chambre d'enregistrement prévue s'était transformée en cercle clientéliste ayant pour seul souci de renégocier constamment son soutien au gouvernement.

#### **b. Une opposition politique divisée soumise à la répression**

Les partis politiques congolais sont profondément divisés pour des raisons régionales, ethniques, historiques et personnelles.<sup>142</sup> Aucun parti, hormis l'*Union pour la démocratie et le progrès social* (UDPS) et le MPR, ne dispose des ressources financières ou de l'appui populaire suffisants. Néanmoins, la capacité de mobilisation dont ils font preuve à Kinshasa au début des années 90 constitue une menace pour Kabila, qui ne cesse de les réprimer. Après deux ans de répression, la plupart sont sur le point de disparaître.

En RDC, Etienne Tshisekedi, dirigeant de l'UDPS est l'homme politique de l'opposition le plus connu. Après avoir été ministre de l'Intérieur sous Mobutu dans les années 60, il finit par devenir opposant au régime et fonde son propre parti en 1982. Par la suite, la Conférence nationale souveraine l'élit Premier ministre en 1991, puis de nouveau en 1992. En 1993, il forme même un gouvernement pour défier Mobutu. La population

<sup>138</sup> Voir *Le Potentiel*, (6 mars 2000).

<sup>139</sup> Cf. le service de presse du Congo, (31 mars 2000).

<sup>140</sup> Interview de l'ICG avec une source congolaise, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>141</sup> Discours du président, jour de l'ouverture de l'ACL-PT, (21 août 2000).

<sup>142</sup> Pour des détails sur leurs activités lors de la « période de transition », voir Villers (G. de), *Zaire : la transition manquée*, Cahiers Africains n°27-29, Paris, L'Harmattan, 1997.

de Kinshasa se souvient également que l'UDPS est le seul parti d'opposition à avoir rempli le stade national de Kinshasa (toujours lors de la Conférence nationale souveraine). Mais la participation de Tshisekedi au gouvernement de Mobutu a terni son image. En outre, sa popularité chute encore quand il ne condamne pas les rebelles quand la seconde guerre éclate en 1998. Plus tard, le parti est également affaibli lorsque le dirigeant katangais Kibassa Maliba et ses partisans se séparent du mouvement sous l'influence de Kabila. Toutefois, bien que le pôle de soutien de l'UDPS demeure le Kasai oriental, aucun autre parti ne possède une meilleure organisation ou un meilleur soutien au niveau national.

L'autre organisation nationale politique structurée est l'ancien parti unique MPR de Mobutu. En milieu d'année 2000, Catherine Nzuzi Wa Mbombo, la dirigeante actuelle, est emprisonnée pendant plusieurs semaines pour avoir remis en question la gestion du pays par Kabila. Accusé de la ruine du pays par la plupart des Congolais, le MPR a peu de chances de gagner le soutien national.

Les autres partis d'opposition établis ont presque complètement disparu. Le *Parti démocrate et social chrétien* (PDSC) est soutenu par certains intellectuels. Son centre régional est Bandundu, où il est divisé entre les factions du nord et du sud. Comme Tshisekedi, ses chefs André Bo-Boliko et Cléophas Kamitatu Massamba ont servi sous le gouvernement de Mobutu. Arrêté après avoir violemment critiqué le gouvernement devant la presse, Kamitatu a été condamné en juin 1999 à quatre ans d'emprisonnement pour corruption sous l'ancien régime.

Le *Parti lumumbiste unifié* (PALU) a été fondé dans les années 60 par Antoine Gizenga, ministre du gouvernement de Lumumba. Libéré en 1964, c'est un des rares hommes politiques qui semble n'avoir jamais coopéré avec Mobutu. Pourtant, ce mouvement soutenu par les Bapende et Bambunda de Bandundu est largement perçu comme une organisation tribale. De plus, Gizenga est connu pour revendiquer des pouvoirs magiques et spirituels et il a cessé d'apparaître en public depuis l'année dernière. Le PALU pourrait provoquer de graves troubles à Kinshasa. C'est pourquoi Kabila tente d'éliminer cette menace en nommant au sein des autorités locales des représentants de Bandundu, qui n'hésiteraient probablement pas à

faire taire les partisans du Kasai de l'UDPS. Par conséquent, la population de Bandundu a été la principale source de recrutement pour la nouvelle *Police d'intervention rapide* (PIR). De même, Théophile Mbemba, le gouverneur de la capitale, appartient à l'ethnie Bandundu.

Le *Mouvement nationaliste du Congo/lumumbiste* (MNC/L) est issu du parti de Patrice Lumumba, le MNC. Son fils, François Lumumba, qui s'est proclamé l'héritier politique de son père, perpétue la tradition. Son parti porte le nom de son père, ce qui lui vaut une certaine reconnaissance. Il se déclare également partisan de Kisase Ngandu, dirigeant populaire comme Lumumba, tué aux premiers jours d'existence de l'AFDL. À présent, le chef du parti a fui à Bruxelles après un bref emprisonnement et son influence sur le terrain semble minime.

Les *Forces innovatrices de l'union et de solidarité* (FONUS) est un parti de création plus récente. Joseph Olenghankoy, son chef, est le plus jeune des chefs de l'opposition connus et n'a fait partie d'aucun gouvernement. Il a acquis sa réputation en condamnant courageusement la dictature de Mobutu et de Kabila. Cependant, les observateurs ne savent pas s'il est soutenu au niveau régional ou national. Ses prises de position qui n'ont jamais eu beaucoup d'effet lui ont valu des séjours répétés en prison.

L'opposition rencontre probablement plus de difficultés à mobiliser la population que le gouvernement. Depuis 1994, elle préfère inviter ses partisans à rester chez eux et à faire grève. Les manifestations, et le pillage qui pourraient en découler, ne trouve d'écho ni chez la classe moyenne ni chez aucune personne dont la source de revenu serait ainsi mise en péril. En pratique, depuis 1997, l'opposition n'a tenté d'organiser une manifestation dans la capitale qu'en mars 2000, lorsque Olenghankoy, le chef des FONUS, a déclaré qu'il appelait à une grève le 8 avril si toutes les troupes étrangères, y compris les alliés du gouvernement, n'avaient pas quitté le pays d'ici au 1<sup>er</sup> avril. Le 30 mars, Olenghankoy est arrêté, ce qui entraîne l'échec du mouvement de protestation. L'UDPS appelle à une autre grève quelques semaines plus tard, causant un ralentissement de la circulation pendant quelques heures, mais la masse des travailleurs ne suit pas le mouvement. Depuis lors, il n'y a pas eu de nouvelles tentatives.

La peur de la répression et la fréquence des arrestations arbitraires ont également contribué à réduire le nombre des opposants encore libres, prêts à s'élever contre le gouvernement. En septembre, le Haut Commissariat aux droits de l'homme a demandé au gouvernement de relâcher 253 prisonniers d'opinion, des prisonniers politiques et d'autres prisonniers détenus en RDC, dont le sort inquiète particulièrement l'organisation. Deux amnisties ont été déclarées l'année passée, mais certains de ces prisonniers sont restés en détention. L'ONG respectée *Voix des Sans Voix* a rapporté fin 2000 que 91 activistes du PALU étaient détenus depuis plus de sept mois et que 10 activistes de l'UDPS étaient emprisonnés depuis trois mois. Cleophas Kamitatu, le chef du PDSC, est prisonnier depuis l'année dernière. Les arrestations frappent même plus souvent des responsables de la société civile, en raison de leur soutien au dialogue intercongolais.<sup>143</sup>

Certains cercles actifs dans le domaine des droits de l'homme estiment que le nombre des détenus politiques pourrait être dix fois plus élevé que les chiffres officiels. Dans tout le pays, des personnes suspectées de « travailler pour le renseignement rebelle » disparaissent souvent sans nouvelles pendant des mois. Il sont transférés d'une prison à une autre avant que les groupes de défense des droits de l'homme puissent leur rendre visite, et les familles aux moyens modestes n'ont quasiment aucun espoir d'avoir des nouvelles de leurs proches. Ces prisonniers risquent également d'être envoyés au front.<sup>144</sup>

## 2. Le pouvoir personnel poussé à l'extrême

Mobutu a démembré l'État congolais bien avant la prise de pouvoir de Kabila à Kinshasa. En Afrique, La souveraineté territoriale est souvent une illusion, et dans le cas de la RDC, elle est totalement chimérique. L'autorité de Kabila ne s'applique qu'à quelques villes principales (Kinshasa, Kikwit, Mbandaka, Kananga, Mbuji-Mayi, Kolwezi, Lubumbashi), à des sites stratégiques (le port de Matadi et le barrage

hydroélectrique d'Inga) et à quelques routes et rivières importantes. L'empire de Kabila est ainsi relativement limité et ses méthodes de domination ne diffèrent pas fondamentalement de celles qu'il pratiquait en tant que chef de la milice à Fizi-Baraka ou lorsqu'il gérait ses nombreuses affaires en Tanzanie.

Kabila gouverne son territoire comme un père autocrate à la tête d'une entreprise familiale. Le partage des pouvoirs ne fait pas partie de son idéologie et aucun ministre ou fonctionnaire ne peut prendre de décision de manière indépendante.<sup>145</sup> Il n'hésite pas à envoyer en prison pour quelques semaines ceux dont le comportement lui déplaît ou qui n'obéissent pas à son autorité. Seuls Gaëtan Kakudji et Mwenze Kongolo, deux de ses actuels ministres n'ont pas été arrêtés. Kabila a même fait emprisonner brièvement en juin 2000 Victor Mpoyo, l'ancien ministre du Pétrole soutenu par l'Angola, suite à ses allégations de corruption. Son accusateur Kazadi Nyembwe, le responsable d'Hydrocongo et d'OBiMA, a connu le même sort peu après.

### a. La famille, les Balubakat, les Lunda et la diaspora<sup>146</sup>

La répression politique et la tactique consistant à « diviser pour régner » ont permis à Kabila de surmonter le mécontentement national.<sup>147</sup> Cependant, ces pratiques ne lui ont pas permis d'asseoir un régime, et il semble peu probable qu'il puisse s'appuyer sur une base de pouvoir solide au sein du pays. En conséquence, il s'entoure de personnes qu'il est en mesure de contrôler complètement ou auxquelles il peut accorder une totale confiance pour mener les affaires de l'État. Ceci explique l'omniprésence des membres de sa famille dans l'appareil de sécurité, le rôle de personnages inconnus issus de la diaspora gouvernementale et l'absence d'alliance avec des chefs ethniques ou régionaux connus.

<sup>143</sup> Pour plus de détails, voir *La Voix des Sans Voix, Bulletin d'information pour la défense et la promotion des Droits de l'Homme*, n°19-23, (janvier 1999-avril 2000).

<sup>144</sup> Selon les observateurs basés à Kinshasa, il se pourrait que près de 800 détenus condamnés à mort à Kananga aient été envoyés au front. Interview de l'ICG, corps diplomatique et ONG internationales, (août-septembre 2000).

<sup>145</sup> Interview de l'ICG, corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>146</sup> Les Balubakat sont des Baluba du Katanga parlant le Swahili. S'écrit Mulubakat au singulier.

<sup>147</sup> Pour un compte-rendu systématique et détaillé de la violation des droits de l'homme en RDC, voir Garretton (R.), *Rapport sur la situation des Droits de l'Homme dans la république démocratique du Congo*, Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, E/CN.4/2000/42, (18 janvier 2000).

Les membres de la famille du président occupent les postes clés au sein des services de sécurité de la RDC. Joseph, le fils de Kabila, est chef adjoint de l'état-major et commandant des forces du pays. Le Général Yav Nawesh, commandant des *Forces d'intervention de la capitale* (FIC) est entré dans la famille par mariage. Il est à la tête d'une brigade de l'armée basée à Kinshasa, qui réunit les troupes de la 7<sup>ème</sup> région militaire de la capitale et la garde présidentielle (*Groupe spécial de sécurité présidentielle* ou GSSP). Gaetan Kakudji, ministre de l'Intérieur et chef des services de renseignement du pays est un cousin de Kabila, tout comme le Colonel Eddy Kapend, aide de camp du président, un des hommes les plus redoutés de l'administration. Georges Masile Fundi, le dernier commandant des services de sécurité à Lubumbashi, est un demi-frère du président et chef de la police nationale, Celestin Kifwa, est un beau-frère. De plus, Jean-Claude, son fils connu sous le surnom de « Commandant Tango-Tango », seconde le Général Nawesh au sein de la brigade de Kinshasa.

Le père de Kabila était un Mulubakat de Manono, au nord du Katanga, tandis que sa mère est issue de la tribu Lunda, implantée dans le sud-ouest du Katanga, dans le Kasai occidental et le Bandundu occidental. Toutefois, les Balubakat (ou Luba du Katanga) ne semblent pas monopoliser les positions dominantes. Sur la douzaine de membres dirigeants du cabinet, trois seulement viennent du Katanga, Joseph Kabila étant le seul parmi les chefs militaires de l'état-major. Parmi les commandants des huit régions militaires et les deux ministres, qui sont également des généraux, figurent seulement trois Katangais. Les trois personnes les plus gradées au sein d'un des services de renseignement national (*Agence nationale de renseignement* ou ANR) ne sont pas Katangais. Les élites de la tribu Lunda occupent en fait des postes plus en vue dans les services de sécurité, particulièrement dans l'armée. La plupart des généraux et des chefs de la sécurité étaient déjà en poste sous l'ancien régime et occupaient des fonctions relativement élevées lors de la prise de pouvoir de Kabila. Cet éventail des responsabilités à des postes dominants donne au gouvernement de Kabila une apparence d'unité nationale. Pour les problèmes les plus sensibles, Kabila préfère s'appuyer sur des professionnels expérimentés,

quelle que soit leur origine.<sup>148</sup> Ces personnes sont néanmoins supervisées par des Katangais loyaux à Kabila et placés à des postes hiérarchiquement supérieurs.

---

<sup>148</sup> Par exemple, Leta Mangasa, le chef de l'Agence nationale de renseignement est un Équatorien, qui aurait été entraîné par Israël.



### L'entourage de Kabila<sup>149</sup>

NOMS	ORIGINE	FONCTIONS ACTUELLES ET INFORMATIONS PERSONNELLES
<b>Membres de la famille</b>		
Joseph Kabila	Mulubakat, fils du président	Commandant des forces terrestres.
Gaëtan Kakudji	Mulubakat, cousin du président	Ministre de l'Intérieur, bras droit du président.
Mwenzé Kongolo	Mulubakat, cousin du président	Ministre de la Justice, autre bras droit et chargé de mission du président.
Col Eddy Kapend	Mulunda, cousin du président	Aide de camp du président
Gén Celestin Kifwa	Mulubakat, beau-frère du président	Inspecteur général de la police, y compris de la PIR. Ancien général de l'armée angolaise.
Cmdt Jean-Claude Kifwa – « Tango-Tango »	Mulubakat, fils de Celestin Kifwa, neveu du président	Adjoint du général de brigade Nawesh à la tête de la FIC.
Gén de Brigade Jean Yav Nawesh	Mulunda, beau-frère du président	Ancien général de l'armée Angolaise. Commandant de la FIC.
Gén Maj Denis Kalume Numbi	Mukusu du Maniema, famille de la femme proche du chef de l'État	Ministre de la Reconstruction et commandant du Service national.
<b>Autres principaux ministres du cabinet</b>		
Pierre Victor Mpyo	Muluba du Kasai	Ministre d'État sans portefeuille, ancien ministre du Pétrole et employé d'Elf-Aquitaine. Ami proche du président angolais Eduardo Dos Santos et ancien financier de l'AFDL.
Yerodia Abdoulaye Ndombasi	Kongo du Bas-Congo ayant un père sénégalais	Ancien chef du cabinet présidentiel et ministre des Affaires étrangères, à présent ministre d'État de l'Éducation nationale. Titulaire d'un doctorat de philosophie et ancien psychanalyste lacanien basé à Paris pendant de nombreuses années. Actuellement sous mandat international lancé par un juge belge pour ses déclarations anti-Tutsi en août 1998.
Dominique Sakombi Inongo	Né en Équateur et élevé à Kinshasa	Ancien propagandiste sous Mobutu devenu par la suite leader charismatique. Actuellement ministre de l'Information et de la propagande. Chef de la censure sous le régime Mobutu.
Léonard She Okitundu	Mutetela du Kasai oriental	Ministre des Affaires étrangères et ancien ministre des Droits de l'homme. Exilé à Genève pendant de nombreuses années. Apprécié de la communauté internationale.
Didier Mumengi	Mbunda du Bandundu	Ministre de la Jeunesse et des sports, ancien ministre de l'Information. Parfois chargé de mission par le président.
<b>Organismes semi-publics</b>		
Raphaël Ghenda	Tetela, Kasai oriental	Chef des CPP, ancien commissaire de la propagande au sein de l'AFDL
Agathe Mulimbi	Mulubakat	Chef des BNPS, ancien dirigeant de l'AFDL.

<sup>149</sup> Source : Interview de l'ICG, sources congolaises et corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000) et Villers (G. de), Willame (J.-C.), eds., *RDC : Chronique politique d'un entre-deux guerres (Octobre 1996-Juillet 1998)*, Cahiers Africains n°35-36, CEDAF/L'Harmattan, 1998.

Tshala Mwana	Amie du président. Muluba du Kasai oriental	Chef du Réseau des femmes congolaises, REFECO et membre de la nouvelle Assemblée
Kazadi Nyembwe	Mututsi du Burundi	Chef d'Hydrocongo et d'OBiMA. Ami proche et associé du président depuis le début des années 80.
<b>Services de sécurité</b>		
Leta Mangasa	Ngbaka de l'Équateur	Administrateur de l'aile interne de l'ANR.
Dr Ismail	Sud Kivu	Administrateur de l'aile externe de l'ANR.
Col Damas Kabulo	Mulubakat	Chef de l'aile interne de la DMIAP.
Col. Mulimbi	Mulubakat	Chef de l'aile externe de la DMIAP
Constantin Nono Lutula	Mutetela du Kasai oriental	Conseiller du président en matière de sécurité et directeur du Conseil de sécurité de l'État.
Hadith Juma	Mubembe du Fizi	Chef de la DGM

**b. Multiplication des services de  
renseignement et déclin de l'armée**

Laurent Kabila se croit destiné au même sort que Patrice Lumumba. Il est convaincu qu'il sera assassiné, victime d'une conspiration occidentale et de la trahison de ses propres hommes.<sup>150</sup> Pour cette raison, il a créé de multiples services de renseignement officiels et officieux. Le rapporteur spécial des droits de l'homme des Nations Unies fait état d'au moins treize services de sécurité en activité en RDC.<sup>151</sup> La paranoïa du président contraint ces organismes à démasquer des complots contre le régime, sous peine d'être soupçonnés de complicité. Ceci explique la présence d'espions des services de sécurité officiels ou officieux dans toute la RDC.

<sup>150</sup> Interview de l'ICG, corps diplomatique et sources congolaises, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>151</sup> Garreton, R., *Rapport sur la situation des Droits de l'Homme dans la république démocratique du Congo*, op. cit.

<i>Agence nationale de renseignement (ANR)</i>	Organisation nationale de renseignement dirigée par un inspecteur général et deux administrateurs pour les affaires intérieures et extérieures. Considéré comme le plus professionnel des services de sécurité et dirigé par des cadres formés en Israël, en Belgique, en France et aux États-Unis sous le régime de Mobutu. Fait officiellement partie du ministère de l'Intérieur.
<i>Détection militaire des activités anti-patrie (DMIAP)</i>	Service chargé de détecter les activités antipatriotiques. Organisée de la même manière que l'ANR, la DMIAP est censée s'occuper des renseignements militaires, mais elle est en fait une réplique de l'ANR, puisqu'elle s'intéresse à toutes les formes d'activités « antipatriotiques ». Bastion des Balubakat.
<i>Conseil de sécurité de l'État (CSE)</i>	Organisation officielle chapeautant tous les services de sécurité. Bureau du président.
<i>Direction générale des migrations (DGM)</i>	Service d'immigration. Officiellement responsable de tous les mouvements migratoires du pays.
<i>Force d'intervention de la capitale (FIC)</i>	Force d'intervention militaire pour la capitale. Créée à la fin de l'année 1999, elle regroupe le GSSP et la 7 <sup>ème</sup> brigade de l'armée basée à Kinshasa. La FIC est principalement composée de Balubakat et est prête à anéantir les tentatives d'insurrection. Elle a prouvé son efficacité dans ce cadre lors de la mutinerie qui a eu lieu au camp Tchatchi au début du mois de septembre 2000.
<i>Police d'intervention rapide (PIR)</i>	Force paramilitaire chargée de surveiller les rues de Kinshasa. Un bastion des Lunda du Bandundu entraînés par l'Angola. Réputés pour leur violence, les soldats de la PIR n'hésiteraient pas à abattre les suspects. On lui attribue en grande partie le retour de la sécurité dans les rues de la capitale.
<i>Unité spéciale présidentielle (USP)</i>	Force responsable de la sécurité du palais présidentiel. Composée uniquement de personnes issues de Manono, ville d'origine de Kabila.

Avec la même ambiguïté, Kabila s'appuie aussi sur les loyautés ethniques au sein de l'armée. Quand il succède à Mobutu en mai 1997, l'AFDL se compose principalement de Tutsis congolais de l'est du pays, de *Kadogos*, ou enfants recrutés sur la route menant à Kinshasa et des « tigres » angolais.<sup>152</sup> Ces soldats parlant le Swahili constituent l'essentiel des nouvelles FAC. Il existe une animosité historique entre ces derniers et les soldats lingalaphones qui dominent les *Forces armées zaïroises (FAZ)* depuis leur création. Les deux groupes se sont affrontés plusieurs fois, notamment lors de la sécession du Katanga, des deux révoltes du Shaba et de l'insurrection au Sud et Nord-Kivu. Finalement au pouvoir grâce à Kabila, les habitants de l'est, souvent défaits, ont traité les FAZ avec brutalité et des centaines d'entre eux, voire plus, sont morts dans des camps de rééducation de l'AFDL après la guerre.

Ces soldats de l'est ont tout intérêt à empêcher une mutinerie ou un coup d'État mené par un autre

<sup>152</sup> Les descendants historiques des « tigres » sont les « gendarmes katangais ». Lors de l'échec de leur tentative de succession au Congo, ils ont fui vers l'Angola et rejoint le MPLA pour combattre Mobutu dans les années 70 et 80. Ils ont par la suite contribué de manière décisive aux efforts menés par l'AFDL pour remporter la première guerre.

groupe régional. Ils savent pertinemment qu'ils pourraient eux-mêmes être envoyés dans des camps de rééducation si le régime de Kabila était renversé par des non Katangais. Par conséquent, les combattants de langue Swahili demeurent les seuls dans les FAC à combattre énergiquement. Les soldats du Katanga constituent l'épine dorsale des FAC. Lorsque Kabila arrive à la présidence, le Swahili remplace le Lingala comme langue de commandement. En août 1999, 760 nouveaux officiers sont nommés, dont plusieurs Katangais. Toutefois, depuis le déclenchement de la rébellion actuelle, leur prédominance a été quelque peu amoindrie.

D'importantes unités chargées de la protection du régime sont toujours dominées par les Katangais. Environ 80 % de la FIC basée à Kinshasa seraient Balubakat. L'unité responsable de la protection du palais présidentiel est entièrement composée de soldats originaires de Manono, la ville de Kabila.<sup>153</sup> La deuxième composante la plus importante des forces de sécurité est constituée de Lundas du sud-ouest du Katanga et de Bandundu. De nombreux « tigres » sont lunda, comme le Général Nawesh, le Colonel Kapend et le Général Faustin Muneneles, formés par l'Angola et chefs

<sup>153</sup> Interview de l'ICG, corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000).

de l'armée de Kabila.<sup>154</sup> Les deux groupes ne sont ennemis depuis toujours par hasard. Les Lundas ont soutenu la tentative de sécession de Moïse Tshombe et sont devenus par la suite des « gendarmes katangais », alors que les Balubakat défendaient le gouvernement.

La corruption, le favoritisme et les différences de rémunération au sein des unités constituent la plus grande menace pour le régime. Le plus grave manquement à la discipline militaire a eu lieu à Kinshasa sous le régime actuel : une fusillade de deux heures au camp Tchatchi à la fin du mois d'août. Il n'y eut aucun rapport officiel concernant les victimes, mais selon des sources proches du président, l'incident aurait fait au moins 15 tués et 27 blessés. Cette fusillade fut déclenchée alors qu'un groupe de soldats, auparavant privilégiés et présumés être des Kadogos du Kivu, fut privé de sa prime habituelle et refusa en conséquence d'aller au front. Lorsqu'il apparut que ce groupe conservait des armes dans le camp, la brigade de Kinshasa fut envoyée sur les lieux pour mettre fin à la mutinerie. L'unité, considérant Kabila comme son unique chef, refusa de se soumettre à tout autre personne, ce qui entraîna la fusillade. Depuis septembre, il court des rumeurs et des accusations de vendetta contre les Kadogos et plus particulièrement contre les membres kivutiens des FAC. L'arrestation « en masse » des officiers mécontents de leur traitement et du manque de soutien décisif de Kabila pour les Mai Mai a contribué à affaiblir davantage la cohésion des forces armées.<sup>155</sup>

Le moral des FAC est au plus bas. La défaite en août de la 10<sup>ème</sup> brigade d'élite sur les bords de la rivière Oubangui a sérieusement refroidi l'ardeur combattante de ces troupes. Le taux de désertion des FAC avant un combat est estimé à au moins 60 %. Actuellement, seules les unités placées en première ligne sont payées ou nourries régulièrement.<sup>156</sup> En l'absence des hommes, les

familles sont expulsées des baraquements des camps Tchatchi et Kokolo, de façon à faire miroiter un hébergement gratuit aux nouvelles recrues.<sup>157</sup> Le régime n'a pas encore mis en place la conscription, mais les autorités locales ou les chefs coutumiers ont forcé la main à de nombreuses recrues. Le ministère de la Défense a lancé une vague de recrutements à Kinshasa en août 2000, qui n'a permis de rassembler que 1 400 nouveaux soldats. Les camps de l'armée sont ensuite chargés d'enrôler les propres enfants des soldats. Avec la poursuite de la guerre, le mécontentement grandit parmi toutes les unités.

### c. *L'absence de grande alliance ethnique*

L'absence d'assise du régime se manifeste également par le refus de Kabila de concéder la moindre parcelle de pouvoir aux dirigeants régionaux reconnus. Kabila a choisi un grand nombre de ses proches collaborateurs parmi la diaspora congolaise. Les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, du Pétrole, de la Justice, des Finances, de l'Énergie et des Droits de l'Homme ainsi que le Secrétaire général des CPP sont tous revenus d'exil lors de la guerre de l'AFDL. La plupart avaient quitté le pays depuis une dizaine d'années, voire plus, ne disposaient pas de base politique dans le pays et n'étaient pas considérés par l'opinion comme des leaders légitimes de la communauté. De la même façon, peu de collaborateurs de Kabila ont été des personnages marquants au sein de l'opposition interne.<sup>158</sup> Kabila ne tolère pas la montée de chefs indépendants qui pourraient constituer une menace pour lui et réagit sévèrement à toute remise en question de son autorité.

Economiquement puissants, les habitants du Kasai sont les premières victimes de cette politique. L'attitude du régime à leur égard est illustrée par l'affaire du diamant Ngokas et le monopole de la vente de diamants industriels, accordé en août à une seule société israélienne jusqu'alors inconnue:

<sup>154</sup> Ibid.

<sup>155</sup> Certains soupçonnent l'arrestation en octobre et novembre 2000 de 300 officiers kivutiens. Interview de l'ICG, corps diplomatique, (décembre 2000) et CADI/Uvira, « SOS: Les militaires de l'ex-Kivu en danger de mort à Kinshasa », mimeo, 1/12/00.

<sup>156</sup> Lors de la prise de pouvoir de Kabila, les soldats s'étaient vus promettre une paie de 100 dollars par mois par le gouvernement. Peu de temps après, ils ont commencé à être payé en FC au taux officiel, qui est cinq ou six fois inférieur au taux pratiqué sur le marché noir.

<sup>157</sup> Interview de l'ICG, corps diplomatique, ONG internationales et sources congolaises, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>158</sup> Les deux exceptions notables sont Frederic Kibassa Maliba, ancien ministre des Mines et actuel chef de l'aile de l'UDPS autorisée par l'État et Theophile Mbemba, le gouverneur de Kinshasa. Les deux hommes étaient considérés comme des personnages clés au sein de l'UDPS de Tshisekedi : Kibassa incarnait le type de représentant régional et Mbemba, stratège du parti.

IDI Diamond Ltd. À la fin du mois de mai, Ngoyi Kasanji, président de la *Fédération des diamantaires congolais* (Fecodi), est arrêté à Kinshasa alors qu'il tentait de vendre une pierre de 267 carats. Le gouvernement déclara que ce diamant avait été volé dans la société minière de Miba régie par l'État (*Minière du Bakwanga*). Les responsables de la sécurité confisquent le diamant et tentent de le vendre. Avertis par les diamantaires d'Anvers que le diamant a été volé, les acheteurs de Kinshasa s'abstiennent de toute proposition. Miba n'avait pourtant signalé aucun vol de diamant pendant la période en question. Finalement, Ngoyi est libéré après être passé devant le tribunal. Il fallut encore trois mois pour persuader le gouvernement de lui restituer le diamant. Après avoir vendu le diamant pour la coquette somme de 18 millions de dollars, Ngoyi défila dans la capitale pour remercier le président de la justice rendue. Néanmoins, la saga du diamant Ngokas a eu pour effet de communiquer un message fort aux diamantaires et aux Luba du Kasai dans leur ensemble : leur puissance ne perdurerait pas si elle ne servait pas les intérêts du gouvernement. En accordant le monopole à cette société IDI Diamond jusqu'alors inconnue, le gouvernement réitérait le message. Plus tard, le marché conclu s'effondra, lorsqu'il apparût qu'IDI ne pouvait pas payer les marchandises qu'elle recevait. Toutefois, la tentative de gel des offres de diamants fut perçue comme une déclaration de guerre économique par les habitants du Kasai et révélait la volonté gouvernementale d'anéantir d'autres sources de pouvoir économique dans le pays.

La même attitude prévaut à l'égard de l'élite économique équatorienne. Bemba Salona, entrepreneur mobutiste et ministre des Affaires économiques pendant quelques mois (et père du chef rebelle Jean-Pierre Bemba), est destitué en juin 2000 et placé aux arrêts pendant plusieurs semaines. Au même moment, Catherine Nzuzi wa Bombo, dirigeante du MPR, est détenue durant plusieurs semaines. Par ces arrestations, le président indique clairement le comportement qu'il attend des membres de l'ancien régime.

La possibilité d'une ouverture politique du régime de Kinshasa aux anciens mobutistes ou à tout autre parti est hautement improbable. En novembre, le ministre de l'Information, Dominique Sakombi, s'est rendu dans plusieurs capitales occidentales pour y rencontrer d'anciens mobutistes et autres

membres de l'opposition. Sakombi était déjà responsable du retour du Général (professeur) Likulia Bolongo, ancien Premier ministre de Mobutu et du Professeur Vunduawe Te Pemako, autre personnage important de l'ancienne république. Cette fois, la mission de Sakombi est d'obtenir, entre autres, une entrevue avec Kengo Wa Dondo. Likulia, Vunduawe ou Lambert Mende sont des personnes utiles au régime de Kinshasa. Ils sont très influents dans leurs régions d'origine : Vunduawe en Équateur, Likulia en Province Orientale et Mende au nord du Kasai oriental. Tous les anciens mobutistes qui n'accordent par leur soutien à Jean-Pierre Bemba sont considérés comme une victoire pour Kabila.

Mais Kabila offre peu de choses en retour, si ce n'est l'immunité et la récupération des biens leur appartenant. À un moment donné, l'on s'accordait à penser que Likulia occuperait une place importante au sein du cabinet. Il a finalement été nommé ministre des Transports. Catherine Nzuzi Wa Mbombo, a été arrêtée le jour où Vunduawe a été « promu », comme pour rappeler aux mobutistes qu'il ne leur est pas permis d'exercer des activités politiques dans un parti, même si certains anciens mobutistes sont traités comme des VIP. Les anciens rebelles qui ont quitté le RDC ont reçu le même traitement de Kinshasa. L'exemple le plus notoire a été celui du Professeur Arthur Zahidi Ngoma, qui était destiné au poste de Premier ministre (créé spécialement pour lui). Il s'est finalement vu proposer la fonction moins importante de ministre de la Francophonie, qu'il a déclinée<sup>159</sup> Le partage du pouvoirs avec les chefs de l'ancien régime ou les membres de la rébellion n'est pas à l'ordre du jour de Kabila.

En définitive, l'autorité de Kabila ne repose ni sur la légitimité des nouvelles institutions politiques qu'il a tenté de créer, ni sur des alliances stratégiques avec les pouvoirs régionaux du pays. Kabila s'est contenté de combler le vide laissé par la chute de Mobutu et a réussi depuis lors à rester au pouvoir grâce à la coercition, à sa tactique de gouvernement par la division et surtout grâce au soutien des puissances étrangères qui souhaitent voir à Kinshasa un dirigeant faible.

---

<sup>159</sup> Interview de l'ICG, corps diplomatique et informateurs congolais, Kinshasa, (août-septembre 2000).

## **B. KABILA AND CO. : L'ANGOLA, LE ZIMBABWE ET LES AUTRES**

Kabila n'exerce pas de réel pouvoir sur ses partisans étrangers, mais il a néanmoins su se faire apprécier d'eux ces trois dernières années. Les ventes de diamants et de cobalt, qui s'élèveraient à un montant d'environ 1 milliard de dollars par an, lui ont permis d'acheter des armes et de financer la guerre. Pourtant, sur le terrain, il dépend du soutien de ses alliés étrangers : l'Angola et le Zimbabwe, pour maintenir le front et coordonner la logistique ; le CNDD-FDD, les Interahamwe et les ex-FAR pour lancer des offensives.<sup>160</sup> Pour payer la présence des forces étrangères, Kabila a hypothéqué les ressources économiques du territoire qu'il contrôle.

### **1. L'Angola: le parrain**

L'intervention décisive des FAA a sauvé Kabila de la défaite que lui aurait infligée l'APR en août 1998. Depuis lors, le soutien de l'artillerie lourde et des forces aériennes angolaises a joué un rôle majeur dans la défense de Mbuji Mayi et Mbandaka, villes sous contrôle du gouvernement.

À Luanda pourtant, les récents succès militaires des FAA en RDC et dans la région ont contribué à accroître « l'appétit » impérialiste du régime MPLA. Au cours des trois dernières années, les Angolais sont intervenus dans quatre guerres aux deux Congos. A chaque intervention, la stratégie consistait à encercler l'UNITA, pour couper leurs lignes de communication et les priver de bases arrières sécurisées. Ils ont également cherché à protéger l'enclave angolaise de Cabinda, coincée entre la RDC et le Congo-Brazzaville.

Ces expéditions ont transformé les FAA en policiers de l'ouest de l'Afrique centrale. Beaucoup considèrent Dos Santos comme le nouveau « faiseur de rois » dans la région. Il contrôle la deuxième plus importante réserve de pétrole brut de l'Afrique (la production est en train de dépasser celle du Nigeria en 2001) et s'il le voulait, il pourrait renverser une demi-douzaine de gouvernements voisins (Namibie, Zambie, RDC, Congo-Brazzaville, Gabon, République centrafricaine). Dos Santos profite de cette

<sup>160</sup> Voir partie II sur le rôle des Interahamwe, des ex-FAR, du CNDD-FDD et du FNL aux côtés de Kabila pendant la guerre.

hégémonie pour décider qui dirige à Kinshasa. C'est ainsi que le Rwanda et l'Ouganda se sont disputé les faveurs de l'Angola. Mais pour un pays en faillite, déjà enlisé dans sa propre guerre civile depuis 25 ans, semblables ambitions sont dangereuses car elles incitent à la prise de risques.

#### **a. La guerre civile angolaise et la RDC**

L'Angola entre d'abord dans la guerre de la RDC pour sauver le régime de Kabila, puis, effrayée par le vide qu'entraînerait sa chute, pour garantir qu'aucun soutien de Kinshasa ne sera accordé aux rebelles de l'UNITA de Jonas Savimbi. L'Angola soupçonne le Rwanda et l'Ouganda d'entretenir des relations étroites avec ces rebelles. Les aéroports d'Entebbe et de Kigali seraient des pôles importants dans la course à l'armement et le commerce des diamants des rebelles angolais. En outre, l'UNITA vient à l'époque d'achever une importante phase de réarmement qui laisse prévoir l'imminence d'un affrontement. Dans ces circonstances, les FAA voient dans la rupture des voies d'approvisionnement de l'UNITA en RDC un objectif stratégique essentiel.

La guerre civile entre le régime MPLA et l'UNITA sévit quasiment sans interruption depuis la déclaration d'indépendance du pays en 1975. Au début, le conflit est aggravé par le contexte géopolitique de guerre froide qui conduit l'Union soviétique et Cuba à soutenir le régime marxiste MPLA, alors que les États-Unis et l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid soutiennent Savimbi. La fin du conflit entre les super-puissances redonne des espoirs de paix à l'Angola, et aboutit à la signature de l'Accord de paix de Bicesse de 1991. Par la suite, la guerre reprend lorsque Savimbi rejette les résultats des élections de septembre 1992, qui se déroulèrent sous la surveillance des Nations Unies.<sup>161</sup> Plus tard, le

<sup>161</sup> En réponse aux promesses jamais tenues de l'UNITA, les Nations Unies lui imposent une liste interminable de sanctions. En septembre 1993, la résolution 864 impose le premier lot de sanctions relatives à la vente d'armes et de produits pétroliers aux rebelles. La résolution 1127 d'octobre 1997 contient le deuxième lot de sanctions visant à fermer ses bureaux à l'étranger, à geler les comptes bancaires de l'UNITA, à interdire les vols au-dessus de ses territoires et les voyages internationaux de ses dirigeants. En juillet 1998, un troisième lot est imposé par l'intermédiaire de la résolution 1173 qui interdit la vente d'équipement minier aux rebelles et le commerce de diamants angolais non certifiés par le gouvernement de Luanda.

protocole de Lusaka rétablit une paix instable dans le pays. Toutefois, cet accord échoue lui aussi, car l'UNITA ne respecte pas ses conditions, à savoir, le retour du territoire sous le contrôle de l'État, l'abandon des armes et la démobilisation des troupes.

Dans les mois qui précèdent le déclenchement de la seconde rébellion en RDC, les opposants rebelles du MPLA deviennent de plus en plus puissants. L'UNITA profite du bref interlude de paix pour reconstruire le potentiel militaire de ses troupes, prétendument fortes de 60 000 hommes.<sup>162</sup> L'abondance des armes alors en vente suite à l'effondrement du Pacte de Varsovie permet à l'UNITA de se procurer du matériel. Grâce à de faux certificats d'utilisateurs fournis notamment par le gouvernement du Zaïre et avec l'aide d'un certain nombre de marchands d'armes, le mouvement rebelle peut acheter des chars, des véhicules blindés modulaires, des pièces d'artillerie, des systèmes de lutte antichar et antiaérienne et des armes légères.<sup>163</sup> Toutes ces armes proviendraient de Bulgarie, d'Ukraine, de Biélorussie et de la Fédération de Russie.

Au milieu de l'année 1998, il devient essentiel pour les FAA de couper les voies d'approvisionnement de l'UNITA et de lui refuser l'utilisation des ports et des aéroports de la RDC. L'éternelle pénurie de carburant des rebelles constitue en effet leur principale faiblesse. Ils ont également besoin de pièces détachées, d'armes et de munitions en vue des futurs affrontements. Ces besoins logistiques sont d'autant plus pressants que les rebelles dépendent de plus en plus de mobilité.

---

<sup>162</sup> Voir Nations Unies. Conseil de sécurité. « Letter Dated 10 March 2000 From the Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the President of the Security Council » qui contient « Report of the Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against UNITA », (10 mars 2000) ; Action for Southern Africa, « Waiting on Empty Promises: The Human Cost of International Inaction on Angolan Sanctions », (avril 2000) ; voir aussi HUMAN RIGHTS WATCH.

<sup>163</sup> Ceux-ci comprenaient quatre chars de bataille T-64, des véhicules blindés BMP-1 et BMP-2, des véhicules blindés modulaires SAMil-100 fabriqués en Afrique du Sud, des lance-roquettes multirampes Uragan BM-22, des armes anti-chars SPG-9 de 73 mm et des armes antiaériennes ZU-23.

Alors qu'une vaste offensive rebelle se dessine, la décision angolaise d'envoyer des milliers d'hommes en RDC est risquée. La dette extérieure du pays s'élève à 11 milliards de dollars et les prix mondiaux du pétrole chutent.<sup>164</sup> Les rebelles décident de passer à l'attaque pour récupérer les territoires abandonnés au gouvernement. L'offensive tant attendue de l'UNITA débute sérieusement en décembre 1998 avec des assauts de grande envergure soutenus par les blindés et l'artillerie contre les villes de Huambo et Cuito, dans les régions montagneuses du centre. Pour repousser ces attaques, les FAA doivent envoyer des renforts depuis la RDC. Les combats livrés dans le centre du pays et au nord le long de la frontière avec le Congo font rage pendant tout le printemps.

De nombreux rapports relatifs à ces combats mettent en évidence les liens entre les guerres d'Angola et de RDC. Selon la radio angolaise, de nombreux Rwandais et Banyamulenge auraient été présents lors des attaques de décembre.<sup>165</sup> Certains rapports indiquent également que des troupes ougandaises auraient soutenu les forces de l'UNITA.<sup>166</sup> Le 26 mars 1999, l'UNITA se serait emparée de l'importante ville frontière de Maquelo do Zombo avec l'aide des rebelles congolais. Les chefs d'État de l'Angola, de Namibie, du Zimbabwe et de la RDC organisent une opération conjointe pour reprendre la ville.<sup>167</sup> De fait, le 28 avril 1999, des informations indiquent que les troupes des FAA opérant hors de la RDC ont refoulé les troupes de l'UNITA jusqu'à Uige.<sup>168</sup> Dans un communiqué de presse du 29 septembre 2000, Action by Churches Together signale que deux bataillons des FAA de la RDC luttent contre les forces de l'UNITA dans la province de Moxico.

---

<sup>164</sup> En avril 1999, le gouvernement angolais annonce qu'il a épuisé ses ressources financières dans la guerre contre l'UNITA. À peu près au même moment, des rapports de presse indiquent qu'il a dû hypothéquer ses futures ventes de pétrole pour financer l'achat d'armes. Voir « Government Mortgages Oil Sales for Military Equipment », IRIN (11 mai 1999).

<sup>165</sup> Angola Peace Monitor, no. 4 vol. V (18 décembre 1999).

<sup>166</sup> « Zambian Aid for Angolan Rebels », Mail and Guardian, Johannesburg (9 avril 2000).

<sup>167</sup> Le Zimbabwe Independent rapporte le 5 novembre que 2000 commandos du Zimbabwe opèrent depuis quatre mois sous le commandement du Brigadier général Kachana. Le gouvernement du Zimbabwe a démenti ce rapport.

<sup>168</sup> Angola Peace Monitor, no. 8 vol. V (29 avril 1999).

La contre-offensive du gouvernement débute en septembre 1999 après la signature du cessez-le-feu de Lusaka pour la RDC. Les FAA lèvent rapidement le siège de Cuito et Huambo. Sous la pression, l'UNITA commence à s'effriter. La pénurie de carburant est une des raisons de son effondrement : l'UNITA ne dispose plus que de 500 000 litres de carburant (environ 25 containers pleins) lorsque les FAA commencent leur attaque. En janvier les réserves ne sont plus que de 100 000 litres.<sup>169</sup> En l'espace de quelques mois, le potentiel militaire mis sur pied depuis 1994 est détruit. Un article de presse datant de la mi-novembre cite un diplomate occidental ayant accès aux rapports des services de renseignement sur l'Angola, selon lesquels le nombre de communications radio de l'UNITA a chuté depuis le lancement de l'offensive. « Elles sont à présent quasiment inexistantes, ce qui révèle à la fois une crise parmi les dirigeants du mouvement et la perte d'équipements de communication. »<sup>170</sup> Les FAA s'emparent de son quartier général fortifié de Jambo le 24 décembre 1999. En juillet 2000, le gouvernement déclare contrôler 92 % des 157 districts du pays. Cazombo, située à la frontière zambienne et dernière capitale de province à demeurer aux mains de l'UNITA, tombe le 19 septembre. Du même coup, les rebelles perdent un atout stratégique avec la piste d'atterrissage de trois kilomètres.

D'un point de vue strictement militaire, l'intervention angolaise en RDC est un succès. L'année 2000 a vu la défaite de l'UNITA en tant que force militaire conventionnelle. Ce succès est essentiellement dû à la présence des FAA en RDC, qui ruinent les efforts de l'UNITA pour se procurer du carburant, des munitions et des pièces détachées. Toutefois, le mouvement rebelle conserve son organisation active à l'échelle nationale, et est en mesure de poursuivre la

<sup>169</sup> Pour remédier à cette pénurie de carburant, Savimbi demande l'assistance de Jean-Pierre Bemba. L'homme d'affaires équatorien aurait acheté du carburant en Zambie dans le but de le revendre aux rebelles angolais. Voir Angola Peace Monitor, no. 7 vol. VI (30 mars 2000); Nations Unies. Conseil de sécurité. « Letter Dated 10 March 2000 From the Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the President of the Security Council » qui contient « Report of the Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against UNITA », (10 mars 2000) para 64-65.

<sup>170</sup> « Unita General Defects », IRIN, (19 novembre 1999).

guérilla. Au milieu des victoires du gouvernement, on déplore déjà des embuscades, des attaques éclair, des bombardements à distance et la pose de mines à travers le pays.<sup>171</sup> Il semblerait que le contrôle gouvernemental soit tout au plus précaire hors des villes.

#### ***b. L'engagement de l'Angola à l'égard de Kabila***

Après sa première intervention dans la guerre du Congo, l'engagement de l'Angola a été minime. Il semble que les FAA aient maintenu moins de 5 000 hommes dans le pays. Ils ne seraient plus que 2 500 aujourd'hui. Leurs activités se limitent à la protection de points stratégiques importants comme le port de Matadi, la base aérienne de Kamina et le barrage hydroélectrique d'Inga, qui alimente le réseau angolais.<sup>172</sup> La flotte de MiG, de jets Sukhvi et d'hélicoptères de combat des FAA, toujours prête à intervenir en RDC, constitue également un élément important.

Dos Santos lui-même a redistribué le butin économique de la guerre en RDC. Il renforce ainsi son emprise globale sur le pouvoir. La présidence contrôle Sonangol (compagnie pétrolière nationale angolaise), qui, en remerciement de l'aide offerte aux FAA, s'est vu attribuer le contrôle des réseaux de distribution et de production de pétrole en RDC via sa société Cohydro. Des rapports parus en 1999 suggèrent que Kabila aurait renoncé aux parts du gouvernement dans la production offshore de pétrole brut de Coco, estimée à 15 000 barils par jour.<sup>173</sup> L'Angola a également fait en sorte de contrôler les négociations relatives à la future exploration offshore du Bassin congolais à l'embouchure du fleuve. Ces accords ont été négociés en partie par Mpyoyo, qui a des liens ethniques avec l'Angola. Sur le plan stratégique, l'Angola acquiert ainsi le contrôle d'une bande de 1000 km sur le littoral atlantique qui passe par la RDC, le Congo-Brazzaville et sa propre enclave du Cabinda, ce qui pourrait se traduire par des bénéfices plus importants dans l'industrie pétrolière.<sup>174</sup>

<sup>171</sup> « Security Report Suggests UNITA Still Strong », IRIN (28 novembre 2000).

<sup>172</sup> Interview de l'ICG, membres du corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000).

<sup>173</sup> Energy Compass, (12 mars 1999).

<sup>174</sup> Africa Confidential, (20 novembre 1998).



### c. Et après ?

L'intervention de l'Angola en RDC a suscité de nouveaux intérêts et fait apparaître de nouveaux ennemis. En raison de ses intérêts financiers au Congo, ainsi que des intérêts bien connus de ses généraux dans le commerce des diamants, Luanda a du mal à accepter sa perte d'influence. L'intervention a également transformé d'anciens alliés, comme le Rwanda, en ennemis.<sup>175</sup>

Les rebelles angolais semblent être restés en contact avec Kigali. La coopération ainsi établie prévoit l'envoi d'équipages antiaériens SA-16 de l'UNITA pour aider les rebelles de la RDC soutenus par le Rwanda au Congo.<sup>176</sup> En retour, le Rwanda aurait permis aux rebelles angolais d'utiliser Kigali comme plaque tournante pour le commerce des diamants, des armes et du matériel de guerre. On prétend également qu'à la suite de la perte d'Andulo et de Bailundo par l'UNITA en 1999, le mouvement aurait déployé des troupes pour combattre aux côtés de l'APR en RDC. En outre, le Rwanda aurait tenté d'organiser un parachutage au-dessus du territoire de l'UNITA le 15 janvier 2000.<sup>177</sup>

---

<sup>175</sup> Après l'échec de l'attaque d'août 1998 sur Kinshasa, deux bataillons de l'APR et des ex-FAR se sont retrouvés au Bas-Congo au moment de l'arrivée des FAA. Paul Kagame, vice-président rwandais, demande l'aide de Savimbi pour sauver ces hommes. Sans aucun doute conscient des avantages qu'il pourrait retirer d'une telle action, le rebelle angolais autorise l'APR à se retirer au nord-est de l'Angola, contrôlé par l'UNITA, d'où ils sont par la suite évacués par avion vers Kigali. Selon des rapports, certains membres de l'APR sont restés avec l'UNITA. Voir Nations Unies. Conseil de sécurité. « Letter Dated 10 March 2000 From the Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the President of the Security Council » qui contient « Report of the Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against UNITA », (10 mars 2000) para 25-26.

<sup>176</sup> En février 1999, ce matériel aurait permis d'abattre un avion de combat MiG. Voir Nations Unies. Conseil de sécurité. « Letter Dated 10 March 2000 From the Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the President of the Security Council » qui contient « Report of the Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against UNITA », (10 mars 2000) para 50.

<sup>177</sup> Action for Southern Africa, « Waiting on Empty Promises: The Human Cost of International Inaction on Angolan Sanctions », (avril 2000).

L'état des relations de l'Angola avec le Rwanda s'est légèrement amélioré comme le prouve la position adoptée à l'égard de Bemba. Par son comportement versatile et sa tendance à mettre ses alliés devant le fait accompli, (comme ce fut le cas lors de l'offensive équatorienne de l'été 2000) Kabila a perdu la confiance de l'Angola. Les autorités angolaises sont parfois équivoques. Ses représentants officiels informent les étrangers qu'ils en ont assez de Kabila. Puis, le jour suivant la rencontre entre Museveni et le chef des FAA en septembre dernier, Dos Santos convoque Kabila pour une discussion de trois heures dont le sujet n'a pas été dévoilé aux observateurs. Pourtant, Luanda n'a pas l'intention d'abandonner Kabila pour Bemba, surnommé le « jeune délinquant ».<sup>178</sup> La coopération évidente du MLC avec Savimbi, ainsi que les relations de Bemba avec Mobutu suffisent pour le condamner aux yeux de l'Angola.<sup>179</sup> Ce message a été clairement transmis au commandant ougandais Jeje Odongo, lors de sa visite en octobre dernier à Luanda, au cours de laquelle l'Angola fit une impressionnante démonstration de puissance militaire.

L'Angola demeure donc le principal allié de Kabila. Ce pays craint que le remplacement du président de la RDC ou sa fuite vers Lubumbashi ne permette à l'UNITA de rétablir ses bases en République démocratique du Congo. L'Angola soutient Kabila également par crainte du chaos qui risquerait de régner à Kinshasa si ce dernier était remplacé, et pour ne pas avoir à rendre le butin de guerre que Kabila lui a concédé. Les forces angolaises basées à Cabinda, Brazzaville, Pointe-noire et Dolisi se trouvent à quelques heures de la capitale du Congo. Plus importants encore sont les alliés dont dispose l'Angola au sein du gouvernement de la RDC. Les anciens « tigres » katangais, dont les chefs ont tous servis dans les FAA, sont les membres les plus influents des forces de sécurité. L'Angola entraîne également la PIR, ainsi que la police du Congo-Brazzaville.

Ce soutien en faveur de Kabila a été révélé le 27 octobre, au cours du sommet de Kinshasa organisé sous les auspices de la CEEA (communauté économique des États de l'Afrique centrale) qui a

---

<sup>178</sup> Interview de l'ICG, diplomate européen, Bruxelles (31 octobre 2000).

<sup>179</sup> Selon un journal d'opposition de Kinshasa, des vols entre les pistes de l'UNITA et celles de Bemba en Équateur auraient eu lieu ces derniers mois.

demandé la révision de l'Accord de Lusaka.<sup>180</sup> Dos Santos, Kabila ainsi que les chefs d'État du Congo-Brazzaville, du Gabon et les Premiers ministres de Guinée équatoriale et de la République Centrafricaine étaient présents à ce sommet. Certains observateurs y voient la formation d'une coalition des pays producteurs de pétrole de l'Afrique centrale, sous la direction de Dos Santos et avec le soutien de la France en vue de s'opposer au Rwanda, à l'Ouganda et au Burundi.

Cette rencontre est également motivée par l'effet de la guerre sur le commerce le long du fleuve Congo. Les participants se sont mis d'accord pour mettre en place des patrouilles chargées d'assurer la sécurité sur les fleuves Congo et Ubangui. Omar Bongo, le président gabonais, a averti Bemba de cette initiative. Il a d'ailleurs déclaré aux journalistes : « S'il nous attaque, nous répondrons en bonne et due forme. »<sup>181</sup>

Le remaniement ministériel de novembre prouve la dépendance de Kabila vis-à-vis de ce soutien. Yerodia qui était chargé du ministère des Affaires étrangères a été transféré au ministère de l'Éducation. Responsable d'une diplomatie catastrophique, Yerodia est également sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par un juge belge pour son rôle dans le massacre des Tutsis à Kinshasa en août 1998. Il a été remplacé par Leonard She Okitundu, ancien ministre des Droits de l'homme et très respecté sur la scène internationale. D'autres personnages clés du nouveau régime sont soupçonnés d'entretenir des relations étroites avec Luanda, car ce sont des Lundas originaires de la région frontalière angolaise. Parmi eux figurent Ilunga Awan, nouveau vice-ministre des Affaires étrangères, les généraux Yav, Numbi, Munene et les gouverneurs du Katanga et du Bas-Congo.

Cependant, Luanda envisagerait l'établissement d'un gouvernement de transition avec ou sans Kabila.<sup>182</sup> Le nouveau gouvernement pourrait être le fruit d'un accord sur le partage des pouvoirs, négocié entre les belligérants étrangers. On ne sait

pas encore comment les Angolais pourraient destituer Kabila sans provoquer une grave crise de succession à Kinshasa. Une telle intervention viendrait également à remettre en question la légitimité de leur intervention initiale pour le sauver. Il est en outre improbable que Luanda souhaite voir émerger un gouvernement puissant à Kinshasa.

Luanda se trouve malgré tout dans une position risquée. Pour un pays toujours en proie à une guerre civile et qui admet sa propre faillite, ce désir d'hégémonie régionale est un véritable danger.<sup>183</sup> À l'heure actuelle, le gouvernement est capable de maintenir ses ambitions en engageant un minimum de troupes. Il suffirait toutefois d'un revers militaire sérieux pour que le pays soit contraint à un engagement à la hauteur de ses prétentions. La RDC constitue le deuxième front de la guerre civile angolaise et Luanda serait obligée de déployer dans le pays un nombre plus important de troupes des FAA. Des discussions sur le sujet, tenues à la mi-avril 2000 entre les ministères de la Défense du Zimbabwe, de l'Angola et de Namibie à Kinshasa, auraient conclu que les FAA devraient envoyer davantage d'hommes au front.<sup>184</sup> À présent, au début du mois de décembre, des sources gouvernementales de Kinshasa rapportent que d'autres forces angolaises ont été déployées à Lubumbashi en réaction aux allusions de retrait d'Harare et suite à la défaite de Pweto. En d'autres termes, le gouvernement de Luanda ne décide pas seul de l'ampleur de son engagement en RDC.

Luanda pourrait également tenter de négocier avec le Rwanda et l'Ouganda. À l'heure actuelle, les deux pays des Grands Lacs semblent se disputer les faveurs de l'Angola. Si le Zimbabwe venait à se retirer, Luanda pourrait décider d'accepter l'un ou l'autre de ses aspirants. Cette décision marquerait cependant un revirement radical de son antipathie habituelle envers tous les pays liés à l'UNITA, ainsi que dans sa politique menée en RDC ces trois dernières années. L'éventualité d'un régime pro-UNITA à Kinshasa, issu du MLC mobutiste ou, de manière plus improbable, des rebelles soutenus par

<sup>180</sup> « Summit calls on aggressors to leave the territory ». Africa news service, (29 octobre 2000).

<sup>181</sup> « Central African leaders Want to Alter Congo Accord », Reuters (28 octobre 2000).

<sup>182</sup> Interview de l'ICG, Bruxelles, (27 octobre 2000); « Angola America's Good new Friend Luanda », The Economist (7 octobre 2000).

<sup>183</sup> En avril 1999, le gouvernement angolais a déclaré qu'il avait épuisé ses ressources financières. Voir C. Gordan, « Angola's Debt Burden », Daily Mail et Guardian (1<sup>er</sup> juillet 1999).

<sup>184</sup> Sources diplomatiques.

le Rwanda, oblige vraisemblablement l'Angola à maintenir son emprise sur Kinshasa.<sup>185</sup>

## 2. Le Zimbabwe piégé au Congo

Les 11 000 soldats professionnels envoyés par le Zimbabwe constituent l'épine dorsale des FAC. Ces troupes sont composées d'une infanterie, d'unités d'artillerie, d'un escadron de véhicules blindés, de chars, de troupes du génie et d'unités logistiques. Elles déploient périodiquement des avions Hawk et Hunter de fabrication britannique pour les attaques aériennes. Les troupes namibiennes sont également présentes ; elles comptent de 1 600 à 2 000 hommes et comprennent un bataillon d'artillerie. Ces troupes sont vitales pour la défense de Mbandaka et Mbuji Mayi.

Pour le Zimbabwe, l'engagement en RDC a toujours été financièrement irréaliste. La décision d'intervention du président Mugabe datant d'août 1998 relève davantage de ses propres ambitions d'affirmer sa domination en tant que chef d'État africain et des intérêts économiques d'une élite dirigeante, que des intérêts de son propre pays. À présent soumis à une forte pression politique interne, il se sent piégé au Congo. Il ne peut cependant se retirer sans avoir tiré profit de son investissement insensé dans cette guerre. Il porterait en effet atteinte aux intérêts des puissantes forces politiques nationales dont dépend sa propre position. Il ne peut non plus se permettre de combattre en raison de la crise économique que traverse son pays.

### a. Les intérêts financiers du Zimbabwe en RDC

Les protocoles de coopération militaire et économique entre le Zimbabwe et la République démocratique du Congo sont antérieurs à la guerre. Depuis lors, Kabila a promis bien davantage au Zimbabwe, en remerciement de son soutien militaire. Le 4 septembre 1998, les présidents Kabila et Mugabe concluaient un marché assurant une intervention « autofinancée » des ZNDF (forces

de défense nationale du Zimbabwe). Selon les termes de cet accord, les ZDI (industries de défense du Zimbabwe) devaient fournir des armes et des munitions à la RDC. En contrepartie, la société minière du Zimbabwe Ridgepointe assurerait la gestion de Gecamines et entrerait en possession de 37,5 % de parts dans la société minière publique de la RDC. À cela viennent s'ajouter les 20 à 30 % issus des 62,5 % de bénéfice de la société reversés au gouvernement, qui serviraient à financer l'effort de guerre du Zimbabwe.<sup>186</sup> D'autres accords relatifs à l'électricité, à l'aviation civile et à l'agriculture ont également vu le jour.

Toutefois, le Zimbabwe n'a jusqu'à présent tiré aucun profit de cette coopération. À l'époque de la signature de l'Accord de Lusaka, le gouvernement de la RDC devait déjà 2,6 millions de dollars au gouvernement du Zimbabwe pour l'achat d'armes. Par la suite, les remboursements mensuels congolais se sont interrompus.<sup>187</sup> Néanmoins, d'autres formes de compensation se sont montrées tout aussi fructueuses. En voici un exemple : les exportateurs du Zimbabwe sont confrontés à deux obstacles lorsqu'ils traitent avec le Congo : l'absence d'une monnaie forte et l'inexistence d'un système bancaire en RDC. Jusqu'à maintenant, certaines importations étaient effectuées en échange d'électricité ou étaient payées en FC, redistribués aux troupes du Zimbabwe. En août, les ZDI ont annoncé qu'elles avaient exporté vers la RDC des denrées alimentaires pour un montant de deux millions de dollars en l'espace de trois mois, payées grâce à un système de troc. D'autres importations sont prévues avec le lancement du projet nommé « Grand Silo » à Kinshasa. Des banques de la RDC et du Zimbabwe se portent garantes (en monnaie locale) des transactions d'échange et les installations de stockage destinées aux exportations zimbabwéennes sont en cours de construction.

<sup>186</sup> « Rhodies to the Rescue », Africa Confidential (5 novembre 1999); Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 2000: Armaments, Disarmament and International Security*, (Oxford: Oxford University Press, 2000) 296.

<sup>187</sup> Mutsakani, A., « Arms Firm in Desperate Bid to get Kabila to Pay-Up », Financial Gazette, Harare (29 juillet 1999); Stockholm International Peace Research Institute, « SIPRI Yearbook 2000: Armaments, Disarmament and International Security », (Oxford: Oxford University Press, 2000) 293.

<sup>185</sup> Pour de plus amples détails sur les relations du Rwanda avec l'UNITA, voir Conseil de sécurité des Nations Unies. « Letter Dated 10 March 2000 From The Chairman of the Security Council Committee Established Pursuant to Resolution 864 (1993) Concerning the Situation in Angola Addressed to the president of the Security Council », président Robert R. Fowler (10 mars 2000).

Les Zimbabwéens se sont trompés en croyant qu'ils pourraient facilement réaliser des bénéfices grâce à Gecamines. Harare ne dispose pas des 50 millions de dollars nécessaires à la restauration des activités de l'entreprise. Pendant ce temps, la société minière publique produit seulement entre 10 et 20 % de sa production des années 80, qui était de 475 000 tonnes de cuivre et 17 000 tonnes de cobalt.<sup>188</sup> Malgré un contrat passé entre Gecamines et une entreprise de retraitement du Zimbabwe visant à fournir 2 500 tonnes de cuivre par mois, la production s'est limitée à 3000 tonnes en 18 mois.<sup>189</sup> De plus, l'entreprise est soumise à une dette à long terme de 1 milliard de dollars et dispose d'engagements commerciaux immédiats d'un montant de 50 millions de dollars.<sup>190</sup> Billy Rautenbach, le président « blanc » des transports du Zimbabwe, choisi par Mugabe pour occuper ce poste, a été démis de ses fonctions parce qu'il n'a pas réussi à remettre la société sur les rails.<sup>191</sup>

Le Zimbabwe s'est aussi intéressé aux diamants congolais par le biais d'une association entre l'entreprise d'armement Osleg (Operation Sovereign Legitimacy) et la Comiex de la RDC, mise en place pour acheter des diamants et de l'or sur le marché de Kinshasa. Harare aurait investi 3,5 millions de dollars par mois en début d'année.<sup>192</sup> Pour pallier à un manque de fonds, ces entreprises ont tenté de faire coter le consortium minier Oryx Diamonds à la Bourse de Londres en juin 2000. Le Ministère des affaires étrangères britannique s'est opposé à cette initiative.<sup>193</sup>

<sup>188</sup> « Democratic Republic of Congo – Country Profile », Quest Economics Database- Africa Review World of Information (30 août 2000).

<sup>189</sup> « Zimbabwe's Mhangura Copper hit by DRC Supply Problems », Platt's Commodity News (18 septembre 2000).

<sup>190</sup> « Democratic Republic of Congo Review 2000 » Quest Economics Database, Africa Review World of Information (30 août 2000).

<sup>191</sup> « Rautenbach Kicked Out of Gecamines », The Insider, Harare (22 avril 2000). Il a été remplacé par le Belge George Forrest.

<sup>192</sup> « Zimbabwe Army in Congo Diamond Deal », BBC News (23 septembre 1999); « No Diamond Cheques for Zimbabwe in the DRC », The Independent, Harare (13 mars 2000).

<sup>193</sup> Oryx a obtenu le droit d'exploiter les concessions de diamants proches de Mbuji Mayi qui, selon elle, représenteraient 1 milliard de dollars, ou 208 millions de dollars si l'on décompte les coûts d'exploration et le risque politique. Les bénéfices réalisés par cette entreprise sont à partager entre Oryx (40 %), Osleg (40 %) et la co-entreprise Cosleg issue de Osleg et Comiex (20 %). Voir

Hormis le secteur minier, Harare possède d'autres intérêts. La ZESA (autorité chargée de l'approvisionnement en électricité du Zimbabwe) a signé un accord visant à multiplier par deux ses importations d'électricité provenant du barrage d'Inga au Bas-Congo. Cet accord dépend de la remise en marche de la centrale électrique d'Inga et de la possibilité d'améliorer la capacité de la liaison avec le Zimbabwe via le Katanga et la Zambie. Ce projet est économiquement viable, mais dépend de la participation encore incertaine des entreprises d'Afrique du sud et de l'ouest. En outre, 50 000 hectares de terres agricoles du Katanga ont été attribuées à l'une des plus importantes fermes gérées par l'État du Zimbabwe.<sup>194</sup> À plus long terme, le projet vise également à améliorer les liaisons ferroviaires entre le Zimbabwe et Kinshasa. Cependant, les fonds nécessaires à tous ces projets seront difficiles à rassembler sans le rétablissement de la paix.

Simba Makoni, Ministre des Finances, admet que l'engagement du Zimbabwe dans la guerre au Congo dépasse les moyens financiers du pays : 200 millions de dollars en deux ans depuis août 1998. « A long terme, notre économie ne peut supporter des dépenses de cette ampleur », a-t-il ajouté en août, « c'est la raison pour laquelle le gouvernement s'engage à rapatrier ses troupes à la première occasion. » Les ZNDF déclarent dépenser 3 millions de dollars par mois pour le maintien de leurs 11 000 hommes au Congo, c'est-à-dire un tiers de son armée. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont évalué le coût réel mensuel à 27 millions de dollars, et ont suspendu l'aide de 40 millions de dollars dont a désespérément besoin le pays.<sup>195</sup> En février 2000, un journal d'Harare (dont les éditeurs ont reçu des menaces de mort) rapportait que le pays avait dépensé 160 millions de dollars de fonds publics lors des 18 mois de guerre, bien que ces chiffres n'apparaissent dans aucun budget. De

« Zimbabwe – Glittering Prizes from the War », Africa Confidential (26 mai 2000); Jamie Doward, « Barred Oryx Weighs Up Flotation in Dublin », The Guardian (18 juin 2000).

<sup>194</sup> « Kabila's Congo Steps Up Cooperation with Zimbabwe », Reuters (29 sept. 1999).

<sup>195</sup> Morris H. et Fidler, S., « Zimbabwe Misled IMF Over Spending on War », Financial Times (4 octobre 1999); Mutume G., « The Economics of Financing War in Africa », Daily Mail et Guardian, Johannesburg (20 octobre 1999); « World Bank Suspends Aide to Zimbabwe », Financial Times (8 octobre 1999).

plus, ce journal indiquait que les forces zimbabwéennes avaient perdu des équipements d'une valeur estimée à plus de 180 millions de dollars lors de la même période.<sup>196</sup> Makoni lui-même a admis en août dernier que la guerre avait coûté plus de 200 millions de dollars. Cependant, ses calculs se limitent uniquement aux rations alimentaires, aux salaires et à l'équipement de base des troupes et ne comprennent pas les 73 millions de dollars dépensés pour l'achat de nouveaux équipements en provenance de France, de Russie et de Libye.<sup>197</sup>

Le gouvernement s'attendait peut-être naïvement à ce que les sommes rapportées par le commerce des diamants, de l'or et du cuivre congolais couvrent ces dépenses. Moven Mahachi, le ministre de la Défense du Zimbabwe, a présenté les co-entreprises avec la RDC comme une possibilité de paiement : « Au lieu que l'armée basée en RDC surcharge notre trésorerie en quête de nouvelles ressources, lesquelles ne sont pas disponibles, le gouvernement s'engage dans des projets viables susceptibles de générer les revenus nécessaires. »<sup>198</sup> Malheureusement, la RDC ne s'est pas révélée l'Eldorado espéré par le Zimbabwe lors de son intervention, et Mahachi a admis depuis que : « La RDC souhaite contribuer au maintien de nos forces, mais ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour y parvenir. »<sup>199</sup>

### b. Crises politiques nationales

Pendant ce temps, Mugabe est confronté à une escalade de crises politiques et économiques internes. Après 20 ans de pouvoir, le parti du président, le ZANU-PF, est soumis à de

<sup>196</sup> « DRC War Costs Tax payers \$6 Billion in 18 Months », *Financial Gazette*, Harare (3 février 2000); Cet équipement comprenait un avion de combat MiG, trois hélicoptères de combat (et des équipages), ainsi qu'un avion de transport. Voir Al J. Ventor, « War in the Congo Ensnared Zimbabwe », *Janes Intelligence Review* (1 janvier 2000). Les coûts engendrés par la perte de l'équipement ont été estimés à 281,5 millions de dollars en août dernier. Voir « DRC War Figures Disputed », IRIN (31 août 2000).

<sup>197</sup> « DRC War Figures Disputed », IRIN (31 août 2000).

<sup>198</sup> « Zimbabwe Army in Congo Diamond Deal », *BBC News*, (23 septembre 1999); « Zimbabwe Accused of Economic Colonialism », *BBC News* (1<sup>er</sup> octobre 1999); « Zimbabwe Losses Add Up in Congo », *BBC News* (25 novembre 1999).

<sup>199</sup> « Zimbabwe Accused of Economic Colonialism », *BBC News* (1<sup>er</sup> octobre 1999).

nombreuses pressions exercées par le mouvement d'opposition MDC (Mouvement pour un changement démocratique). Une violente campagne pour les 5<sup>èmes</sup> élections parlementaires, ternie par de nombreuses tentatives d'intimidation des électeurs opposants, a permis au parti de l'opposition, dont la création remonte à neuf mois, de gagner 57 sièges sur 120. De là est née une opposition grandissante envers Mugabe, au sein même de son parti. Son hégémonie à la tête du mouvement est menacée, bien qu'aucune contestation n'ait émergé du congrès du ZANU-PF qui s'est déroulé en décembre 2000, malgré les nombreuses spéculations à ce sujet. L'Assemblée à majorité ZANU-PF a pris en compte la motion du MDC pour destituer Mugabe. Le président subit une pression générale, parlementaire et politique, qui n'est pas prête de disparaître.

Le mécontentement à l'égard de Mugabe est dû essentiellement à sa responsabilité dans la crise économique qui frappe le pays depuis son indépendance. Le gouvernement est en train de démanteler le secteur agricole commercial, géré par les Blancs et économiquement rentable, pour redistribuer les terres suivant des critères politiques.<sup>200</sup> Des émeutes ont éclaté à Harare et Bulawayo en raison d'un taux d'inflation annuel de plus de 62 % et d'un taux de chômage de plus de 50 %.<sup>201</sup> Tous les programmes d'aide étrangers sont en cours de révision et la Banque mondiale et le FMI ont suspendu leurs prêts. Selon le vice-ministre des Finances, les réserves de devises sont dangereusement faibles et les stocks de carburant au plus bas, après presque une année de pénuries graves. Un rapport de la Banque mondiale classe ainsi le Zimbabwe sur la liste des pays les plus pauvres et lui prévoit un taux d'inflation de 120 % et une diminution de 10 % du PNB pour l'année à venir.<sup>202</sup>

### c. À la recherche d'une issue

Mugabe cherche une sortie honorable de son aventure au Congo. Son gouvernement est

<sup>200</sup> Voir ICG Africa Report No 22, *Zimbabwe at the Crossroads* (10 juillet 2000) et *Africa Briefing, Zimbabwe: Three Months after the Election* (25 septembre 2000).

<sup>201</sup> « Police, Protesters Clash in Zimbabwe Township », *Reuters* (18 octobre 2000); « Zimbabwe September CPI rises to 62.0 per cent », *Reuters* (11 octobre 2000).

<sup>202</sup> JanRaath, « World Bank Blow to Zimbabwe », *The Times* (2 octobre 2000).

inflexible sur le motif de l'intervention : il s'est rendu au Congo pour aider un allié de la Communauté de développement de l'Afrique australe envahi par des ennemis. Le but était de garantir l'intégrité du territoire congolais, non de sauver le régime de Kabila.<sup>203</sup> Mugabe semble avoir été tenté par un accord de cessez-le-feu depuis le mois de novembre 1998. Le Zimbabwe, l'Ouganda, le Rwanda et la RDC ont tous accepté l'accord, qui a été rejeté par la rébellion congolaise. À peu près au même moment, les forces rebelles isolaient un important contingent de troupes zimbabwéennes à Ikela, dans la province équatorienne du sud et contraignaient Harare à entamer des pourparlers avec Kigali afin d'évacuer les blessés et de permettre le ravitaillement alimentaire. Dévoilée dans la presse, cette affaire embarrassa Harare qui opposa un démenti formel. Depuis lors, l'intransigeance de Kabila a réduit à néant les efforts mis en œuvre par le Zimbabwe pour trouver une issue. À la suite de sa dernière offensive sur l'Équateur en 1999, un officiel du Zimbabwe à Kinshasa déclarait : « Il ressemble à un homme qui allume six incendies et tente de les éteindre avec un seul extincteur... Les pompiers étant l'armée du Zimbabwe ».

Sous la pression nationale et de plus en plus anxieux face au borbier congolais, Mugabe ne cesse de s'éloigner de Kabila. En mars 2000, alors qu'il assiste à la Consultation nationale tenue à Kinshasa, il fait un discours évoquant la mémoire de Patrice Lumumba et appelle à la solidarité bantue. A aucun moment, il ne cite Kabila. Les relations entre les deux hommes se dégradent en avril, lorsque Kabila refuse le déploiement de troupes des Nations Unies à Kinshasa et rejette le facilitateur du dialogue intercongolais nommé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Celui-ci n'est autre que l'ancien président du Botswana et ami de longue date de Mugabe, Sir Ketumile Masire. Plus tard, Kabila n'assiste pas au sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le 6 août à Windhoek, déclarant qu'il est « occupé ». À la suite de son retard au sommet de Lusaka le 14 et 15 août et de son départ prématuré sous prétexte qu'il doit assister à des funérailles, Mugabe déclare qu'il sera difficile de mettre un terme à la guerre si Kabila refuse d'écouter ses alliés. À l'époque, Mugabe et les

autres alliés refusent de soutenir la révision de l'Accord de Lusaka demandée par Kabila.

Le sommet du 16 octobre de Maputo, présidé par le président sud-africain Thabo Mbeki, est organisé en réponse à un appel de Mugabe pour venir en aide à la garnison menacée de Mbandaka.<sup>204</sup> Les participants à la rencontre réitérèrent leur soutien à l'égard du Plan de désengagement de Kampala signé le 8 avril. Mbeki se rend aussitôt à Kigali. Dans son discours d'ouverture de la conférence de réconciliation du mois d'octobre, le président sud-africain expose l'inutilité de la guerre aux dirigeants rwandais. Irrités par l'offensive au Katanga lancée le premier jour du sommet de Maputo avec les troupes zimbabwéennes, les Rwandais ne sont pas disposés à l'écouter. Lorsque Mugabe prend la parole au sommet de la COMESA à Lusaka le 31 octobre, il se tourne vers Kagame et lui fait amèrement remarquer que « le continent africain compte des bellicistes que l'Afrique doit décourager. »<sup>205</sup>

Par manque de moyens, Mugabe se trouve contraint à trouver un arrangement. Toutefois, l'investissement substantiel qu'il a déjà consenti au Congo l'oblige à y maintenir ses troupes en RDC (il existe une corrélation directe entre le nombre de soldats et le respect des contrats déjà signés). Son honneur constitue un obstacle au retrait. Un retrait unilatéral de RDC est quasiment impossible sans admettre la défaite. A la veille des élections prévues pour 2002, Mugabe ne peut ramener une armée vaincue dans son pays. Malgré ses engagements répétés en faveur d'un retrait des troupes de RDC, le chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai lui-même appelle à agir en tout « honneur ». Malheureusement, cette apparente faiblesse du Zimbabwe ne fait qu'inciter le Rwanda et l'Ouganda à maintenir leur pression militaire au lieu de négocier. Par exemple, la volonté de Kigali au début de décembre 2000 de poursuivre ses attaques aux abords de Pweto est peut-être une stratégie visant à renverser Mugabe au congrès du ZANU-PF, qui se tient au milieu du mois. En définitive, le Zimbabwe n'est pas assez

<sup>203</sup> Interview de l'ICG, diplomate du Zimbabwe, Nairobi, (20 novembre 2000).

<sup>204</sup> Gregory Mthembu-Salter, « Mbeki Takes New Lead in the Peace Process » Daily Mail et Guardian (20 octobre 2000); « Mbeki To Rescue Mugabe From DRC », Zimbabwe Independent, Harare (20 octobre 2000).

<sup>205</sup> Le président rwandais sort de la salle suite aux propos tenus par Mugabe. « Zimbabwe's Mugabe Offends Rwanda, Burundi Leaders » Reuters, Lusaka (31 octobre 2000).

puissant pour signer un accord sans l'aval de ses alliés. Il lui serait particulièrement difficile de retirer les quelques milliers de soldats zimbabwéens de Mbuji Mayi sans l'accord des Congolais et des Interahamwe qui sont en plus grand nombre.

Toutefois, le Zimbabwe pourrait se retirer de RDC si Mugabe était déchu. La réalité de cette menace s'est manifestée lors des récentes émeutes provoquées par l'inflation et l'opposition politique croissante, même si pour le moment le président garde le contrôle de son parti et, ce qui est peut-être plus important, le contrôle des éléments clés des services de sécurité. La chute de Mugabe bouleverserait certainement l'impasse militaire actuelle et aurait des effets considérables sur l'issue de la guerre. Kabila serait dépourvu des meilleures troupes combattant à ses côtés et la défense de Mbuji Mayi se verrait très affaiblie. L'Angola devrait décider si ses intérêts au Congo justifient de prendre la place du Zimbabwe sur le front. A défaut, il serait contraint de sacrifier Kabila à un accord avec le Rwanda ou l'Ouganda. Si toutefois ces deux pays ne parvenaient pas à surmonter leur défiance réciproque ni à s'accorder sur la désignation d'un candidat chargé de gouverner leur immense voisin, un retrait du Zimbabwe pourrait bien aboutir à la poursuite de la guerre.

Dernier allié de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), La Namibie est entrée dans le conflit de la RDC de manière plus modérée que l'Angola et le Zimbabwe. Selon elle, elle ne pouvait refuser la demande des deux autres pays de la SADC, d'autant que le président Sam Nujoma est un ami de longue date de Kabila. 2000 hommes seulement auraient été envoyés au Congo, dans le seul but d'entraîner certaines unités des FAC dans la base de Kamina. Le pays obtient également sa part des ressources de la RDC. Le magazine basé à Londres *Africa Confidential* rapporte en novembre 1998 que la Namibie a tiré son épingle du jeu en approvisionnant la RDC en poisson, et que Aaron Mushimba, beau-frère du président namibien Sam Nujoma, s'est vu attribuer des intérêts dans la société minière de diamant Miba. Le magazine indique que Mushimba dirige également l'aile commerciale de la firme Kalahari Holdings appartenant à la SWAPO (South West Africa People's Organisation) au pouvoir. Les troupes namibiennes sont en train de quitter le pays

et leur retrait n'aura qu'un impact minime sur le cours de la guerre.

### 3. Les autres alliés : des mercenaires et des acheteurs de minéraux

D'autres pays auraient soutenu le régime de Kabila. Parmi eux, la Chine, la Libye, Cuba, l'Iran, le Soudan et la Corée du nord, qui a été la plus active. Mi-1999, Pyongyang déploie plusieurs centaines de conseillers militaires en RDC pour entraîner les FAC.<sup>206</sup> Ils contribuent également à la production de munitions. Ainsi, ils assemblent 250 à 500 kg de bombes au Camp de Mura à Likasi sous couvert de l'entreprise semi-publique congolaise Afridex. Une fabrication de mauvaise qualité est à l'origine de l'explosion d'une de ces bombes à l'aéroport de Njili à Kinshasa le 14 avril 2000.<sup>207</sup> Apparemment, la Corée du Nord a manifesté son intérêt pour les mines d'uranium de Shunkolobwe en RDC, en retour de son soutien aux FAC. Pourtant, selon certaines informations, les mines seraient dans un état de délabrement tel qu'aucune production ne semble actuellement possible. En fin de compte, la Corée du nord et la Chine sont probablement satisfaites d'avoir accès au cobalt de la RDC, un minerai largement utilisé dans leurs industries aéronautiques.

A Kinshasa, certains commentateurs déplorent avec cynisme le fait que Kabila ne soit « même pas » un dictateur. Il ne contrôle pas fermement son pays. En dépit de sa capacité à ruser pour conserver le soutien de ses alliés, il a été incapable de bâtir un régime durable à Kinshasa et c'est la raison pour laquelle il est président par défaut de la RDC. Sa paranoïa et son obsession de sa propre sécurité prouvent qu'il est bien conscient de sa position délicate. Toutefois, ses politiques sont si fantasques que même les personnes désireuses de l'aider sont déçues par les échecs consécutifs des initiatives régionales et internationales pour mettre un terme à la guerre. Les perspectives d'avenir s'annoncent plus sombres encore.

<sup>206</sup> Voir « Fighting Reported in South – North Korean troops Reportedly Arrive », Radio France Internationale, Paris, 29 juin 1999, supervisé par BBC Monitoring Service.

<sup>207</sup> Interview de l'ICG, membres du corps diplomatique, Kinshasa, (août-septembre 2000).

## V. UNE REACTION INTERNATIONALE INSUFFISANTE A UN PROCESSUS SANS TETE

La réaction des belligérants et de la communauté internationale à la situation en RDC a été insuffisante. Par son manque d'implication dans l'application de l'Accord de Lusaka, la communauté régionale porte une part de responsabilité dans la catastrophe humanitaire congolaise. Quant à la communauté internationale, l'initiative de la MONUC et le projet de dialogue intercongolais ont pour le moins manqué de conviction. Ces institutions devaient surveiller la mise en œuvre du cessez-le-feu et faire évoluer le Congo vers une « nouvelle donne politique ». Ces deux objectifs n'ont abouti qu'à des déceptions.

La MONUC et le dialogue intercongolais ont jusqu'à présent échoué pour diverses raisons. L'obstruction au processus par les belligérants eux-mêmes et leur évidente duplicité sont à l'origine de cet échec : ils semblent préférer attendre de récupérer leur mise dans la guerre plutôt que de trouver une solution pour y mettre fin. De plus, aucun n'a voulu prendre la tête du processus diplomatique défini par l'accord. La question du désarmement des ex-FAR et Interahamwe est au cœur des deux guerres du Congo. Par son manque de détermination de s'attaquer à ce problème, la communauté internationale a également compromis les réactions politiques à l'égard de l'Accord de Lusaka.

### A. UNE TRAGEDIE HUMANITAIRE EN RDC

#### 1. Déplacements massifs et crise alimentaire

Le morcellement du Congo a entraîné une tragédie humanitaire dans le pays. Dans son rapport du mois de mai, l'ONG américaine International Rescue Committee, estimait que le conflit avait provoqué la mort de 1,7 millions de personnes de manière directe ou indirecte. Parmi celles-ci, environ 200 000 ont péri dans les combats ; les autres sont mortes de malnutrition ou de maladie. Même s'ils sont imprécis et calculés à partir d'une analyse statistique portant sur 1 000 foyers choisis au hasard, ces chiffres démontrent l'impact dévastateur de la guerre au Congo.

Le conflit aurait entraîné le déplacement de près de 2 millions de personnes, dont un demi million, selon les estimations, pour les 6 premiers mois de l'année 2000.<sup>208</sup> Deux cent cinquante mille ont fui vers les pays voisins en tant que réfugiés. De surcroît, des réfugiés d'autres conflits tels que celui de l'Angola (18 000 pour le seul mois d'octobre) ont fui en RDC. Une mission de la FAO dans la région centrale de Maniema a estimé que, depuis août 1998, 68 % de la population avait été forcée de quitter son domicile à un moment ou à un autre, et que 110 000 personnes se cachaient encore dans la forêt.<sup>209</sup> Les populations déplacées sont totalement démunies. Les régions particulièrement affectées par des déplacements sont notamment :

- Ituri : quatre ou cinq séries d'affrontements interethniques autour de Bunia, suscités par des intérêts économiques, ont provoqué des dizaines de milliers de morts et le déplacement de quelque 125 000 personnes.
- Kisangani : trois affrontements entre les forces du Rwanda et de l'Ouganda ont entraîné plus de mille morts et, à un moment donné, 60 000 personnes ont été déplacées.
- Équateur : lors des combats d'août-septembre 2000, quelque 120 000 personnes ont fui soit vers d'autres régions de la RDC, soit au-delà de la frontière vers la République du Congo ou vers la République centrafricaine.
- Kivu : au cours de l'année écoulée, le nombre de personnes déplacées a atteint 1 090 000.
- Katanga : ici, les récents affrontements d'octobre à décembre entre l'alliance gouvernementale et les Rwandais associés aux forces du RDC, ont déplacé entre 150 000 et 200 000 personnes.<sup>210</sup>

Les conditions économiques se sont dégradées en raison du conflit, même pour les populations non déplacées. Les voies d'échanges commerciales ont été interrompues ou entravées par les lignes de combat. Le trafic fluvial des barges ou les routes desservant les zones habitées par les

<sup>208</sup> OCHA, « DRC Humanitarian Bulletin », (octobre-novembre 2000).

<sup>209</sup> OCHA, « DRC Monthly Humanitarian Bulletin », (mai-juin 2000).

<sup>210</sup> Mémos internes Nations Unies, octobre 2000.



Banyamulenge dans le Sud Kivu, en sont deux exemples. En conséquence, les marchés des zones bénéficiant de surplus alimentaires se sont effondrés, tandis que les zones déficitaires connaissaient une flambée des prix. Dans des régions comme le Kasai, l'effondrement des marchés alimentaires et l'insécurité ont forcé les habitants à abandonner l'agriculture au profit d'autres activités, telles que l'exploitation des ressources minières en raison de leur valeur élevée et de la facilité de leur transport. La population dans son ensemble a été largement privée de l'accès aux soins ou à l'éducation. Ce contexte a créé les conditions d'un appauvrissement à long terme, d'une dissémination des maladies et même de la pérennité du conflit pour une population plus jeune et non scolarisée. Le Programme alimentaire mondial estime à environ 16 millions, soit un tiers de la population de la RDC, le nombre de personnes affectées par la pénurie alimentaire, deux millions se trouvant dans une situation « critique ».<sup>211</sup>

Indice sans précédent de la catastrophe humanitaire, même Kinshasa, l'une des plus grandes villes d'Afrique subsaharienne avec une population de 4,5 à 6 millions d'habitants, pourrait être menacée par la famine et la pénurie alimentaire. La ville a bénéficié du réacheminement des exportations alimentaires de la province de Bandundu en raison des combats affectant la zone traditionnelle de marchés du nord de l'Angola. A la fin du premier semestre 2000, le PNUD indiquait que le volume du ravitaillement alimentaire de la capitale avait baissé de 100 000 tonnes depuis le début de la guerre. En 1999, l'organisation signalait un déficit de 400 000 tonnes, soit 30% de moins qu'avant la guerre. La situation alimentaire était déjà jugée insuffisante avant la guerre. D'autres estimations sont moins catastrophiques. Or même s'il est possible de trouver des produits alimentaires sur le marché, la récente dépréciation de 53 % de la valeur officielle du FC, ajoutée à une inflation annuelle de 298,6 %, élève les prix au-delà du niveau de ressources d'un foyer congolais moyen.

## 2. Absence d'engagement de la part des bailleurs de fonds

Les bailleurs de fonds internationaux ont fait preuve d'un manque d'intérêt évident et portent une part de responsabilité dans l'insuffisance flagrante de l'aide humanitaire en RDC. Ils n'ont en effet fourni que 9 380 611 dollars, soit seulement 25,3 % des 37 039 207 dollars réclamés par le Consolidated Inter-Agency Appeal des Nations Unies pour l'année 2000. A titre de comparaison, les Nations Unies se sont engagées à concurrence de 58,7 millions de dollars en faveur de la MONUC jusqu'en juin 2000, sur un budget de 200 millions de dollars destinés uniquement à financer les opérations, jusqu'au déploiement d'une force de 5 537 hommes.<sup>212</sup> A terme, la MONUC était elle-même censée fournir un véhicule pour acheminer l'aide, mais comme le déploiement est resté partiel, l'opération n'a pas pu avoir lieu.

L'insécurité généralisée entrave également l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations les plus exposées. Ces difficultés sont encore aggravées par l'échec des agences humanitaires à faire respecter les accords formels de coopération humanitaire signés par les belligérants. Les agences ont également été réticentes à établir des contacts réguliers avec des « acteurs non-étatiques » tels que les Mai Mai et autres armées de guérilla. Il est vrai que la communication avec ces groupes est difficile. La plupart opèrent dans l'ombre, et leurs chefs ne sont pas faciles à identifier. Les groupes d'aide hésitent également à leur accorder ainsi une légitimité imméritée, et ne souhaitent pas mettre en péril leurs relations avec les autorités de la RDC. Enfin leur hésitation tient au fait qu'ils sont peu enclins, sur le plan politique, à contredire les architectes de l'Accord de Lusaka qui qualifient ces armées de « forces négatives », bien qu'elles soient susceptibles de contrôler des territoires et de bénéficier d'un certain soutien local.

Les bailleurs de fonds n'ont pas non plus oublié que les agences des Nations Unies et les ONG ont joué un rôle de catalyseur dans les deux dernières guerres, en fournissant une assistance aux réfugiés hutus dans l'est du Congo entre 1994 et 1996. Au cours de cette période, les milices Interahamwe et

<sup>211</sup> « "WFP Very Concerned" Over Humanitarian Situation », IRIN (16 octobre 2000).

<sup>212</sup> Troisième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, 12 juin 2000.

ex-FAR ont pu se réarmer et s'entraîner à l'abri des camps. A partir de ce moment-là, elles ont pu à la fois menacer les frontières du Rwanda et attiser les tensions ethniques locales. La dissémination de ces forces extrémistes à la suite de l'invasion par l'AFDL/APR a contribué à déstabiliser la région toute entière.

L'étendue du territoire congolais, son éloignement et l'effondrement de ses infrastructures sont autant d'obstacles supplémentaires pour les opérations humanitaires. De nombreuses zones ne sont accessibles que par voie aérienne, option la plus onéreuse pour les organisations. Pour cette raison, 10 000 tonnes tout au plus de denrées alimentaires ont pu être transportées par ce moyen.

### 3. L'urgente nécessité de montrer les dividendes de la paix

La guerre du Congo représente une situation d'urgence complexe : les aspects politiques, militaires et humanitaires y sont fréquemment interdépendants. Dans ces circonstances, tant que l'aspect humanitaire ne sera pas pris en compte, les perspectives de résolution du conflit demeureront limitées. Pourtant, l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka ne prévoit pas d'action humanitaire. Les parties n'ont pas non plus signé de protocole formel garantissant l'accès, la sécurité ni même l'exemption de paiement de droits ou taxes réclamés aussi bien par le gouvernement que par les rebelles. Bien que ces actions relèvent du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCH), aucun bureau des Nations Unies ne coordonne les efforts humanitaires en RDC. La MONUC actuellement dans l'impasse dispose également d'un service humanitaire. Certaines personnalités des Nations Unies considèrent qu'un bureau spécifique pour l'action humanitaire devrait être constitué sous l'égide d'un « grand prêtre » influent qui puisse défendre les efforts en faveur de la RDC à la fois sur le plan international et sur le terrain. Les représentants officiels au sein même de l'organisation mondiale se sont toutefois jusqu'à présent opposés à ce projet.<sup>213</sup>

Outre une action humanitaire plus efficace, une approche cohérente de la crise humanitaire permettrait d'établir les bases de la réconciliation

ethnique parallèlement à l'Accord de Lusaka et de ralentir la militarisation des communautés locales. Les exemples sur le terrain abondent pour illustrer la manière dont l'approche humanitaire permet de construire la paix au niveau local. Les Nations Unies ont organisé des « journées nationales de vaccination » contre la polio, la rougeole et d'autres maladies. Elles ont touché 10,2 millions de personnes et seules les zones en conflit en Équateur n'ont pu bénéficier de ce programme, l'accès n'y ayant pas été possible. Pour atteindre les enfants des régions des Kivus, le personnel des agences humanitaires a noué des contacts informels avec des groupes armés tels que les Maï Maï. Des agents paramédicaux locaux sont sortis de la forêt pour obtenir des vaccins. Alors qu'ils n'avaient pas été payés depuis des mois, voire des années, les ouvriers de Kisangani ont continué à assurer les services d'approvisionnement en eau et en électricité de la ville malgré les combats entre des armées étrangères rivales. Dans les zones sous contrôle rebelle, les enfants ont pu jusqu'à présent passer les examens nationaux grâce à l'action des Nations Unies. Les copies étaient ensuite acheminées vers Kinshasa pour correction. Cette démarche assure au moins la survie de vestiges d'un système d'éducation congolais.<sup>214</sup>

Il est largement admis qu'en raison du nombre croissant d'acteurs au sein du conflit en RDC, la manière dont l'assistance humanitaire est délivrée compte autant que son volume. Il est certain qu'une amélioration de la logistique passe par une aide financière accrue, en particulier pour établir un mode de transport aérien plus efficace. Avant de renforcer l'aide sous forme d'engagements financiers ou de denrées alimentaires notamment, les agences doivent soigneusement la cibler et prendre en compte le fait que cet apport de ressources, en profitant aux factions armées, pourrait alimenter le conflit. Comme ce fut le cas lors de situations d'urgence complexes dans les années 1990, en Somalie ou au Soudan par exemple, l'aide risque en effet de favoriser la poursuite du conflit et de voir l'avènement des chefs de guerre.

Pour éviter ces risques, les agents des services d'aide humanitaire ont recommandé que l'aide soit liée à la promotion d'initiatives locales en faveur de la paix et ont soutenu les communautés engagées

<sup>213</sup> Interview de l'ICG avec le personnel des Nations Unies, (6 novembre, 2000).

<sup>214</sup> Interviews de l'ICG de terrain à Goma, Kisangani et au Sud-Kivu, (juillet-août 2000).

dans des efforts «de réconciliation et de cohabitation », y compris des organisations telles que l'église et les ONG locales. Par ailleurs, de nouvelles mesures sont à prendre pour atteindre les populations vulnérables : à l'heure actuelle 18 % seulement des deux millions de personnes déplacées reçoivent une assistance humanitaire.<sup>215</sup> Dans des zones comme les Kivus, l'une des solutions consiste à inclure des « acteurs non-étatiques » dans les négociations pour la distribution d'aide, et à encourager leur bonne conduite par des « messages de paix ». Ces démarches devraient également inclure des programmes prévoyant de la « nourriture en contrepartie de travail » qui encouragent le désarmement et contribuent à la réinsertion d'hommes jeunes aspirés dans le conflit par une situation économique désespérée.<sup>216</sup>

## B. LES FAILLES DE L'ACCORD DE LUSAKA

L'Accord de cessez-le-feu de Lusaka établissait un programme qui devait permettre le retour à la paix en RDC mais qui, selon toute attente, serait difficile à mettre en place. Ce document abordait de manière réaliste les questions relatives à la sécurité de la zone et à la reconstruction politique préalable à l'instauration de la paix. Il esquissait notamment un certain nombre d'institutions susceptibles d'ouvrir la voie. Par contre, cet accord *ne précisait pas* qui devait en superviser la mise en œuvre. Ces institutions se virent ainsi écrasées par la tâche, les délais et les attentes qu'elles n'étaient en aucun cas en mesure d'assumer.

A la fin de l'année 2000, la Commission militaire mixte (CMM), auparavant saluée comme le principal acteur local instigateur de l'Accord de Lusaka, est en faillite et sur le point de cesser ses activités. Dans le même temps, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) ne peut toujours pas se déployer selon le plan prévu. Les combats, le manque de garanties en matière de sécurité, et les entraves à la liberté de circulation de ses agents ont gelé son action. Enfin, le facilitateur neutre du dialogue intercongolais poursuit son travail envers et contre tout, sans avoir l'appui des signataires ni même celui de la

communauté internationale, au sein de laquelle nombreux sont ceux qui espèrent son départ.

### 1. Des belligérants transformés en gardiens de la paix : histoire de la CMM

L'Accord de Lusaka était au départ une initiative régionale ambitieuse pour rétablir la paix. Le cessez-le-feu négocié avec la Zambie en appelait à une force « appropriée » des Nations Unies telle que décrite au Chapitre VII, définissait la mission de celle-ci, et proposait un calendrier pour son déploiement. Pour faire respecter le cessez-le-feu avant la mise en place des casques bleus, ce document créait la Commission militaire mixte (CMM), composée de représentants des belligérants. Cette organisation avait pour mission de mener à bien toutes les opérations nécessaires au maintien de la paix.

Le président sud-africain Thabo Mbeki a évoqué cette approche en décembre 1998. Sa proposition suggérait la création d'une force de maintien de la paix composée de représentants des forces belligérantes placés sous un commandement neutre. Cette conception s'explique par le fait que les forces à déployer en RDC devraient être très largement supérieures à celles que les Nations Unies ou les principales puissances militaires internationales auraient été prêtes à mettre en œuvre. A l'époque, cette proposition est critiquée car elle renforce l'idée d'une partition *de facto* du pays. Ultérieurement, le cessez-le-feu de Lusaka relance cette idée en confiant aux différentes parties la mission de contrôler l'application de l'accord, action devant être coordonnée par la CMM jusqu'à l'arrivée des forces des Nations Unies.

Avec un président neutre nommé par l'OUA (Organisation pour l'Unité africaine), la CMM créée à Lusaka était un organe décisionnel composé de deux représentants de chacun des signataires de l'accord. Elle avait pour vocation de répondre devant le Comité politique composé lui-même des ministres des Affaires étrangères et de la Défense signataires de l'Accord. La CMM avait également pour mission d'établir l'emplacement des différentes unités au moment du cessez-le-feu et de vérifier leur désengagement et leur retrait. Une tâche autrement plus difficile lui avait été confiée dans le cadre de l'Accord de Lusaka : mettre en place des mécanismes permettant de « suivre, désarmer, cantonner et répertorier tous les

<sup>215</sup> OCHA bulletin (août-septembre 2000).

<sup>216</sup> OCHA bulletin (août-septembre 2000).

groupes armés de la RDC ». Des observateurs neutres de l'OUA, d'Algérie, du Nigeria, du Sénégal et du Malawi furent mandatés en RDC à Boende, Lisala, Kabalo et Kabinda pour apporter leur soutien à la mission de la CMM.

La CMM est confrontée à des problèmes durables qui compliquent à leur tour le travail de la MONUC.<sup>217</sup> Le 8 avril, l'une et l'autre rédigent ensemble le Plan de désengagement de Kampala qui trace l'emplacement de la ligne de front des forces de chaque nation et les positions vers lesquelles elles sont censées se redéployer. Depuis lors, les obstacles à ce plan se sont multipliés. Craignant pour la sécurité de leurs représentants dans la capitale, les belligérants de l'alliance anti-Kabila ont bloqué les initiatives prises pour déplacer les quartiers généraux de la CMM à Kinshasa afin de se rapprocher de ceux de la MONUC. Les dissensions au sein du Comité politique ont également fait obstacle aux travaux de la CMM. Le plan de désengagement est suspendu lors d'une session du Comité, à la fin du mois de juillet, lorsque le gouvernement fait valoir que la Résolution 1304 des Nations Unies demande une révision des mandats de Lusaka et de la MONUC.<sup>218</sup> Incontestablement frustré par la situation, le Général algérien Lallani Rachid, premier président désigné par l'OUA, est régulièrement absent de la CMM et finit par démissionner en septembre.

Depuis sa fondation, CMM a toujours cruellement manqué de financements. Sans les 6 millions de dollars nécessaires à ses opérations, la CMM fut contrainte de suspendre nombre de ses activités.<sup>219</sup> Les représentations régionales de la CMM initialement prévues n'ont jamais pu opérer en raison de ces difficultés budgétaires. L'un des officiers du Malawi qui dirigeait les opérations à Lisala a indiqué aux journalistes qu'ils étaient « handicapés. Nous n'avons pas de bateau pour traverser les rivières, pas d'hélicoptères. Nous ne

disposons que de quelques voitures. Nous ne pouvons pas faire plus de 200 km pour nous faire une opinion de ce qui se passe sur les zones d'affrontement. »<sup>220</sup> Le manque de fonds devait plus tard forcer le Comité à suspendre ses missions alors que les ordres de mission de ses officiers arrivaient à échéance au bout d'un an.<sup>221</sup> Le général de brigade Timothy Kazembe de Zambie, deuxième président de la CMM, a néanmoins affirmé que les observateurs étaient parvenus à réduire les affrontements dans les zones où ils avaient été déployés.<sup>222</sup>

Le manque de fonds et la multiplication des violations du cessez-le-feu compromettent l'avenir de l'institution. « Les hostilités ne se sont pas seulement intensifiées, mais les violations du cessez-le-feu font maintenant partie du quotidien sur de nombreux fronts », a récemment commenté Eric Silwamba, ministre des Affaires présidentielles en Zambie. « La CMM, créée pour combler un vide et donner les moyens de vérifier les violations est confrontée à de telles contraintes financières que son existence même est menacée. »<sup>223</sup>

## 2. MONUC : mission impossible ?

L'Accord de Lusaka confiait aux Nations Unies deux missions d'envergure. Elles devaient tout d'abord jouer un rôle d'observateur auprès de la CMM. Elles étaient chargées de surveiller la cessation des hostilités, de superviser le désengagement des forces en présence, le retrait des troupes étrangères, la collecte des armes et devaient assurer l'aide humanitaire et la protection des populations civiles. En deuxième lieu, elles devaient s'engager dans la mise en œuvre de la paix conformément au Chapitre VII, en repérant, désarmant et en réinsérant les membres des « groupes armés » non-signataires de l'accord. Ces forces qualifiées de négatives devaient être filtrées pour les débarrasser des criminels de guerre et des génocidaires qui seraient déferés auprès du tribunal international pour les crimes du Rwanda.

<sup>217</sup> Voir ICG Africa Report No 18, « *The Agreement on a Ceasefire in the Democratic Republic of the Congo*, (20 août 1999) ».

<sup>218</sup> La Résolution 1304 (16 juin 2000) lance un appel pour le retrait « sans délai » opéré par le Rwanda et l'Ouganda de la RDC. Elle spécifie toutefois « que chaque phase du retrait opéré par les forces rwandaises et ougandaises devra être également mise en œuvre par les autres parties en suivant le même calendrier. »

<sup>219</sup> « DRC Joint Military Commission Faces Serious Threats », PANA (17 novembre 2000).

<sup>220</sup> « Regional Mission Relies on Ugandan Army to Access DRCongo Conflict Areas », New Vision, Kampala (25 septembre 2000).

<sup>221</sup> « DRC Joint Military Commission Faces Serious Threats », PANA (17 novembre 2000).

<sup>222</sup> « JMC Calls for International Support for Congo Peace », Xinhua (9 novembre 2000).

<sup>223</sup> Manoah Esipisu, « Negotiators Say Congo Peace Process a Stalemate », Reuters (18 novembre 2000).

Les belligérants n'ont en fait jamais cru que les Nations Unies pourraient mener à bien les tâches qui leur avaient été confiées dans le cadre de l'Accord de cessez-le-feu. Le Vice-président du Rwanda, Paul Kagame, dont les lieutenants avaient rédigé la plus grande partie de l'Accord de Lusaka, le fit savoir clairement lors de la signature de ce dernier. « Je sais comment combattre les insurgés... Les Nations Unies le savent-elles ? » commenta-t-il en faisant référence au génocide du Rwanda et au réarmement des réfugiés hutus au Zaïre « sous les yeux des observateurs de Nations Unies ». Le fait de demander la mise en place d'une force telle que définie au Chapitre VII était la meilleure manière d'exposer au grand jour les réticences des puissances occidentales à s'engager en RDC et contribuait par là même à démontrer leur double jeu lorsqu'il s'agissait du continent africain. Cette position contrastait avec l'approbation donnée par les Nations Unies en juin 1999 à une opération massive de maintien de la paix au Kosovo. Comment est-ce que tout cela était-il censé aider le Congo : cela reste un mystère... Il est tout à fait clair en tout cas que les manifestations de bonne volonté des occidentaux à l'égard du Congo qui se sont traduites par la création de la MONUC ne pouvaient que décevoir les Congolais et envenimer les relations entre cette région et l'organisation mondiale.

### Le plan d'action de la MONUC

Etablissement de la Commission militaire mixte et des groupes d'observateurs	Jour-J – Jour-J +7 jours
Désengagement des forces	Jour-J +14 jours
Redéploiement des forces des différentes parties dans les zones de conflit	Jour-J +15 jours – Jour-J +30 jours
Mise à disposition des informations pour la CMM, l'OUA et le dispositif des Nations Unies	Jour-J +21 jours
Mobilisation des Observateurs de l'OUA	Jour-J +30 jours
Libération/Échange des prisonniers de guerre	Jour-J +7 jours – Jour-J +30 jours
Déploiement de la Mission des Nations Unies pour le maintien de la paix	Jour-J +120 jours
Désarmement des Groupes armés étrangers	Jour-J +30 jours – Jour-J +120 jours
Retrait progressif de toutes les forces étrangères	Jour-J +180 jours

### a. MONUC : la réponse des Nations Unies à l'Accord de Lusaka

Le 6 août 1999, le Conseil de sécurité adopte la Résolution 1258 autorisant un premier déploiement d'officiers militaires de liaison des Nations Unies dans les capitales des pays signataires de l'Accord de Lusaka. Leur tâche consiste à jeter les bases d'une opération future beaucoup plus importante. Puis, le 1<sup>er</sup> novembre, dans le cadre de « la deuxième phase » de la mission MONUC, le Secrétaire général demande que 500 observateurs militaires (MILOBS) supplémentaires soient déployés en RDC. Une « troisième phase » est prévue, avec le déploiement à grande échelle d'une force de maintien de la paix.

Le 24 février 2000, sept mois après les cessez-le-feu de Lusaka, le Conseil de sécurité adopte finalement la Résolution 1291, autorisant ainsi le déploiement de 5037 hommes et de 500 observateurs militaires. Toutefois la mission définie dans la résolution ne répond pas aux termes de l'Accord de Lusaka qui demandait la mise en place d'une force de maintien de la paix. Celle-ci est plutôt une mission d'observation, s'appuyant sur une force armée de protection dotée de quatre bataillons venant s'ajouter à un personnel spécialisé en soutien logistique.<sup>224</sup> En outre, son déploiement s'appuie sur des garanties en matière de sécurité et une coopération avec les différentes parties au conflit.<sup>225</sup>

Selon le Chapitre VII, le mandat de la MONUC se limite à lui permettre d'assurer sa propre défense ainsi que celle des « civils directement menacés de violence physique ». Avec la CMM, la MONUC doit essentiellement « surveiller la mise en application de l'Accord de cessez-le-feu et enquêter sur ses violations ». Elle a également reçu des instructions pour prêter son concours aux opérations humanitaires et coopérer avec le facilitateur du dialogue national. Enfin, la MONUC doit élaborer un plan d'action pour que les parties en guerre mettent en œuvre l'accord

<sup>224</sup> Le Maroc, le Pakistan et le Sénégal furent tous d'accord pour envoyer des contingents. D'autres pays, y compris l'Uruguay et la Tunisie, ont également été pressentis pour une contribution éventuelle.

<sup>225</sup> La Résolution 1291 prolongée par la Résolution 1258 (6 août 1999), qui autorisait un déploiement initial de la MONUC de 90 membres du personnel de liaison militaire, plus du personnel de soutien aux capitales des signataires de l'accord de Lusaka.

dans sa globalité. Cette action inclut des opérations à risques : le désarmement, la démobilisation et la réintégration de membres des groupes armés et le retrait de toutes les forces étrangères.

### **b. Des réalisations modestes**

A ce jour, la mission n'a délégué sur place que 218 observateurs militaires, 24 soldats et 207 membres de personnel international en RDC. Les observateurs militaires se sont également déployés sur 14 sites au total en RDC. Des bureaux de liaison ont également été établis dans six capitales régionales.<sup>226</sup>

Les représentants de la MONUC peuvent se prévaloir d'avoir mené à bien deux actions : ils ont rédigé le Plan de désengagement de Kampala du 8 avril avec la CMM. Ce document définit les positions de toutes les forces sur la ligne de front et les engage à se retirer pour créer une zone démilitarisée de 30 km de large qui traverse les provinces de l'Équateur, du Kasai et du Katanga. Malgré la poursuite des hostilités, les belligérants ont toujours considéré ce plan comme le document de référence leur permettant de justifier leurs positions sur le champ de bataille. A titre d'exemple, le 16 octobre, lors du Sommet de Maputo convoqué par Thabo Mbeki, président d'Afrique du Sud, les belligérants s'engagent une nouvelle fois à respecter ce plan. Celui-ci reste donc le meilleur espoir de parvenir à un cessez-le-feu.

Les observateurs militaires, non armés, ont aussi contribué à mettre un terme aux frictions entre l'UPDF et l'APR à Kisangani. En mai 2000, les observateurs renforcent leur présence pour superviser le retrait des forces rivales de l'UPDF et l'APR. Pour les Congolais qui se sentent coupés du monde, ces observateurs militaires sont le moyen d'exprimer le mécontentement causé par la présence des forces d'occupation. Ainsi, une foule en colère apporta au quartier général de la MONUC le corps d'un pasteur qui avait accusé les soldats du RCD pro rwandais d'avoir pillé sa maison. Des femmes de paysans organisèrent également une manifestation devant la MONUC pour dénoncer les mauvais traitements, notamment

<sup>226</sup> Au sein de la RDC, ce sont les villes de Kinshasa, Bunia, Gbadolite, Goma, Boende, Kabalo, Kabinda, Lisala, Gemena, Isoro, Kananga, Kindu, Kisangani, Mbandaka. Les six capitales sont Luanda, Harare, Kigali, Bujumbura, Kampala et Lusaka.

les viols, infligés par l'UPDF.<sup>227</sup> Pour cette raison, la présence des observateurs a vraisemblablement contribué à mettre fin à la troisième série d'affrontements, le 5 juin. Les officiers de liaison des Nations Unies basés à Kampala et Kigali, et les observateurs militaires, travaillèrent pour arracher un cessez-le-feu et mettre fin aux combats avec l'aide des officiers rwandais et ougandais qui étaient restés au quartier général de la MONUC à Kisangani. Ce cessez-le-feu prend finalement effet le 11 juin. Sans la présence des observateurs de la MONUC et de leur matériel de communication, les hostilités auraient sans doute dégénéré.

Bien plus, la MONUC apporte une aide humanitaire aux victimes civiles et facilite les échanges de prisonniers de guerre. Elle révèle ainsi au monde extérieur, au même titre que le CICR, l'ampleur de la crise, ce qui permet à la communauté internationale d'accentuer la pression sur les combattants pour qu'ils se retirent de Kisangani conformément à la Résolution 1304 du Conseil de sécurité.

### **c. Obstacles et failles**

#### *Les limites du plan d'opération*

Les Nations Unies ont toujours été déterminées à donner leur propre interprétation de l'Accord de Lusaka. Un officiel des Nations Unies déclara d'ailleurs à l'ICG : « la région ne peut pas dicter aux Nations Unies les conditions de son engagement en RDC. Nous aurons notre propre chaîne de commandement, notre propre structure. »<sup>228</sup> Mais alors que l'organisation mondiale et les grandes puissances soutiennent l'idée d'une mission de maintien de la paix au Congo, elles refusent néanmoins de lui donner les ressources nécessaires pour mener à bien sa tâche. Les États-Unis, dont les diplomates et les stratèges militaires ont conçu la MONUC et dont les ressources logistiques devaient en assurer le succès, se montrent particulièrement réservés sur le Congo.<sup>229</sup>

<sup>227</sup> Groupe Justice et Libération, *La guerre des alliés à Kisangani (du 5 mai au 10 juin 2000) et le droit à la Paix*, (Kisangani : Juillet 2000).

<sup>228</sup> Interview de l'ICG, fonctionnaire des Nations Unies, Lusaka, septembre 1999.

<sup>229</sup> Les États-Unis ont cherché à éviter les missions en Afrique depuis que les opérations placées sous le commandement américain UNOSOM II Chapitre VII en Somalie se sont trouvées impliquées dans les combats

Les Américains ont rédigé la Résolution 1291 et en ont conçu le plan des opérations. En fait, Washington offre son soutien à la MONUC à condition que les Nations Unies acceptent le plan américain. Le 17 février, Richard Holbrooke, ambassadeur auprès des Nations Unies, assure aux membres du Congrès américain qu'il s'agit bien de « ce que le gouvernement américain, y compris le Département de la Défense, a recommandé comme étant la meilleure approche », ajoutant : « après avoir résisté des mois à des propositions peu réalistes pour le maintien de la paix au Congo, nous sommes parvenus à faire adopter par les Nations Unies ce concept en trois phases qui a été en partie élaboré par des stratèges militaires américains. »<sup>230</sup>

Le plan américain comporte néanmoins un certain nombre de lacunes. Premièrement, le mandat de la MONUC est impossible à remplir car il ne répond pas aux problèmes posés par les groupes armés. La Résolution 1291 ne tient pas compte du fait que la RDC est le théâtre de trois types de conflits très différents, mais aussi très imbriqués : la guerre conventionnelle, la guérilla des insurgés et le massacre ethnique. Les casques bleus qui sont en mesure de contrôler le premier demeurent impuissants devant les deux autres qui les exposent à des risques inacceptables. La Résolution ne fait quant à elle aucune différence entre ces trois types de conflit, et confie même à la MONUC la mise en œuvre d'un « plan d'action » pour le désarmement des groupes armés. Les Américains, comme les fonctionnaires des Nations unies savent très bien que cette onéreuse mission ne peut être remplie par les forces prévues. Comment les Nations Unies peuvent-elles réussir là où l'Armée patriotique du Rwanda qui a toutes les raisons de vouloir arriver à ses fins, a échoué ?

---

contre le chef de guerre Mohamed Farah Aydiid. Washington a rappelé ses troupes quelques mois après avoir perdu 18 soldats, le 3 octobre 1993 et les opérations se sont effondrées en mars 1995. Pour cette raison, les États-Unis ont refusé de soutenir le renforcement de l'UNAMIR au Rwanda durant le génocide d'avril à juillet 1994 et jusqu'à ce que le Front Patriotique du Rwanda ait remporté la victoire sur ce qui restait du gouvernement hutu.

<sup>230</sup> Richard C. Holbrooke, Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, House Committee on International Relations, Subcommittee on Africa, Washington DC (15 février 2000). Le premier stratège militaire des Nations Unies dans le Département des opérations de maintien de la paix est également un officier de l'Armée américaine.

Deuxièmement, le plan des opérations prévoyait une force de protection importante pour servir ce qui devait être une mission d'observation au sens strict du terme. Parallèlement aux observateurs et au personnel de soutien, les Nations Unies devaient déployer quatre bataillons d'infanterie mécanisés, chacun d'entre eux devant établir une base forte au niveau régional. En cas de problèmes, les observateurs pourraient se réfugier dans ces places fortes et se faire évacuer par voie aérienne. Les Américains sont préoccupés quant à la sécurité de leurs troupes par le délai nécessaire aux Nations Unies pour installer ces quatre bataillons en RDC.

Par sa conception même, la MONUC est confrontée à des obstacles logistiques majeurs. Toutes les troupes et le matériel des Nations Unies devraient être amenés par voie aérienne en raison des capacités limitées de Matadi, seul port du Congo ouvert sur l'océan, et d'un réseau routier quasi impraticable. Les aéroports du pays sont souvent dans un état de délabrement avancé. Aucun n'est équipé de radars, de systèmes de contrôle aérien. Les éclairages nocturnes qui permettraient de travailler 24 heures sur 24 et les équipements de chargement-déchargement sont également inexistantes. Washington n'est pas prêt à réunir toutes ces conditions logistiques car cela reviendrait à envoyer des troupes sur le sol congolais. Bien plus, la majorité des pistes d'atterrissage de la RDC ne sont pas prévues pour recevoir des gros porteurs. Même l'aéroport de Bangboka à Kisangani, qui compte parmi les trois plus importants du pays, ne peut accueillir que deux vols par jour, alors qu'il faudrait plus de 150 vols pour déployer le bataillon prévu dans cette ville.

Troisièmement, le plan américain introduit des délais politiques supplémentaires en associant le déploiement de la MONUC à la capacité des belligérants à mettre en œuvre le cessez-le-feu de Lusaka. Holbrooke explique à ce sujet que « cette approche lie les déploiements des Nations Unies à la réalisation de progrès concrets sur le terrain en vue d'atteindre les objectifs politiques et militaires fixés par l'Accord de Lusaka ». <sup>231</sup> Cela signifie que même la Résolution 1291 reste en suspens alors

---

<sup>231</sup> Richard C. Holbrooke, Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, House Committee on International Relations, Subcommittee on Africa, Washington DC (15 février 2000).

que les belligérants se querellent pour désigner le facilitateur du dialogue intercongolais. Quelques jours avant le rendez-vous de Sir Masire, le 15 décembre 1999, l'envoyé américain déclarait : « Les États-Unis ne seront pas en mesure d'apporter leur soutien à la phase suivante des opérations de maintien de la paix des Nations Unies si les parties à l'Accord de Lusaka ne choisissent pas elles-mêmes le facilitateur requis selon les termes de leur propre accord. »

La réponse de la communauté internationale à la deuxième guerre du Congo devait avant tout stopper les combats. Cela signifiait en fait, geler la guerre tant que le vainqueur ne serait pas connu. La lourdeur même du plan des opérations américain empêche donc la communauté internationale de remplacer la dynamique de la guerre par celle du désengagement des forces. Or, incapable de se désengager sans l'aide et la pression de la communauté internationale, les belligérants restent face à face en RDC en attendant les Nations Unies. Ce retard augmente aussi les risques d'affrontement entre les deux forces, ce qui en retour contribue à retarder le déploiement des Nations Unies. Quelle qu'ait pu être la dynamique insufflée par l'Accord de Lusaka, le désengagement des forces se trouve rapidement réduit à néant par la reprise des combats entre les belligérants.

#### *Les obstacles posés par le gouvernement Kabila*

Bien qu'elles aient réclamé la présence des forces des Nations Unies, toutes les parties, à un moment ou un autre, posent des obstacles délibérés à la MONUC. Dans certains cas, elles refusent à des équipes d'observateurs de se déployer ou, dans d'autres, de faire atterrir leurs avions. Le mouvement rebelle MLC en menaça particulièrement d'abattre un avion de la MONUC qui, de l'avis des rebelles, n'avait pas d'autorisation de vol. A Bunia, les guérilleros du RCD Kisangani ou faction ML (RCD-ML) occupent à deux reprises une base de la MONUC pour échapper à leurs adversaires au cours de combats entre factions.<sup>232</sup>

Les représentants officiels des Nations Unies précisent néanmoins que dans 95 % des cas, les

obstacles ont été le fait du gouvernement. Le quatrième rapport du Secrétaire général des Nations Unies relatif à la mission des Nations Unies en RDC accuse le président Kabila de pratiquer le harcèlement permanent et d'adopter une attitude intransigeante à l'égard de la MONUC. Il note en particulier les refus des autorisations des vols de la MONUC, les campagnes médiatiques haineuses, les manifestations de rue organisées par les pouvoirs publics, un taux de change des devises abusif, auxquels viennent s'ajouter les frais et les taxes sur le carburant qui majorent de plusieurs millions le coût des opérations. Par ailleurs, Kinshasa refuse certains contingents de la MONUC, comme ce fut le cas pour une équipe logistique composée de 165 Sud-Africains chargés de faciliter le déploiement des principaux bataillons.

Pour sa part, Kinshasa prétend de diverses manières que les forces de la MONUC violent la souveraineté de la RDC, et indique que son rôle premier devait être de contraindre les troupes « des agresseurs » à quitter le pays. Kinshasa soutient également qu'en ne consultant pas les autorités gouvernementales pour les autorisations de vol, la MONUC persiste à violer l'accord du Status of Forces Agreement (SOFA) conclu entre cette dernière et la RDC en avril 2000. Pour cette raison, le président Kabila interdit systématiquement les déploiements dans les territoires qu'il contrôle. La perte de confiance du gouvernement dans les Nations Unies semble refléter le fait que, pour nombre de Congolais, la MONUC et en particulier le déploiement de troupes armées, ravive le souvenir des casques bleus de l'ONUC qui se trouvèrent impliqués dans la guerre civile du Congo de 1960 à 1964.

A Kinshasa, les problèmes de la MONUC ont commencé dès l'arrivée des premières équipes en septembre 1999 et n'ont pas cessé depuis. Des envoyés spéciaux des Nations Unies ont fait plusieurs visites de haut niveau en RDC pour tenter de convaincre le président Kabila de coopérer. Suite à une rencontre entre le Général Abdulsalami Abubakar, précédemment au pouvoir au Nigeria et envoyé spécial des Nations Unies, et le président Kabila à Kinshasa, un progrès semble avoir été accompli à la fin du mois d'août. Le gouvernement s'engage à garantir la liberté de circulation aux observateurs de la MONUC, à renoncer à contraindre les avions se dirigeant vers des territoires ennemis à survoler un « territoire tiers

<sup>232</sup> Quatrième rapport du Secrétaire général, paragraphe 41. Wamba dia Wamba, leader du RCD-ML a trouvé une fois encore refuge dans les bureaux de la MONUC lors de combats de factions au début du mois de novembre 2000.



neutre » et à permettre les vols de la MONUC sans autorisation préalable. Depuis lors, le gouvernement n'a cependant montré aucun signe sensible de sa volonté de coopérer.

Plus récemment, lors du second sommet de Maputo, le 25 novembre, le gouvernement a renouvelé ses promesses de lever les restrictions limitant la liberté de circulation de la MONUC. Cette nouvelle attitude positive n'est en fait probablement que le résultat des pressions exercées par ses alliés pour sauver la MONUC avant la fin de son mandat le 15 décembre 2000.

#### *d. Sauver la MONUC ?*

Dans son quatrième rapport destiné au Conseil de sécurité, le Secrétaire général lance un avertissement : si les parties ne sont pas disposées à faire preuve d'un « engagement sans équivoque » pour relancer le processus de paix, l'avenir de la mission MONUC est compromis.<sup>233</sup> L'organisation mondiale se retrouvait dans une impasse frustrante. Elle constatait avec dépit le peu de progrès accomplis malgré les renouvellements répétés du mandat des forces engagées.

Pour sauver la MONUC, Thabo Mbeki tente de provoquer un sursaut de la région en organisant, le 16 octobre, le sommet de Maputo sur le désengagement des troupes en RDC. Seuls les chefs d'États des pays en guerre ou leurs représentants participent à cette rencontre. Le président angolais Dos Santos justifia son absence par des « raisons logistiques ». Ni les rebelles, ni Sir Masire ne furent invités. On sait de source sud-africaine que Mbeki dut faire pression sur Mugabe pour s'assurer que Kabila participerait effectivement à cette rencontre (ce qu'il fit). Les belligérants réaffirmèrent leur attachement à suivre le plan de désengagement de Kampala du 8 avril.<sup>234</sup> Au sommet de Maputo du 28 novembre, organisé pour faire le point sur les progrès accomplis, les chefs d'État renouvellent leur engagement à l'égard du plan. Ils décident d'organiser une réunion de leurs chefs d'état major à Harare, le 5 décembre. Le chef d'état mozambicain, Joachim Chissano, qui préside la

réunion, indique que le président Kabila a annoncé durant le sommet qu'il serait disposé à étudier les moyens d'améliorer ses relations avec la MONUC.<sup>235</sup>

Depuis la fin d'octobre, il semble que le gouvernement ait fait preuve d'une attitude plus conciliante vis-à-vis de la mission des Nations Unies. Il a en effet réaffirmé qu'il s'engageait à garantir aux observateurs des Nations Unies la liberté de mouvement entre Kananga, Mbandaka, Mbuji Mayi et Kisangani, ainsi qu'à mettre des aires de parking gratuites de l'aéroport de Njili à la disposition des avions de la MONUC.<sup>236</sup> Les officiers de la mission et le délégué du Secrétaire général à Kinshasa voient dans cette attitude un encouragement au déploiement de forces. En revanche d'autres hauts fonctionnaires des Nations Unies soulignent le fait que l'effort entrepris par Mbeki a déjà été mis à mal. La deuxième rencontre de Maputo, prévue le 29 octobre, doit être repoussée à trois reprises, « en raison du manque de consensus entre les différentes parties sur la tenue même de cette réunion », commente Pascoal Mocumbi, Premier ministre du Mozambique.<sup>237</sup> En outre, l'offensive menée à la mi-octobre au Katanga par les Forces armées congolaises (FAC) au moment même du premier Sommet de Maputo et l'absence de représentation de la RDC à la Commission militaire mixte (CMM) réunie à Lusaka le 17 novembre laissent penser que le président Kabila ne se sent guère lié par les engagements pris auprès de Mbeki. Enfin, selon certaines sources d'information à la présidence de la RDC, on peut penser que Maputo serait supplanté par l'accord de Tripoli signé le 8 novembre et qui appelle à un déploiement de troupes africaines neutres, chargées du maintien de l'ordre, à la frontière orientale de la RDC.

Il n'en fallait pas plus pour que les représentants des Nations-Unies doutent de ce nouvel engagement de Kabila. Son attitude, commentent-ils, est un exemple « du pire des comportements, décrit comme un obstacle au déploiement dans le rapport Brahimi relatif au maintien de la paix par

<sup>233</sup> Quatrième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (21 septembre 2000).

<sup>234</sup> Gregory Mthemba-Salter, « Mbeki Takes New Lead in Congolese Peace Process », Daily Mail et Guardian (20 octobre 2000).

<sup>235</sup> « Summit on DRC claims success », PANA, (29 novembre 2000).

<sup>236</sup> Congo Press Service, (3 novembre 2000).

<sup>237</sup> « Mcumbi Explains Reasons for Derailed DRC Summit », PANA (17 novembre 2000).

les Nations Unies ».<sup>238</sup> Ils estiment également qu'un déploiement des Nations Unies sans la caution de tous les belligérants serait voué à l'échec. De plus, la récente offensive gouvernementale au Katanga, violation flagrante du cessez-le-feu, empêche tout véritable déploiement par les Nations Unies.

Les représentants officiels du Département des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix (DPKO) ont par conséquent préparé un plan en plusieurs étapes, renforçant la présence d'observateurs non-armés avant d'envisager le déploiement de toutes les forces de la MONUC. Ce plan a été présenté dans le Cinquième rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité le 7 décembre. Ces recommandations ont été validées par la Résolution 1332 (2000) le 14 décembre. Cette dernière résolution prolonge le mandat de la MONUC de six mois (jusqu'au 15 juin 2001), recommande, lorsque les conditions le permettent, le déploiement de nouveaux observateurs militaires et d'unités de soutien le long de la ligne de front.<sup>239</sup>

Dans un deuxième temps, elle envisage également le déploiement d'unités d'infanterie pour apporter un soutien aux observateurs postés à Kisangani, Mbandaka et « dans d'autres zones où le Secrétaire général estime leur présence nécessaire », y compris à Goma ou Bukavu, le long des frontières séparant le Rwanda de la RDC.<sup>240</sup>

La deuxième phase du déploiement est encore mal définie. Kabila s'oppose systématiquement à la présence de troupes armées des Nations Unies sur la partie du territoire congolais qui relève de son pouvoir. Le Rwanda et l'Ouganda rejettent probablement tout déploiement sur leur territoire uniquement. L'opération est donc impossible pour le moment. Néanmoins, le déploiement d'autres observateurs militaires sur la ligne de front représenterait un progrès très significatif.

Pour pouvoir entreprendre ce plan, la MONUC doit avoir l'assurance que les armées en place

garantiront sa sécurité. Lorsque ces conditions seront remplies, le déploiement d'observateurs militaires non-armés, dans les zones contrôlées tant par les rebelles que par le gouvernement, là où cela serait possible, pourrait alors ranimer le processus de paix de Lusaka. Cette opération contribuerait également à redonner une nouvelle dynamique aux efforts des Nations Unies pour consolider le cessez-le-feu et favoriser le désengagement des forces rivales. En outre, une mission de ce type pourrait continuer à se dérouler dans le cadre du mandat de la Résolution 1291 si l'on considère celle-ci comme une interprétation échelonnée et limitée des déploiements envisagés.

Les rapports de la MONUC à Kisangani démontrent que des observateurs non-armés, même en petit nombre, peuvent réussir à apaiser le conflit. Les opérations menées dans le passé par les Nations Unies ont eu des résultats analogues, notamment durant l'opération UNAMIR I, déclenchée au Rwanda suite à la montée de la violence en avril 1994. Alors que la plupart des militaires armés chargés du maintien de la paix avaient été évacués, les quelques observateurs militaires restés sur place furent en mesure de sauver de nombreux civils. Ils purent également rassembler un grand nombre de preuves qui furent ensuite utilisées par le Tribunal international pour les crimes de guerre au Rwanda (ICTR). S'adressant à l'ICG, le commandant de secteur de la MONUC à Kisangani a souligné le paradoxe que représente le déploiement d'observateurs non-armés avant celui des forces de protection : « La force des équipes d'observateurs militaires tient au fait que nous ne sommes pas armés ».<sup>241</sup>

Par sa nature même, la MONUC est confrontée au danger. Ses observateurs militaires se sont trouvés dans des situations à risque, comme lors des combats de Kisangani en juin. Ils ne sont cependant pas plus exposés que les représentants civils des organisations humanitaires. Il n'en reste pas moins que la poursuite du déploiement d'observateurs non-armés présente des dangers certains et le commandant de la mission doit soigneusement évaluer les avantages de leur déploiement dans des zones dangereuses ou éloignées. Il n'est pas nécessaire d'être présent dans toute la RDC, mais la surveillance des

<sup>238</sup> Conseil de sécurité de l'Assemblée générale des Nations Unies « Report of the Panel on United Nations Peace Operations ». A/55/305-S/2000/809 (21 août 2000).

<sup>239</sup> « DRC: Annan recommends six-months MONUC extension », IRIN (8 décembre 2000).

<sup>240</sup> « DRC: Security Council allows increase in UN observers », IRIN (15 décembre 2000), « L'ONU n'exclut plus d'intervenir à la frontière rwando-congolaise », AFP (15 décembre 2000), « Prorogation de la mission de l'ONU au Congo », PANA (14 décembre 2000).

<sup>241</sup> Interview de l'ICG, lieutenant-colonel Khalid, Commandant de secteur de la MONUC, Kisangani (23 juillet 2000).

activités des commandements les plus importants et des points d'étranglement logistiques peut constituer une source d'information très riche sur le cours des hostilités et les stratégies des différentes parties impliquées dans les combats. D'autres pays pourraient aussi apporter leur aide aux Nations Unies, à titre individuel, en fournissant des informations rassemblées par d'autres moyens plus techniques, tels que l'image satellite, l'interception de télécommunications et une assistance analytique. Forte de ces renseignements, la MONUC pourrait limiter les hostilités en donnant au Conseil de sécurité une analyse juste et en temps réel des événements du Congo.

## 2. L'échec du dialogue intercongolais

### a. Le mandat

L'Accord de Lusaka s'efforçait également de répondre à la question du partage du pouvoir et de la création d'un état en RDC, en proposant un cadre aux négociations intercongolaises, le dialogue national.

Le dialogue national était censé fournir une « nouvelle donne politique » qui mènerait à la création de nouvelles institutions dans un délai de trois mois. Le nouveau gouvernement devrait entreprendre un ensemble de tâches nouvelles, notamment « la formation d'une Armée nationale congolaise composée de forces des FAC, du RCD et du MLC, l'organisation d'élections libres et démocratiques et la préparation d'un projet de constitution qui servirait de base au gouvernement de la RDC après la tenue des élections. »

Le dialogue national visait à rassembler le gouvernement de la RDC, les forces rebelles, l'opposition politique ainsi que des représentants des *forces vives*. Tous les participants devaient avoir un « statut d'égalité » au sein de ce dialogue. L'OUA avait une mission d'organisation « sous l'égide d'un facilitateur choisi par toutes les parties ». Ce processus devait commencer dès la fin des hostilités, la mise en place de la CMM et le désengagement des forces. Il devait arriver à son terme avant le déploiement de la mission de maintien de la paix des Nations Unies, le désarmement des groupes armés et le retrait des forces étrangères. Enfin, il devait permettre aux services de l'administration publique de reprendre leur place sur l'ensemble du territoire de la RDC et

d'appliquer les mesures de sécurité visant à normaliser la situation le long des frontières internationales.

### Le calendrier du dialogue intercongolais

Sélection d'un facilitateur	Jour-J+15
Amorce d'un dialogue national	Jour-J +45
Échéance pour la clôture du dialogue national	Jour-J +90
Mise en place de nouvelles institutions	Jour-J +91

### b. Peu d'espoir de partage du pouvoir

Dès le début, les efforts entrepris pour trouver un candidat possible pour le poste de facilitateur retardent les échéances prévues. Sous l'égide du Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, plusieurs candidatures sont prises en compte mais ne parviennent pas à remporter l'unanimité des signataires. C'est finalement le 12 décembre 1999, cinq mois après l'Accord de Lusaka, que Sir Ketumile Masire, ancien président du Botswana est reconnu comme facilitateur, sur la recommandation du président zimbabwéen, Robert Mugabe.

Masire fait trois voyages en RDC et rencontre les différentes parties au Congo, lors de deux réunions à Kinshasa, cinq en territoire rebelle et à Cotonou à l'extérieur du pays. Il fournit également des informations aux dirigeants régionaux, à Lomé en juillet et à Windhoek, Lusaka et Harare en août.

Son équipe prépare un plan de déroulement éventuel du dialogue national pour répondre aux critères de l'Accord de Lusaka. Ce travail comprend également la préparation de la conférence sur le dialogue. Une réunion préparatoire devrait se tenir en un lieu encore indéterminé. L'Union européenne et les États-Unis se sont déjà engagés à financer cette initiative. Le dialogue national serait structuré en quatre commissions : une commission humanitaire chargée de proposer un plan de reconstruction pour les Kivu ; une commission électorale qui devrait prévoir un recensement national (l'Union européenne s'est d'ores et déjà engagée à le financer et l'équipe de Masire a évalué à un an le temps nécessaire pour déterminer les circonscriptions électorales modifiées depuis la conclusion de la Conférence nationale souveraine de 1992 avant les élections), une commission constitutionnelle qui devrait mettre à profit les

travaux réalisés en 1992 pour préparer une nouvelle constitution applicable après les élections ; et enfin une commission militaire dont le rôle serait de concevoir un plan de démobilisation et de désarmement.

Un certain nombre d'obstacles sont venus considérablement freiner les efforts de Sir Masire. Dès le début, le gouvernement Kabila oppose une résistance systématique. Sir Masire se rend à Kinshasa en février et en mars, et il rencontre le Président Kabila au sommet de l'OUA à Alger à la fin du mois d'avril. Peu de temps après, le gouvernement déclare qu'il n'est pas disposé à collaborer avec celui-ci et demande à l'OUA de nommer un nouveau facilitateur. Le 20 juin, il ferme le bureau de Masire à Kinshasa. Plusieurs tentatives menées à haut niveau pour modifier l'attitude du gouvernement ont échoué depuis, y compris deux sommets de l'OUA, deux sommets de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la visite du Général Abubakar en août.

Sir Masire peut compter sur le soutien de ses voisins les plus proches géographiquement, y compris le Zimbabwe et l'Angola qui se sont efforcés de convaincre Kabila de l'accepter. Lors des sommets de la SADC à Windhoek et Lusaka en août, les dirigeants de la région, y compris Chiluba, Mbeki et Chissano ont violemment pris à parti le président Kabila en lui reprochant de ne pas soutenir le travail de l'ancien président du Botswana. Ils ne sont toutefois pas parvenus à modifier son attitude de franche opposition. En revanche, le gouvernement a fait savoir que le dialogue intercongolais serait désormais mené par une assemblée constituante composée de 300 membres, désignée unilatéralement par Kabila et inaugurée le 21 août à Lubumbashi.

Kabila et ses lieutenants avancent différents prétextes pour rejeter Masire. Ils lui reprochent tout d'abord d'être un « anglophone total »<sup>242</sup> et prétendent que le Rwanda l'a choisi parce qu'il occupe la présidence de la commission de l'OUA chargée d'enquêter sur le rôle de l'OUA au Rwanda. Les positions contradictoires du gouvernement congolais affaiblissent cependant ses arguments. En effet, à la mi-novembre, malgré

les objections avancées précédemment quant à la non-francophonie de Masire, l'ambassadeur de Kabila à Dar es Salaam appelle à la création d'une commission composée d'hommes politiques tanzaniens de premier plan (tous anglophones) pour diriger le dialogue et accuse Masire d'être favorable aux rebelles.<sup>243</sup> Des responsables de la société civile à Kinshasa qui avaient auparavant qualifié « d'insulte au peuple Congolais » la désignation d'un facilitateur anglophone acceptent en fait Sir Masire comme le choix de Kabila et se déclarent prêts à s'engager dans le processus.<sup>244</sup>

À multiples reprises, Kabila va à l'encontre de l'Accord de Lusaka, en déclarant que le dialogue national ne peut se tenir tant que le pays sera occupé.<sup>245</sup> Ses représentants demandent la séparation des aspects politiques et militaires de l'Accord de Lusaka et exigent le retrait des troupes étrangères pour que le dialogue national puisse commencer. La pilule la plus amère dans l'Accord a toujours été pour Kabila le principe d'égalité de statut pour tous les participants. Les groupes rebelles et leurs partisans rwandais ont conçu ce dialogue pour pouvoir se placer sur un pied d'égalité avec Kabila et le confronter à l'opposition massive contre son régime. C'est pour cette raison que depuis la signature de l'Accord de Lusaka, les représentants de Kabila ont systématiquement rejeté tout compromis quant à la souveraineté du gouvernement congolais.

Sur le plan international, le soutien apporté à Masire est tempéré. Malgré l'appui officiel des gouvernements occidentaux et des Nations Unies, Sir Masire ne dispose pas des fonds nécessaires. En octobre, son bureau ne touche que 657 000 dollars sur les 5,85 millions promis en mars 2000 par les bailleurs de fonds. Un peu plus tôt cette même année, l'ambassadeur britannique à Gaborone avait lancé une campagne de financement avec un chèque personnel de 20 000 livres sterling. Ces retards sont en partie dus à la bureaucratie inhérente à l'octroi de cette aide, mais

<sup>242</sup> En français « un anglophone total », Interview de l'ICG, personnalité officielle du ministère des Affaires étrangères, Kinshasa, août 2000.

<sup>243</sup> Furent nommés les ex-présidents de la Tanzanie et Zanzibar, Ali Hasan Mwinyi, et Dr Salmin Amour, ainsi que les ex-Premiers ministres, John Malecela, Joseph Warioba, et Cleopa Msuya. Tanzania's Sunday Observer, (12 novembre 2000), selon la BBC.

<sup>244</sup> Interviews de l'ICG, leaders de la société civile, Kinshasa, août 2000.

<sup>245</sup> « Le dialogue intercongolais ne se tiendra jamais sous le diktat des occupants », Discours du président Kabila au Conseil de sécurité des Nations Unies, 24 janvier 2000.

trahissent également le manque d'intérêt des bailleurs de fonds. Cette incapacité à trouver des fonds et ces retards sapent la crédibilité de Masire.

Le calendrier utopique établi pour le dialogue national, et pourtant accepté par toutes les parties, sous l'œil de l'OUA et des Nations Unies, voue la mission du facilitateur à l'échec. En étudiant d'autres processus de paix dans la région, notamment ceux du Burundi et de la Somalie, le juriste de l'équipe de Masire arrive à la conclusion qu'il faudra au moins trois ans, et non six semaines, pour entamer ce dialogue.

Non seulement les objectifs du calendrier sont extrêmement vagues, ils sont de surcroît très optimistes pour un pays qui n'a jamais connu la démocratie. Vu l'état de la RDC, il est tout aussi difficile d'imaginer la mise en place du « processus d'élections libres, démocratiques et transparentes » prévu par l'Accord de cessez-le-feu.

La communauté internationale doit se préparer à soutenir sans relâche le processus du dialogue intercongolais à mesure qu'il évolue, et compter en années plutôt qu'en semaines ou en mois. Peut-être faudra-t-il d'abord créer une structure de transition disposant de pouvoirs exécutifs et administratifs, puisque le pouvoir légitime en RDC reviendra probablement à celui qui contrôlera l'ensemble du territoire. Il n'est donc pas impossible que le dialogue national ait à se poursuivre parallèlement à l'exercice d'une autorité transitoire pendant une période prolongée.

## **C. MODIFIER OU RELANCER L'ACCORD DE LUSAKA ?**

### **1. Le point de vue des belligérants**

Voyant que le Congo est devenu un véritable bourbier, les belligérants ont commencé à chercher une issue diplomatique au conflit. De l'avis général, l'Accord de Lusaka n'a pas fonctionné et réclamer sa mise en œuvre revient à demander le statu quo. De nombreuses consultations bilatérales ont eu lieu entre les parties en guerre, notamment entre l'Angola et l'Ouganda, l'Angola et le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe et le Rwanda et le Zimbabwe. Résolument déterminés à récupérer leur investissement dans cette guerre, les belligérants restent sourds à ces initiatives sans

ferveur. Dans ce débat, plusieurs positions s'expriment :

Le Rwanda et l'Ouganda continuent de demander la mise en application de l'Accord de Lusaka. Les deux pays soutiennent qu'il revient aux belligérants eux-mêmes de décider du retrait des troupes. Leur position est toutefois affaiblie par la Résolution 1304 adoptée par le Conseil de sécurité le 16 juin 2000, suite au troisième affrontement violent qui les a opposés à Kisangani. Selon cette résolution, « le Rwanda et l'Ouganda qui ont violé la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo doivent retirer sans plus tarder, toutes leurs forces du territoire de la RDC, conformément au calendrier prévu dans l'Accord de cessez-le-feu et le Plan de désengagement de Kampala en date du 8 avril. »<sup>246</sup>

Le 23 août, peu après l'adoption de la Résolution 1304, Kabila suspend l'application de l'Accord de Lusaka. Il développe alors un certain nombre d'arguments justifiant la nécessité de revoir l'accord. Tout d'abord, selon lui, la Résolution 1304 reconnaît que la guerre est un conflit international et non une guerre civile. Pour cette raison, le retrait des troupes étrangères devient donc prioritaire et doit être dissocié de tout autre élément de Lusaka. Par exemple, le dialogue intercongolais ne peut avoir lieu tant que le pays est occupé.<sup>247</sup> De plus, il ne voit pas pourquoi, en sa qualité de représentant d'un gouvernement souverain, il devrait accepter de partager le pouvoir, alors que ses voisins continuent tous de s'opposer à ce principe. Il prétend également que l'accord est dépassé car les groupes rebelles ayant participé à la rédaction du document se sont fragmentés et certains de leurs chefs se sont même rangés aux côtés du gouvernement. Enfin, il soutient que le fait de qualifier les FDD de « forces négatives » est en contradiction avec l'invitation qui leur est faite de participer aux discussions sur la paix au Burundi à Arusha.

Kabila veut séparer les dimensions nationale et internationale de l'Accord. Il propose que les parties en guerre engagent une négociation directe, pour que l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi se retirent du Congo. Le déploiement d'une force

<sup>246</sup> Nations Unies. Conseil de sécurité. Résolution 1304, (16 juin 2000) 4, a.

<sup>247</sup> Intervention du président Kabila, Conseil de sécurité des Nations Unies, 24 janvier 2000.

internationale le long de la frontière orientale du pays donnerait les moyens de satisfaire les exigences de ces derniers en matière de sécurité. Enfin, la signature d'un pacte de non-agression et de bon voisinage cimenterait les relations entre le gouvernement de la RDC et ses voisins de l'est.<sup>248</sup> Il promet d'engager le dialogue intercongolais dès que toutes les troupes étrangères se seront retirées de la RDC.

En dissociant les aspects extérieurs et intérieurs du processus de paix, Kabila espère gagner sur deux tableaux. D'une part, il est le dirigeant légitime d'une nation souveraine. D'autre part, il devient le président en place, face à une opposition divisée et facile à briser. Cette approche tactique est manifeste dans la proposition qu'il fait le 10 décembre de tenir un Forum national sur la démocratisation à Libreville, au Gabon.<sup>249</sup> Prévu pour le 21 décembre, ces discussions ne doivent rassembler que des partis officiels et des groupes représentant la société civile. Elles ne témoignent donc pas d'une volonté de respecter les termes de l'Accord de Lusaka et encore moins, de partager le pouvoir.

## 2. Les positions internationales

La plupart des acteurs internationaux, notamment la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique, sont d'accord pour reconnaître en Kabila le principal obstacle à l'application de l'Accord de Lusaka. Ils considèrent qu'il n'acceptera aucun compromis s'il n'est pas affaibli sur le plan militaire. A leurs yeux, l'alliance rebelle a commencé à perdre sa crédibilité avec les combats de Kisangani. Cet affrontement a étalé au grand jour la fin de l'alliance Rwanda/Ouganda. Il a aussi démontré que l'exploitation illégale des ressources de la RDC faisait partie des objectifs de la guerre. Les puissances internationales s'accordent donc à dire que l'Accord de Lusaka reste la seule voie pour la paix mais qu'il nécessiterait une autre interprétation.

<sup>248</sup> Interview de l'ICG, Leonard She Okitundu, ministre pour les Droits de l'homme, Kinshasa, 29/08/00. L'initiative récente prise par le président Denis Sassou Nguesso venu fin novembre de Brazzaville, au Congo pour être le médiateur à Kampala entre les parties belligérantes en vue de trouver un règlement du conflit au niveau régional est de la même veine et n'a guère plus de chance de réussir.

<sup>249</sup> « Kabila préconise un dialogue intercongolais », PANA, 11/12/00.

Pour tenter de sortir de l'impasse, la Belgique, en proposant de se poser en médiateur entre les parties, a pris l'initiative de relancer les négociations et d'assurer la mise en œuvre des différents points de l'Accord de Lusaka. Les préoccupations françaises portent sur la partition du pays et sur son exploitation ininterrompue par ses voisins. Si l'on se contente de régler le problème à un niveau strictement régional, Paris craint que la population congolaise soit le grand perdant de l'opération et prévoit dans cette hypothèse, une aggravation catastrophique de la situation humanitaire. La Résolution 1304, très soutenue par Paris reflétait parfaitement ces inquiétudes. Le président Chirac s'est en outre déclaré opposé à la doctrine « de solutions africaines aux problèmes africains » et a plaidé longuement en faveur d'une conférence sur les problèmes de la région des Grands Lacs, qui se tiendrait au niveau international pour mettre fin à la guerre. La France est naturellement également préoccupée par les débordements possibles de la guerre chez ses alliés producteurs de pétrole (Congo-Brazzaville, Gabon). Paris redoute aussi le fardeau humanitaire que représenterait la désintégration du second plus grand pays francophone au monde.

Les États-Unis encouragent une remise en vigueur de l'Accord de Lusaka par les Nations Unies. Les Américains souhaitent que les mesures soient prises de l'intérieur par l'organisation internationale pour assurer la protection de leurs intérêts stratégiques dans la région : exploitation en toute sécurité des champs de pétrole angolais et accès aisé au colton, à l'est de la RDC, qu'ils utilisent pour la fabrication d'avions de chasse. Les États-Unis ne souhaitent cependant pas être impliqués directement. Washington fait donc pression sur l'Angola et le Zimbabwe pour contraindre Kabila à tenir ses engagements et permettre ainsi la mise en œuvre de l'Accord de Lusaka.

## 3. La nouvelle priorité donnée au désengagement : sauver la MONUC et sauver la SADC ?

Thabo Mbeki semble également favorable à une adaptation de l'Accord de Lusaka. Sa récente initiative à Maputo découle d'une requête personnelle de Mugabe, préoccupé par l'éventualité d'un assaut du MLC de Bemba sur Mbandaka. Le président sud-africain saisit ainsi

cette opportunité pour jouer le rôle de leader régional, revenant selon lui à Pretoria. Sa démarche est motivée par une certaine inquiétude quant à la stabilité du régime de Mugabe au Zimbabwe et la nécessité d'offrir à ce dernier une stratégie de retrait du Congo. Pretoria a également tout intérêt à enrayer une détérioration de la situation au Zimbabwe qui pourrait s'étendre vers le sud et déborder en Afrique du Sud. La démarche de Mbeki obéit également à une approche depuis longtemps défendue par le gouvernement sud-africain, selon laquelle des progrès seraient possibles si les belligérants respectaient simplement les promesses faites à Lusaka et à Kampala. Tout ceci explique donc qu'il ait concentré ses efforts essentiellement sur les questions militaires et qu'il déclare soutenir l'Accord de Lusaka ainsi que le rôle de leader dans le processus joué par le président zambien Chiluba.

L'accent mis sur le retrait des forces étrangères marque un éloignement important de l'Accord de Lusaka et du plan en trois phases des Nations Unies pour le déploiement de la MONUC. Ces deux plans soulignaient d'ailleurs la nécessité de progrès simultanés sur tous les fronts. La rencontre de Maputo n'aborde à aucun moment la question du dialogue intercongolais, ce qui laisse entrevoir deux hypothèses. Tout d'abord les alliés de Kabila n'avaient pas vraiment intérêt à ce que le pouvoir change à Kinshasa. Ensuite, Kabila serait parvenu à les convaincre qu'il pourrait accepter un déploiement de la MONUC, si l'objectif de l'Accord de Lusaka se déplaçait sur le retrait des troupes étrangères et si les plans de mise en place du dialogue étaient abandonnés.

Suite au premier sommet de Maputo, un deuxième sommet fut organisé sous les auspices de la Communauté économique des états d'Afrique centrale (CEEAC), mais les discussions furent néanmoins consacrées au conflit en RDC. A cette rencontre participèrent Dos Santos, Kabila, ainsi que les chefs d'États du Congo-Brazzaville, Gabon, et les premiers ministres d'Afrique équatoriale et de République centrafricaine.

Le sommet du 27 octobre à Kinshasa demandait un « retrait inconditionnel des agresseurs de la RDC pour permettre au peuple congolais de trouver une solution à toutes les questions de souveraineté en politique interne. » Il s'agit là d'une illustration supplémentaire de la volonté de remplacer

l'Accord de Lusaka, verbalement réduit à « une base importante pour l'instauration de la paix. »

Depuis, un sommet s'est tenu le 8 novembre à Tripoli en Libye. Ses participants ont demandé le déploiement d'une force africaine neutre, pour sécuriser les frontières du Rwanda et de l'Ouganda, avant de commencer le désarmement des milices. Ce sommet représente un nouvel écart par rapport au cadre de Lusaka que le Rwanda et l'Ouganda n'ont accepté que pour donner satisfaction à l'imprévisible Kadhafi. Court-circuitée par ces initiatives, l'Afrique du Sud tourne évidemment en ridicule la rencontre de Tripoli.

## VI. CONCLUSION

Cette enquête sur la guerre au Congo pose deux questions majeures. La RDC doit-elle rester un état unique ? Le peut-elle, alors qu'est aujourd'hui occupée, exploitée et morcelée ?

Kabila et ses partisans se satisferaient de la moitié occidentale du pays. Le président préfère le partage du Congo au partage du pouvoir, dit-on à Kinshasa, et serait incapable de gouverner avec succès un pays réunifié. Quoi qu'il en soit, Kabila n'est pas Mobutu, et ne survivrait pas à un pays en paix. Par ailleurs, l'Angola n'est pas mécontente de maintenir à Kinshasa un dirigeant faible, et incapable de mettre en péril ses ambitions hégémoniques sur la partie occidentale de l'Afrique centrale.

Le Zimbabwe n'a lui non plus jamais caché ses intentions de constituer une zone d'influence économique qui s'étendrait sur la Zambie, jusqu'au Katanga et au Kasai pour asseoir sa prospérité future. Or, le rétablissement de la souveraineté territoriale épaulé par la communauté internationale et la création d'un gouvernement de transition, limiteraient considérablement la possibilité pour Harare de tirer parti du Congo. Dans cette hypothèse, l'Afrique du Sud concurrente marginaliserait vraisemblablement le Zimbabwe, comme ce fut le cas à la fin de la guerre civile au Mozambique. Pour cette raison et tout en prétendant le contraire, le Zimbabwe aurait tout intérêt à ce que le Congo soit morcelé.

Les combats de Kisangani ont révélé que la sécurité des frontières n'était pas l'unique raison à la présence du Rwanda et l'Ouganda au Congo. Les deux pays voient en la partie orientale de la RDC une sphère d'influence politique légitime ainsi que la source de leur développement économique futur. L'Ouganda nourrit l'ambition de contrôler le pouvoir en Afrique orientale. Il veut devenir le centre d'une intégration au niveau régional et souhaite bâtir sa prospérité en dominant les marchés des Grands Lacs. Pour supplanter son rival kenyan et parvenir à ses objectifs, il doit avoir accès aux ressources du Congo.

Le Rwanda considère pour sa part que sa seule garantie de sécurité à long terme passe par un accès permanent à toute la région des Kivus. En dehors de l'aide internationale, ce moyen semble

également le seul susceptible de redonner vie au pays. Incapable de trouver seule une solution à ses problèmes, l'APR, armée patriotique du Rwanda, est prête à attendre le temps nécessaire pour que la communauté régionale et internationale décide enfin de l'aider à désarmer les rebelles hutus.

Somme toute, les négociations intercongolaises et la restauration de l'intégrité territoriale de la RDC ne servent les intérêts de personne, sinon ceux des Congolais eux-mêmes. Les analyses de la plupart des gouvernements occidentaux, et en particulier des États-Unis, semblent se fonder sur cette *realpolitik*. Washington paraît avoir renoncé, ou au moins avoir abandonné tout intérêt, à la perspective de changements positifs au Congo. Les politiques basées sur des doctrines telles que « des solutions africaines à des problèmes africains » ou « du commerce plutôt que de l'aide » fournissent des excuses cyniques à l'abandon du continent à son destin. En l'absence d'une politique plus dynamique et déterminée de la part de la communauté internationale, il ne fait aucun doute que la fragmentation du Congo se poursuivra. Cela signifie également que l'on abandonnera le peuple congolais au chaos qui le menace.

Si l'on veut ressusciter le processus de paix de Lusaka, la communauté internationale doit se réengager en RDC. Cela signifie en premier lieu que le Conseil de sécurité des Nations Unies doit prendre un certain nombre de mesures. Il devra tout d'abord adopter une résolution visant à réconcilier la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité avec l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka qui dissocie le désengagement et le retrait des forces étrangères, le désarmement des groupes armés et le dialogue intercongolais, de manière à pouvoir avancer au mieux sur chacun de ces points.

Le Conseil de sécurité peut et doit également prendre l'initiative d'autres mesures. Pour ce qui est du dialogue, il est nécessaire d'encourager des négociations sur le partage du pouvoir et les transitions possibles entre les principaux acteurs (gouvernement, rebelles et principaux groupes de la société civile), avec idéalement la communauté de San Egidio et le gouvernement belge pour facilitateurs. Sir Ketumile Masire, le facilitateur du dialogue intercongolais doit être soutenu de manière plus active sur le plan moral, financier et logistique, avec notamment la nomination d'un « co-médiateur » francophone, basé à Kinshasa. A cet égard, des efforts devront être faits pour



contraindre Kabila et les rebelles à lui permettre de mener des consultations sur l'ensemble du territoire de la RDC.

**Le désengagement :** la première étape avant un retrait échelonné consiste à soutenir le processus décidé à Maputo et à mettre en œuvre le Plan de désengagement de Kampala. Des pressions doivent être exercées sur tous les pays en guerre et notamment sur le gouvernement de la République démocratique du Congo pour permettre le déploiement immédiat, en toute sécurité, de nouveaux observateurs militaires de la MONUC le long des lignes de fronts, comme le recommande la résolution 1332 (2000).

**Le désarmement :** une structure internationale, sous l'égide d'une haute personnalité, devra être créée pour trouver des solutions de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des groupes armés. En consultation avec la région et les groupes armés, cet organe serait chargé d'élaborer un plan à la fois solide et réaliste en matière de DDR. Kabila devra être soumis à des pressions pour permettre aux FDD du Burundi de s'associer au processus de paix mis en œuvre dans leur pays. Ces pressions devront également s'exercer sur les pays en guerre en RDC pour qu'ils s'impliquent davantage dans une réconciliation politique nationale, seul moyen, à terme, de convaincre les combattants rebelles de rentrer chez eux.

**Le rétablissement de la paix :** un « nouveau cadre humanitaire » doit être élaboré pour s'attaquer à la situation d'urgence complexe en RDC, conformément aux recommandations de la résolution de la CMM adoptée à Lusaka au début décembre. Un bureau des opérations humanitaires, placé sous la responsabilité d'un Directeur des Nations Unies pour les opérations humanitaires au Congo, serait chargé de formuler et de coordonner la stratégie des opérations de secours sur les territoires rebelles et ceux du gouvernement. Des pressions devront également être exercées sur l'Ouganda et le Rwanda en particulier, pour qu'ils offrent des compensations à la destruction de Kisangani, comme le demande la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité.

Les pays bailleurs de fonds ont un rôle particulier à jouer dans la reprise et l'avancement du processus de paix. Il leur reviendra d'associer l'implication des belligérants étrangers dans le processus de paix

en RDC (sans oublier leur exploitation illégale des richesses de cette nation) à l'examen minutieux de leurs performances économiques internes et aux preuves données de leur « bonne gouvernance ». Ce facteur conditionnerait alors leur éligibilité à une aide financière, l'allègement de leur dette et la signature d'accords commerciaux. Les bailleurs de fonds devront également faire pression sur les pays de la SADC pour qu'ils contraignent Kabila à accepter la mise en œuvre de l'Accord de Lusaka, en limitant par exemple, l'importation de combustibles de la RDC, et en restreignant le soutien militaire de la SADC à son régime.

S'agissant des parties étrangères impliquées dans le conflit : l'Angola, le Burundi, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe, il est fort peu probable qu'elles soient prêtes à sortir de l'impasse de la guerre tant qu'elles n'auront pas reconnu les limites de leur stratégie. Ce ne sera peut-être qu'une question de temps, mais pour l'heure, aucune des parties n'est en mesure de faire une analyse honnête des coûts et des bénéfices de sa participation à cette guerre et d'admettre qu'elle est vouée à l'échec. Pour leur part, les acteurs étrangers risquent de voir leurs problèmes nationaux s'envenimer alors qu'eux-mêmes s'épuisent sur les champs de bataille de la « Première guerre mondiale » africaine. Ils ne comprendront l'avantage de parvenir à un compromis que lorsque cette situation aura atteint sa masse critique. Ils doivent donc reconnaître que le processus de Lusaka constitue la seule voie de sorte du borbier de la RDC, et abandonner les stratégies militaires ou hasardeuses et les contacts ponctuels ou de coulisses, en vue d'impliquer toutes les parties dans des négociations systématiques.

Plus précisément, ces pays devront donner aux observateurs militaires de la MONUC les garanties minimales nécessaires au déploiement sur le terrain et permettre aux observateurs non-armés des Nations Unies de travailler sans entraves. A ce titre, ils devront aussi renforcer leur soutien à la CMM en convoquant le Comité politique à des réunions mensuelles et en encourageant le déploiement de nouvelles équipes sur le terrain. Ils devront également appliquer le Plan de désengagement de Kampala du 8 avril et aider le bureau de Masire à préparer le dialogue intercongolais en l'ouvrant à toutes les parties et à tout le territoire de la RDC. Pour finir, ils devront redoubler d'efforts sincères en faveur de la

réconciliation nationale pour mettre un terme aux rivalités politiques ou ethniques qui ont débordé en RDC et les ont entraînés dans ce conflit sans limites.

**Nairobi/Bruxelles, 20 décembre 2000**

## ANNEXE A

### ABREVIATIONS, NOMS<sup>250</sup> ET LIEUX

---

Abubakar, Abdulsalami (Général)	Ancien dirigeant du Nigeria, qui a rencontré Kabila en août 2000 en tant qu'envoyé spécial des Nations Unies.
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre : groupe rebelle de Kabila en 1996-1997.
ALiR	Armée de libération du Rwanda. Groupe de rebelles hutus composé des ex-forces armées rwandaises (ex-FAR), d'Interahamwe et de nouvelles recrues.
Allied Democratic Forces (ADF)	Forces démocratiques alliées. Mouvement insurrectionnel ougandais dont les opérations hors du territoire de la RDC sur la frontière est ont servi de justification à une intervention ougandaise dans la guerre.
Amouri (Colonel)	Chef d'état-major du MLC.
Atenyi, Tibasiima	Vice-président adjoint du RCD-ML (tendance Kisangani), renégat
Augustin Bizimungu, Général	Commandant des ex-FAR. Voir l'Annexe E.
Bangboka, aéroport	Le plus grand des deux aéroports de Kisangani que se disputent l'APR et l'UPDF. Une des trois plus longues pistes d'atterrissage du pays.
Banyamulenge	Tutsis vivant au Sud-Kivu depuis les années 1900. Leurs droits à la citoyenneté congolaise sont fréquemment remis en question et leurs communautés sont victimes d'attaques de la part de groupes ethniques rivaux.
Banyarwandais	Nom collectif désignant les habitants de RDC d'origine rwandaise.
Bemba, Jean-Pierre	Dirigeant du MLC basé dans l'Equateur.
Besigye, Kiiza (Colonel)	Un des premiers membres du mouvement ougandais NRM qui se présente contre le président Museveni lors des prochaines élections.
Bo-Boliko, André	Un des leaders du PDSC.
Bugera, Déogratias	Tutsi du Nord-Kivu et membre fondateur du RCD.
Bululu, Lunda	Ex-premier ministre du Zaïre et membre fondateur du RCD.
Buyoya, Pierre (Major)	Président du Burundi depuis son <i>coup d'État</i> en juillet 1996.
Chiluba, Frederick	Président de la Zambie et instigateur de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.
Chissano, Joachim	Président du Mozambique.
CMM (Commission militaire mixte)	Organisme composé de deux officiers de chacune des armées signataires de l'Accord de Lusaka, dont l'objectif est de préparer et de mettre en œuvre le cessez-le-feu et le désengagement des forces avec l'aide des Nations Unies et de l'OUA.
Comiex	Compagnie de la RDC, dirigée par Pierre Victor Mpyoy

---

<sup>250</sup> Pour les noms, voir aussi l'Annexe C : Carte d'identité des Forces armées congolaises (FAC), et l'Annexe D : Les membres des commandements militaires Interahamwe.

	et impliquée dans l'exploitation de minerais avec l'OSLEG (Zimbabwe).
CPP (Committees of Popular Power)	Comités de pouvoir populaire. Organismes locaux élus sous la direction du gouvernement de Kinshasa.
Dos Santos, Jose Eduardo	Président de l'Angola.
Dunia, Lwengamia	Dirigeant maï maï de la région de Fizi au Sud-Kivu. Nommé commandant dans les FAC en septembre 1999.
Ex-FAR	Ex-forces armées rwandaises qui ont participé au génocide en 1994.
FAC	Forces armées congolaises. Force militaire du gouvernement de Kinshasa.
FAZ	<i>Forces armées zaïroises</i> . Militaires du régime de Mobutu.
FDD (Forces pour la défense de la démocratie)	Groupe de rebelles hutus du Burundi, dirigé par Jean-Bosco Ndayikengurukiye. Nombre d'entre eux combattent aux côtés des FAC.
<i>Forces d'autodéfense populaire (FAP)</i>	Nom officiel de la milice maï maï de Dunia.
<i>Forces innovatrices de l'union et de solidarité (FONUS)</i>	Parti d'opposition en RDC, dirigé par Joseph Olenghankoy.
Former Uganda National Army (FUNA)	Ex-armée nationale ougandaise. Groupe rebelle ougandais, aujourd'hui moribond.
Gécamines	Compagnie nationale d'exploitation minière de la RDC.
Habyarimana, Juvénal	Dernier président hutu du Rwanda, dont l'assassinat a marqué le début du génocide de 1994.
Hedi Annabi	Assistant du Secrétaire général des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix.
Hema	Groupe ethnique basé à l'est de la RDC, qui possède des intérêts commerciaux et territoriaux importants.
Holbrooke, Richard	Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies.
Ilunga, Emile (Docteur)	Ancien président du RCD-Goma.
Interahamwe	Groupe de miliciens hutus extrémistes qui ont commis la plus grande partie du génocide au Rwanda en 1994. Connu aujourd'hui sous le nom d'ALiR.
Jean-Bosco Ndayikengurukiye	Leader du mouvement rebelle hutu au Burundi, le FDD. Aujourd'hui allié du gouvernement Kabila.
Jogo Baptista De Matos, Général	Chef d'état-major des Forces armées angolaises.
Kabarebe, James (Colonel)	Chef d'état-major adjoint de l'APR. Commandant de l'attaque menée en août 1998 contre Kitona et Kinshasa.
Kabila, Joseph	Fils du président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila et haut-commandant dans les FAC. (Voir l'Annexe D).
Kabila, Laurent-Désiré	Président de la RDC.
Kakudji, Gaetan	Cousin de Kabila et ministre de l'Intérieur de la RDC.
Kamitatu Massamba, Cleophas	Un des leaders du PDSC, actuellement emprisonné à Kinshasa. Il est aussi le père d'Olivier Kamitatu, membre dirigeant de MLC.
Kamitatu, Olivier	Lieutenant de Jean-Pierre Bemba dans le MLC.
Kapend, Eddy	<i>Aide de camp</i> du président de la RDC, M. Kabila.
Karaha, Bizima	Chef de la sécurité du mouvement RCD-Goma. Appartient à l'ethnie munyamulenge.
Kataliko, Emmanuel	Dernier archevêque catholique de Bukavu. Accusé d'encourager la résistance à la présence rwandaise, il a

Kazembe, Timothy (Brigadier)	été interdit de séjour dans sa ville au début de l'année 2000.
Kazini, James (Brigadier)	Officier zambien nommé second président de la CMM.
Kibassa Maliba, Frederic	Chef d'état-major de l'UPDF.
	Ancien ministre des mines en RDC. Leader de la fraction autorisée de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social).
Kibonge, Mulomba (Colonel)	Secrétaire à la Défense au sein du MLC.
Kifwa, Celestin	Chef de la police nationale de la RDC (voir l'Annexe D).
Kony, Joseph	Leader du mouvement rebelle ougandais LRA (Lords Resistance Army).
Lendu	Groupe ethnique de l'est du Congo qui a participé aux massacres contre les Hemas.
Lumumba, Francois	Leader du parti MNC/L. Réside actuellement en Belgique.
Lusaka, Accord de cessez-le feu	Accord signé par les belligérants en RDC (cinq états étrangers, le gouvernement du Congo et des rebelles) en juillet et août 1999.
Mahachi, Moven	Ministre de la Défense du Zimbabwe.
Maï Maï	Milices traditionnelles implantées dans l'est de la RDC.
Makoni, Simba	Ministre des finances du Zimbabwe.
Mamba, Mashako (Docteur)	Ministre de la santé en RDC.
Mandela, Nelson	Ancien président d'Afrique du Sud et actuellement facilitateur des négociations de paix au Burundi.
Masire, Sir Ketumile	Ancien président du Botswana et facilitateur neutre du dialogue intercongolais, nommé par l'OUA.
Mazimpaka, Patrick	Envoyé présidentiel du Rwanda dans la région des Grands Lacs.
Mbemba, Theophile	Gouverneur de Kinshasa. Fut un intellectuel et un stratège influant dans l'UDPS.
Mbia, Albert	Secrétaire à l'Économie au sein du MLC.
Mbombo, Catherine Nzuzi Wa <i>Mchaka Mchaka</i>	Dirigeant actuel du parti MPR de Mobutu. Nom du programme idéologique mis en avant par le mouvement de résistance nationale ougandais (NRM, National Resistance Movement) lors de sa révolution ; recommandé par la suite aux Congolais.
Miranda, Joao Bernardo	Ministre angolais des Affaires étrangères.
Mocumbi, Pascoal	Premier ministre du Mozambique.
Mongoles, combattants	Milice hutue formée au début des années 1990 pour défendre les intérêts des Banyarwandais au Nord-Kivu.
Monsengwo Pasinya, Laurent (Cardinal)	A présidé la Conférence nationale souveraine devrait probablement être appelé pour contribuer à établir un dialogue.
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, créée en août 1999 et autorisée par le Conseil de sécurité à déployer 5 537 observateurs et des troupes armées.
<i>Mouvement nationaliste du Congo/Lumumbiste (MNC/L)</i>	Parti d'opposition en RDC créé à partir du parti MNC de Patrice Lumumba.
<i>Mouvement populaire de la révolution (MPR)</i>	Parti au gouvernement sous Mobutu. Son dirigeant est Catherine Nzuzi Wa Mbombo.

<i>Mouvement pour la libération du Congo (MLC)</i>	Groupe de guérilla de Jean-Pierre Bemba, implanté dans l'Équateur.
Movement for Democratic Change (MDC)	Mouvement pour un changement démocratique. Principal parti d'opposition au Zimbabwe.
MPLA	Parti au pouvoir en Angola.
Mpoyo, Pierre Victor	Ministre du pétrole en RDC.
Muamba, Francois	Secrétaire aux finances dans le MLC.
Mugabe, Robert	Président du Zimbabwe.
Mulumba, Kin Kiey	Porte-parole officiel du RCD-Goma. Fut le dernier ministre de l'Information de Mobutu ; il est actuellement président du journal <i>Le Soft</i> , installé à Bruxelles.
Museveni, Yoweri	Président de l'Ouganda.
National Army for the Liberation of Uganda (NALU)	Armée nationale pour la libération de l'Ouganda. Force de guérilla clandestine, qui a essuyé de nombreux revers.
National Resistance Movement (NRM)	Mouvement de résistance nationale. Groupe politico-militaire de Yoweri Museveni, créé pendant la guerre des maquis au début des années 1980 et qui est devenu l'armée du gouvernement après la prise du pouvoir.
Nawej, Yav (Brigadier général)	Commandant de la Brigade Kinshasa des FAC.
Ndombasi, Yerodia Abdoulaye	Ancien ministre des Affaires étrangères de la RDC. Actuellement ministre de l'Éducation.
Ngoma, Arthur Zahidi	Politicien depuis longtemps dans l'opposition, et leader du parti <i>Force du Futur</i> . Fut un des membres fondateurs du RCD qu'il a ensuite quitté.
Ntaganda, Bosco	Chef de milice hema dont on prétend qu'il est soutenu par des officiers de l'UPDF.
Nyamwisi, Mbusa	Ancien premier vice-président du RCD-ML et, depuis novembre 2000, président auto-proclamé.
Nyarugabo, Moise	Ancien vice-président adjoint du RCD-Goma ; toujours membre du Mouvement.
Odongo, Jeje (Major général)	Chef d'état-major de l'UPDF.
Olenghankoy, Joseph	Leader du parti FONUS.
Onusumba, Adolphe	Président du RCD-Goma depuis octobre 2000. Il fut auparavant ministre des Affaires étrangères au sein du mouvement.
Oryx Diamonds	Consortium minier regroupant des intérêts du Zimbabwe, d'Oman et de la RDC, et qui n'a pas réussi à être coté à la Bourse de Londres au milieu de l'année 2000.
Osleg (Operation Sovereign Legitimacy)	Entreprise de la défense du Zimbabwe qui s'occupe de l'achat de diamants en RDC.
Padiri Karendo Bulenda	Leader maï maï installé à Bunyakiri. Nommé commandant dans les FAC en septembre 1999.
<i>Parti démocrate et social chrétien (PDSC)</i>	Parti d'opposition en RDC qui bénéficie du soutien considérable des intellectuels mais qui a moins d'audience sur le plan national que l'UDPS. Comme Tshisekedi, ses dirigeants ont participé aux gouvernements de Mobutu.
<i>Parti lumumbiste unifié (PALU)</i>	Parti formé en 1964 par Antoine Gizenga, ministre dans le gouvernement de Lumumba.
Ramm, Colette	Porte-parole officiel de la faction Wamba du RCD-ML.

RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie.
RCD Kisangani ou faction ML (RCD-ML)	Faction du RCD qui a suivi Wamba dia Wamba en mars 1999 lorsqu'il s'est séparé du RCD basé à Goma.
APR – Armée Patriotique du Rwanda	Armée patriotique du Rwanda. Initialement créée comme un mouvement de guérilla pour combattre l'ex-gouvernement hutu entre 1990 et 1994.
Saleh, Salim (Major général)	Frère du président Yoweri Museveni et ex-ministre d'État à la défense.
Saolona, Bemba	Père de Jean-Pierre Bemba et ancien ministre sous Mobutu et sous Kabila.
Savimbi, Jonas	Leader du mouvement rebelle angolais, l'UNITA.
She Okitundu, Léonard	Ministre des Droits de l'homme en RDC.
Sikatende, Shabani	Un des leaders Mai Mai. Nommé commandant des FAC en septembre 1999.
Silwamba, Eric	Ministre des Affaires présidentielles de Zambie.
SONANGOL	Compagnie pétrolière de l'État angolais. Impliquée dans l'exploitation et la distribution du pétrole.
Sovereign National Conference, 1991	Conférence nationale pour la souveraineté, réunie en 1991. Entretiens constitutionnels qui se sont déroulés pendant 18 mois en RDC, sous la conduite du président Mobutu Sese Seko, qui a par la suite saboté le processus.
Tambwe, Alexis	Un des membres fondateurs du RCD.
Mbeki, Thabo	Président de la République d'Afrique du Sud.
<i>Tous pour la paix et le développement (TPD).</i>	ONG implantée au Nord-Kivu qui s'occupe du rapatriement des réfugiés hutus et tutsis.
Tshisekedi, Etienne	Leader de l'UDPS. Politicien de l'opposition le plus connu de la RDC.
Uganda People's Defence Force (UPDF)	Armée de l'Ouganda.
Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, Union for the Total Independence of Angola)	Mouvement rebelle angolais dirigé par Jonas Savimbi.
Wamala, Katumba (Brigadier)	Commandant général des opérations de l'UPDF au Congo après juillet 2000.
Wamba dia Wamba, Ernest	Leader contesté du RCM-ML basé à Bunia et qui s'est séparé de la faction principale du RCD en mars 1999.
West Nile Bank Front (WNBF)	Groupe rebelle ougandais aujourd'hui moribond.
ZANU-PF	Parti au pouvoir au Zimbabwe.
Zimbabwean Electricity Supply Authority (ZESA)	Compagnie nationale d'électricité du Zimbabwe, alimentée par le barrage hydro-électrique d'Inga en RDC.

## ANNEXE B

### CHRONOLOGIE DE LA GUERRE EN RDC

---

2 août 1998	La seconde rébellion en RDC éclate.
6 août - 1 septembre 1998	Les rebelles et les Rwandais s'emparent de Kitona et marchent vers Kinshasa. Le Zimbabwe et l'Angola interviennent pour sauver Kabila et éloignent les rebelles et leurs alliés de la capitale. A Kinshasa, des massacres sont perpétrés contre les Tutsis.
23 août 1998	Les rebelles et les Rwandais s'emparent de Kisangani.
Octobre 1998	Une pression internationale croissante est exercée sur le Rwanda afin qu'il « admette son rôle » en RDC.
27 octobre 1998	Après diverses consultations entre les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de la région, le président de la Zambie, Frederick Chiluba, est mandaté pour faire avancer les initiatives de paix visant à mettre un terme aux affrontements.
Novembre 1998	Un nouveau groupe rebelle, le <i>Mouvement pour la libération du Congo</i> (MLC), se constitue dans la province de l'Équateur. Son dirigeant est Jean-Pierre Bemba, le fils de Bemba Saolona, homme d'affaires influant proche de l'ex-président Mobutu.
6 novembre 1998	Le vice-président rwandais Paul Kagame admet que des troupes rwandaises aident les rebelles de la RDC, invoquant des préoccupations de sécurité. Ce faisant, il aurait accédé à une requête du président d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, qui l'invitait à admettre cette participation, dans une tentative de faire avancer les entretiens en faveur de la paix.
1 janvier 1999	Le RCD revendique la mort de 400 miliciens rebelles hutus, tués durant trois jours de combats à Makobola près d'Uvira. Le service d'information des missionnaires signale que des centaines de civils ont été fusillés ou massacrés.
18 janvier 1999	Le Rwanda, l'Ouganda, la Namibie, le Zimbabwe et l'Angola acceptent de se réunir à Windhoek en vue d'un cessez-le-feu. Le RCD n'est pas invité mais il promet d'examiner le texte.
22 janvier 1999	Le RCD restructure son mouvement. L'assemblée générale passe de 28 à 147 membres, dont 22 représentants militaires. La commission exécutive comprend 23 départements, contre huit précédemment. Un comité politique de 10 membres est créé pour diriger le mouvement. L'assemblée générale invite à une plus grande cohésion entre les politiques et les militaires.
30 janvier 1999	Des dissensions apparaissent dans le RCD. Les membres congolais non-tutsis cherchent à savoir pourquoi les Banyamulenge « occupent autant de postes » dans la nouvelle organisation. Le journal belge <i>Le Soir</i> qualifie d'« explosive » la nouvelle « composition politique » du RCD. Il semble que le leader Ernest Wamba dia Wamba soit en désaccord avec le vice-président du mouvement, accusant ses membres d'être des « marionnettes ».
25 février 1999	Un rapporteur spécial du Haut Commissariat aux droits de l'homme en RDC, Roberto Garreton, exhorte la communauté internationale à prendre des mesures à l'égard des Tutsis détenus à Kinshasa, car il se dit préoccupé par leur sécurité.
5 mars 1999	Selon des missionnaires, 100 personnes auraient été tuées lors d'une attaque de représailles du RCD à Kamituga dans le Sud-Kivu. Le RCD nie ces affirmations.
9 mars 1999	Les rebelles confirment que la ville stratégique de Kindu est sous leur contrôle.
22 mars 1999	La communauté de développement de l'Afrique australe (SADC, Southern African Development Community) réaffirme son soutien à Kabila, lors d'une réunion au Botswana, mais se dit préoccupé par la déstabilisation permanente de la région.
3 avril 1999	Le président Kagame annonce qu'il maintiendra ses troupes en RDC tant que la sécurité nationale du Rwanda sera menacée.
5 avril 1999	La tension s'accroît au sein du RCD, lorsque Wamba déplace sa base de Goma à Kisangani. Les désaccords entre le RCD et le MLC à Kisangani s'intensifient également.



- 18 avril 1999 Le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, et Kabila signent un accord de cessez-le-feu à Sirte, en Libye, grâce à la médiation du chef libyen, le colonel Muammar Kadhafi. Le RCD et le Rwanda refusent de souscrire à cet accord.
- 20 avril 1999 Kabila annonce la dissolution de l'ADFL, qui l'avait porté au pouvoir en 1997, accusant certains de ses membres de « pratiquer l'opportunisme » et de « s'enrichir ».
- 4 mai 1999 Le président zambien, Frederick Chiluba, fer de lance des efforts de paix en faveur de la RDC, « accepte d'œuvrer » avec Kadhafi à la mise en œuvre de l'Accord de Sirte. Pour sa part, le Rwanda reconnaît uniquement l'initiative de paix de Chiluba. Les présidents de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie se rencontrent à Dodoma pour débattre des dissensions grandissantes qui se font sentir dans les campagnes militaires ougandaises et rwandaises en RDC.
- 7 mai 1999 Accès de fièvre hémorragique à Watsa, tombée aux mains des rebelles, dû probablement au virus Marburg. L'OMS confirme l'absence du virus Ebola. Pour la première fois depuis le début du conflit, un avion relie Kinshasa au territoire occupé par les rebelles et dépose à Goma des experts médicaux.
- 11 mai 1999 Plus de 40 tués et 50 blessés dans le bombardement de Goma par le Gouvernement et ses alliés. L'aviation bombarde ensuite Uvira, tuant deux autres personnes.
- 15 mai 1999 Des éléments de l'accord de Sirte sont communiqués, selon lesquels Kabila accepterait des « entretiens en direct » avec les rebelles. Il avait jusque là repoussé toutes les propositions de rencontre avec le RCD.
- 16 mai 1999 Le mécontentement au sein du RCD atteint son maximum avec le départ de Wamba et la nomination d'Emile Ilunga comme nouveau dirigeant. Wamba refuse de se soumettre, disant qu'il est victime d'un coup de force au sein du mouvement rebelle.
- 17 mai 1999 Kabila célèbre ses deux années au pouvoir lors d'une cérémonie sans éclat et une « parade forcée ».
- 23 mai 1999 Les factions rivales du RCD s'affrontent à Kisangani. Le Rwanda et l'Ouganda nient l'existence de toute division.
- 26 mai 1999 Le Tchad, qui soutenait Kabila, retire ses troupes de la province de l'Équateur « conformément à l'accord de Sirte ».
- 29 mai 1999 Le Rwanda déclare un cessez-le-feu unilatéral en RDC.
- 2 juin 1999 Uvira et l'aéroport de Bukavu sont bombardés par les forces du gouvernement.
- 3 juin 1999 Dans une déclaration, le RCD explique que par sa manière de diriger, Wamba avait entraîné une « série de crises » au sein du mouvement. Il annonce la création de nouvelles structures, notamment un Congrès, un Conseil et une Commission exécutive, ces deux derniers organes étant dirigés par la même personne, le Docteur Emile Ilunga. L'assemblée générale désormais sans pouvoir part pour Kisangani, montrant ainsi son soutien à Wamba.
- 7 juin 1999 Les journalistes confirment que la ville natale de Kabila, Manono, dans la province du Katanga, est sous le contrôle des rebelles.
- 8 juin 1999 Les factions rebelles se rencontrent en Ouganda, en présence de représentants du Rwanda, de l'Ouganda et de la Tanzanie, pour essayer d'aplanir les différends et de former un front uni contre Kabila.
- 10 juillet 1999 Les chefs d'État de la RDC, de la Namibie, du Rwanda, de l'Ouganda et du Zimbabwe, ainsi que le ministre de la Défense de l'Angola signent un Accord de cessation des hostilités entre tous les belligérants en RDC. Les représentants du RCD et du MLC refusent de signer.
- 15 juillet 1999 Les forces de l'APR traversent la rivière Sankuru, s'emparent de Lusambo dans le Kasai oriental et avancent jusqu'à 50 km de Mbuji Mayi. Le Secrétaire général des Nations Unies publie un rapport sur le Déploiement préliminaire des Nations Unies en RDC.
- 1 août 1999 Jean-Pierre Bemba signe l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.
- 7 août 1999 Des combats entre l'APR et l'UPDF éclatent pour la première fois dans la ville de Kisangani, au nord-est du pays, lors d'une tentative par le Professeur Ernest Wamba dia Wamba, dissident du RCD soutenu par l'Ouganda, de tenir un rassemblement politique.
- 14 août 1999 Une nouvelle explosion de violence est à déplorer à Kisangani, suivie de trois jours de heurts durant lesquels les deux armées se disputent l'aéroport, la banque centrale et les

- principales jonctions routières.
- 17 août 1999 Le Rwanda et l'Ouganda s'entendent sur un cessez-le-feu provisoire. Les combats ont fait près de 600 morts et blessés.
- 31 août 1999 50 représentants du RCD signent l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.
- Septembre 1999 Intensification des activités des milices dans le Sud-Kivu.
- 1 octobre 1999 Le RCD-Kisangani s'installe à Bunia.
- Octobre 1999 Le gouvernement de la RDC lance une offensive contre le MLC aux environs de Mbandaka ; l'opération dure jusqu'à la mi-décembre.
- 11-12 octobre 1999 La première réunion de la Commission militaire mixte (CMM) se tient à Kampala.
- 15 octobre 1999 La première réunion du Comité politique se tient à Lusaka. Celui-ci exprime son inquiétude face à la « lenteur avec laquelle les Nations Unies considèrent la demande de déploiement de forces de maintien de la paix en République démocratique du Congo » et demande que la situation soit traitée « avec toute la gravité et l'urgence qu'elle mérite ».
- 23 - 24 octobre 1999 La troisième et dernière phase de vaccinations contre la polio se déroule en RDC.
- 1 novembre 1999 Le Secrétaire général publie un second rapport sur le Déploiement préliminaire des Nations Unies en RDC.
- Novembre 1999 Au milieu du mois, 15 femmes congolaises accusées d'aider les Maï Maï auraient été enterrées vivantes à Mwenga au Sud-Kivu.
- Novembre 1999 Les FAC et les ZNDF (forces de défense nationale du Zimbabwe) tentent depuis Basankusu de libérer Ikela, mais la tentative échoue.
- 3-10 novembre 1999 L'envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus de paix en République démocratique du Congo, Moustapha Niasse, se rend en visite à Kinshasa afin de débattre des difficultés rencontrées par la MONUC pour installer des officiers de liaison dans les quartiers généraux militaires de l'arrière, ainsi que de la liberté de circulation nécessaire au personnel technique pour mener à bien ses activités.
- 30 novembre 1999 Le Conseil de sécurité décide que le personnel autorisé dans le cadre des Résolutions 1258 (1999) et 1273 (1999) doit faire partie de la MONUC jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2000.
- 9 décembre 1999 Des guérilleros des ADF attaquent la prison de Fort Portal dans le sud-ouest de l'Ouganda.
- 10 décembre 1999 Le gouvernement de la RDC déclare un moratoire sur la peine capitale à l'occasion du 51<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Néanmoins, la Cour de justice militaire continue de condamner à mort les prisonniers et de prononcer des exécutions.
- 11 décembre 1999 Le tunisien Kamel Morjane prend ses fonctions comme représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies à Kinshasa. Le même jour, il rencontre l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Richard Holbrooke, en voyage dans la région.
- 14 décembre 1999 On rapporte que les rebelles auraient massacré 23 femmes et enfants près de la ville de Kalima, au nord-est de Kindu. Les victimes étaient accusées de complicité avec les Maï Maï.
- 15 décembre 1999 Le Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, annonce la nomination de l'ex-président du Botswana, Sir Ketumile Masire, au poste de « facilitateur neutre pour les négociations politiques intercongolaises ».
- 16 décembre 1999 Bernard Miyet, sous-secrétaire général pour le maintien de la paix, informe le Conseil de sécurité des Nations Unies que le plan détaillé de mise en œuvre des opérations de la MONUC est impossible à exécuter tant que la sécurité et la liberté de circulation des observateurs de la mission ne sont pas entièrement garanties. L'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Richard Holbrooke, fait part du soutien des États-Unis tout en souhaitant que « l'opération réussisse ».
- 17 décembre 1999 Le gouvernement de la RDC libère 156 prisonniers politiques. La majorité d'entre eux sont des activistes du PALU ou de l'UDPS.
- 22 décembre 1999 Le Secrétaire général des Nations Unies écrit au président et Secrétaire général de l'OUA pour demander instamment que la Commission militaire mixte (CMM) devienne un organe permanent.

- 29 décembre 1999 Le gouvernement de la RDC accuse les rebelles d'avoir enterré vivantes 15 femmes dans la province du Kivu sous le prétexte qu'elles auraient eu des liens avec les Maï Maï.
- Janvier 2000 En tant que président provisoire du Conseil de sécurité, l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Richard Holbrooke, déclare que ce mois de janvier sera consacré à l'Afrique. Une attaque coordonnée par les Interahamwe, les Maï Maï et certains commandants des FAC a permis de prendre temporairement la ville de Shabunda.
- 24 janvier 2000 Séance du Conseil de sécurité sur le processus de paix au Congo. Kofi Annan déclare : « L'ensemble de la région a été entraîné dans une crise d'une telle complexité que tous nos efforts pour la résoudre sont jusqu'à présent restés vains... L'Accord de Lusaka reste le projet le plus viable pour résoudre les conflits et parvenir à une solution négociée globale. »
- 25 janvier 2000 Minisommet des Nations Unies à New York sur le processus de paix au Congo.
- 27 janvier 2000 Lors d'une réunion des pays donateurs à New York, Masire présente les conditions préliminaires pour accomplir sa mission en tant que facilitateur neutre du dialogue intercongolais. Le président Kabila affirme sa volonté de participer au dialogue et de rencontrer Masire.
- 28 janvier 2000 Une enquête sur le massacre de Mwenga est menée par la représentation en RDC du Haut Commissariat aux droits de l'homme. L'enquête se déroule jusqu'au 15 février et confirme les faits.
- 31 janvier 2000 Des troubles éclatent à Goma et à Bukavu, où la population locale organise des grèves dirigées contre les autorités du RCD, et ce jusqu'au 6 février. Ces événements incitent le RCD-Goma à refuser à l'archevêque Kataliko l'autorisation de regagner sa paroisse à Bukavu.
- Février 2000 Les combats entre le MLC et les FAC se poursuivent autour de Mbandaka. A Ikela, des troupes du Zimbabwe, de Namibie et du Congo libèrent la ville. Des heurts sont également signalés dans l'est entre les Rwandais et les forces rebelles.
- 15 février 2000 Holbrooke témoigne devant la sous-commission Afrique de la Commission des relations internationales: « Il est temps désormais que les parties reconnaissent le véritable potentiel dont est chargé l'Accord de Lusaka. Et il est temps pour les États-Unis de faire preuve de leur soutien. »
- 16 février 2000 Le Secrétaire américain à la Défense rencontre le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, à Pretoria, et promet d'apporter son soutien logistique à une opération de pacification au Congo dès lors qu'il existera un « véritable accord ».
- 11-17 février 2000 Masire se rend à Kinshasa, où il rencontre Kabila, les représentants de la société civile, l'opposition et le représentant spécial du Secrétaire général.
- 17 février 2000 Le président des États-Unis, Bill Clinton, intervient lors de l'ouverture du sommet national américain sur l'Afrique. Bill Clinton voit dans l'Accord de Lusaka « plus qu'un cessez-le-feu ; il s'agit d'un plan de construction de la paix. Surtout, l'Accord de Lusaka apporte une solution authentiquement africaine à un problème africain... Comme je l'ai déclaré au Congrès, l'Amérique envisage de participer au processus en appuyant la prochaine phase de l'opération de pacification entreprise au Congo par les Nations Unies, qui prévoit l'envoi d'observateurs pour superviser la mise en œuvre de l'Accord. »
- 19 février 2000 Décret du président Kabila sur l'amnistie des prisonniers politiques.
- 23 février 2000 Les signataires de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka se réunissent à Lusaka. Le groupe réaffirme son soutien à l'Accord, accueille avec satisfaction la résolution 1291 (2000) du Conseil de sécurité et établit un nouveau calendrier (dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> mars 2000) pour la mise en œuvre du processus entamé à Lusaka.
- 24 février 2000 Le Conseil de sécurité a approuvé la résolution 1291 autorisant le renforcement de la MONUC qui pourra compter jusqu'à 5 537 militaires auxquels s'ajoutera l'effectif de personnel civil approprié. La résolution autorise également un déploiement échelonné de la MONUC par le Secrétaire général conformément aux conditions de sécurité préalablement requises.
- Mars 2000 Les Banyamulenge, habitants du Haut-plateau aux environs de Fizi-Uvira, sont assiégés par les forces Interahamwe et maï maï.

- 12 mars 2000 Une commission ad-hoc composée de 13 membres (*Commission ad hoc chargée de veiller à la stricte application du décret*) présidée par le ministre de la Justice a été mise en place pour garantir la stricte application du décret présidentiel de la RDC sur l'amnistie.
- 12 mars 2000 Les Rwandais et le RCD-Goma s'emparent d'Idumbe lors d'une offensive lancée au sud et à l'ouest de la province du Kasai. Dans le cadre de cette offensive, des attaques sont menées contre Longa, Lodi et Bena Leka, situées le long de la voie de chemin de fer reliant Ilebo à Kananga. Les Rwandais et le RCD-Goma poursuivent leur tentative de couper l'accès à Kabinda et Mbuji-Mayi.
- 17 mars 2000 Kamel Morjane rencontre J-P Bemba Gbadolite, ainsi que le président de la République centrafricaine, Ange-Félix Patassé.
- 20-22 mars 2000 Sir Masire se rend à Kinshasa, où on lui interdit de se déplacer à l'intérieur du pays. En conséquence, il écourte sa visite.
- 29 mars 2000 Le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en RDC, Roberto Garreton, soumet son sixième rapport à la Commission des droits de l'homme.
- 4 avril 2000 La Commission militaire mixte (CMM) se réunit à Kampala pour étudier un projet de désengagement des forces sur la ligne des affrontements.
- 7 avril 2000 Le Conseil de sécurité adopte la résolution 54/260 qui accorde 200 millions de dollars à la MONUC pour lui permettre de préparer la logistique nécessaire à la phase II. Dans son troisième rapport sur la MONUC, le Secrétaire général prévoit une dépense de près de 58,7 millions de dollars d'ici le 30 juin 2000.
- 8 avril 2000 Le Plan de désengagement de Kampala est signé par le Comité politique.
- 10 avril 2000 Lors d'une réunion spéciale de son cabinet, Kabila réaffirme le soutien du gouvernement au dialogue intercongolais.
- 14 avril 2000 Une série d'explosions dévaste l'aéroport de Ndjili à Kinshasa.
- 18 avril 2000 Publication du second rapport du Secrétaire général de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo.
- 21 avril 2000 Suivant l'accord de Kampala, les parties doivent fournir à la MONUC et à la CMM des informations militaires détaillées, zone par zone, en vue de préparer le plan de désengagement.
- 21 avril 2000 Sir Masire informe le Conseil de sécurité de la manière dont il envisage de mener le dialogue intercongolais.
- 30 avril 2000 Le sommet de l'OUA sur la RDC se tient à Alger.
- 5 mai 2000 De violents combats opposent l'APR et l'UPDF à Kisangani.
- 4 - 8 mai 2000 La mission du Conseil de sécurité, conduite par Holbrooke, se rend à Kinshasa, Lusaka, Harare, Kigali et Kampala.
- 9 mai 2000 Pour la seconde fois, les combats reprennent à Kisangani entre l'APR et l'UPDF.
- 12 mai 2000 Des renforts de la MONUC arrivent de Kinshasa à Kisangani.
- 14 mai 2000 Les présidents Museveni et Kagame se rencontrent à Mwanza, en Tanzanie. Tous deux réaffirment leur volonté de démilitariser Kisangani.
- 11-21 mai Sir Masire se rend à Kinshasa où il rencontre Kabila. Il rencontre ensuite les leaders du RCD à Goma, ceux du RCD-ML à Bunia, et ceux du MLC à Gbadolite.
- 22 mai 2000 Les chefs d'état-major de l'APR et de l'UPDF signent un accord et définissent un calendrier de démilitarisation de Kisangani.
- 23 mai 2000 Jean-Pierre Bemba affirme au représentant spécial du Secrétaire général que ses forces vont interrompre leur avance. Néanmoins, celles-ci poursuivent leur progression.
- 23- 24 mai 2000 Sir Masire se rend une nouvelle fois à Kinshasa où il rencontre non pas Kabila, mais le ministre des Affaires étrangères.
- 25 mai 2000 Le gouvernement de la RDC annonce qu'une contre-offensive a été lancée pour stopper l'avance du MLC.
- 28 mai 2000 Museveni intervient au parlement sur le rôle de l'Ouganda en RDC.
- 29 mai 2000 Début de la démilitarisation de Kisangani.
- 31 mai 2000 L'aéroport de Bangboka à Kisangani est réouvert aux vols civils.

- 3 juin 2000 Kabila et Kagame se rencontrent à Eldoret, au Kenya. Fin de la démilitarisation autour de l'aéroport de Bangboka et du camp de La Forestière (Zone 1).
- 5 juin 2000 De violents combats opposent l'APR et l'UPDF à Kisangani. Les forces de l'UPDF traversent la rivière Tshopo et occupent la partie nord de la ville. Cet incident est le troisième entre les deux pays.
- Dans un message destiné à Bemba et remis aux observateurs de la MONUC à Mbandaka à Bemba, le gouvernement de la RDC menace de faire reculer les forces du MLC si celles-ci ne se retirent pas jusqu'aux positions qu'elles occupaient au moment de l'Accord de Lusaka.
- Les membres officiels du gouvernement de la RDC empêchent les représentants de la société civile et l'opposition non armée de se rendre à la réunion qui doit se tenir à Cotonou sur le dialogue intercongolais.
- 7 juin 2000 L'APR demande à la MONUC de quitter Kisangani car elle n'est pas capable d'assurer la sécurité de ses membres. Le commandant de la MONUC refuse.
- 8 juin 2000 Un cessez-le-feu est signé par les ambassadeurs du Rwanda et de l'Ouganda auprès des Nations Unies. Ce cessez-le-feu doit entrer en vigueur à 16:00 h (heure de Kisangani), mais il n'est pas respecté.
- Holbrooke et Annan contactent les présidents Kagame et Museveni et les pressent d'ordonner la cessation immédiate des hostilités et le retrait des forces respectives de Kisangani.
- Le Comité politique se réunit à Lusaka pour préparer la réunion prévue à New York les 15 et 16 juin en présence du Conseil de sécurité.
- 11 juin 2000 En début de matinée, les combats prennent fin à Kisangani. La MONUC se déploie entre les deux armées, jusqu'au pont de Tshopo.
- 12 juin 2000 Troisième rapport du Secrétaire général sur la MONUC.
- 12 juin 2000 Des informations font état du retrait des forces ougandaises de Kisangani et de leur remontée vers le nord.
- 9-14 juin 2000 Une série de violentes manifestations, de plusieurs centaines de personnes, se déroule aux alentours du quartier général de la MONUC, à Kinshasa. Les manifestants sont censés dénoncer l'inaction supposée des Nations Unies durant les combats qui se sont déroulés à Kisangani. D'autres manifestations ont lieu les 9, 10 et 14 juin.
- 15 juin 2000 Séance ouverte sur la situation au Congo. Holbrooke déclare que « l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka est l'un des éléments de stabilité qu'il convient de maintenir entre la RDC d'une part, et la tyrannie des chefs de guerre d'autre part, intéressés par la seule exploitation des ressources. »
- 16 juin 2000 Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 1304 condamnant le Rwanda et l'Ouganda pour leurs actions à Kisangani.
- 16 juin 2000 Le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve la résolution 1304 qui invite le Rwanda et l'Ouganda à se retirer de la RDC.
- 30 juin 2000 La RDC célèbre son 40<sup>ème</sup> anniversaire depuis l'indépendance. Le gouvernement promet d'inaugurer l'Assemblée constituante le 1<sup>er</sup> juillet.
- 4 juillet 2000 Minisommet de l'OUA à Alger.
- 19 juillet 2000 L'Ouganda nomme le général de brigade Edward Katumba Walumba Commandant général de l'opération menée par l'UPDF en RDC (Operation Safe Haven), en remplacement du chef d'état-major de l'UPDF, James Kazini (Général de brigade).
- 24 juillet 2000 Changement de gouvernement à Kisangani suite au mécontentement populaire dans la ville.
- 27 juillet 2000 Les combats semblent s'intensifier à Ikela.
- 1 août 2000 Attaque interahamwe dans la commune de Ruhengeri au Rwanda.
- 7 août 2000 Sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Windhoek en Namibie. Le président Kabila, « trop occupé », n'y participe pas.
- 9 août 2000 Les forces du MLC refoulent les FAC vers le nord, le long de l'Oubangi, près de Libenge. Cette ville marque la limite supérieure atteinte par l'offensive de Kabila en Équateur.

- 9 août 2000 Le gouvernement du Rwanda annonce sa volonté de retirer ses troupes de 200 km par rapport aux lignes de front de la RDC, au lieu des 15 km prévus dans le plan de désengagement signé à Kampala le 8 avril 2000.
- 10 août 2000 A l'instar des Rwandais qui le soutiennent, le mouvement rebelle RCD-Goma annonce sa volonté de se retirer de 200 km.
- 14-15 août 2000 Lors du Sommet des parties à l'Accord de cessez-le-feu en RDC, qui se tient à Lusaka les 14 et 15 août, les belligérants expriment leur mécontentement face au refus de Kabila de reconnaître le facilitateur du dialogue intercongolais, Sir Ketumile Masire.
- 16 août 2000 Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, demande que le mandat de la MONUC soit prolongé d'un mois.
- 21 août 2000 Kabila prête serment devant les assemblées législative et constituante à Lumumbashi, affirmant que cet organe n'est pas une « comédie ».
- 22 août 2000 L'ex-président du Nigeria, le Général Abdulsalami Abubakar, se rend à Kinshasa en tant qu'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies et rencontre Kabila.
- 23 août 2000 Le gouvernement de la RDC « suspend » officiellement l'Accord de Lusaka, puis autorise le déploiement des observateurs de la MONUC pour contrôler le cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la MONUC jusqu'au 15 octobre.
- 28 août 2000 Une attaque à la grenade contre un meeting social à Bukavu fait 7 morts et 43 blessés. Les autorités accusent les forces du gouvernement de Kabila d'utiliser des méthodes terroristes. La société civile de Bukavu formule la même accusation à l'encontre du Rwanda et du RCD.
- 11 octobre 2000 Museveni accueille la conférence sur la réconciliation entre les dirigeants rivaux du RCD-ML, Wamba et Nyamwisi, à la Maison d'État.
- 28 octobre 2000 Le docteur Emile Ilunga démissionne de son poste de président du RCD-Goma. On rapporte qu'il aurait reconnu les erreurs commises « lors de sa présidence ». Ses deux vice-présidents, Jean-Pierre Ondekane et Moïse Nyarugabo, démissionnent également. Le nouveau président, Adolph Onusumba, réorganise le cabinet des rebelles.
- 5 novembre 2000 Les forces restées fidèles au vice-président du RCD-ML désormais renégat, Nyamwisi, tentent un coup de force contre le président du mouvement, Wamba dia Wamba. La tentative échoue.
- 8 novembre 2000 Au terme des entretiens de Tripoli, en Libye, il est décidé d'envoyer une force de pacification africaine en RDC. Les participants à ce sommet étaient les chefs d'États du Rwanda, de l'Ouganda, du Zimbabwe et du Mali, ainsi que les représentants de l'Angola, de la RDC, de la Namibie et d'Afrique du Sud.
- 14 novembre 2000 Le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, annule son voyage à Maputo, au Mozambique, où devait se tenir la deuxième phase des débats sur le conflit en RDC.
- 15 novembre 2000 Le gouvernement de RDC diffère l'introduction d'une nouvelle réglementation concernant les taxes à l'importation ainsi qu'un certain nombre de droits à payer en devises au gouvernement. La mesure menaçait de paralyser l'économie congolaise, de provoquer une pénurie des produits de première nécessité et de favoriser l'inflation.
- 16 novembre 2000 Des informations font état d'une montée de la tension à Bunia. Nyamwisi ordonne à Wamba de quitter la ville d'ici la fin de la semaine. Wamba répond qu'il n'est pas question pour lui d'abandonner le peuple de Bunia à son destin.
- 16 novembre 2000 Des combats sont signalés aux environs de Pepa. L'APR et le RCD progresseraient vers la ville.
- 27 novembre 2000 Le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, réunit un second sommet à Maputo, au Mozambique, pour examiner les avancées réalisées dans la mise en œuvre du plan de désengagement de Kampala. Le sommet dégénère en escarmouches verbales entre les présidents du Rwanda, de l'Ouganda et de la DRC.
- 29 novembre 2000 Le président de la RDC, Laurent Kabila, déclare que la demande formulée par les Nations Unies concernant la liberté de circulation des membres de la MONUC équivaut à nier la souveraineté nationale de la RDC.
- 29 novembre 2000 Le Comité politique chargé de suivre le processus de paix engagé à Lusaka se réunit à Lusaka et invite les Nations Unies à accroître leur présence militaire en RDC, profitant du fait que les parties en conflit ont renouvelé leur engagement à retirer leurs forces.

- 30 novembre 2000 En tant que Coordinateur des Nations Unies pour les secours d'urgence, Carolyn McAskie informe le Conseil de sécurité de la situation en RDC, qu'elle décrit comme l'« une des plus grandes crises humanitaires du monde.»
- 4 décembre 2000 Un avion de transport, de la Compagnie des Grands Lacs, est détourné alors qu'il reliait Goma à Kindu. Les pirates de l'air exigent que l'avion rejoigne le territoire contrôlé par le gouvernement. La tentative échoue suite à l'intervention d'un commandant du RCD présent dans l'avion, qui abat l'un des pirates d'une balle dans la nuque.
- 4 décembre 2000 L'APR et les forces du RCD s'emparent de Pweto. Des dizaines de milliers de civils résidant dans la région s'enfuient vers la Zambie. Plusieurs milliers de membres des troupes gouvernementales et alliées les accompagnent. Le gouvernement de RDC qualifie le recul de « retraite tactique ». Le gouvernement du Zimbabwe déclare que ces forces ont battu en retraite afin de ne pas violer l'Accord de cessez-le-feu.
- 8 décembre 2000 La Cour internationale de Justice refuse d'ordonner la suspension d'un mandat d'arrêt international émis par la Belgique à l'encontre de l'ancien ministre des Affaires étrangères de la RDC, Yerodia Abdoulaye Ndombasi, en raison du rôle qu'il a joué dans les massacres de Tutsis perpétrés en août 1998 à Kinshasa. Le gouvernement de la RDC avait fait appel en prétextant que ce mandat interdisait à Yerodia de se déplacer et, par conséquent, de remplir sa tâche de ministre des Affaires étrangères. Cependant, la Cour internationale a invalidé l'appel, en raison du récent remaniement qui avait nommé Yerodia ministre de l'Éducation.
- 14 décembre 2000 Le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 1332 qui proroge de six mois le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et accepte la proposition du Secrétaire général Kofi Annan d'augmenter le nombre des observateurs militaires contrôlant l'application du plan de désengagement des forces sur les différentes lignes de front. Il se déclare prêt à appuyer la décision de Kofi Annan d'envoyer des unités d'infanterie sur la frontière est de la RDC avec le Rwanda « dès que [le Secrétaire général] considérera que la situation le permet ».

ANNEXE C

RÉPARTITION DES FORCES MILITAIRES CONVENTIONNELLES<sup>251</sup>

<b>Angola : Forcas Armadas Angolanas (FAA)</b>		
<b>Effectifs</b>	Effectif total : 107 500 Armée : 100 000 Marine : 1,500-2,000 Force aérienne/Défense aérienne : 6 000 Paramilitaires : 15 000 Police d'intervention rapide : 15 000	Seuls 2 000 à 2 500 hommes de second échelon sont déployés en RDC. La plupart seraient à Mbuji Mayi, Mbandaka, et dans l'ouest de la RDC, près de Matadi.
<b>Organisation</b>	35 régiments y compris d'infanterie et de blindés. La puissance et la qualité varient.	
<b>Équipement</b>		
<b>Chars de bataille</b>	300 T-54/55 230 T-62 30 T-72	
<b>Véhicules blindés légers</b>	Plus de 50 BMP-1 100 BMP-2 Plus de 40 BRDM-2 (recce) 100 APC BTR-60/-80/-152 400 BMP 1/2	
<b>Artillerie</b>	300 pièces d'artillerie auto-tractées comprenant M-1942 ZIS-3 76 mm D-44 85 mm D-30 122 mm M-46 130 mm Fusils d'assaut 100 mm SU-100 (quantité inconnue) 50 lance-roquettes multirampes BM-21 122 mm 40 RM-70 122 mm BM-24 240 mm (quelques pièces)  250 mortiers 82 mm Plus de 40 mortiers M-43 120 mm	
<b>Lutte antichar</b>	Sagger AT-3 (quantité inconnue) 500 canons sans recul notamment  B-10 82 mm B-11 107 mm	
<b>Défense aérienne</b>	Plus de 200 pièces, notamment ZPU-4 14.5 mm ZSU-23-2 23 mm M-1939 37 mm S-60 57 mm tractés 40 X ZSU-57-2 SP (à roues) 20 ZSU-23-4 SP (chenillés)	
<b>Systèmes de missiles sol-air</b>	Lanceurs SA-7 et SA-14 (quantité inconnue) 40 SA-2 12 SA-3 25 SA-6 15 SA-8 20 SA-9 10 SA-13 (la plupart inutilisables)	Missiles comprenant Air-Sol : HOT, AT-2 <i>Swatter</i> Air-Air: AA-2 <i>Atoll</i>
<b>Avions de combat</b>	20 MiG-21 MF/bis 30 MiG-23 12 SU-22 4 SU-25 2 SU-27 12 L39	(9 M4 SU-22 livrés)
<b>Avions de reconnaissance d'entraînement et de lutte anti-guérilla</b>	9 PC 7/9 3 Cessna 172 6 Yak-11 Emb-312	

<sup>251</sup> Institute for International and Strategic Studies (IISS), Londres, *The Military Balance* (1997-98, 1998-1999, 2000-2001). Les chiffres fournis sont les plus récents dont dispose l'IISS.



<b>Reconnaissance maritime</b>	2 EMB-111 1 F-27 MPA 1 King Air B-200B	
<b>Avions de transport</b>	2 AN-2  9 AN-26 6 BN-2 2 C-212 4 PC-6B 2 L-100-20 2 C-130 8 AN-12 (loués à l'Ukraine) 2 Il -76 (loués à l'Ukraine)	
<b>Hélicoptères de combat</b>	15 Mi-25/35 5 SA-365M hélicoptères de combat 6 SA-342 avec des roquettes anti-personnel/anti-véhicule de type HOT 14 Mi-24B	
<b>Hélicoptères de transport</b>	8 AS-565 30 IAR-316 25 Mi-8/17	
<b>Bâtiments des forces navales</b>	4 PCI <i>Mandume</i> Type 31,6m 3 PCI <i>Patrulheiro</i> 1 <i>Sepal</i> SS-C-1 1 <i>Sov Yevgenya</i> (anti-mine) 1 <i>Sov Polnochny</i> LSM, (engin amphibie de transport de troupes d'une capacité de 100 hommes, 6 chars)	De nombreux bâtiments ne sont pas opérationnels.

<b>Congo-Kinshasa : Forces Armées Congolaises (FAC)</b>		
<b>Effectifs</b>	Armée : 55 000	
<b>Organisation</b>	Plus de 10 brigades d'infanterie 1 brigade de la garde présidentielle 1 brigade d'infanterie mécanisée 1 bridage de commando (signalée)	
<b>Unités spécialisées</b>	Des unités spécialisées entraînées par la ZNDF et les Nord-Coréens ont été signalées.	
<b>Équipement</b>		
<b>Engins blindés</b>	20 engins chinois de type 59 (en cours de remise à neuf)  40 engins chinois de type 62	
<b>Véhicules blindés légers</b>	30 AML 60 Panhard 30 AML 90 Panhard 12 M113 12 YW-531 60 M-3 Panhard Quelques Casspir, Wolf Turbo 2, et APC <i>Fahd</i>	
<b>Artillerie</b>	30 obusiers M116 75 mm 20 canons tractés chinois de type 56 85 mm 20 M-1938 D-30 122 mm 15 canons tractés chinois de type 60 122 mm 8 obusiers chinois de type 59 130 mm 20 lance-roquettes multirampes chinois de type Type 63 107 mm 10 lance-roquettes multirampes BM-21 122 mm Mortiers 81 mm (quantité inconnue) Mortiers M-30 107 mm (quantité inconnue) 50 Brandt 120 mm	
<b>Antichar</b>	Canons sans recul M-18 57 mm (quantité inconnue) Canons sans recul M-20 75 mm (quantité inconnue) Canons sans recul M-40A1 106 mm (quantité inconnue)	
<b>Défense aérienne</b>	ZPU-4 14,5 mm 40 M-1939 37 mm / Type 63 L-60 40 mm SA-7	
<b>Avions</b>		Peu d'appareils sont utilisables. 10 SU-25 seraient en

		commande.
<b>Bâtiments des forces navales</b>	4 PCC chinois Shanghai II (la plupart non-opérationnels) 2 embarcations légères PCI 6 navires armés (la plupart non opérationnels)	

<b>Zimbabwe : Zimbabwean National Defence Force (ZNDF)</b>		
<b>Effectifs</b>	Effectif total : 40 000 Armée : 35 000 Forces aériennes : 4 000 Police : 19 500 (y compris pers. aérien) Unité de soutien de police : 2 300	11 000 hommes déployés en RDC, dont <b>6 000 appartenant à l'infanterie</b> Régiment d'artillerie Escadron de véhicules blindés Escadron de chars Force du génie Police militaire Unités de soutien
<b>Organisation</b>	5 brigades HQ 1 brigade mécanisée 1 brigade d'artillerie 1 groupe de la garde présidentielle 1 escadron de blindés 18 bataillons d'infanterie dont 2 bataillons de la garde présidentielle 1 bataillon mécanisé 1 bataillon de commando 1 bataillon de parachutistes 2 régiments d'artillerie 1 régiment du génie 1 régiment de défense aérienne	
<b>Équipement</b>		
<b>Chars de bataille</b>	22 engins chinois de type 59 10 engins chinois de type 69	
<b>Véhicules blindés légers</b>	20 véhicules blindés modulaires Eland 60/90 90 Cascavel EE-9 avec canons de 90 mm 30 YW-531 chinois de type 63 APC UR416 (quantité inconnue) 40 Crocodile 23 ACMAT	
<b>Artillerie</b>	4 canons tractés chinois de type 54 122 mm 12 canons tractés chinois de type 60 122 mm 18 lance-roquettes multirampes chinois de type 63 107 mm 52 lance-roquettes multirampes de type RM-70 122 mm 502 mortiers 81/82 mm 14 mortiers M-43 120 mm	
<b>Défense aérienne</b>	215 pièces dont 14,5 mm ZPU-1/-2/-4 23 mm ZU-23 37 mm M-1939 17 X SA-7	
<b>Avions</b>	2 escadrons d'attaque au sol dont 1 avec 11 chasseurs 9 X FGA-90 1 X F-80 1 X T-81 1 avec 8 Hawk (MK-60/MK-60A) (2 utilisables) 1 escadrons de combat avec 12 appareils chinois F-7 (MiG-21) (9 utilisables) 1 escadron de Recce Squadron avec 14 Lynx Reims-Cessna 337 1 escadron de transport avec  6 BN-2 8 C 212-200(1 VIP) 1 escadron d'entraînement, de reconnaissance et de liaison avec 22 SF-260 Genet(9-C, 6-F, 5-W, 2 TP)	Les taux d'aptitude à l'emploi semblent être très faibles

	1 escadron d'hélicoptères 2 As 532 UL(VIP) 10 AB-412 1 escadron d'hélicoptères (armé/de liaison) 24 SA-319 2 Mi-35 2 Mi-35P	
--	---	--

<b>Namibie : Namibian Defence Force (NDF)</b>		
<b>Effectifs</b>	Armée : 9 000, Gardes côtes : 100	1 600 à 2 000 hommes déployés en RDC avec 1 batterie d'artillerie 2 bataillons d'infanterie
<b>Organisation</b>	6 X Infantry Battalions 1 X Combat Support brigade with 1 X Artillery Regiment 1 X Air Defence Regiment 1 X Anti-Tank Regiment	
<b>Chars de bataille</b>	4 T-34 7 T-55	Aptitude à l'emploi douteuse
<b>Véhicules blindés légers</b>	BRDM-2 20 APC Casspir 30 APC Wolf APC 10 BTR 60	
<b>Artillerie</b>	8 canons tractés 88 mm 24 obusiers G-2 140 mm 5 lance-roquettes multirampes BM21 122 mm Mortiers 81 mm Mortiers 82 mm	
<b>Lutte antichar</b>	Canons sans recul B10 82 mm (quelques pièces) Canons antichar 57 mm (quelques pièces) Canons antichar ZIS-3 M1942 76 mm (quelques pièces)	
<b>Défense aérienne</b>	50 ZPU-4 14,5 mm 15 <i>Zumlac</i> 23 mm (ZU-23-2) 50 SA-7	
<b>Avions</b>	1 Falcon 900 1 Learjet 36 5 Cessna 337/02-A 2 Y-12 1 Caravan F406 (patrouille maritime) 2 hélicoptères <i>Alouette</i> SA-319	Les taux d'aptitude à l'emploi semblent très faibles
<b>Bâtiments des forces navales</b>	1 PCO <i>Oryx</i> 1 PCC <i>Osprey</i>	

<b>Rwanda : Armée Patriotique du Rwanda (APR)</b>		
<b>Effectifs</b>	55 000 à 70 000 hommes (il a été fait état d'un maximum de 90 000) Armée : 49 000 à 64 000 Paramilitaire 7 000 Gendarmerie : 6 000	17 000 à 20 000 hommes en RDC.
<b>Organisation</b>	6 brigades 1 régiment d'infanterie mécanisé	
<b>Chars de bataille</b>	12 T-54/-55	
<b>Véhicules blindés légers</b>	15 AML-60 AML-245 (quantité inconnue) AML-90 (quantité inconnue) 16 VBL BTR (quantité inconnue) Panhard (quantité inconnue) 16 <i>Nyala</i> RG-31	

<b>Artillerie</b>	35 canons dont 105 mm (quantité inconnue) 6 122 mm 250 mortiers dont including mortiers 81 mm mortiers 120 mm	
<b>Défense aérienne</b>	150 pièces dont 14,5 mm 23 mm 37 mm SA-7 SA-16 (signalés)	
<b>Avions</b>	1 Islander BN-2A 2 hélicoptères Mi-24 ou plus 4 hélicoptères MI-17 MD	

### Ouganda : Ugandan People's Defence Force (UPDF)

<b>Effectifs</b>	Armée : 50 000 à 60 000 Unité de protection présidentielle : 2 000 Forces aériennes : 800 Forces de défense locales : 15 000 Unité de défense des frontières : 600 Forces navales : 400	10 000 hommes déployés au Congo avec l'essentiel du personnel d'élite et de l'équipement de qualité
<b>Organisation</b>	4 divisions armées (2 de 3 brigades, 2 de 4 brigades) 12 brigades avec 12 bataillons d'infanterie 2 compagnies blindées 2 batteries d'artillerie 2 régiments de défense aérienne 1 bataillon de forces navales Unité de protection présidentielle	
<b>Chars de bataille</b>	140 T-54/55 20 chars légers PT-76	
<b>Véhicules blindés légers</b>	40 véhicules blindés modulaires <i>Eland</i> 60 véhicules blindés modulaires <i>Ferret</i> 12 BTR 60 4 SKOT OT-64 20 APC <i>Mamba</i> 20 APC <i>Buffel</i>	
<b>Artillerie</b>	60 M-1942 76 mm 20 M-1938 122 mm 12 M46 130 mm 4 G5 155 mm Lance-roquettes multirampes BM-21 122 mm (quantité inconnue) Mortiers L-16 81 mm (quantité inconnue) Mortiers M-43 82 mm (quantité inconnue) 60 mortiers Soltam 120 mm	
<b>Lutte antichar</b>	40 Sagger AT3	
<b>Défense aérienne</b>	48 ZPU-1/2/4 14,5 mm 20 ZU-23 23 mm (tractés) 20 M-1939 37 mm M-1939 SA-7 (quantité inconnue)	
<b>Avions</b>	7 MiG-21 bis Fishbed-N (5-MF, 2 UTI) 3 hélicoptères d'attaque Mi-24 3 hélicoptères d'assaut Mi-17 3 hélicoptères de transport Bell 206 2 hélicoptères de transport Bell 412 1 hélicoptère de police <i>Jet Ranger</i>	Cependant, l'UPDF ne dispose pas encore de pilotes entraînés pour piloter les 5 MiG-21 réparés
<b>Boats</b>	8 embarcations de patrouille en rivière, plus des canots	

### Burundi : Forces Armées Burundaises (FAB)

<b>Effectifs</b>	Armée : 45 500. Forces aériennes : 100	
<b>Unités spécialisées</b>	Bataillon de parachutistes Bataillon de commando	
<b>Organisation</b>	7 bataillons d'infanterie 2 bataillons de blindés légers 1 bataillon du génie 1 bataillon d'artillerie 1 bataillon de défense aérienne	

	10 bataillons de réserves (signalés)	
<b>Véhicules blindés légers</b>	6 AML 60 (Recce) 12 AML 90 (Recce) 9 APC Panhard M-3 7 véhicules blindés modulaires Shorland SB-301 30 BRDM-2 (quantité inconnue) 20 BTR-40 APC	
<b>Artillerie</b>	18 canons tractés M116 75 mm 18 D-30 122 mm (quantité inconnue) 100 mortiers ou plus dont : mortiers M-43 type 82 mm 120 mortiers (type inconnu) 12 lance-roquettes multirampes BM-21 122 mm (quantité inconnue)	
<b>Lutte antichar</b>	15 canons sans recul chinois de type 52 75 mm 83 mm : Blindicide	
<b>Défense aérienne</b>	15 ZPU-4 14,5 mm ZU-23 23 mm (quantité inconnue) 18 37 mm Type 54 SA-7	
<b>Avions à ailes fixes</b>	4 SF 260W T/P 2 DC-3 de transport	
<b>Hélicoptères</b>	2 Gazelle SA 342 L 3 SA-316B 2 Mi-8	
<b>Bateaux</b>	4 PRC Huchuan Type 026 1 bateau de débarquement (LCT) 1 spt 4 canots	

## ANNEXE D

### CARTE D'IDENTITE DES FORCES ARMEES CONGOLAISES (FAC)

(Sauf mention spéciale, tous les commandants militaires occupent leur poste actuel depuis au moins septembre 1999.)		
Ministre de la Défense	Président Kabila	
Ministre délégué à la Défense	Tchamlesso	Camarade de Kabila pendant des années, il a pris part aux guérillas du PRP (Parti de Révolution Populaire) de Kabila. Originaire de la région, il a la réputation d'être implacablement hostile aux Tutsis. Il fut nommé en novembre 2000
Vice-ministre de la Défense	Général-Major Dieudonné Kayembe	Originaire de la tribu des Luba, du Kasai, officier des l'ex-FAZ. Il fut longtemps emprisonné sous Mobutu sous prétexte de trahison.
Ministre de la reconstruction et Commandant du corps de service national	Général-Major Denis Kalume Numbi	Originaire de la tribu des Luba de Maniema, et officier des ex-FAZ. Il fut longtemps emprisonné sous Mobutu sous prétexte de trahison.
Commandant en chef des forces armées	Lieutenant général Sylvestre Lwetcha (autre orthographe possible : Lweshwa, Louetcha etc).	Bembe du Sud-Kivu. Longtemps leader Mai Mai, impliqué dans la résistance de guérilla contre Mobutu dès 1969. Selon certains, il était également officier des FAZ. Aujourd'hui âgé, il doit probablement son poste à son statut politique au sein des Mai Mai. Personne ne sait jusqu'à quel point il fut impliqué dans le PRP de Kabila.
Commandant des forces terrestres	Général Major Joseph Kabila.	Fils (ainé) du président Kabila. Sa mère serait une Tutsie du Rwanda. Trop jeune pour avoir servi avant le milieu des années 90. Il a passé la plupart de sa jeunesse hors du Congo.
Commander des forces navales	Général Major Liwanga Mata.	Originaire de l'Équateur. Officier des ex-FAZ.
Commandant des forces aériennes	Général Major Faustin Munene	Originaire de Bandundu. Serait le fils de Pierre Mulele, leader révolutionnaire dans les années 1960. Si c'est le cas, son père et sa mère furent exécutés et mutilés par les forces de Mobutu. Eduqué en Angola où il s'éleva à un rang supérieur dans l'armée angolaise. Lié par mariage au président Eduardo Dos Santos. Munene fut un des commandants des « gendarmes katangais », dont certains sont des descendants de Congolais qui ont fui en Angola après la sécession du Katanga. (Certains des gendarmes katangais ont une pratique militaire, alors que d'autres ont une étiquette plus politique). Il fut commandant en chef des forces armées jusqu'en septembre 1999. Kabila l'a arrêté et gravement humilié à plusieurs occasions. Des rumeurs persistent selon lesquelles il aurait échappé à des tentatives d'assassinat au cours des deux dernières années. Il est perçu comme une menace. Il est néanmoins resté à la tête du Commandement aérien en raison de ses liens étroits avec les Angolais. Il semblerait que les Occidentaux s'en méfient en raison du destin de ses parents.
Commandants des régions militaires		
1 <sup>ère</sup> Région (Nord et Sud Kivu)	Général Major Sikatende Shabani	Leader Mai Mai du Kivu ou de Maniema, opérant probablement dans l'est. Commande des partisans d'une « aile » des Mai Mai (les autres étant loyaux à Lwetcha ou Padiri).
2 <sup>ème</sup> Région (Province orientale)	Brigadier général Joseph Mundimbi	Serait un ancien gendarme katangais. Probablement originaire de l'est de la RDC.
3 <sup>rd</sup> Région (Maniema et Kasai Oriental)	Brigadier général Felicien Kiyana	Peut-être un ancien des ex-FAZ. Probablement originaire de l'est de la RDC.
4 <sup>th</sup> Région (Katanga)	Brigadier général John Numbi	Selon les dires, ancien gendarme katangais. Il fut un politicien et organisateur du JUFERI, mouvement de la jeunesse qui suivit le politicien katangais populiste Kyungu wa Kumanza, lequel prônait l'expulsion hors du Katanga des citoyens originaires des Kasai dans les années 1990. Numbu est un mulubakat, (même tribu que le président).
5 <sup>th</sup> Région (Équateur)	Brigadier général Kisempia Songilanga	Originaire du Bas-Congo ou du Katanga. Il a remplacé le Brigadier général Jean-Leon Mabila, également katangais, qui fut accusé d'incompétence et de revers militaires en Équateur. Kisempia est un officier des ex-FAZ. Mabila était un ancien gendarme katangais mais sans grande expérience militaire.

6 <sup>th</sup> Région (Kasaï Occidental et Bandundu)	Brigadier général Felix Mbusa Mabe	Originaire de l'Équateur. Colonel dans les ex-FAZ. Emprisonné sous Mobutu.
7 <sup>th</sup> Région (Kinshasa)	Brigadier général Jean Yav Nawej	Originaire du sud-Katanga, appartenant à la tribu des Lunda. Plutôt âgé. Ex-gendarme katangais. Serait lié au président.
8 <sup>th</sup> Région (Bas-Congo)	Brigadier général Marcelin Lukama	Officier des ex-FAZ. Originaire du Kasaï Oriental.
Commandant de la police nationale, y compris de la Police d'Intervention Rapide (PIR)	Celestin Kifwa	Kifwa était commandant en chef des forces armées lorsque la rébellion éclata, mais il fut remplacé par Munene, plus expérimenté. Egalement gendarme katangais, Kifwa est apparemment un Mulubakat. Il a épousé la sœur aînée du président.
Commandant en second de la Force d'intervention pour la capitale (FIC)	Jean-Claude Kifwa	Fils de Celestin Kifwa et neveu de Kabila. Il est également surnommé « 'Tango-Tango » . Commandant en second des FIC, il serait en réalité le véritable commandant.

## ANNEXE E

### LES MEMBRES DES COMMANDEMENTS MILITAIRES INTERAHAMWE

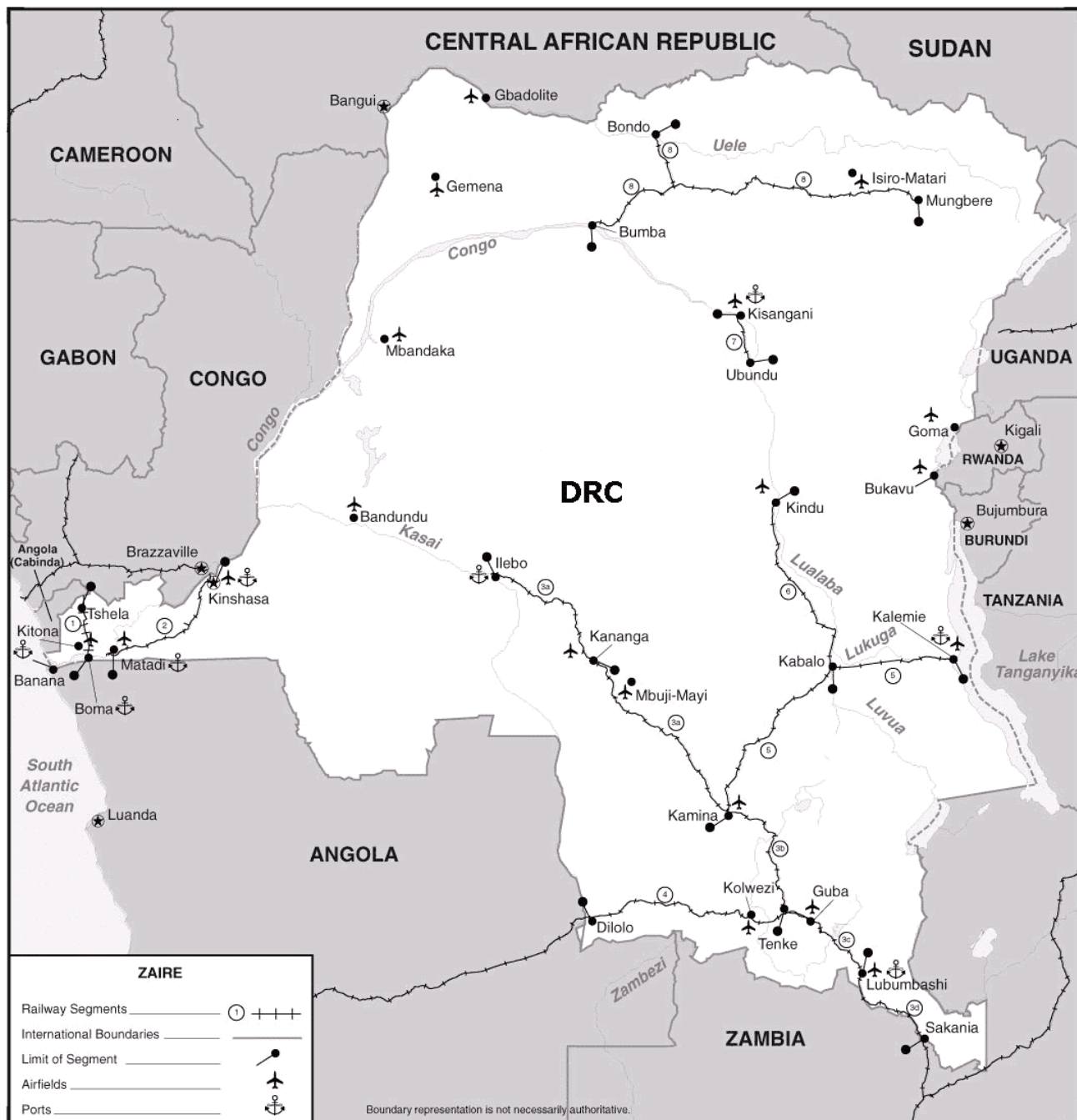
Fonction	Nom	Lieu
Commandant en chef	Général Augustin Bizimungu	Lubumbashi
?	Colonel Athanase Gasake	Lubumbashi
?	Colonel Tharcisse Renzaho	Lubumbashi
?	Colonel Aloys Ntiwiragabo	Lubumbashi
?	Major Protais Mpiranya	RDC
?	Major Evariste Nyampame	RDC
Cmdt des opérations de l'ALiR	Colonel Omari	?
Officier de communications/de liaison	Major Sebirayi	Kigoma
?	Major Makilo	?
<b>Structure de commandement Interahamwe dans les Kivus</b>		
Cmdt de la PALIR & de l'ALiR dans les Kivus	Général Paul Rwarakabije	Shabunda
<b>1<sup>st</sup> division</b>		
Cmdt 1 <sup>ère</sup> division	Colonel Bemera (ex-Major Haguma)	Nord-Kivu
2 I/C 1 <sup>ère</sup> division	Colonel Mutabazi	Nord-Kivu
<b>Brigade Limpopo</b> (Anciennement Brigade Artere - Pfunda puis Mike – A fait parlé d'elle pendant qu'elle se trouvait au Rwanda en 1997-1998)		
Cmdt de brigade, Brigade Limpopo	Colonel Mwalimu (anciennement Capt Murenzi)	Lukweti-Mutongo
2 I/C Brigade Limpopo	Major Mbuyi	Lukweti-Mutongo
Officier de renseignement de la Brigade Limpopo	Major Ninja	Lukweti-Mutongo
Cmdt Bn Toro	Capitaine Sindi	Lukweti-Mutongo
2 I/C	Capitaine Linani	Lukweti-Mutongo
Cmdt Bn Mbarara	Capitaine Fils	Lukweti-Mutongo
Cmdt Bn Abidjan	Capitaine Darius	Lukweti-Mutongo
<b>Brigade Niamey</b>		
Commandant de la Brigade Niamey	Colonel Kakeri	Rutshuru
<b>Brigade LilonGwe</b>		
Commandant de la Brigade	Colonel « Omega »	Katoye
<b>2<sup>ème</sup> division</b>		
Cmdt 2 <sup>ème</sup> division	Colonel Mutabazi	Sud-Kivu
2 I/C 2 <sup>ème</sup> division	Colonel Rwagakinga	Sud-Kivu
Cmdt de la mobilisation dans le Sud-Kivu	Major Mahoro	Sud-Kivu
Commandant de la Brigade Okapi	Major Mugabo	Sud-Kivu
Brigade	?	Sud-Kivu



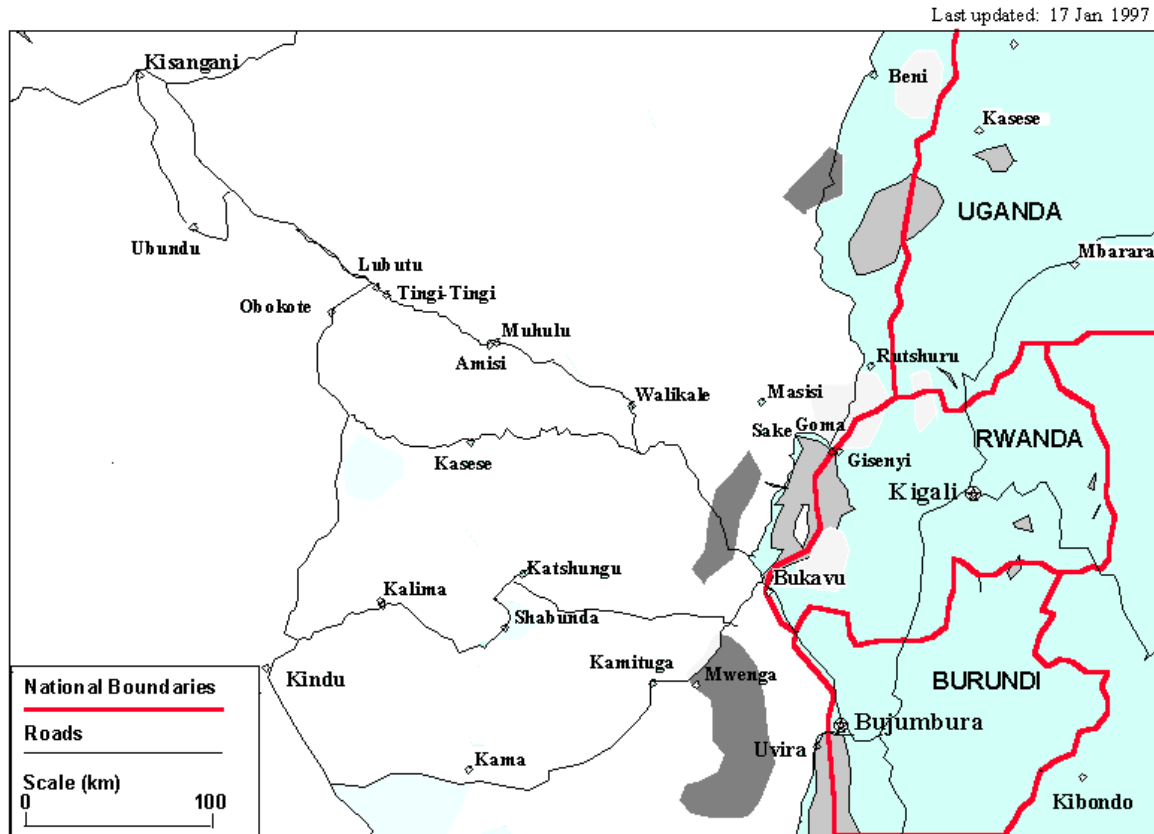
Brigade	?	Sud-Kivu
Coordinateur des infiltrations dans le Cyangugu	Capitaine Saddam/Sadick	Près de Bukavu
Coordinateur logistique	Commandant Georges	Près de Bukavu

## ANNEXE F

### CARTES : INFRASTRUCTURE EN RDC ET AUX KIVUS



#### A. République démocratique du Congo (Source : Reliefweb)



**B. Les Kivus (Source : Reliefweb)**

## ANNEXE G

### A PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

---

L'International Crisis Group (ICG) est une organisation internationale privée dont l'objectif est d'améliorer la réponse internationale aux crises politiques et humanitaires. L'approche d'ICG est basée sur une combinaison unique d'analyse de terrain et d'activité de plaidoyer au plus haut niveau international.

Des équipes d'analystes sont envoyées dans divers pays à risque, où elles sont chargées de récolter et de recouper différentes sources d'information, d'évaluer la situation et de rédiger des rapports analytiques rigoureux contenant une série de recommandations pratiques destinées aux décideurs internationaux.

Les membres du conseil d'administration de l'International Crisis Group - issus du monde politique, diplomatique et des milieux d'affaires - s'engagent à promouvoir les rapports d'ICG auprès de leur gouvernement. Le public peut également s'informer de ses activités auprès du site internet de l'organisation, [www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org). Le conseil d'administration d'ICG est mené par Martti Ahtisaari, ancien Président de Finlande. Gareth Evans, Ministre des Affaires Etrangères en Australie durant huit ans, est Président et Chef Exécutif depuis janvier 2000.

L'ICG travaille actuellement dans des régions en crises sur quatre continents: l'Algérie, la République Démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan et le Zimbabwe en Afrique ; la Birmanie/Myanmar, Indonésie, Kirgystan, Tadjikistan, Ouzbékistan en Asie ; la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, la Macédoine, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie en Europe ; et la Colombie en Amérique latine . Le siège central de l'organisation est à Bruxelles, des bureaux de liaison sont installés à Washington DC, New York et Paris.

L'organisation reçoit ses fonds de fondations et de donateurs privés. Les gouvernements suivants versent des fonds: l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République de Chine (Taiwan), la Suède, la Suisse et le Royaume Uni. Les donateurs privés regroupent la Fondations Ansary, la Fondation William et Flora Hewlett, la Fondation Charles Stewart Mott, la Fondation Smith Richardson, la Fondation Sasakawa, Open Society Institute, la Fondation Ford, et The U.S. Institute of Peace.

Octobre 2001

## ANNEXE H

### RAPPORTS ET BRIEFINGS DE L'ICG\*

---

#### AFRIQUE

---

##### ALGERIE

- Algeria: The Press in Crisis*, Rapport Afrique N°8, 11 janvier 1999
- Algérie: La crise de la presse*, Rapport Afrique N°8, 11 janvier 1999
- The People's National Assembly*, Rapport Afrique N°10, 16 février 1999
- Assemblée Populaire Nationale: 18 mois de législature*, Rapport Afrique N°10 16 février 1999
- Elections présidentielles en Algérie: Les enjeux et les perspectives*, Rapport Afrique N°12, 13 avril 1999
- The Algerian Crisis: Not Over Yet*, Rapport Afrique N°24, 20 octobre 2000
- La crise algérienne n'est pas finie*, Rapport Afrique N°24, 20 octobre 2000
- La concorde civile : Une initiative de paix manquée*, Rapport Afrique N°24, 9 juillet 2001

##### BURUNDI

- Burundi: Internal and Regional Implications of the Suspension of Sanctions*, Rapport Afrique N°14, 27 avril 1999
- Le Burundi après la suspension de l'embargo: Aspects internes et régionaux*, Rapport Afrique N°14, 27 avril 1999
- Quelles conditions pour la reprise de la coopération au Burundi?* Rapport Afrique N°13, 27 avril 1999
- Proposals for the Resumption of Bilateral and Multilateral Co-operation*, Rapport Afrique N°13, 27 avril 1999
- Burundian Refugees in Tanzania: The Key Factor in the Burundi Peace Process*, Rapport Afrique N°19, 30 novembre 1999
- L'Effet Mandela: Evaluation et Perspectives du processus de paix burundais*, Rapport Afrique N°20, 18 avril 2000
- The Mandela Effect: Evaluation and Perspectives of the Peace Process in Burundi*, Rapport Afrique N°20, 18 avril 2000
- Unblocking Burundi's Peace Process: Political Parties, Political Prisoners and Freedom of the Press*, Briefing Afrique, 22 juin 2000
- Burundi: Les enjeux du débat. Partis politiques, liberté de la presse et prisonniers politiques*, Rapport Afrique N°23, 12 juillet 2000
- Burundi: The Issues at Stake. Political Parties, Freedom of the Press and Political Prisoners*, Rapport Afrique N° 23, 12 juillet 2000

- Burundi Peace Process: Tough Challenges Ahead*, Briefing Afrique, 27 août 2000
- Burundi: Ni guerre ni paix*, Rapport Afrique N° 25, 1 décembre 2000
- Burundi: Sortir de l'impasse. L'urgence d'un nouveau cadre de négociations*, Rapport Afrique N°29, 14 mai 2001
- Burundi: Breaking the Deadlock, The Urgent Need for a New Negotiating Framework*, Rapport Afrique N° 29, 14 mai 2001
- Burundi: Cent jours pour retrouver le chemin de la paix*, Rapport Afrique N°33, 14 août 2001
- Burundi 100 Days to put the Peace Process back on Track*, Rapport Afrique N° 33, 14 août 2001

##### REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Africa's Seven Nation War*, Rapport DRC N°4, Rapport Afrique N°15, 21 mai 1999
- How Kabila Lost His Way*, Rapport DRC N°3, Rapport Afrique N°16, 21 mai 1999
- The Agreement on a Cease-Fire in the Democratic Republic of Congo*, Rapport Afrique N°17, 20 août 1999
- Kinshasa sous Kabila, à la veille du dialogue national*, Rapport Afrique N°18, 21 septembre 1999
- Scramble for the Congo: Anatomy of an Ugly War*, Rapport Afrique N° 26, 20 décembre 2000
- Le partage du Congo : Anatomie d'une sale guerre*, Rapport Afrique N° 26, 20 décembre 2000
- From Kabila to Kabila: Prospects for Peace in the Congo*, Rapport Afrique N°27, 16 mars 2001
- Disarmament in the Congo: Investing in Conflict Prevention*, Briefing Afrique, 12 juin 2001

##### RWANDA

- Five Years after the Genocide: Justice in Question*, Rapport Afrique N°11, 7 avril 1999
- Cinq Ans Après le Génocide au Rwanda: La Justice en Question*, Rapport Afrique N°11, 7 avril 1999
- Uganda and Rwanda: Friends or Enemies?* Rapport Afrique N°15, 4 mai 2000
- Tribunal pénal international pour le Rwanda: l'urgence de juger*, Rapport Afrique N°30, 7 juin 2001

##### SIERRA LEONE

- Sierra Leone: Time for a New Military and Political Strategy*, Rapport Afrique N° 28, 11 avril 2001

---

\* Released since January 1999.

## ZIMBABWE

*Zimbabwe: At the Crossroads*, Rapport Afrique N°22, 10 juillet 2000

*Zimbabwe: Three Months after the Elections*, Briefing Afrique, 25 septembre 2000

*Zimbabwe in Crisis: Finding a way Forward*, Rapport Afrique N°32, 13 juillet 2001

---

## ASIE

---

### BIRMANIE/MYANMAR

*Burma/Myanmar: How Strong is the Military Regime?*, Rapport Asie N° 11, 21 décembre 2000

### INDONESIE

*Indonesia's Maluku Crisis: The Issues*, Briefing Asie, 19 juillet 2000

*Indonesia: Keeping the Military Under Control*, Rapport Asie N°9, 5 septembre 2000

*Aceh: Escalating Tension*, Briefing Asie, 7 décembre 2000

*Indonesia: Overcoming Murder and Chaos in Maluku*, Rapport Asie N° 10, 19 décembre 2000

*Indonesia: Impunity Versus Accountability for Gross Human Rights Violations*, Rapport Asie N°12, 2 février 2001

*Indonesia: National Police Reform*, Rapport Asie N°13, 20 février 2001

*Indonesia's Presidential Crisis*, Briefing Indonésie, 21 février 2001

*Bad Debt: The Politics of Financial Reform in Indonesia*, Rapport Asie N° 15, 13 mars 2001

*Indonesia's Presidential Crisis: The Second Round*, Briefing Indonésie, 21 mai 2001

*Aceh: Why Military Force Won't Bring Lasting Peace*, Rapport Asie N° 17, 12 juin 2001

*Aceh: Can Autonomy Stem the Conflict?* Rapport Asie No 18, 27 juin 2001

*Communal Violence in Indonesia: Lessons from Kalimantan*, Rapport Asie No 19, 27 juin 2001

*Indonesia-U.S. Military Ties*: Briefing Asie, 18 juillet 2001

*The Megawati Presidency*, Briefing Indonésie, 10 septembre 2001

*Indonesia: Ending Repression in Irian Jaya*, Rapport Asie N° 23, 20 septembre 2001

### CAMBODGE

*Back from the Brink*, Rapport Asie N°4, 26 janvier 1999

*Cambodia: The Elusive Peace Dividend*, Rapport Asie N°8, 11 août 2000

### ASIE CENTRALE

*Central Asia: Crisis Conditions in Three States*, Rapport Asie N°7, 7 août 2000

*Recent Violence in Central Asia: Causes and Consequences*, Briefing Asie centrale, 18 octobre 2000

*Islamist Mobilisation and Regional Security*, Rapport Asie N°14, 1 mars 2001

*Incubators of Conflict: Central Asia's Localised Poverty and Social Unrest*, Rapport Asie N°16, 8 juin 2001

*Central Asia: Fault Lines in the Security Map*, Rapport Asie N° 20, 4 juillet 2001

*Central Asia: Uzbekistan at Ten – Repression and Instability*, Rapport Asie N°21, 21 août 2001

*Kyrgystan at Ten: Trouble in the Island of Democracy*, Rapport Asie N°22, 28 août 2001

*Central Asian Perspectives on the 11 septembre and the Afghan Crisis*, Briefing Asie centrale, 28 septembre 2001

---

## BALKANS

---

### ALBANIE

*The State of Albania*, Rapport Balkans N°54, 6 janvier 1999

*Albania Briefing: The Refugee Crisis*, 11 mai 1999

*Albania: State of the Nation*, Rapport Balkans N°87, 1 mars 2000

*Albania Briefing: Albania's Local Elections, A Test of Stability and Democracy*, Briefing Balkans 25 août 2000

*Albania: The State of the Nation 2001*, Rapport Balkans N°111, 25 mai 2001

*Albania Briefing: Albania's Parliamentary Elections 2001*, 23 août 2001

### BOSNIE

*Brcko: A Comprehensive Solution*, Rapport Balkans N° 55, 8 février 1999

*Breaking the Mould: Electoral Reform in Bosnia & Herzegovina*, Rapport Balkans N° 56, 4 mars 1999

*Republika Srpska: Poplacen, Brcko and Kosovo – Three Crises and Out?* Rapport Balkans N°62, 6 avril 1999

*Why Will No-one Invest in Bosnia and Herzegovina?* Rapport Balkans N°64, 21 avril 1999

*Republika Srpska in the Post-Kosovo Era: Collateral Damage and Transformation*, Rapport Balkans N°71, 5 juillet 1999

*Rule over Law: Obstacles to the Development of an Independent Judiciary in Bosnia and Herzegovina*, Rapport Balkans N°72, 5 juillet 1999

*Briefing Balkans: Stability Pact Summit*, 27 juillet 1999

*Preventing Minority Return in Bosnia and Herzegovina: The Anatomy of Hate and Fear*, Rapport Balkans N°73, 2 août 1999

*Is Dayton Failing? Policy Options and Perspectives Four Years After*, Rapport Balkans N°80, 28 octobre 1999

*Rule of Law in Public Administration: Confusion and Discrimination in a Post Communist Bureaucracy*, Rapport Balkans N°84, 15 décembre 1999

*Denied Justice: Individuals Lost in a Legal Maze*, Rapport Balkans N°86, 23 février 2000

*European Vs. Bosnian Human Rights Standards*, Handbook Overview, 14 avril 2000

**Reunifying Mostar: Opportunities for Progress**, Rapport Balkans N°90, 19 avril 2000

**Bosnia's Municipal Elections 2000: Winners and Losers**, Rapport Balkans N°91, 28 avril 2000

**Bosnia's Refugee Logjam Breaks: Is the International Community Ready?** Rapport Balkans N°95, 31 mai 2000

**War Criminals in Bosnia's Republika Srpska**, Rapport Balkans N°103, 02 novembre 2000

**Bosnia's Novembre Elections: Dayton Stumbles**, Rapport Balkans N°104, 18 décembre 2000

**Turning Strife to Advantage: A Blueprint to Integrate the Croats in Bosnia and Herzegovina**, Rapport Balkans N° 106, 15 mars 2001

**No Early Exit: NATO's Continuing Challenge in Bosnia**, Rapport Balkans N°110, 22 mai 2001

**Bosnia's Precarious Economy: Still Not Open For Business**; Rapport Balkans N° 115, 7 août 2001

## KOSOVO

**Unifying the Kosovar Factions: The Way Forward**, Rapport Balkans N°58, 12 mars 1999

**Kosovo: The Road to Peace**, Rapport Balkans N°59, 12 mars 1999

**Kosovo Briefing: Atrocities in Kosovo Must be Stopped**, 29 mars 1999

**Kosovo Briefing: The Refugee Crisis**, 2 avril 1999

**Kosovo: Let's Learn from Bosnia**, Rapport Balkans N°66, 17 mai 1999

**The New Kosovo Protectorate**, Rapport Balkans N°69, 20 juin 1999

**Kosovo Briefing: Who Will Lead the Kosovo Albanians Now?** 28 juin 1999

**The Policing Gap: Law and Order in the New Kosovo**, Rapport Balkans N°74, 6 août 1999

**Who's Who in Kosovo**, Rapport Balkans N°76, 31 août 1999

**Waiting for UNMIK: Local Administration in Kosovo**, Rapport Balkans N°79, 18 octobre 1999

**Violence in Kosovo: Who's Killing Whom?** Rapport Balkans N°78, 2 novembre 1999

**Trepca: Making Sense of the Labyrinth**, Rapport Balkans N°82, 26 novembre 1999

**Starting From Scratch in Kosovo: The Honeymoon is Over**, Rapport Balkans N°83, 10 décembre 1999

**Kosovo Albanians in Serbian Prisons: Kosovo's Unfinished Business**, Rapport Balkans N°85, 26 janvier 2000

**What Happened to the KLA?**, Rapport Balkans N°88, 3 mars 2000

**Kosovo's Linchpin: Overcoming Division in Mitrovica**, Rapport Balkans N°96, 31 mai 2000

**Reality Demands: Documenting Violations of International Humanitarian Law in Kosovo 1999**, 27 juin 2000

**Elections in Kosovo: Moving Toward Democracy?** Rapport Balkans N°97, 7 juillet 2000

**Kosovo Report Card**, Rapport Balkans N°100, 28 août 2000

**Reaction in Kosovo to Kostunica's Victory**, Briefing Balkans, 10 octobre 2000

**Religion in Kosovo**, Rapport Balkans N°105, 31 janvier 2001

## MACEDOINE

**Challenges and Choices for the New Government**, Rapport Balkans N°60, 29 mars 1999

**Toward Destabilisation?** Rapport Balkans N°67, 21 mai 1999

**Macedonia Briefing: Government Holds Together, Eyes Fixed on Upcoming Presidential Poll**, 11 juin 1999

**Macedonia Briefing: Update of Recent Political Developments**, 14 juin 1999

**Macedonia: Gearing up for Presidential Elections**, Rapport Balkans N°77, 18 octobre 1999

**Macedonia's Ethnic Albanians: Bridging the Gulf**, Rapport Balkans N°98, 2 août 2000

**Macedonia government expects setback in local elections**, Briefing Balkans, 4 septembre 2000

**The Macedonian Question: Reform or Rebellion**, Rapport Balkans N°109, 5 avril 2001

**Macedonia: The Last Chance for Peace**, Rapport Balkans N° 113, 20 juin 2001

**Macedonia: Still Sliding**, Briefing Balkans, 27 juillet 2001

**Macedonia: War on Hold**, Briefing Balkans, 15 août 2001

**Macedonia: Filling the Security Vacuum**, Briefing Balkans, 8 septembre 2001

## MONTENEGRO

**Montenegro Briefing: Milosevic to Move on Montenegro**, 23 avril 1999

**Montenegro Briefing: Calm Before the Storm**, 19 août 1999

**Montenegro: In the Shadow of the Volcano**, Rapport Balkans N°89, 21 mars 2000

**Montenegro's Socialist People's Party: A Loyal Opposition?**, Rapport Balkans N°92, 28 avril 2000

**Montenegro's Local Elections: Testing the National Temperature**, Background Briefing, 26 mai 2000

**Montenegro's Local Elections: More of the Same**, Briefing Balkans, 23 juin 2000

**Montenegro: Which way Next?** Briefing Balkans, 30 novembre 2000

**Montenegro: Settling for Independence?** Rapport Balkans N°107, 28 mars 2001

**Montenegro: Time to Decide**, Briefing Balkans, 18 avril 2001

**Montenegro: Resolving the Independence Deadlock**, Rapport Balkans N°114, 1 août 2001

## SERBIE

**Sidelining Slobodan: Getting Rid of Europe's Last Dictator**, Rapport Balkans N°57, 15 mars 1999

**Milosevic's Aims in War and Diplomacy**, Rapport Balkans N°65, 11 mai 1999

**Yugoslavia Briefing: Wanted for War Crimes**, 1 juin 1999

**Back to the Future: Milosevic Prepares for Life After Kosovo**, Rapport Balkans N°70, 28 juin 1999

**Transforming Serbia: The Key to Long-Term Balkan Stability**, Rapport Balkans N°75, 10 août 1999

**Serbia's Embattled Opposition**, Rapport Balkans N°94, 30 mai 2000

***Serbia's Grain Trade: Milosevic's Hidden Cash Crop***, Rapport Balkans N°93, 5 juin 2000

***Serbia: The Milosevic Regime on the Eve of the septembre Elections***, Rapport Balkans N°99, 17 août 2000

***Current Legal Status of the Republic of Yugoslavia (FRY) and of Serbia and Montenegro***, Rapport Balkans N°101, 19 septembre 2000

***Yugoslavia's Presidential Election: The Serbian People's Moment of Truth***, Rapport Balkans N°102, 19 septembre 2000

***Federal Republic of Yugoslavia Sanctions Briefing***, Briefing Balkans, 10 octobre 2000

***Serbia on the Eve of the décembre Elections***, Briefing Balkans, 20 décembre 2000

***A Fair Exchange: Aid to Yugoslavia for regional Stability***, Rapport Balkans N° 112, 15 juin 2001

***Peace in Presevo: Quick Fix or Long-Term Solution?*** Rapport Balkans N°116, 10 août 2001

***Serbia's Transition: Reforms Under Siege***, Rapport Balkans N°117, 21 septembre 2001

## **RAPPORTS REGIONAUX**

***War in the Balkans***, Rapport Balkans N°61, 19 avril 1999

***Balkan Refugee Crisis***, Rapport Balkans N°68, 1 juin 1999

***Balkans Briefing: Stability Pact Summit***, 27 juillet 1999

***After Milosevic: A Practical Agenda for Lasting Balkans Peace***, Rapport Balkans N°108, 26 avril 2001

***Milosevic in the Hague: What it Means for Yugoslavia and the Region***, Briefing Balkans Paper, 6 juillet 2001

---

## **RAPPORTS THEMATIQUES**

---

***HIV/AIDS as a Security Issue***, ICG Rapport thématique N° 1, 19 juin 2001

***Eu Crisis Response Capability: Institutions and Processes for Conflict Prevention and Management***, ICG Rapport thématique N° 2, 26 juin 2001

***The European Humanitarian Aid Office (ECHO): Crisis Response in the Grey Lane***, ICG Briefing, 26 juin 2001



## ANNEXE I

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ICG

**Martti Ahtisaari, Président**

*Ancien Président de Finlande*

**Stephen Solarz, Vice-Président**

*Ancien Membre du Congrès américain*

**Gareth Evans, Président**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères d'Australie*

**Morton Abramowitz**

*Ancien Secrétaire d'Etat adjoint américain ; ancien  
Ambassadeur américain en Turquie*

**Kenneth Adelman**

*Ancien Ambassadeur américain et Représentant permanent adjoint  
auprès de l'ONU*

**Richard Allen**

*Ancien Chef du Conseil National de Sécurité américain et  
Conseiller national à la sécurité*

**Hushang Ansary**

*Ancien Ministre iranien et Ambassadeur ; Président, Parman  
Group, Houston*

**Louise Arbour**

*Juge à la Cour Suprême, Canada ;  
Ancien Procureur en chef, Tribunal Pénal International pour  
l'ex-Yougoslavie*

**Oscar Arias Sanchez**

*Ancien Président du Costa Rica ; Prix Nobel de la Paix, 1987*

**Ersin Arioglu**

*Président, Yapi Merkezi*

**Paddy Ashdown**

*Ancien leader des Démocrates libéraux, Royaume-Uni*

**Zainab Bangura**

*Directeur, Campagne pour une bonne gouvernance, Sierra  
Leone*

**Alan Blinken**

*Ancien Ambassadeur américain en Belgique*

**Emma Bonino**

*Membre du Parlement européen ; ancien Commissaire européen*

**Maria Livanos Cattau**

*Secrétaire général, Chambre de Commerce Internationale*

**Eugene Chien**

*Secrétaire général adjoint auprès du Président, Taiwan*

**Wesley Clark**

*Ancien Commandant suprême des forces alliées de l'OTAN,  
Europe*

**Jacques Delors**

*Ancien Président de la Commission Européenne*

**Uffe Ellemann-Jensen**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères du Danemark*

**Gernot Erler**

*Vice-Président, Parti social-démocrate, Bundestag allemand*

**Mark Eyskens**

*Ancien Premier Ministre de Belgique*

**Yoichi Funabashi**

*Journaliste et auteur*

**Bronislaw Geremek**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères de Pologne*

**I.K.Gujral**

*Ancien Premier Ministre de l'Inde*

**Han Sung-Joo**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères de Corée*

**El Hassan bin Talal**

*Président, Forum de la pensée arabe*

**Marianne Heiberg**

*Chercheur, Institut norvégien des Affaires Internationales*

**Elliott F Kulick**

*Président, Pegasus International*

**Joanne Leedom-Ackerman**

*Romancière et journaliste*

**Todung Mulya Lubis**

*Juriste spécialiste des droits de l'homme et auteur*

**Allan J MacEachen**

*Ancien Vice-Premier Ministre du Canada*

**Barbara McDougall**

*Ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, Canada*

**Matthew McHugh**

*Conseiller auprès du Président, Banque Mondiale*

**Mo Mowlam**

*Ancien Secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord*

**Christine Ockrent**

*Journaliste*

**Timothy Ong**

*Président, Asia Inc magazine*

**Wayne Owens**

*Président, Centre pour la Paix au Moyen Orient et la  
Coopération Economique*

**Cyril Ramaphosa**

*Ancien Secrétaire Général, Congrès National Africain ;  
Président, New Africa Investments Ltd*

**Fidel Ramos**

*Ancien Président des Philippines*

**Michel Rocard**

*Membre du Parlement européen ; ancien Premier Ministre de  
France*

**Volker Ruhe**

*Vice-Président, Chrétiens-Démocrates, Bundestag allemand ;  
ancien Ministre allemand de la Défense*

**Mohamed Sahnoun**

*Conseiller spécial auprès du Secrétaire Général des Nations  
Unies*

**William Shawcross**

*Journaliste et auteur*

**Michael Sohlman**

*Directeur exécutif de la Fondation Nobel*

**George Soros**

*Président, Open Society Institute*

**Eduardo Stein**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères du Guatemala*

**Pär Stenbäck**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Finlande*

**Thorvald Stoltenberg**

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Norvège*

**William O Taylor**

*Président émérite, The Boston Globe*

**Ed van Thijn**

*Ancien Ministre de l'Intérieur, Pays-Bas ; ancien Maire d'Amsterdam*

**Simone Veil**

*Ancien Membre du Parlement européen ; ancien Ministre de la Santé, France*

**Shirley Williams**

*Ancien Secrétaire d'Etat britannique à l'Education et la Science ; Membre de la Chambre des Lords*

**Grigory Yavlinsky**

*Membre de la Douma russe*

**Mortimer Zuckerman**

*Président et Rédacteur en chef, US News and World Report*